INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2010

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2010
ISBN 978-2-550-59106-1 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-59105-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2010

Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2010*, est une publication qui dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets économiques d'intérêt général, amorce cette publication. Pour cette deuxième édition, M[me] Myriam Simard, responsable du Groupe de recherche sur la migration ville/campagne et les néo-ruraux de l'INRS, et M[me] Laurie Guimond, coordonnatrice du même groupe de recherche, commentent le mouvement migratoire de la ville vers la campagne de populations diverses. Ceci permettra d'avoir une meilleure compréhension de l'évolution sociodémographique des régions du Québec, notamment les municipalités régionales de comté (MRC) d'Arthabaska et de Brome-Missisquoi, particulièrement touchées par le repeuplement.

Dix thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, exportations, industrie manufacturière, investissements et permis de bâtir, mines, ressources humaines en science et technologie, santé, ainsi que la culture et les communications.

De plus, le panorama comporte une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et territoires équivalents (TE) dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs.

Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. D'ailleurs, une autre publication de l'Institut – le *Bulletin statistique régional* – permet d'obtenir des analyses encore plus détaillées pour chaque région administrative et également pour les MRC et les TE.

Avec la deuxième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Pierre Cambon et Stéphane Ladouceur

Service des statistiques sectorielles et du développement durable : Yrène Gagné, chef de service

Rédaction : Jean Berselli, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Luc Cloutier, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Pierre P. Lachance, Stéphane Ladouceur, Christine Lessard, Martine St-Amour

Collaboration spéciale : Laurie Guimond et Myriam Simard, Institut national de la recherche scientifique

Avec l'assistance technique de : Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Julie Godbout, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Gabrielle Tardif, Rémi Thivierge

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Pierre Cambon
Service des statistiques sectorielles
et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3065
Courriel : pierre.cambon@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2010* contient les statistiques les plus récentes au moment de sa composition. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca

Note : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/Ron Tech 2000/Devin Allphin, photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou Pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régional de comté
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
n	Nombre
t	Tonne métrique
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	Bas-Saint-Laurent
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	Capitale-Nationale
04	Mauricie
05	Estrie
06	Montréal
07	Outaouais
08	Abitibi-Témiscamingue
09	Côte-Nord
10	Nord-du-Québec
11	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	Chaudière-Appalaches
13	Laval
14	Lanaudière
15	Laurentides
16	Montérégie
17	Centre-du-Québec

Table des matières

Liste des tableaux 6
Liste des figures 9
Liste des cartes 12

1. La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents 13

2. Démographie 31

3. Marché du travail 47

4. Comptes économiques 57

4.1 Produit intérieur brut 57
4.2 Revenu personnel disponible 62

5. Exportations 67

6. Industrie manufacturière 71

7. Investissements et permis de bâtir 77

7.1 Investissements 77
7.2 Permis de bâtir 83

8. Mines 87

9. Ressources humaines en science et technologie 95

10. Santé 99

11. Culture et Communications 105

12. Statistiques par MRC et TE 115

12.1 Démographie 115
12.2 Revenu personnel disponible 119
12.3 Taux de travailleurs 123

Concepts et définitions 129
Coup d'œil sur les régions 133

4.2.2 Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 66
4.2.3 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 66

5. Exportations

5.1 Nombre et valeur des exportations de marchandises selon les établissements manufacturiers et non manufacturiers, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007 69
5.2 Valeur et part des exportations de marchandises selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007 70

6. Industrie manufacturière

6.1 Emploi dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007 74
6.2 Emploi dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007 75
6.3 Première destination des expéditions du secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2007 75
6.4 Emploi à la production et revenus découlant de biens fabiqués selon la strate d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 76
6.5 Part relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut régional, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007 76

7. Investissements et permis de bâtir

7.1.1 Dépenses en immobilisation par industrie et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2010 82
7.2.1 Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 85
7.2.2 Secteur non résidentiel : valeur des permis de bâtir selon les trois composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 86

8. Mines

8.1 Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives du Québec, 2008-2009 90-91
8.2 Emploi et rémunération dans le secteur minier, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 92-93

9. Ressources humaines en science et technologie

9.1 Personnes qui occupent un emploi en science et technologie, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2009 97
9.2 Personnes qui occupent un emploi en science et technologie selon le sexe et le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 97
9.3 Personnes qui occupent un emploi en science et technologie parmi celles qui occupent un emploi, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 98

10. Santé

10.1 Lits dressés, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007 102

Liste des tableaux

1. La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents

1.1 Principales caractéristiques sociodémographiques et économiques, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2006 17
1.2 Évolution démographique, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska et ensemble du Québec, 1991-2006 19
1.3 Perspectives démographiques, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska et ensemble du Québec, 2006-2031 19
1.4 Faits saillants de la comparaison entre les nouveaux résidents des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska 27

2. Démographie

2.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2009 41
2.2 Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2009 42
2.3 Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1998-1999 à 2008-2009 43
2.4 Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2003-2007) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2009) selon la région administrative de résidence 43
2.5 Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 et 2031 44
2.6 Évolution projetée, Scénario A - Référence, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2031 45

3. Marché du travail

3.1 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 51
3.2 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 52
3.3 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 53
3.4 Emploi selon le regroupement d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 54
3.5 Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 55
3.6 Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009 55

4. Comptes économiques

4.1.1 Croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 59
4.1.2 PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2008 60
4.1.3 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2008 61
4.2.1 Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 65

10.2 Lits dressés, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007 103
10.3 Médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2008 103
10.4 Chirurgiens-dentistes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2008 104
10.5 Personnel directement affecté aux soins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007 104

11. Culture et Communications

11.1 Assistances aux représentations payantes en arts de la scène, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 109
11.2 Part de la saison estivale (juillet-août) dans l'assistance annuelle aux représentations payantes en arts de la scène, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 110
11.3 Part de la chanson francophone dans l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 111
11.4 Part des spectacles provenant du Québec dans l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008 112
11.5 Répartition de l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène selon la ville, 2004-2008 113

12. Statistiques par MRC et TE

12.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE et ensemble du Québec, 2006-2009 118
12.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE et ensemble du Québec, 2007-2008 122
12.3.1 Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2007-2008 127

Liste des figures

1. La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents

1.1 Entrants, sortants et solde migratoire interrégional selon les groupes d'âge, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 1996-2001 et 2001-2006 18
1.2 Principaux motifs de migration des néo-ruraux, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2006 22

2. Démographie

2.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2009 31
2.2 Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2009 33
2.3 Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 1998-1999, 2003-2004 et 2008-2009 34
2.4 Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2003-2007 et présents en janvier 2009 36
2.5 Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 et 2031 37
2.6 Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 37
2.7 Taux d'accroissement total, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2031 39

3. Marché du travail

3.1 Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 47
3.2 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 48

4. Comptes économiques

4.1.1 Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 et 2007-2008 57
4.2.1 Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008 62
4.2.2 Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 63
4.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008 64

5. Exportations

5.1 Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de Montréal, 2003-2007 67
5.2 Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de la Montérégie,2003-2007 67

6. Industrie manufacturière

6.1 Variation annuelle moyenne de l'emploi à la production, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007 71
6.2 Variation annuelle moyenne découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007 72

6.3 Destination des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007 73

7. Investissements et permis de bâtir

7.1.1 Variation des investissements des industries productrices de biens et de services, régions administratives, 2009-2010 78
7.1.2 Variation des investissements non résidentiels publics et privés, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010 79
7.1.3 Proportion des investissements non résidentiels selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2010 80
7.2.1 Taux de variation de la valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009 83

8. Mines

8.1 Livraisons minérales, régions administratives, 2009 88

9. Ressources humaines en science et technologie

9.1 Emploi en science et technologie en pourcentage de l'emploi des 25-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2009 95

10. Santé

10.1 Variation du nombre de médecins pour 100 000 habitants, régions sociosanitaires etensemble du Québec, 2007-2008 99
10.2 Variation du nombre de personnel directement affecté aux soins pour 100 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007 100
10.3 Taux d'occupation des lits dressés, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007 101
10.4 Taux d'occupation des lits dressés, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007 102

11. Culture et Communications

11.1 Répartition de l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène selon le type de région, Québec, 2004-2008 105
11.2 Poids de la saison estivale (juillet-août) dans l'assistance annuelle des représentations payantes en arts de la scène selon la région administrative, Québec, 2004-2008 106
11.3 Poids de la saison estivale (juillet-août) dans l'assistance annuelle des représentations payantes en arts de la scène selon la région administrative, Québec, 2004-2008 107

12. Statistiques par MRC et TE

12.2.1 Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2007-2008 119
12.2.2 Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu disponible le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2008 121
12.3.1 Écarts entre les MRC et TE affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2008 124
12.3.2 Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2007-2008 125

12.3.3 Les dix MRC et TE affichant la plus forte baisse du taux de travailleurs, 2007-2008 125
12.3.4 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les femmes, 2007-2008 126
12.3.5 Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les hommes, 2007-2008 126

Liste des cartes

1. La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents

1.1 Localisation des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2009 16

7. Investissements et permis de bâtir

7.1.1 Dépenses en immobilisation en machines et matériel par emploi, secteur privé, régions administratives du Québec, 2009 81

8. Mines

8.1 Mines métalliques et minéraux industriels en exploitation, régions administratives, 2010 89

12. Statistiques par MRC et TE

12.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE du Québec, 2006-2009 116
12.2.1 Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2008 120
12.3.1 Taux de travailleurs, 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2008 123

1. La migration de la ville vers la campagne au Québec? Portrait sociodémographique et économique de deux MRC contrastées et de leurs nouveaux résidents

par Myriam Simard, professeure INRS Centre Urbanisation Culture Société et Laurie Guimond, doctorante Université d'Ottawa et INRS UCS[1]

Introduction

Cet article explore le mouvement migratoire de la ville vers la campagne de populations diverses afin d'avoir une meilleure compréhension de l'évolution sociodémographique des régions du Québec. Premièrement, une brève mise en contexte de ce phénomène est présentée, tout en expliquant la démarche méthodologique utilisée dans notre recherche sur ce sujet. Deuxièmement, nous analysons deux municipalités régionales de comté (MRC) particulièrement touchées par le repeuplement, soit Brome-Missisquoi et Arthabaska. Leur situation historique, géographique, sociodémographique et économique est décrite en s'appuyant surtout sur des données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et de Statistique Canada. En outre, le portrait de leurs nouveaux résidents est brossé en se basant sur un sondage téléphonique et des entrevues qualitatives approfondies menés auprès d'eux. Ces nouvelles populations rurales (ou néo-ruraux) réfèrent ici à des individus qui vivaient en milieu urbain et qui ont fait le choix de s'installer en permanence dans une municipalité rurale des MRC à l'étude[2]. Troisièmement, une synthèse s'attarde à comparer les néo-ruraux des deux territoires étudiés. La conclusion met en évidence la complexité de cette migration et certains défis qui y sont rattachés.

1. Le mouvement migratoire de la ville vers la campagne au Québec

La migration d'urbains vers le milieu rural est un phénomène de plus en plus constaté dans les campagnes occidentales, tant en Europe qu'en Amérique du Nord. Ce renversement démographique a été traduit par différentes notions, dont celles de renaissance rurale, de renouveau ou recomposition démographique des campagnes surtout en France et au Québec, et de « counterurbanisation » (contre-urbanisation) ou « population turnaround » (retournement) principalement dans les pays anglo-saxons (Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Australie)[3]. Sous divers angles, ces écrits mettent en lumière le mouvement migratoire de la ville vers la campagne, le profil des migrants et leurs motivations à s'installer en milieu rural, ainsi que les multiples incidences du repeuplement sur les collectivités rurales.

Allant à contrepied de l'exode qui a accaparé l'attention des décideurs, des intervenants et des chercheurs ces dernières décennies, cette migration, relativement récente, s'observe dans différentes MRC québécoises. En effet, les MRC plus susceptibles de connaître une croissance démographique liée à ce repeuplement sont non seulement celles situées à proximité des centres urbains (ex. : Portneuf, Maskinongé, Le Val-Saint-François, les Collines-de-l'Outaouais), mais d'autres plus éloignées (ex. : Les Îles-de-la-Madeleine, Antoine-Labelle, Pontiac, Brome-Missisquoi, Arthabaska), tel qu'en témoignent les soldes migratoires interrégionaux[4] entre les recensements de 2001 et de 2006 compilés par l'ISQ.

---

1. Les auteures remercient l'Institut de la statistique du Québec pour son appui financier et son accès à des données spécifiques. Cet article s'inscrit dans le cadre des travaux du Groupe de recherche sur la migration ville/campagne et les néo-ruraux dirigé par M. Simard et financé principalement par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC). Il est possible de consulter les publications et le résumé de la recherche à cette adresse : www.neoruraux.ucs.inrs.ca.

2. Ils y vivent depuis un minimum d'un an et un maximum de vingt ans. Les navetteurs, les touristes, les villégiateurs et les banlieusards sont exclus ici puisqu'ils relèvent d'autres problématiques.

3. À cet effet, voir entre autres les travaux nationaux et internationaux de Boyle et Halfacree (1998), Brown et Glasgow (2008), Champion (1991), Fougerouse (1996), Kayser (1990), Mitchell (2004), Roussel (2000), Simard (2007), ainsi que Walmsley et al. (1998).

4. Cette terminologie est notamment utilisée par l'ISQ et réfère à la différence entre les entrées et les sorties des migrants infraprovinciaux, interprovinciaux ou internationaux d'un territoire donné (ex. : région administrative, MRC, municipalité). Ici, nous référons au solde migratoire à l'échelle de la MRC. Ainsi, un solde migratoire positif signifie qu'au terme d'une période, le nombre d'entrées dans une MRC donnée est supérieur au nombre de sorties. Un solde migratoire négatif signifie l'inverse. Des précautions s'imposent puisqu'un examen attentif tant du nombre d'entrants et de sortants est nécessaire, alors qu'un solde migratoire négatif n'indique pas nécessairement la seule présence de sortants, mais aussi la migration d'entrants dans la MRC.

Étant donné que l'ensemble de la population québécoise expérimentera un vieillissement substantiel au cours des prochaines décennies, ce qui affectera grandement les milieux ruraux, on comprend aisément que l'installation de nouvelles populations rurales, notamment jeunes, y acquiert de l'importance. En effet, selon les perspectives démographiques du Québec et des régions compilées par l'ISQ, d'ici 2031, le nombre d'aînés de 65 ans et plus doublera dans toutes les régions administratives du Québec, à l'exception de Montréal (ISQ, 2009a). De plus, ce groupe d'âge composera le tiers de la population dans 33 des 104 MRC ou territoires équivalents du Québec (ISQ, 2009b).

Afin de documenter la recomposition sociodémographique des campagnes encore peu explorée au Québec, nous avons entrepris en 2006 une recherche pour voir, entre autres, si ce phénomène se manifestait de façon uniforme dans les différentes MRC. Après un examen approfondi de diverses sources de données statistiques à l'échelle de l'ensemble des MRC (soldes migratoires, variation de population, etc.), Brome-Missisquoi et Arthabaska ont été choisies, la première accueillant surtout de nouveaux résidents retraités et la deuxième davantage de jeunes. Ceci, afin de comprendre plus globalement la diversité des migrants et les processus à l'œuvre derrière ce déménagement permanent en milieu rural[5]. Notre choix a été validé par des consultations auprès de diverses personnes-ressources locales (maires, secrétaires municipaux, etc.) et par l'étude de documents disponibles (site Web, livres, rapports, etc.).

Devant l'absence de fichiers des nouveaux résidents[6] et le caractère fragmentaire des statistiques nous empêchant de cerner avec précision leurs profils et leurs trajectoires migratoires, nous avons dû recourir à un croisement de méthodes quantitatives et qualitatives. Un sondage téléphonique a d'abord été effectué auprès d'un total de 180 néo-ruraux dans les deux MRC en 2006. Les nouveaux résidents furent sélectionnés, de façon aléatoire, à partir d'un échantillon de 489 noms fournis par diverses organisations contactées à l'échelle des municipalités et des MRC (bureaux de municipalités, associations communautaires, écoles, etc.)[7]. Des précautions s'imposent puisque les listes fournies ont pu biaiser l'échantillon en ne représentant pas totalement l'ensemble de la population néo-rurale des MRC à l'étude. Toutefois, cette démarche était la seule nous permettant d'accéder aux coordonnées des nouveaux ruraux pour ainsi cibler cette population[8].

Puis, afin d'approfondir leurs expériences migratoires, des entretiens semi-dirigés d'environ une heure et demie ont été réalisés en 2006 et 2007 avec 47 nouveaux résidents ayant préalablement participé au sondage téléphonique. Les grilles d'entrevues qualitatives semi-dirigées comportaient presque uniquement des questions ouvertes, à l'exception des questions factuelles comme l'âge, le revenu, etc. Les propos recueillis auprès des interlocuteurs furent transcrits et exhaustivement codés dans un logiciel de traitement de données qualitatives (NVivo). Des catégorisations par thèmes synthétisant les données et regroupant chacune des entrevues furent effectuées lors de l'analyse afin de bien faire ressortir les grandes tendances.

C'est donc à partir de la combinaison de données statistiques officielles et d'autres sources documentaires sur les MRC concernées, des résultats du sondage et des entrevues qualitatives que nous pouvons apporter ici un éclairage plus complet sur cette migration ville-campagne.

5. Nous nous appuyons ici sur la définition du milieu rural élaborée par Statistique Canada qui comprend tout le territoire situé à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR = 100 000 habitants ou plus) et des agglomérations de recensement (AR = entre 10 000 et 100 000 habitants) (du Plessis, et al., 2002). Par conséquent, les nouveaux résidents des villes de Cowansville (Brome-Missisquoi) et de Victoriaville (Arthabaska) ne sont pas intégrés dans notre étude.
6. Aucune des municipalités rurales dans les deux MRC choisies n'avait un répertoire de noms d'ex-urbains installés en permanence dans leur milieu.
7. Le formulaire d'autorisation de la Commission d'accès à l'information du Québec et le certificat du Comité d'éthique en recherche de l'INRS ont été obtenus en avril 2006. Nous avons ensuite sollicité un total de 173 organisations dans les deux MRC, dont près de la moitié (88) ont accepté d'envoyer une liste de noms de nouveaux résidants.
8. À noter que les catégories regroupant les données recueillies lors du sondage téléphonique furent élaborées à partir des variables employées par Statistique Canada (ex. : secteurs d'emploi) ainsi que certaines catégorisations utilisées dans la littérature (ex. : motifs de migration).

2. Le repeuplement dans deux MRC contrastées

2.1 Brome-Missisquoi

2.1.1 Situation historique, géographique, sociodémographique et économique de la MRC

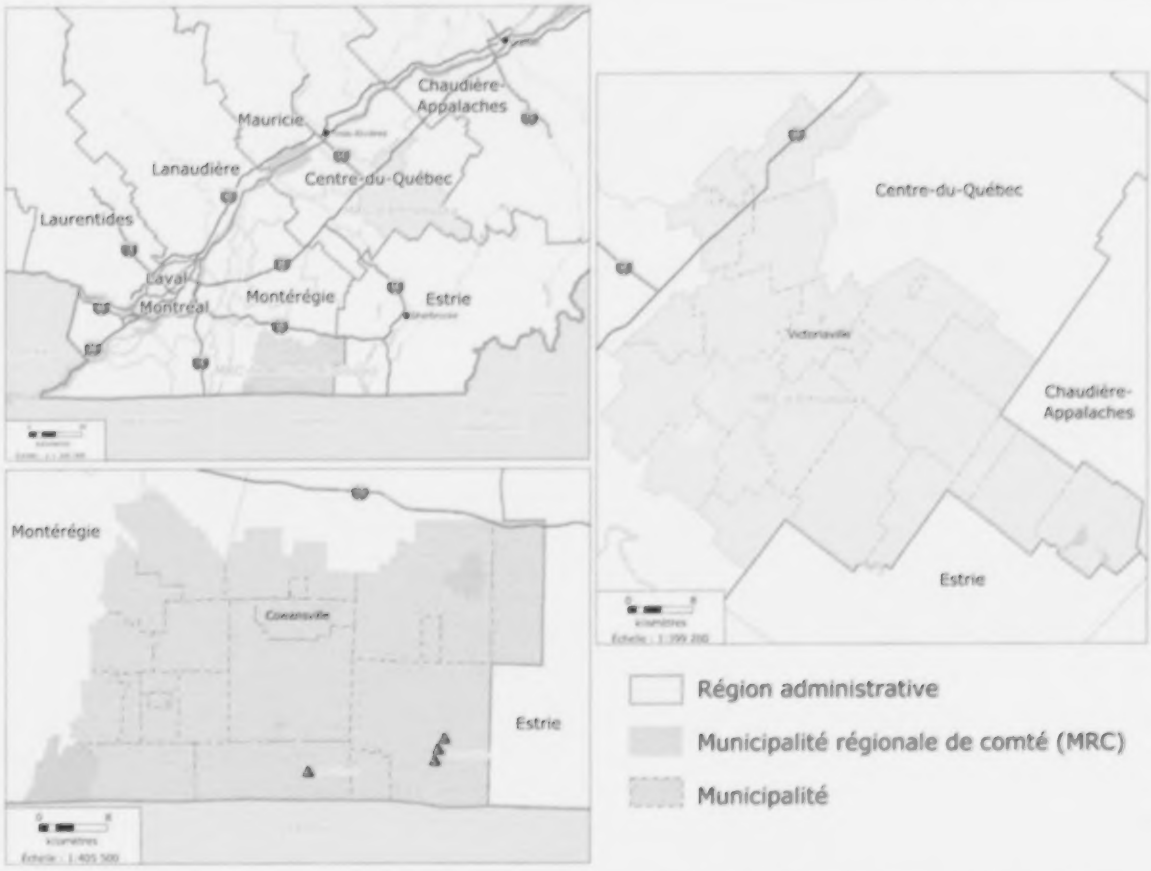
À l'origine, Brome-Missisquoi a été occupée par les Abénaquis qui s'en servaient comme zone de passage et territoire de chasse (Kesteman et al., 1998). Le début du peuplement permanent, du défrichement et de l'agriculture dans ce territoire est intimement lié à la Révolution américaine des années 1770-1780 puisque de nombreux loyalistes s'y sont implantés. Les années 1800 sont marquées d'abord par l'établissement de Britanniques et ensuite par une première vague de Canadiens-français s'y installant en raison du surpeuplement des seigneuries de la vallée du Saint-Laurent. En fait, la migration de nouvelles populations permanentes ou saisonnières y est relativement ancienne et date du milieu du XIX^{e} siècle. Des touristes et villégiateurs sont alors attirés par ses paysages pittoresques, ce qui ne manque pas de favoriser l'émergence de colonies artistiques et culturelles (Gendron et al., 1999). Aujourd'hui encore, cette MRC accueille de nouveaux résidents, notamment en raison de ses paysages champêtres, de sa richesse culturelle et de sa proximité avec Montréal.

La MRC de Brome-Missisquoi est localisée au sud du Québec, dans la région administrative de la Montérégie et près des États-Unis (carte 1.1). Une distance d'environ une heure et demie de trajet en voiture sépare les municipalités de cette MRC de Montréal et de Sherbrooke. Brome-Missisquoi comporte deux principales caractéristiques physiques ayant un impact sur son économie locale. D'une part, le secteur ouest se situe dans la plaine du Saint-Laurent où les terres sont fertiles et le climat favorable à de grandes cultures. On y retrouve d'importantes productions animales et végétales (fermes laitières, porcines et avicoles, grains, etc.) et des petites villes à vocations industrielle, manufacturière et commerciale, dont Cowansville, Farnham et Bedford. D'autre part, localisé dans la bordure occidentale du plateau appalachien, le secteur est s'avère plus montagneux avec le massif des monts Sutton et le mont Pinacle. De ce fait, les principaux moteurs économiques de ce secteur sont le tourisme et la villégiature. Ceci explique entre autres la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales qui est relativement élevée pour l'ensemble de cette MRC, soit 211 250 $[9] (ISQ, 2010), signe manifeste de l'embourgeoisement rural s'y produisant (Guimond et Simard, 2010a). Le secteur est se caractérise aussi par la présence d'activités économiques liées aux productions animales (bouvillons, cerfs, etc.), aux cultures spécialisées (vergers, vignobles, etc.), aux horticultures légumières, fruitières et ornementales ainsi qu'à la forêt et à l'acériculture.

9. Par contraste, la valeur foncière moyenne des maisons unifamiliales dans Arthabaska est réellement moindre, atteignant 123 832 $.

Carte 1.1

Localisation des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; Laboratoire d'analyse Spatiale et d'Économie régionale (LASER), INRS-UCS 2008; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada, Recensement 2006.

Le tableau 1.1 présente des données de base caractérisant la situation sociodémographique et économique des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, ce qui permettra ensuite de comparer l'ensemble de la population avec les nouveaux résidants choisissant de s'y installer en permanence. En ce qui concerne Brome-Missisquoi, près des trois quarts de la population vivent en milieu rural (73,8 %), c'est-à-dire dans une municipalité de moins de 10 000 habitants alors que les autres (26,2 %) résident à Cowansville. Plus de la moitié de la population bromisquoise est âgée de 40 ans et plus. Les niveaux de scolarité, les catégories et les secteurs d'emploi sont variés dans cette MRC. Le taux de chômage est plus bas (5,1 %) que celui de l'ensemble de la population québécoise (7,0 %). Le profil linguistique actuel de Brome-Missisquoi témoigne de son histoire alors que sa population est mixte linguistiquement. À noter que 5,2 % des Bromisquois sont nés à l'extérieur du Canada.

Tableau 1.1

Principales caractéristiques sociodémographiques et économiques, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2006[1]

		Brome-Missisquoi	Arthabaska
Population totale	hab.	47 293	68 333
Urbaine (municipalité de plus de 10 000 hab.)	%	26,2	61,6
Rurale (municipalité de moins de 10 000 hab.)	%	73,8	38,4
Densité de population	km²	30,8	36,2
Âge			
0-14 ans	%	14,9	16,3
15-24 ans	%	12,0	12,6
25-39 ans	%	16,3	18,8
40-59 ans	%	31,0	29,9
60 ans et plus	%	25,8	22,4
Lieu de naissance			
Canada	%	94,8	98,1
Extérieur du Canada	%	5,2	1,9
Langue maternelle			
Français	%	73,9	97,4
Anglais	%	21,7	0,9
Français et anglais	%	1,6	0,1
Autres	%	2,8	1,6
Niveau de scolarité			
Aucun certificat, diplôme ou grade	%	29,4	31,9
Études secondaires ou l'équivalent	%	26,3	20,8
Cours professionnel	%	15,7	18,2
Études collégiales	%	13,0	16,2
Études universitaires	%	15,6	12,9
Taux d'activité	%	63,6	64,8
Taux de chômage	%	5,1	5,6
Catégorie d'emploi			
Employés salariés	%	82,2	84,8
Travailleurs autonomes	%	16,3	13,3
Travailleurs familiaux non rémunérés ou autres	%	1,5	1,9
Secteur d'emploi[2]			
Ventes et services	%	21,9	22,9
Métiers, transport et machinerie	%	16,3	18,4
Affaires, finance et administration	%	13,6	14,3
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	%	13,2	12,6
Gestion	%	8,9	7,4
Professions propres au secteur primaire	%	7,1	6,2
Sciences sociales, enseignement, adminstration publique et religion	%	6,5	7,4
Santé	%	5,2	5,4
Sciences naturelles et appliquées	%	4,3	3,9
Arts, culture, sports et loisirs	%	3,0	1,5
Revenu médian avant impôts des familles[3]	$	53 994	53 079

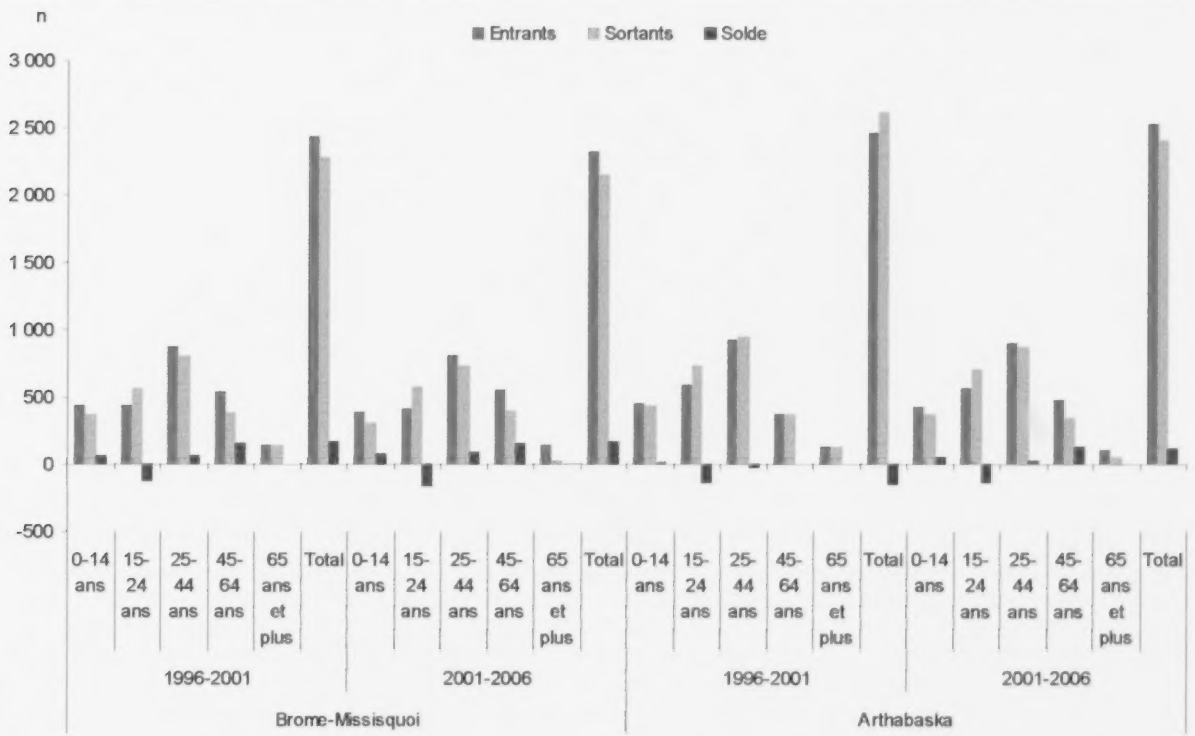
1. À l'exception de la population totale (2009) et du revenu médian (2005).
2. Pour de plus amples informations sur le marché du travail dans ces deux MRC, voir EMPLOI QUÉBEC (2009a; 2009b).
3. Les données n'étant disponibles pour les néo-ruraux que pour 2005, nous devons donc choisir cette année comme année cible pour des fins de comparaison.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

Les données statistiques disponibles sur Brome-Missisquoi montrent que cette MRC connaît l'arrivée de nouvelles populations s'y installant en permanence. En effet, depuis le recensement de 1996, le solde migratoire interrégional et les taux nets de migration sont toujours positifs à l'exception des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui sont plus enclins à quitter la MRC, résultat témoignant de la forte mobilité chez les jeunes régionaux (Gauthier et al., 2003) (figure 1.1). Les personnes faisant partie des tranches d'âge situées entre 25 et 44 ans et entre 45 et 64 ans semblent les plus nombreuses à s'installer dans Brome-Missisquoi. Ceci laisse notamment présumer une migration de semi-retraités et de retraités dans cette MRC. Les données statistiques ne nous permettent pas de spécifier si le milieu d'origine de ces entrants est urbain ou rural, mais nous avons toutefois accès à leur MRC de provenance. Il est frappant de constater que le solde migratoire de Brome-Missisquoi avec Montréal est toujours positif entre 2001 et 2009, ce qui implique que le nombre d'entrées provenant de Montréal vers cette MRC est supérieur au nombre de sorties vers cette ville (ISQ, 2010). On peut donc déduire une importante présence d'ex-Montréalais ayant choisi Brome-Missisquoi comme domicile permanent.

Figure 1.1

Entrants, sortants[1] et solde migratoire interrégional selon les groupes d'âge, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 1996-2001 et 2001-2006



1. Il s'agit des entrants et des sortants en provenance ou à destination de toutes les autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La variable mobilité-lieu de résidence cinq ans auparavant utilisée par Statistique Canada, permet de constater que, lors du recensement de 2006, 20,4 % des Bromisquois demeuraient dans une autre municipalité, une autre province ou un autre pays que l'endroit où ils vivaient lors du recensement de 2001, ce qui témoigne d'une certaine mobilité chez ces derniers[10]. Parmi ces gens, la quasi-totalité sont des migrants internes qui ont migré à partir d'une autre municipalité rurale ou urbaine du Québec (91,3 %) ou d'une autre province canadienne (5,0 %). Une minorité sont des migrants externes ayant immigré de l'extérieur du Canada (3,7 %). Bien qu'utile, cette variable ne fournit malheureusement pas des indications de mobilité à plus long terme.

Brome-Missisquoi a vu sa population s'accroître depuis le recensement de 1991, quoique le taux de variation soit moins marqué que pour l'ensemble de la province[11] (tableau 1.2). Les perspectives démographiques semblent prometteuses pour les deux prochaines décennies. L'ISQ prévoit que la population bromisquoise sera en croissance continuelle jusqu'à 2031, pour atteindre un sommet de plus de 68 000 habitants (tableau 1.3). Le taux de variation de population estimé entre 2006 et 2031 est beaucoup plus élevé dans Brome-Missisquoi (+ 28,7 %) que pour l'ensemble du Québec (+ 15,8 %). On pourrait supposer que cette perspective démographique peut être attribuée entre autres au mouvement migratoire étudié ici.

Tableau 1.2

Évolution démographique, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska et ensemble du Québec, 1991-2006

	Population totale				Taux de variation			
	1991	1996	2001	2006	1991-1996	1996-2001	2001-2006	1991-2006
	n				%			
Brome-Missisquoi	45 260	45 987	46 165	46 720	1,6	0,4	1,2	3,2
Arthabaska	60 260	62 920	64 090	66 247	4,4	1,9	3,4	9,7
Ensemble du Québec	**6 895 960**	**7 237 480**	**7 237 480**	**7 546 131**	**3,5**	**1,4**	**4,3**	**9,2**

Source : Statistique Canada.

Tableau 1.3

Perspectives démographiques, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska et ensemble du Québec, 2006-2031

	2006	2011	2016	2021	2026	2031	Variation 2031/2006
			n				%
Brome-Missisquoi	52 826	55 429	59 096	62 675	65 697	68 013	28,7
Arthabaska	66 774	69 389	71 421	73 173	74 529	75 297	12,8
Ensemble du Québec	**7 631 522**	**7 946 838**	**8 227 003**	**8 470 570**	**8 678 343**	**8 838 257**	**15,8**

Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques des MRC du Québec, 2006-2031.*

De l'ensemble de ces données statistiques, nous décelons qu'il y a des manifestations de nouvelles installations dans la MRC, mais sans toutefois pouvoir toujours affirmer avec certitude l'origine urbaine des nouveaux résidents ni leurs destinations hors de Cowansville. Certes, on connaît un peu plus sur l'évolution démographique de cette MRC, mais on ignore encore qui sont ses nouveaux résidents, quelles sont leurs trajectoires migratoires et leurs motifs de quitter la ville pour aller vivre à la campagne. Cela exige donc d'avoir recours à d'autres types de données pour tracer le portrait des néo-ruraux.

10. Cette variable indique si la personne recensée occupait le même domicile le jour du recensement 2006 que celui qu'elle occupait cinq ans plus tôt (2001). « Les migrants sont des personnes ayant déménagé qui, le jour de recensement, demeuraient dans une subdivision de recensement [municipalité] autre que celle où elles résidaient cinq ans plus tôt (migrants internes) ou qui résidaient à l'extérieur du Canada cinq ans plus tôt (migrants externes) » (Dictionnaire du recensement de 2006).
11. Il faut souligner que cette hausse n'est pas seulement expliquée par un solde migratoire positif, mais aussi par l'accroissement naturel de la population.

2.1.2 Les néo-Bromisquois et leur expérience migratoire

Le portrait des nouveaux ruraux présenté ici relève des résultats d'un sondage téléphonique et des entrevues approfondies menés auprès de ce type de résident dans les deux MRC choisies. Les soldes migratoires indiquant que les néo-Bromisquois sont d'âge relativement avancé sont confortés par les résultats du sondage téléphonique[12]. En effet, la moitié sont âgés de 60 ans et plus (50,0 %), 33,0 % ont entre 40 et 59 ans et seulement 17,0 % sont des jeunes dans la tranche d'âge de 18 à 39 ans. Ils sont ainsi plus âgés que l'ensemble de la population bromisquoise. De ce fait, les semi-retraités et les retraités sont plus nombreux (56,0 %) que les travailleurs actifs (41,0 %). Les autres (3,0 %), sont soit à la recherche d'un emploi, soit des parents au foyer. Une particularité ressort du profil des travailleurs actifs alors que près des deux tiers sont des travailleurs autonomes (68,3 %), ce qui dépasse nettement la proportion des Bromisquois ayant cette même catégorie d'emploi, c'est-à-dire 16,3 % (tableau 1.1). Les entrevues qualitatives ont montré que ce sont soit des nouveaux résidents connaissant des difficultés d'insertion professionnelle qui ont décidé de créer leur propre emploi, soit qu'ils sont plutôt en quête de nouveaux défis ou qu'ils étaient déjà des travailleurs autonomes avant même de migrer à la campagne et qui, grâce au télétravail, ont conservé cette catégorie d'emploi. Les autres travailleurs actifs interrogés dans le cadre du sondage sont employés par une entreprise privée (17,1 %), par le secteur public (12,2 %) ou par une coopérative (2,4 %). Leurs principaux secteurs d'emplois diffèrent de l'ensemble de la population bromisquoise et se répartissent ainsi : 24,4 % dans les arts, la culture, les sports et les loisirs (peintre, graphiste, dessinateur, artisan, rédacteur, traducteur...); 17,1 % dans les sciences sociales, l'enseignement et l'administration publique (professeurs aux niveaux secondaire, collégial et universitaire, éducateur environnemental, directeur d'organisme à but non lucratif...); 14,6 % dans la vente et les services (serveur, agent immobilier, commerçant, commis de bureau...). Le secteur des arts et de la culture est surreprésenté chez les néo-ruraux qui semblent attirés par ces activités dans leur MRC d'accueil et qui, de surcroît, participent entre autres activement à celles-ci dans leur nouveau milieu de vie, tel que l'ont révélé les entrevues qualitatives : « on le voit au niveau des arts, au niveau de la culture. Les gens qui s'installent mettent sur pied de nouveaux organismes, ils créent de nouveaux festivals, ils font des choses comme ça » (BM18)[13]. Ainsi, non seulement les néo-ruraux consomment les activités culturelles et artistiques offertes localement, mais ils s'y impliquent activement (Simard, 2008).

Le sondage indique que le revenu familial annuel brut en 2005 est diversifié avec 40,5 % des néo-Bromisquois qui se situent entre 30 000 $ et 59 999 $, 18,9 % entre 60 000 $ et 89 999 $, alors qu'il atteint 90 000 $ et plus pour 23,0 % d'entre eux. À l'opposé, 17,6 % gagnent un revenu inférieur à 30 000 $. Les nouveaux ruraux de Brome-Missisquoi ont un niveau de scolarité clairement plus élevé que la population totale de cette MRC. Effectivement, 73,8 % ont réalisé des études universitaires, 23,2 % des études collégiales ou un cours professionnel et 3,0 % des études primaires ou secondaires. Les entrevues ont d'ailleurs révélé qu'ils ne manquent pas de mettre à profit leurs expertises et leurs expériences diversifiées en milieu rural, comme l'explique cet interlocuteur : « Mon père [un néo-rural] donne du temps à la bibliothèque locale de façon bénévole. Il a une formation comme comptable agréé [...] il aide à travailler sur les finances de la bibliothèque. Ils [les retraités] ont beaucoup à apporter à une communauté » (BM13). À l'instar de la diversité linguistique qui caractérise la population bromisquoise, les néo-ruraux interrogés dans le cadre du sondage téléphonique ont le français (84,0 %), l'anglais (9,0 %), les deux langues officielles (2,0 %) ou d'autres langues (5,0 %) comme langue maternelle. Les résultats du sondage démontrent que la migration de la ville vers la campagne concerne des populations provenant de divers pays alors que 19,0 % des nouveaux résidents sont nés à l'extérieur du Canada, ce qui est supérieur à ce qu'on retrouve dans la population bromisquoise. Ces nouveaux résidents d'origine immigrée proviennent surtout de pays européens, plus particulièrement de la France.

D'après le sondage, l'arrivée en permanence des nouveaux ruraux de Brome-Missisquoi s'échelonne sur plusieurs années, soit une période allant d'un an à cinq ans (42 %), de six à dix ans (36,0 %), mais également depuis plus de dix ans (22,0 %). Comme le laissent sous-entendre les statistiques exposées précédemment, Montréal fait partie de la trajectoire de vie urbaine des néo-ruraux de Brome-Missisquoi, alors que la majorité d'entre eux (81,0 %) vivaient dans cette métropole ou ses banlieues

12. Deux rapports présentent le portrait détaillé des nouvelles populations des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska à partir des résultats du sondage téléphonique (Guimond et Simard, 2008a et 2008b).
13. Afin de faciliter la présentation des résultats, le sigle BM est utilisé pour Brome-Missisquoi et celui de AR pour Arthabaska.

nord et sud avant de s'installer de façon permanente à la campagne. Les autres résidaient plutôt dans des métropoles hors Québec (4,0 %) ou dans des villes moyennes localisées surtout au Québec (15,0 %). Des proportions non négligeables de néo-Bromisquois ont passé la majeure partie de leur vie adulte (91,9 %) et de leur jeunesse (c'est-à-dire de la naissance à l'âge de 17 ans) (78,0 %) en milieu urbain, et ce, principalement à Montréal. De ce fait, ils entretiennent toujours des liens fréquents avec la métropole, soit pour visiter la famille, participer à des activités culturelles, récréatives ou professionnelles, magasiner, ou simplement pour expérimenter temporairement la vie trépidante qu'offre Montréal, comme l'exprime cet extrait d'entrevue : « Montréal me manque des fois. Je m'y rends une fois par semaine juste pour être dans le bain » (BM9). Un article réalisé dans le cadre de cette même recherche montre à quel point les nouveaux résidents sont mobiles, tant dans leurs pratiques de mobilité quotidienne, que dans leurs trajectoires de vie antérieures (Guimond et Simard, 2010b).

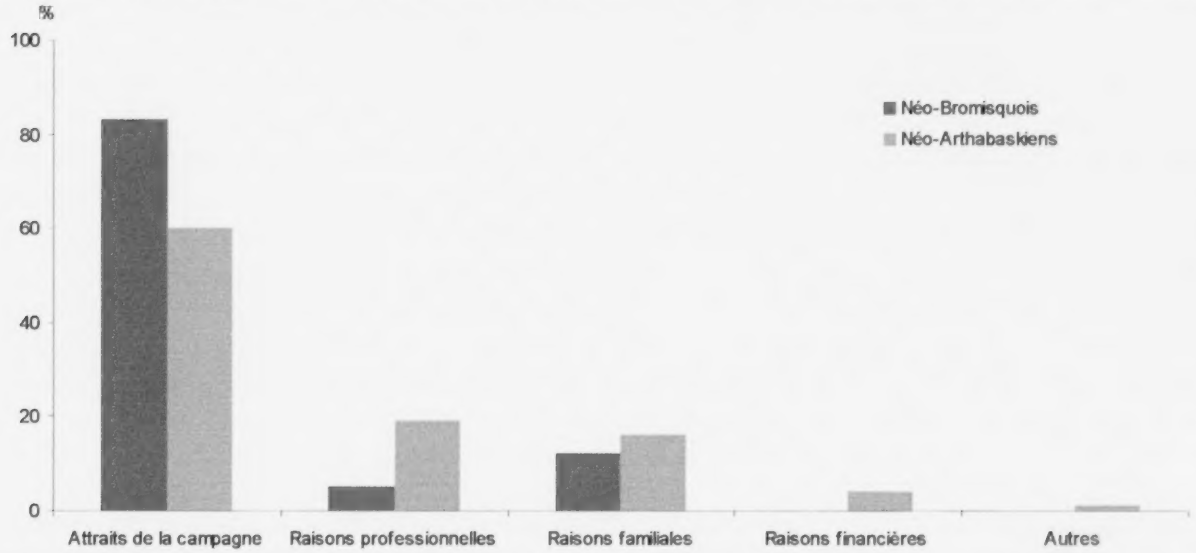
En dépit de leurs liens de proximité antérieurs et actuels avec la ville, les néo-ruraux ont entretenu au cours de leur vie des contacts avec le monde rural, notamment pendant leur jeunesse ou lors de séjour de villégiature. À cet effet, le sondage téléphonique a permis de constater que près du quart (22,0 %) d'entre eux sont des ex-villégiateurs qui avaient déjà une bonne connaissance de Brome-Missisquoi avant même de s'y installer. La moitié des ex-villégiateurs (50,0 %) ont eu leur résidence secondaire dans cette MRC pendant plus de dix ans. Les propos recueillis lors des entrevues qualitatives ont appuyé ces résultats et ont révélé que le statut d'ex-villégiateur a facilité l'insertion sociale des nouveaux résidents :

> « C'est sûr que j'avais quand même déjà passé 10 ans comme semi-permanente [...] donc je connaissais déjà beaucoup de gens. [...] Je n'ai pas eu de choc d'adaptation, car elle était déjà amorcée » (BM12).
>
> « On a déménagé en 2003, mais on avait déjà la maison depuis 1998 puis on venait les fins de semaine. C'était comme un rêve d'acheter une maison à la campagne. On louait déjà des chalets [dans Brome-Missisquoi] depuis plus de dix ans; de fil en aiguille, on a acheté une maison. Donc notre arrivée a été progressive » (BM7).
>
> « Je connais très bien la région, je passais mes étés ici » (BM13).

Le sondage indique que les principaux motifs de migration des néo-Bromisquois sont surtout liés aux attraits de la campagne pour 83,0 % d'entre eux (figure 1.2). Ils décrivent ces attraits en s'attachant surtout aux caractéristiques physiques du milieu (environnement naturel, beauté des paysages, grands espaces, air pur, présence de montagnes ou de lacs, etc.), à la qualité de vie retrouvée à la campagne, au rythme et au style de vie plus sains (tranquillité, paix, moins de stress, sécurité, fuite de la ville et du bruit) ainsi qu'au cadre idéal pour réaliser des projets personnels (nouveau défi, prendre la retraite). Ces témoignages recueillis lors des entrevues en font foi :

> « C'est une belle région. [...] La vue, les montagnes et les cours d'eau » (BM14).
>
> « La paix. La simplicité de vivre, l'absence de stress » (BM20).
>
> « C'était mon projet de retraite, je voulais vivre à la campagne » (BM19).

Figure 1.2
Principaux motifs de migration des néo-ruraux, MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska, 2006



Source : Données du sondage téléphonique réalisé auprès de 100 néo-ruraux dans Brome-Missisquoi et 80 néo-ruraux dans Arthabaska (INRS, 2006). Publié dans Simard et Guimond (2009).

Ces résultats concernant les motifs de migration des néo-ruraux recoupent ceux décrits dans la littérature nationale et internationale tant au Québec (Roy et al. 2005), qu'en Europe (Cognard, 2001; Halliday et Coombes, 1995) et mettent en évidence leur quête d'une meilleure qualité de vie où la notion d'équilibre entre les divers aspects de la vie (famille, emplois, loisirs, etc.) semble capitale.

Les entrevues qualitatives ont permis d'étudier avec plus de finesse la diversité des facteurs d'attraction ayant incité les néo-Bromisquois à choisir spécifiquement Brome-Missisquoi comme MRC d'accueil. La « beauté » de cette MRC et des Cantons de l'Est est évoquée par la quasi-totalité des participants, particulièrement en raison de la présence de montagnes, de cours d'eau et de la forêt ainsi que des vastes espaces, tel qu'exprimé par ces participants :

> « La MRC de Brome-Missisquoi, selon mes critères, c'était vraiment l'endroit [idéal], au niveau environnemental, au niveau de la forêt, au niveau de la qualité des espaces, donc des montagnes, la forêt à proximité, la beauté des paysages, puis la beauté des villages aussi » (BM16).

> « Ici il y a de l'espace. Je regarde devant la maison, j'ai des montagnes, j'ai des champs » (BM1).

Le fait qu'ils soient des ex-villégiateurs ayant vécu à titre de résidents secondaires dans Brome-Missisquoi a influencé ces derniers à déménager de façon permanente puisqu'ils s'y plaisaient déjà. Par ailleurs, des néo-ruraux ont spécifiquement choisi Brome-Missisquoi car ils y ont déniché une maison ou un terrain répondant à leurs critères (vue panoramique, localisation, maison ancestrale, etc.) ou parce qu'ils ont eu un coup de cœur instantané pour une propriété.

Certains d'entre eux soulignent que la présence d'amis ou de famille résidant déjà dans Brome-Missisquoi, ainsi que les caractéristiques sociales du milieu (esprit communautaire, valeurs d'entraide, cordialité) ont fait en sorte qu'ils y élurent domicile. D'autres insistent davantage sur la proximité de Brome-Missisquoi par rapport à Montréal, ce qui leur permet d'entretenir des liens professionnels ou familiaux avec la métropole :

> « My husband was still working in Montreal, so we wanted to still stay within an hour to an hour and a quarter drive from Montreal » (BM11).

> « Nos enfants résident à Montréal, et qui plus est, ils n'ont pas de voiture, alors il faut qu'ils viennent en autobus, et c'est très pratique. [...] Puis [on a] cherché dans une région moins éloignée de Montréal, tout en étant déjà en pleine campagne dans les Cantons de l'Est » (BM19).

Enfin, une minorité, exclusivement des jeunes néo-ruraux, ont accordé de l'importance au caractère bilingue de Brome-Missisquoi comme choix de MRC. Ces derniers apprécient spécialement la cohabitation des deux cultures et des deux langues, ainsi que l'accessibilité à des ressources institutionnelles bilingues, notamment les écoles.

2.2 Arthabaska

2.2.1 Situation historique, géographique, sociodémographique et économique de la MRC

Tout comme pour Brome-Missisquoi, les Abénaquis sont les premiers à fréquenter occasionnellement le territoire d'Arthabaska principalement pour la chasse. C'est au début du XIX^{e} siècle que commence le peuplement permanent d'Arthabaska lié à la surpopulation des seigneuries. Les premiers colons canadiens-français s'installent autour des années 1825 et leur arrivée s'accentue avec la construction du « chemin provincial » en 1844 qui relie Arthabaska aux villages localisés près du fleuve. En 1854, l'arrivée du train favorise son développement économique qui se centre entre autres sur l'exploitation et la transformation du bois et plus tard sur la production agricole et de l'industrie manufacturière[14].

Arthabaska est localisée dans la région administrative du Centre-du-Québec. Elle est bien située stratégiquement, puisqu'elle est traversée par l'autoroute Transcanadienne permettant de rejoindre les villes de Québec et de Montréal ainsi que par la route 55 menant vers la Mauricie au nord et vers Sherbrooke et les États-Unis au sud (carte 1.1). Deux caractéristiques physiques d'Arthabaska dominent : 1) au nord, la plaine du Saint-Laurent avec ses riches terres propices à l'agriculture; 2) au sud, le plateau appalachien et le piémont des Appalaches. L'économie de cette MRC repose principalement sur la production animale et végétale (fermes laitières et porcines, grains, canneberges, etc.) et les services connexes comme la transformation laitière, notamment des fromages. Elle compte aussi sur la présence d'importantes industries particulièrement actives dans les secteurs du papier et produits de papier, des aliments et des boissons et des produits du bois. Ces dernières sont surtout localisées à Victoriaville, Warwick, Kingsey Falls et Daveluyville. De ce fait, certaines municipalités sont particulièrement dynamiques économiquement, attirant entre autres des travailleurs actifs qui s'y installent pour des motifs professionnels.

Les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la MRC d'Arthabaska nous renseignent que, par contraste à Brome-Missisquoi, près des deux tiers de la population résident en milieu urbain, soit dans la ville régionale de services de Victoriaville (61,6 %), alors que 38,4 % vivent dans une municipalité rurale de moins de 10 000 habitants (tableau 1.1). La quasi-totalité des Arthabaskiens ont le français comme langue maternelle et sont nés au Canada. La population de cette MRC semble un peu plus jeune que celle de Brome-Missisquoi et les niveaux de scolarité diffèrent quelque peu entre les deux MRC. Pareillement à Brome-Missisquoi, le taux de chômage est moindre (5,6 %) que pour l'ensemble des Québécois (7,0 %) et les travailleurs actifs occupent un emploi dans des secteurs économiques diversifiés. On retrouve une proportion plus élevée d'employés salariés dans Arthabaska comparativement à Brome-Missisquoi. Le revenu médian avant impôts des familles arthabaskiennes en 2005 est légèrement inférieur à celui des Bromisquois.

À l'instar de Brome-Missisquoi, plusieurs municipalités d'Arthabaska bénéficient de l'arrivée de nouveaux résidents permanents. Les soldes migratoires de 2001-2006 sont généralement positifs bien qu'ils affichent des proportions négatives pour les jeunes uniquement (figure 1.1). La mobilité n'est donc pas seulement à sens unique et Arthabaska compte sur la présence d'entrants faisant partie de toutes les tranches d'âges.

En outre, la variable mobilité-lieu de résidence cinq ans auparavant utilisée par Statistique Canada révèle que 15,8 % des Arthabaskiens demeuraient, en 2006, dans une autre municipalité, une autre province ou un autre pays que l'endroit où ils habitaient lors du recensement de 2001. De ces derniers, la quasi-totalité (91,2 %) ont déménagé à partir d'une autre municipalité québécoise et 3,2 % d'une autre province canadienne. Par ailleurs, 5,6 % sont des migrants externes en provenance de l'extérieur du Canada.

14. Voir le site Web de la Société d'histoire et de généalogie de Victoriaville (www.shgv.ca) ainsi que celui de la Corporation de développement économique des Bois-Francs (www.cdebf.qc.ca).

Depuis le recensement de 1991, la population d'Arthabaska s'est accrue de manière continue, et ce, de façon un peu plus marquée (+ 9,7 %) que pour l'ensemble du Québec (+ 9,2 %) (tableau 1.2). Il est à noter que cette MRC se démarque particulièrement de Brome-Missisquoi sur cet aspect, cette dernière n'ayant un taux de variation que de 3,2 %. D'après l'ISQ, les perspectives démographiques à long terme sont favorables alors qu'Arthabaska pourrait atteindre une variation de population de 12,8 % entre 2006 et 2031, bien que cette proportion soit moindre que celle prévue pour le Québec (+ 15,8 %) et Brome-Missisquoi (+ 28,7 %) (tableau 1.3). À l'instar de Brome-Missisquoi, ici aussi il faut recourir à d'autres types de données pour brosser le profil des néo-ruraux.

2.2.2 Les néo-Arthabaskiens et leur expérience migratoire

D'après le sondage téléphonique, les néo-Arthabaskiens sont relativement jeunes, plus du tiers ayant entre 18 et 39 ans (36,7 %) et 41,8 % se situant dans le groupe des 40-59 ans. À l'opposé, les 60 ans et plus ne comptent que pour 21,5 % des néo-ruraux. Ainsi, 55,0 % sont des travailleurs actifs, 31,2 % sont des retraités ou des semi-retraités, 11,3 % sont des parents au foyer et seulement 2,5 % sont à la recherche d'un emploi ou en chômage. Les travailleurs occupent un emploi soit dans le secteur privé ou public (63,7 %), à leur compte (31,8 %) ou pour une coopérative (4,5 %). Tout comme pour les néo-Bromisquois, le travail autonome chez les nouveaux résidents d'Arthabaska est plus fréquent que pour l'ensemble de la population de la MRC. Les emplois des néo-ruraux actifs se situent surtout dans les secteurs des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (professeur, directeur d'une garderie, administrateur d'un centre de personnes âgées...) (18,2 %) ainsi que dans ceux des sciences naturelles et appliquées et des professions apparentées (technicien en environnement, technicien en génie, informaticien, biologiste...) (13,6 %), deux secteurs surreprésentés par rapport à la totalité des Arthabaskiens actifs. Ajoutons que les secteurs de la vente et des services (épicier, serveur, cuisinier, commis, courtier en assurances...) (13,6 %) et des métiers, transport et machinerie (camionneur, menuisier, concepteur en industrie...) (13,6 %) sont tout aussi présents chez les néo-Arthabaskiens. En raison des charges professionnelles et familiales liées au fait qu'ils soient majoritairement des parents actifs sur le marché de l'emploi, les néo-Arthabaskiens ont moins de temps à consacrer à des activités de bénévolat localement comparativement aux néo-Bromisquois. Cet extrait d'entrevue en fait foi : « Depuis qu'on est ici, on s'est impliqué dans rien. Avec les trois enfants, puis l'emploi, je dirais qu'il y a peut-être pas un soir par semaine qu'on a rien » (AR13).

En ce qui a trait aux niveaux de scolarité des néo-Arthabaskiens, ils sont variés puisque, d'après le sondage, 27,5 % ont réalisé des études universitaires, 48,8 % des études professionnelles ou collégiales et 23,7 % des études secondaires. Ils semblent un peu plus scolarisés que l'ensemble de la population locale, mais moins scolarisés que les néo-Bromisquois. Toutefois, le sondage a aussi révélé que le revenu familial des nouveaux ruraux de cette MRC se compare à celui de la population arthabaskienne. Effectivement, en 2005, les tranches de revenu concernant la plus grande proportion de néo-ruraux se situent entre 30 000 $ et 59 999 $ (52,3 %). Qui plus est, 14,9 % d'entre eux ont un revenu inférieur à 30 000 $ alors que 7,7 % gagnent plus de 90 000 $ annuellement. Contrairement aux nouveaux ruraux de Brome-Missisquoi qui sont mixtes linguistiquement, 95,0 % des néo-Arthabaskiens ont le français comme langue maternelle, ce qui concorde avec l'ensemble de la population de cette MRC.

Chez les nouveaux ruraux d'Arthabaska, on compte moins d'ex-villégiateurs (13,8 %) et moins de personnes d'origine immigrée[15] (8,8 %) si l'on compare avec leurs vis-à-vis Bromisquois. Or, une caractéristique singulière des néo-Arthabaskiens se rapporte à la présence de migrants de retour qui comptent pour 21,3 % des participants au sondage[16]. Ces derniers sont aussi bien des jeunes familles qui ont au moins un enfant de moins de 18 ans, que des adultes d'âge moyen et des retraités. De ce fait, dans cette MRC qu'ils connaissent déjà aisément, la majorité d'entre eux ont de la famille immédiate et de la parenté. Ces témoignages recueillis auprès de migrants de retour lors des entrevues qualitatives illustrent l'importance que revêtent la famille et la parenté dans leur expérience migratoire :

15. Cela n'exclut pas le fait qu'il y a une présence d'immigrants dans Arthabaska, bien qu'elle soit moins marquée dans les municipalités rurales. En effet, selon un informateur clé du Comité d'accueil international des Bois-Francs (CAIBF), un nombre considérable d'individus d'origine immigrée, notamment non européenne, vivraient à Victoriaville tels des réfugiés colombiens.
16. Les migrants de retour sont définis dans notre recherche comme étant les individus qui ont déjà vécu dans la MRC dans laquelle ils choisissent de s'installer à nouveau.

> « La parenté est dans le coin, tu as besoin d'un coup de main, d'aide, [...] c'est un soutien. Quand on a besoin de conseils ou d'une gardienne ou quelque chose de même là, on s'en sert. Mais c'est plus que ça aussi » (AR1).
>
> « [Je voulais] être proche de mes amis et de ma famille. Parce que je venais de [vivre une situation difficile], donc le support psychologique était plus nécessaire que dans une situation normale » (AR23).
>
> « Toute ma famille est ici. Mes grands-parents, mes parents, tout le monde est ici, donc c'est le fun être proches d'eux » (AR22).

Selon les données du sondage, les néo-Arthabakiens se sont installés plutôt récemment dans leur municipalité rurale, soit depuis moins de cinq ans (68,8 %) et entre six et dix ans (20,0 %). Peu y vivent depuis plus de dix ans (11,2 %). Leurs derniers lieux de résidence ainsi que les milieux où ils ont passé la majeure partie de leur vie adulte et de leur jeunesse démontrent qu'ils ont des trajectoires de vie hétéroclites. En effet, leurs derniers lieux de résidence se situent dans des métropoles (26,3 %) ou leurs banlieues (23,7 %), ou bien dans des villes moyennes (50,0 %) localisées entre autres à proximité d'Arthabaska, dont Drummondville ou Saint-Hyacinthe. Par ailleurs, ils ont vécu la majeure partie de leur vie adulte dans des métropoles ou leurs banlieues (42,5 %), des villes moyennes (42,5 %) ou en milieu rural (15,0 %). Les lieux de leur jeunesse sont tout aussi diversifiés, affichant respectivement les proportions suivantes : 26,2 % pour les métropoles ou leurs banlieues; 46,3 % pour les villes moyennes; 27,5 % pour les milieux ruraux. Ainsi, plus du quart des néo-Arthabaskiens ont vécu leur jeunesse à la campagne, ce qui ne manque pas d'influencer les rapports qu'ils entretiennent avec leur nouveau milieu de vie, tel qu'illustré par cet extrait d'entrevue : « Je ne voulais pas faire ma vie à Montréal, et c'était clair que je voulais revenir dans le coin parce que mes amis et ma famille sont là et c'est plus campagne » (AR23).

Le sondage démontre que les nouveaux résidents d'Arthabaska ont des motifs de migration variés, étant principalement attirés par les attraits de la campagne (60,0 %) surtout liés au rythme et style de vie plus équilibrés, aux caractéristiques physiques du milieu et au cadre idéal pour réaliser des projets personnels ou des rêves (figure 1.3). De plus, les raisons professionnelles, comme la présence d'un emploi dans la MRC ou à proximité ou le désir de devenir agriculteur, ont incité 18,7 % d'entre eux à s'y établir de façon permanente, comme l'expriment ces passages recueillis lors des entrevues :

> « J'ai déménagé pour un changement d'emploi dans une nouvelle entreprise » (AR5).
>
> « Je voulais vivre de l'agriculture » (AR7).

En outre, des raisons familiales ont poussé 16,3 % des individus interrogés à migrer à la campagne, que ce soit pour suivre le conjoint, pour y élever ses enfants ou pour rejoindre des membres de la famille dans les cas des migrants de retour :

> « Je trouve que la famille est importante, c'était un des motifs qui m'a ramenée par ici, parce qu'en ville, j'étais vraiment toute seule. Je n'avais pas de famille là-bas. J'avais des amis, mais pas de famille » (AR18).
>
> « On voulait être central pour le travail de ma femme qui doit se déplacer partout au Québec et pour élever les enfants dans un environnement plus sécuritaire et plus intéressant pour eux » (AR8).

Enfin, une minorité de néo-Arthabaskiens interrogés lors du sondage téléphonique ont justifié leur migration basée a priori sur des motifs économiques (5,0 %), notamment en raison du coût de vie moins élevé et l'accessibilité à une propriété abordable.

Les entrevues qualitatives ont permis de repérer plusieurs facteurs attractifs identifiés par les participants lorsqu'ils expliquent la raison du choix de la MRC d'Arthabaska comme nouveau milieu de vie. Ces facteurs d'attraction sont souvent intimement liés à leurs motifs de migration et ils diffèrent par ailleurs de ceux évoqués par les néo-Bromisquois. L'appartenance au lieu d'origine chez les migrants de retour ainsi que la présence de la famille et des amis touchent la majorité des participants, comme l'illustrent ces extraits d'entrevue :

> « C'était vraiment parce que mes parents et mon nouveau conjoint étaient ici. Puis une fois installée, bien, j'ai aimé puis je suis restée » (AR18).
>
> « La famille de mon père est native d'ici, ça fait qu'il y avait une espèce de petit point de repère. Même si je n'avais jamais habité la région, il y a quand même la famille qui est proche » (AR24).
>
> « Arthabaska, c'est un hasard. C'est parce que je connaissais du monde ici et puis je venais souvent » (AR9).

Des facteurs plus structuraux justifient également le choix d'Arthabaska des nouveaux résidents, notamment l'emploi, le prix abordable des propriétés ou du coût de la vie, ainsi que la localisation stratégique de cette MRC par rapport à d'autres villes québécoises (Trois-Rivières, Montréal, Québec, Sherbrooke...) :

> « C'est l'emploi qui nous a amenés ici, puis les jeunes, les garderies. Ça coûte minimum 20 $ par jour une garderie privée, donc deux enfants, ça remonte assez cher. Dans la région de Montréal, c'est très dispendieux au niveau de tout, tout, tout [...]. C'est pas mal moins cher ici » (AR1).
>
> « Nous avons choisi cette région pour la proximité des marchés [ce nouveau résident est agriculteur et acériculteur] » (AR6).

Fait intéressant : la présence de Victoriaville comme important centre régional de services d'Arthabaska ne semble pas avoir incité les nouveaux résidents à s'installer en permanence dans les municipalités rurales de cette MRC. Ce constat est étonnant puisque les entrevues ont clairement démontré que les néo-Arthabaskiens fréquentent sur une base régulière, voire hebdomadaire, Victoriaville, en particulier pour magasiner, pour visiter la famille et des amis ou encore pour participer à des activités récréatives, culturelles ou professionnelles (Guimond et Simard, 2010b).

À l'opposé des néo-Bromisquois pour qui la beauté de la MRC représente le principal facteur d'attraction, une minorité de néo-Arthabaskiens énoncent cette raison, tel que le démontre ce témoignage éloquent : « J'ai choisi le Centre-du-Québec parce que c'est la plus belle région du Québec. Regarde les montagnes, les Bois-Francs, c'est de toute beauté, les montagnes, la vue qu'on a » (AR4).

3. Synthèse comparative des nouveaux résidents

Que pouvons-nous tirer de la mise en parallèle des résultats concernant les nouveaux ruraux dans les deux MRC étudiées? Dans cette section, nous présentons les grandes tendances des principales convergences et divergences les caractérisant, mais enrichies de quelques résultats plus significatifs et globaux de la recherche. Un résumé schématique est présenté au tableau 1.4.

Bien que les deux MRC accueillent de nouveaux résidents de tous les âges, ces derniers sont plus âgés dans Brome-Missisquoi, notamment en raison de l'installation de retraités. Parmi ceux-ci, on observe la présence notable d'ex-villégiateurs qui transforment leur résidence secondaire en maison principale à cette étape de leur vie. Par opposition, dans Arthabaska, c'est la migration de retour qui singularise les néo-ruraux de cette MRC qu'ils soient travailleurs actifs ou retraités.

Fait surprenant, on dénote dans les deux MRC la présence marquée de travailleurs autonomes néo-ruraux, catégorie d'emploi ayant un lien direct avec leur quête d'une meilleure qualité de vie, leur priorité accordée à la réalisation de soi et leur difficulté d'insertion professionnelle en milieu rural. À ces travailleurs autonomes, se rajoutent des salariés surtout dans Arthabaska. En général, ces nouveaux résidents des deux MRC sont scolarisés avec des expertises personnelles et professionnelles diversifiées qu'ils n'hésiteront pas à mettre à profit, que ce soit au travail ou dans leur implication locale. En cohérence avec l'embourgeoisement rural que connaît Brome-Missisquoi, on remarque la tendance d'un revenu relativement supérieur dans cette MRC par rapport à Arthabaska. Il faut néanmoins prendre garde de généraliser ici puisque chacune des deux MRC expérimentent l'arrivée de néo-ruraux se situant dans des tranches de revenus diversifiés, notamment modestes. Ceci vient briser le mythe représentant les néo-ruraux comme un groupe homogène et fortuné.

Historiquement, Brome-Missisquoi connaît depuis plus longtemps qu'Arthabaska le phénomène de néo-ruralité. Il est donc normal que les nouveaux résidents y soient implantés en permanence sur une période plus longue, par contraste à la migration plus récente des néo-Arthabaskiens. En outre, étant pour les plupart des ex-Montréalais, les néo-Bromisquois affichent des trajectoires résidentielles plus homogènes comparativement aux néo-Arthabaskiens. C'est avant tout pour les attraits de la campagne que l'ensemble des néo-ruraux des deux MRC s'y sont installés, avec la nuance que d'autres motifs d'ordre professionnel ou familial se rajoutent surtout dans Arthabaska. En outre, les principales raisons du choix de la MRC des nouveaux résidents sont tant subjectives que structurelles et elles se distinguent selon la MRC et selon l'étape de la vie des nouveaux résidents.

Tableau 1.4

Faits saillants de la comparaison entre les nouveaux résidents des MRC de Brome-Missisquoi et d'Arthabaska[1]

	Brome-Missisquoi	Arthabaska
	Portrait sociodémographique et économique des nouveaux résidents	
Âge	Davantage de personnes âgées de *60 ans et plus* (50,0 %).	Surtout des *jeunes adultes* (18-39 ans) (36,7%) et des *personnes âgées entre* 40 et 59 ans (41,8 %).
Occupation	Plus de *retraités* et de *semi-retraités* (56,0 %).	Plus de *travailleurs actifs* (55,0 %) et de *parents au foyer* (11,3 %).
Catégorie d'emploi des actifs	Surtout des *travailleurs autonomes* (68,3 %).	Surtout des *employés salariés* (63,7 %), mais aussi des *travailleurs autonomes* (31,8 %).
Secteur d'emploi	En particulier les arts et la culture, ainsi que les sciences sociales, l'enseignement et l'administration publique.	Particulièrement les sciences sociales, l'enseignement et l'administration publique ainsi que les sciences naturelles et appliquées.
Scolarité	*Très scolarisés* (73,8 % université).	*Scolarisés* (27,5 % université et 48,8 % collégial ou cours professionnel).
Revenu familial en 2005	*Plus élevé* que les néo-Arthabaskiens.	*Moins élevé* que les néo-Bromisquois.
Langue	Présence de néo-ruraux ayant l'anglais comme langue maternelle.	Le français comme langue maternelle domine nettement.
	Expérience migratoire des nouveaux résidents	
Lieux de jeunesse (0-17 ans)	*Homogènes*, surtout Montréal et ses banlieues nord et sud.	*Diversifiés*, surtout dans des villes moyennes québécoises, mais aussi dans des métropoles et des banlieues ou en milieu rural.
Derniers lieux de résidence	*Homogènes*, principalement Montréal et ses banlieues nord et sud.	*Diversifiés*, dont plusieurs villes moyennes québécoises.
Nombre d'années vécues en permanence dans la MRC	Migration plus *ancienne* qui s'étale sur plusieurs années, surtout depuis moins de onze ans, mais aussi depuis plus de dix ans.	Migration *récente*, c'est-à-dire depuis moins de cinq ans.
Ex-villégiateurs	Présence d'*ex-villégiateurs* (22,0 %), surtout des retraités.	*Peu* d'ex-villégiateurs (13,8 %).
Migrants de retour	*Très peu* de migrants de retour (2,0 %).	Présence de *migrants de retour* (21,3 %) de tous les groupes d'âge.
Personnes d'origine immigrée	Présence de *néo-ruraux d'origine immigrée* (19,0 %), surtout d'origine européenne.	*Peu* de néo-ruraux d'origine immigrée (8,8 %).
Principaux motifs de migration	*Homogènes* et surtout liés aux attraits de la campagne (83,0 %).	*Diversifiés*, mais les attraits de la campagne dominent (60,0 %). Les raisons familiales (18,7 %) ou les motifs professionnels (16,3 %) touchent surtout les jeunes et les adultes d'âge moyen.
Raisons du choix de la MRC	*Multiples*, mais la beauté de la région, le fait qu'ils soient des ex-villégiateurs dans Brome-Missisquoi et les caractéristiques de la propriété ont particulièrement influencé les néo-ruraux à s'y installer en permanence.	*Multiples*, mais l'appartenance au lieu d'origine pour les migrants de retour, la présence de famille et d'amis ainsi que l'emploi justifient notamment le choix d'Arthabaska comme MRC d'accueil des nouveaux résidents.

1. Les données plus détaillées de ce tableau, qui rassemble principalement les faits saillants du sondage téléphonique réalisé auprès de 100 néo-ruraux dans Brome-Missisquoi et 80 néo-ruraux dans Arthabaska (INRS, 2006), se retrouvent sous les rubriques 2.1.2 et 2.2.2 de cet article.

Conclusion

Par le croisement de plusieurs méthodes, à savoir l'examen de sources documentaires et de données statistiques, la compilation d'un sondage téléphonique ainsi que l'analyse d'entrevues qualitatives, nous avons pu faire ressortir la richesse du mouvement migratoire de la ville vers la campagne s'inscrivant dans les mutations contemporaines des régions québécoises. Le portrait historique, géographique, sociodémographique et économique des deux MRC étudiées ainsi que les caractéristiques de leurs nouveaux résidents démontrent bien la complexité de la néo-ruralité au Québec[17]. Non seulement ces MRC sont différentes sous certains aspects, mais encore leurs nouveaux résidents présentent une hétérogénéité évidente quant à leurs profils et expériences migratoires. Ce constat permet donc d'envisager pour l'avenir des formes de repeuplement plurielles selon les MRC, à l'opposé d'une vision rectiligne et uniforme à travers la province. Un regard nuancé est nécessaire pour mieux saisir cette recomposition sociodémographique dans les MRC concernées. De ce fait, il importe de toujours rester sensible aux spécificités et aux singularités des territoires et des populations qui s'y installent.

Les défis pour les décideurs, administrateurs et intervenants touchés par le sujet sont donc multiples. Interpellés par l'urgence d'assurer un renouvellement et rajeunissement de la population rurale, ces acteurs auront à mettre en place des politiques diversifiées destinées à offrir aux nouvelles populations des conditions favorables d'enracinement et d'intégration globale (emploi, services, loisirs, etc.). Ainsi, pour être attractifs et assurer un développement durable, ils devront miser tant sur des politiques d'accueil que sur des politiques familiales, d'accès à la propriété ou autres, tel que le font déjà certaines municipalités ou MRC[18].

Bibliographie

BOYLE, Paul et Keith HALFACREE (dirs.) (1998). Migration into rural areas: theories and issues, West Sussex, John Wiley & Sons Ltd.

BROWN, David L. et Nina GLASGOW (2008). Rural Retirement Migration. Springer Series on Demographic Methods and Population Analysis, vol. 24, New York, Springer.

CHAMPION, A. G. (Ed.) (1991). Counterurbanization. The changing pace and nature of population deconcentration, London, Edward Arnold.

COGNARD, Françoise (2001). « Reprise démographique et nouvelles populations dans les moyennes montagnes françaises », *Espace, populations, sociétés*, vol. 1-2, p. 53-68.

DU PLESSIS Valerie, Rolland BESHIRI, Ray D. BOLLMAN et Heather CLEMENSON (2002). « Définitions de « rural ». Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural ». *Document de travail* nº 61. Ottawa, Statistique Canada.

EMPLOI QUÉBEC (2009a). Portrait du marché du travail. MRC de Brome-Missisquoi, Emploi Québec Montérégie. [En ligne :] www.emploiquebec.net

EMPLOI QUÉBEC (2009b). Profil du marché du travail. MRC d'Arthabaska, Emploi Québec Centre-du-Québec. [En ligne :] www.emploiquebec.net

FOUGEROUSE, Christian (1996). Le renouveau rural. Dépendance ou autonomie?, Paris, L'Harmattan.

GENDRON, Mario, Jean-Charles FORTIN, Lorne HUSTON et Pierre LAMBERT (1999). *Histoire du Piémont des Appalaches*. La Montérégie, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

17. Il importe de rappeler que ces nouvelles populations rurales (ou néo-ruraux) réfèrent ici à des individus qui vivaient en milieu urbain et qui ont fait le choix de s'installer en permanence dans une municipalité rurale des MRC à l'étude. Par conséquent les nouveaux résidents des villes de Cowansville (Brome-Missisquoi) et de Victoriaville (Arthabaska) n'ont pas été intégrés dans notre étude.
18. À cet égard, il est instructif de consulter les sites Web de certaines municipalités et de différents organismes en développement régional. Pour les deux territoires étudiés ici, mentionnons entre autres l'exemple de Lac-Brome dans Brome-Missisquoi (www.ville.lac-brome.qc.ca/loisirs/fr/familles/la-politique-familiale), et de Chesterville dans Arthabaska (www.mamr.gouv.qc.ca/regions/regi_rura_reus_ches.asp). Voir aussi le site de Solidarité rurale du Québec, notamment les rubriques migration et néo-ruralité ainsi que leur revue de presse quotidienne (www.solidarite-rurale.qc.ca).

GAUTHIER, Madeleine, Serge CÔTÉ, Marc MOLGAT et Frédéric DESCHENAUX (2003). « Pourquoi partent-ils? Les motifs de migration des jeunes régionaux », *Recherches sociographiques*, vol. XLIV, no 1, p. 113-139.

GUIMOND, Laurie et Myriam SIMARD (2008a). *Nouvelles populations dans le Québec rural : le cas de la municipalité régionale de comté (MRC) d'Arthabaska*, Montréal, INRS-Centre Urbanisation Culture Société. [En ligne :] www.inrs-ucs.uquebec.ca

GUIMOND, Laurie et Myriam SIMARD (2008b). *Nouvelles populations dans le Québec rural : le cas de la municipalité régionale de comté (MRC) de Brome-Missisquoi*, Montréal, INRS-Centre Urbanisation Culture Société. [En ligne :] www.inrs-ucs.uquebec.ca

GUIMOND, Laurie et Myriam SIMARD (2010a). « Gentrification and neo-rural populations in the Quebec countryside: representations of various actors », *Journal of Rural Studies*, à paraître.

GUIMOND, Laurie et Myriam SIMARD (2010b). « Mobilité, engagement et attachement : la campagne vécue au quotidien », *Revue canadienne des sciences régionales*, à paraître.

HALLIDAY, Joyce et Mike COOMBES (1995). « In Search of Counterurbanisation : Some Evidence from Devon on the Relationship between Patterns of Migration and Motivation », *Journal of Rural Studies*, vol. 11, no 4, p. 433-446.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2009a). « Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056 », Québec. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/perspectives2006_2056.pdf

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2009b). « Perspectives démographiques des MRC du Québec 2006-2031 », Québec. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/perspectives_demo_MRC.pdf

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2010). Québec. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca

KAYSER, Bernard (1990). *La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin.

KESTEMAN, Jean-Pierre, Peter SOUTHAM et Diane SAINT-PIERRE (1998). *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

MITCHELL, Clare, J.A. (2004). « Making sense of counterurbanization », Journal of Rural Studies, vol. 20, no 1, p. 15-34.

ROY, Louis, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON (2005). « La campagne des néoruraux : motifs de migration, territoires valorisés et usages de l'espace domestique », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, no 1, p. 35-65.

ROUSSEL, Véronique (2000). « À propos de l'arrivée de nouvelles populations et de ses conséquences sur les espaces ruraux », *Revue d'économie régionale et urbaine*, vol. 1, p. 45-62.

SIMARD, Myriam (2007). « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », *Géographie, Économie, Société*, vol. 9, no 2, p. 187-213.

SIMARD, Myriam (2008). « La contribution culturelle des néo-ruraux au Québec : l'exemple de Brome-Missisquoi », Organisations et Territoires, vol.17, no 1, p. 79-84.

SIMARD, Myriam et Laurie GUIMOND (2009). « L'hétérogénéité des nouvelles populations rurales : comparaison dans deux MRC contrastées au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. L, no 3, p. 475-505.

STATISTIQUE CANADA (2006). Ottawa. [En ligne :] www.statcan.gc.ca

WALMSLEY, Jim, D. Roger W. EPPS et Chris J. DUNCAN (1998) « Migration to the New South Wales North Coast 1986-1991 : Lifestyle motivated counterurbanisation », *Geoforum*, vol. 29, no 1, p. 105-118.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

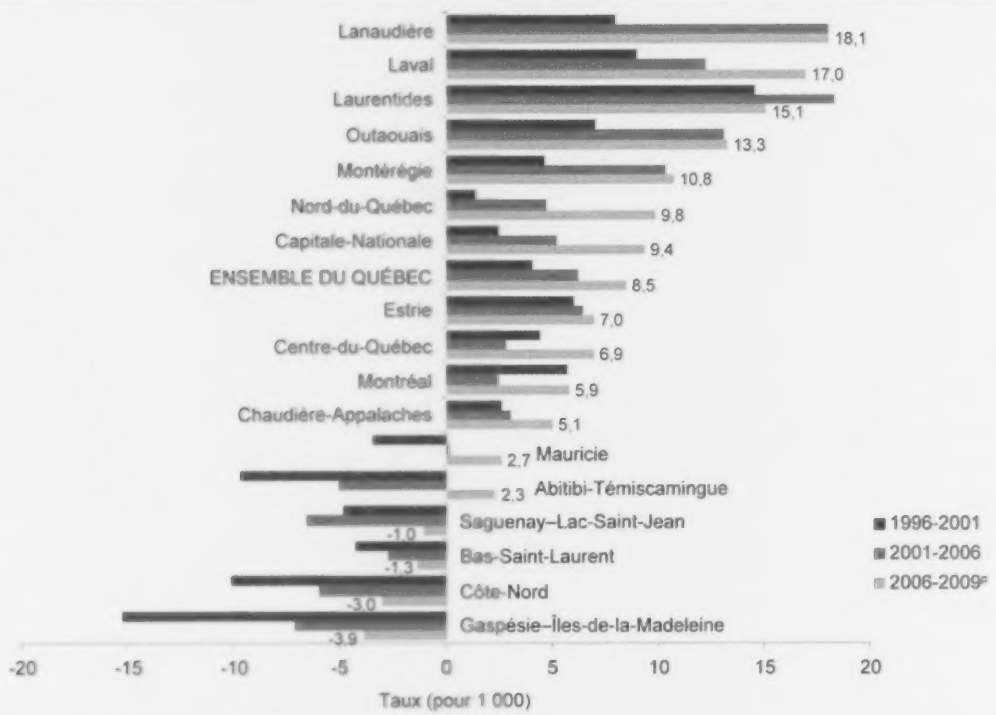
La deuxième moitié des années 2000 marque une amélioration du bilan démographique dans la plupart des régions du Québec. Plusieurs facteurs ont stimulé leur croissance ou amoindri l'ampleur de leur déclin, notamment la hausse de la fécondité et des flux migratoires internationaux plus nombreux. Quant à la migration interrégionale, les échanges continuent de favoriser les régions adjacentes à Montréal, mais les pertes s'atténuent dans les régions plus éloignées. Si cette mouvance des composantes démographiques a un effet tangible sur le rythme d'accroissement des différentes régions, elle ne change toutefois pas certaines tendances de fond, comme la concentration de la population dans le sud du Québec et la poursuite du vieillissement. Après avoir détaillé ces différentes dimensions, cette section en dégage les répercussions à plus long terme en présentant les résultats des plus récentes perspectives démographiques.

Évolution de la population : le bilan s'améliore presque partout

En juillet 2009, la population du Québec est estimée à 7,83 millions d'individus. Elle a crû à un taux annuel moyen de 8,5 pour mille entre 2006 et 2009, une croissance accélérée comparativement à une moyenne de 6,3 pour mille en 2001-2006 et de 4,1 pour mille en 1996-2001 (figure 2.1). Bien que son rythme se soit intensifié, la croissance démographique du Québec demeure inférieure à la moyenne canadienne de 11,7 pour mille en 2006-2009.

Figure 2.1

Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2009



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation: Institut de la statistique du Québec.

À l'intérieur du Québec, les données provisoires montrent que ce sont les quatre régions adjacentes à Montréal (Lanaudière, Laurentides, Laval et Montérégie) et l'Outaouais qui ont connu la croissance la plus vigoureuse en 2006-2009, tout comme

en 2001-2006. Lanaudière maintient un rythme de croissance stable au cours de ces deux périodes (+ 18 pour mille), mais se positionne comme premier pôle de croissance en 2006-2009, tandis qu'elle était au second rang en 2006-2001 et au troisième en 1996-2001. La croissance des Laurentides demeure élevée, mais elle est la seule à avoir diminué, passant de 18,4 pour mille en 2001-2006 à 15,1 pour mille en 2006-2009. La région glisse ainsi derrière Lanaudière, mais également derrière Laval dont la croissance s'est au contraire grandement intensifiée, de 12,2 pour mille à 17,0 pour mille. L'Outaouais et la Montérégie suivent au quatrième et cinquième rang avec des taux qui se sont très légèrement accrus.

Les régions du Nord-du-Québec et de la Capitale-Nationale avaient toutes deux un taux d'accroissement inférieur à la moyenne québécoise en 1996-2001 et en 2001-2006, mais ont ensuite connu une croissance accélérée qui les place au-dessus de la moyenne pour la période la plus récente.

Dans les régions de l'Estrie, du Centre-du-Québec, de Montréal, de Chaudière-Appalaches et de la Mauricie, le rythme d'accroissement demeure plus faible que dans l'ensemble du Québec en 2006-2009, mais s'est accru par rapport au lustre précédent. Si elle était confirmée par les données finales, la récente progression des bilans démographiques du Centre-du-Québec et de Montréal serait d'autant plus appréciable que la croissance y a ralenti considérablement en 2001-2006. En Mauricie, on assiste à la poursuite du redressement amorcé au début des années 2000.

Les cinq régions dont la population a décliné en 2001-2006 ont toutes vu leur situation s'améliorer depuis 2006. L'ampleur des pertes a diminué dans le Bas-Saint-Laurent, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. La réduction est marquée au Saguenay–Lac-Saint-Jean, qui affichait un important déficit en 2001-2006 (– 6,6 pour mille), mais qui termine la période 2006-2009 avec des pertes mineures de l'ordre de 1,0 pour mille annuellement. Quant à l'Abitibi-Témiscamingue, les données provisoires nous indiquent qu'elle enregistre une légère croissance (+ 2,3 pour mille), qui rompt avec une décennie de déclin.

Les écarts quant au rythme d'accroissement affectent la répartition de la population entre les différentes régions. En raison d'une croissance plus rapide, le poids démographique des régions adjacentes à Montréal s'est accru entre 1996 et 2009 (tableau 2.1). Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie comptent ensemble pour 36,0 % de la population du Québec en 2009, comparativement à 33,6 % en 1996. Montréal a plutôt vu sa part diminuer faiblement au cours de cette période, de 24,8 % à 24,4 %.

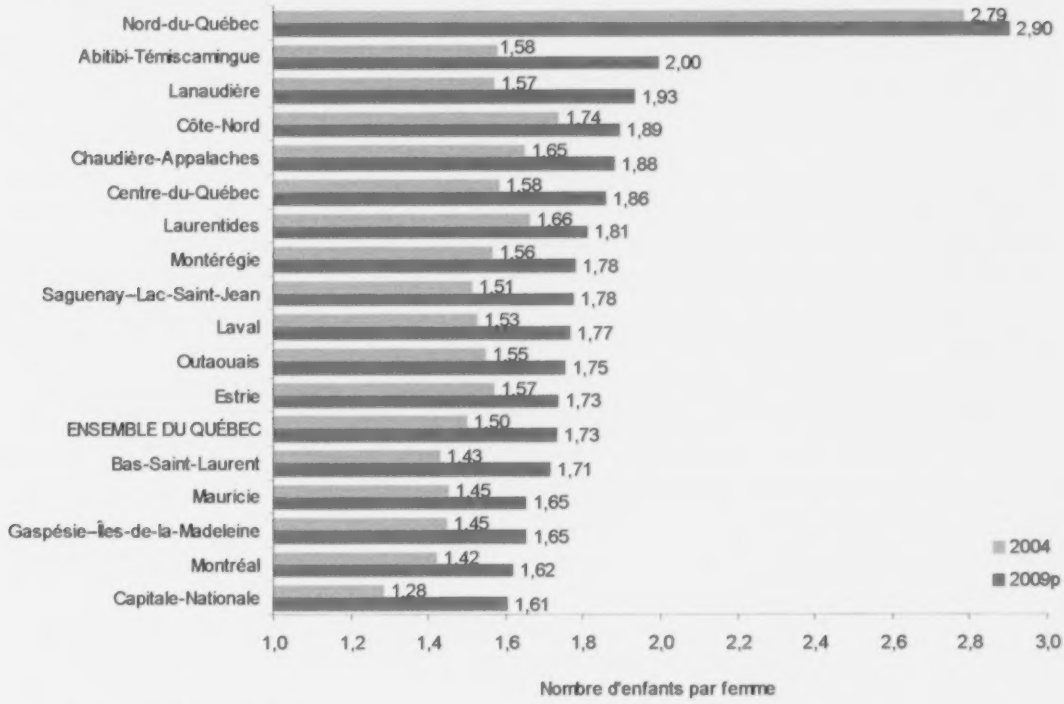
Le poids des régions dites éloignées (Bas-Saint-Laurent, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec) tend également à la baisse. Leur part totale est passée de 12,5 % à 10,9 % entre 1996 et 2009. D'autres régions ont maintenu un poids assez stable au cours des dernières années. C'est notamment le cas de la Capitale-Nationale (9 %), de l'Estrie (4 %) et du Centre-du-Québec (3 %).

Naissances, décès et accroissement naturel : une évolution généralement favorable

Le nombre de naissances a connu une remontée au Québec au cours des années 2000, après avoir décliné tout au long de la décennie 1990. Les 88 600 naissances de 2009 (données provisoires) représentent une hausse de 20 % par rapport aux 74 068 de 2004 (tableau 2.2).

Les bébés ont été plus nombreux en 2009 qu'en 2004 dans toutes les régions du Québec, mais l'importance de l'augmentation varie grandement : tandis qu'elle a été de 5 % sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec, elle atteint 43 % dans Lanaudière. La Capitale-Nationale et l'Abitibi-Témiscamingue ont aussi connu une croissance substantielle du nombre de naissances, de 32 % et 28 % respectivement. Quoique de plus faible ampleur, la hausse est supérieure à la moyenne québécoise dans les régions de Laval, de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

Figure 2.2
Indice synthétique de fécondité, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le nombre de naissances enregistré une année donnée dépend de deux facteurs, soit l'intensité de la fécondité et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. C'est principalement une fécondité accrue dans toutes les régions qui explique que les naissances soient plus nombreuses depuis quelques années. À l'échelle du Québec, la fécondité, que l'on mesure par l'indice synthétique de fécondité[1], est passé de 1,50 enfant par femme en 2004 à 1,73 en 2009 (figure 2.2).

Avec un indice de 2,0 enfants par femme, l'Abitibi-Témiscamingue affiche la fécondité la plus élevée en 2009 après le Nord-du-Québec (2,9). Lanaudière, la Côte-Nord, Chaudière-Appalaches et le Centre-du-Québec suivent avec un indice d'environ 1,9. La fécondité est aussi supérieure à la moyenne dans les Laurentides, en Montérégie, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, à Laval et en Outaouais. Malgré une hausse importante de sa fécondité au cours des cinq dernières années, la Capitale-Nationale demeure au dernier rang avec Montréal, les deux régions ayant un indice de 1,6 enfant par femme. L'indice est à peine plus élevé en Mauricie et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Le nombre de décès dépend de l'intensité de la mortalité, ainsi que de la taille et de la structure par âge de la population. Bien que la mortalité diminue dans toutes les régions, ce qui se traduit par des gains d'espérance de vie[2], le nombre de décès tend à augmenter en raison d'une population vieillissante. Seules Montréal et l'Estrie ont vu les décès diminuer légèrement entre 2004 et 2009. Ailleurs, la hausse du nombre de décès est toutefois généralement inférieure à celle du nombre de naissances. L'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a ainsi pris de l'ampleur dans la plupart des régions, contribuant à l'accélération de la croissance démographique dans la deuxième moitié des années 2000 (tableau 2.2).

1. Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observée une année donnée.
2. Les données sur la mortalité et l'espérance de vie sont disponibles sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_deces/index.htm

Soulignons que l'accroissement naturel est négatif en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et en Mauricie en raison d'une population plus âgée (voir la section sur la structure par âge). En Mauricie, les pertes se sont toutefois réduites entre 2004 et 2009, tandis que l'ampleur du déficit est plutôt stable en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

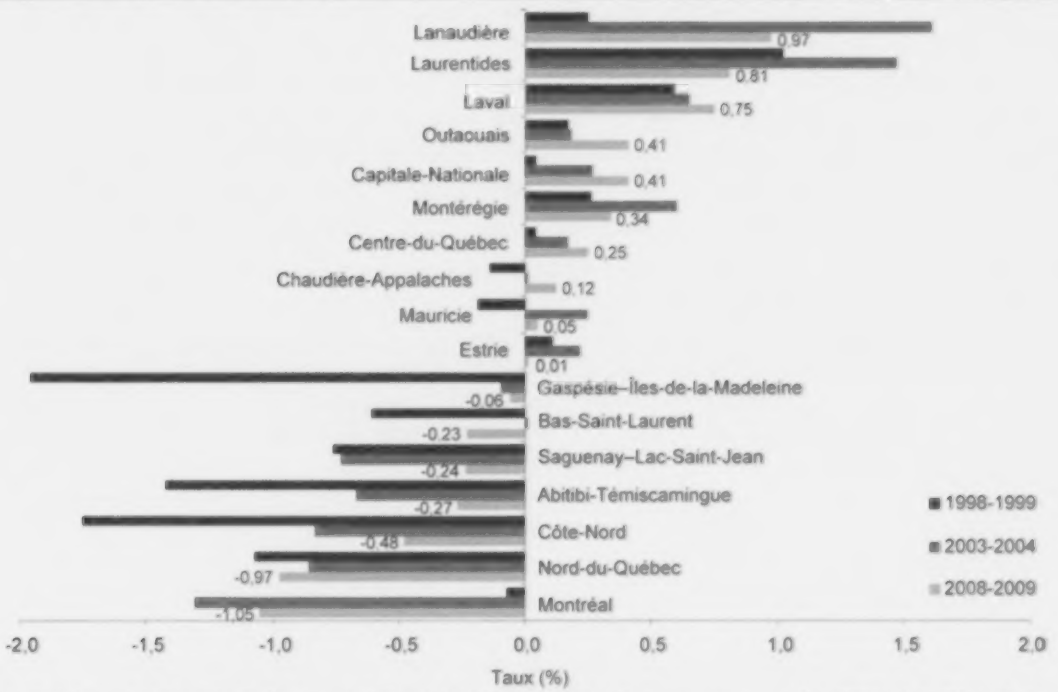
Migration interrégionale : les pertes s'amenuisent à Montréal et dans les régions éloignées

Puisqu'elle favorise certaines régions au détriment des autres, la migration interrégionale contribue fortement à l'opposition entre régions en croissance et régions en déclin. Si la ligne de partage entre les régions qui gagnent et celles qui perdent des habitants à travers les échanges migratoires a peu changé au cours de la dernière décennie, l'ampleur des gains ou des pertes a quant à elle grandement fluctué.

Au cours des six dernières années, la région de Lanaudière est celle qui a le plus profité de la migration interrégionale. En 2008-2009, les échanges migratoires avec les autres régions ont fait croître sa population de près de 1 % (figure 2.3). Les gains y sont cependant inférieurs à ce qu'ils étaient au milieu des années 2000 : de 2003 à 2007, les taux nets de migration interrégionale se sont maintenus entre 1,6 % et 1,7 %.

Figure 2.3

Taux net de migration interrégionale, régions administratives du Québec, 1998-1999, 2003-2004 et 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)

Les Laurentides et Laval continuent d'afficher les gains migratoires les plus importants après Lanaudière. Comme cette dernière, la région des Laurentides a vu ses gains migratoires se réduire au cours des dernières années, les taux passant de 1,5 % en 2003-2004 à 0,8 % en 2008-2009. Laval enregistre au contraire en 2008-2009 ses gains les plus importants des 10 dernières années (+ 0,8 %). Quant à la Montérégie, elle se distancie des autres régions adjacentes à Montréal en glissant du quatrième au sixième rang entre 2003-2004 (+ 0,6 %) et 2008-2009 (+ 0,3 %).

L'Outaouais et la Capitale-Nationale ont amélioré leur bilan migratoire au cours des cinq dernières années, les gains y étant de l'ordre de 0,4 % en 2008-2009. On note également une progression dans le Centre-du-Québec et Chaudière-Appalaches, bien que l'incidence de la migration interrégionale y soit plus faible.

La migration nette est pratiquement nulle en 2008-2009 dans les régions de la Mauricie (+ 0,05 %) et de l'Estrie (+ 0,01 %), deux régions qui affichaient des gains un peu plus substantiels cinq ans auparavant. La Mauricie maintient toutefois un solde positif pour une septième année consécutive, tandis qu'elle perdait des résidants au profit des autres régions au tournant des années 1990.

Montréal est la région qui enregistre les pertes relatives les plus importantes en 2008-2009 (– 1,1 %), une tendance observée depuis le milieu des années 2000. Il s'agit cependant pour Montréal du déficit le moins élevé des sept dernières années : les pertes représentent 19 500 personnes en 2008-2009, tandis qu'elles se situaient entre 20 000 et 24 000 personnes annuellement de 2002 à 2008. Une réduction des départs vers les régions adjacentes et une croissance des entrées en provenance de ces dernières ont contribué au solde moins négatif de la dernière année.

Les échanges migratoires ont aussi entraîné des pertes dans les six régions éloignées en 2008-2009, mais les déficits sont beaucoup moins marqués qu'à la fin des années 1990 et, dans la plupart des cas, qu'au milieu des années 2000. Avec des taux respectifs de – 0,5 % et de – 0,1 %, la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrent même les pertes les plus faibles des 10 dernières années.

Immigration internationale : augmentation globale et légère déconcentration

Le Québec a accueilli environ 49 500 immigrants internationaux en 2009, soit 20 000 de plus qu'à la fin des années 1990. Les volumes annuels d'immigrants dépassent les 40 000 depuis 2004 et sont prévus à la hausse au cours des prochaines années. Comme les nouveaux arrivants se concentrent à Montréal, ils contribuent surtout au bilan démographique de cette région. Cependant, certains indices suggèrent que cette concentration tend à se réduire légèrement depuis quelques années.

Le tableau 2.4 présente côte à côte les résultats de cinq études réalisées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Ces études, d'abord conçues pour mesurer annuellement la présence au Québec des immigrants récemment admis, comportent également de l'information sur la répartition entre les régions des immigrants dont on a établi qu'ils sont toujours au Québec[3]. Cette répartition donne une image légèrement différente, probablement plus juste, de la localisation des nouveaux arrivants sur le territoire québécois que celle établie en utilisant comme indicateur la région projetée de destination déclarée par le candidat immigrant lors de la sélection ou de l'admission.

La première étude retenue (MICC, 2005) porte sur les immigrants admis au Québec entre 1999 et 2003[4]. Leur présence et leur région de résidence sont vérifiées en janvier 2005. La seconde étude (MICC, 2006) porte sur les immigrants admis entre 2000 et 2004 dont on vérifie la présence en janvier 2006. Le même modèle s'applique pour les trois études suivantes (MICC, 2007, 2008 et 2009). Ainsi, c'est la répartition régionale des immigrants récents, toujours présents au Québec en moyenne 3,5 années après leur admission, qui est présentée. Précisons qu'il s'agit des admissions permanentes. Les résidents non permanents, par exemple les travailleurs saisonniers, ne sont pas pris en compte.

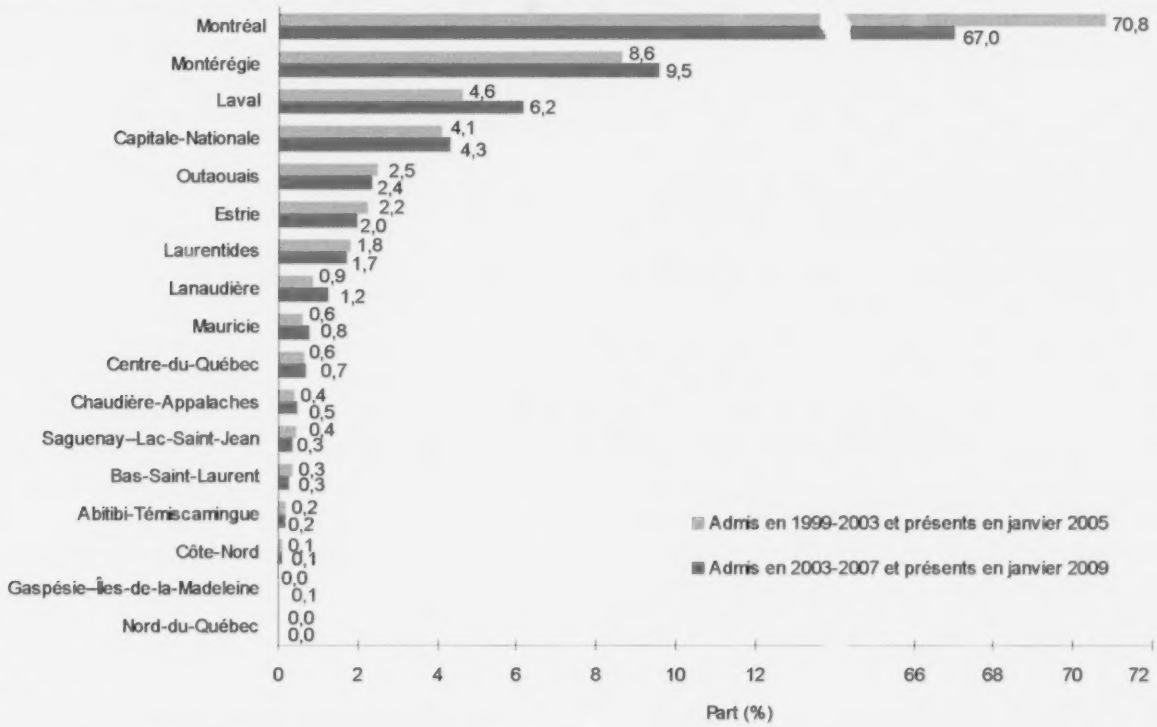
Parmi les 143 200 immigrants admis au Québec entre 1999 et 2003 et encore présents au Québec en janvier 2005, près de 71 % résidaient à Montréal (figure 2.4). Cette part est de 67,0 % pour les 178 400 immigrants admis au Québec entre 2003 et 2007 et présents en janvier 2009. La réduction, progressive d'une année à l'autre, est de près de 4 points de pourcentage.

Outre Montréal, seules deux régions comptent plus de 5 % d'immigrants récents en janvier 2009, soit la Montérégie (9,5 %) et Laval (6,2 %). Ces deux régions ont vu leur part augmenter sensiblement depuis 2005; il en est de même du nombre. La Capitale-Nationale vient ensuite avec 4,3 % des nouveaux arrivants. Sa part n'a que très légèrement augmenté mais, vu l'augmentation globale du nombre d'immigrants, le nombre est passé de 5 800 à 7 700 entre janvier 2005 et janvier 2009.

3. Les données sur la répartition régionale des immigrants n'ont pas été mises à jour par apport à l'édition 2009 du Panorama des régions, puisque le MICC n'avait pas encore diffusé de nouvelles données au moment d'écrire ce chapitre.
4. Les études portent plus globalement sur les immigrants admis depuis 10 années. Dans l'étude de 2005, il s'agit de ceux admis entre 1994 à 2003. Nous avons choisi de ne retenir ici que les immigrants très récents, soit ceux admis au cours des cinq années précédant l'étude.

Figure 2.4

Part des immigrants récents, régions administratives du Québec, immigrants admis en 1999-2003 et présents en janvier 2005 et immigrants admis en 2003-2007 et présents en janvier 2009



Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Entre 1 % et 2 % des immigrants admis au Québec en 2003-2007 résidaient en Outaouais, en Estrie, dans les Laurentides et dans Lanaudière. La progression dans cette dernière région est à signaler. Dans toutes les autres régions, la part est inférieure à 1 %.

Structure par âge : le vieillissement se poursuit, mais le rythme varie selon les régions

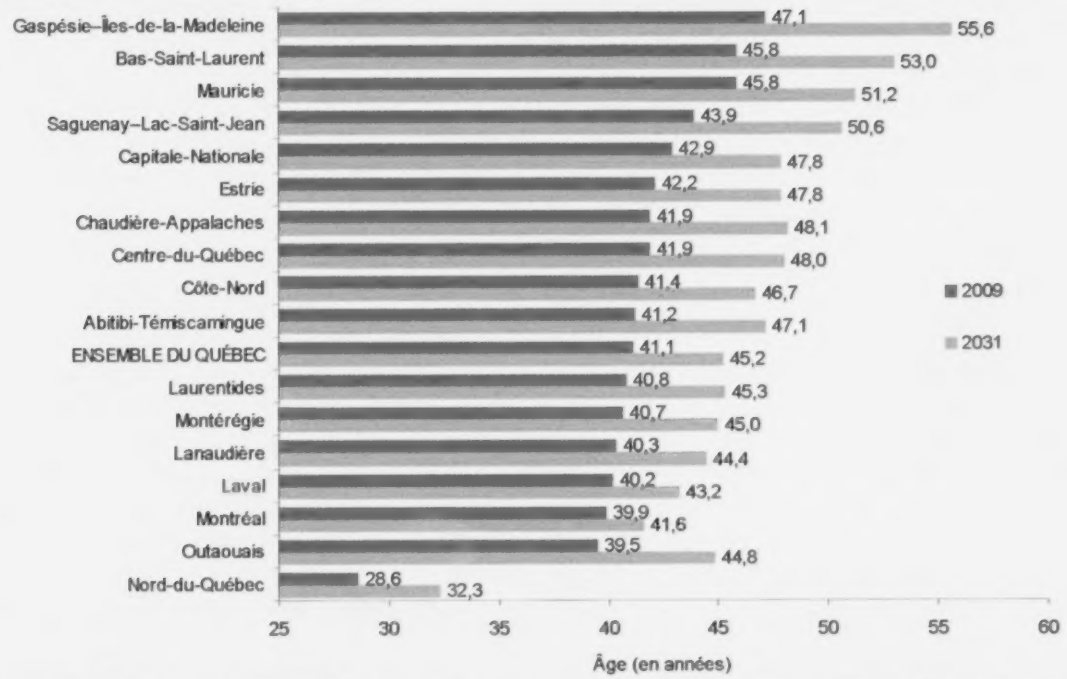
Un vieillissement rapide caractérise l'évolution de la structure par âge de la population québécoise depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le baby-boom des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à cette transformation de la structure par âge. Alors que l'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – était de 25,6 ans en 1971, il atteint 41,1 ans en 2009. Au cours de cette période, la part des jeunes de moins de 20 ans est passée de 40 % à 22 %, tandis que celle des personnes âgées de 65 ans et plus s'est élevée de 7 % à 15 %.

S'il est commun à toutes les régions du Québec, le vieillissement de la population est plus accentué dans certaines d'entre elles. C'est le cas de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et de la Mauricie, où l'âge médian dépasse 45 ans en 2009 (figure 2.5). Dans ces trois régions, les 65 ans et plus comptent pour un peu plus de 18 % de la population et les moins de 20 ans, pour environ 20 % (figure 2.6). Des pertes migratoires concentrées chez les jeunes adultes et une fécondité relativement faible ont contribué au vieillissement plus rapide de ces régions.

Bien que le vieillissement y soit moins prononcé que dans les trois régions précédentes, celles de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et du Saguenay–Lac-Saint-Jean apparaissent aussi plus âgées que la moyenne québécoise avec un âge médian qui varie entre 42 ans et 44 ans en 2009. La part de personnes âgées y atteint 16 %.

Figure 2.5

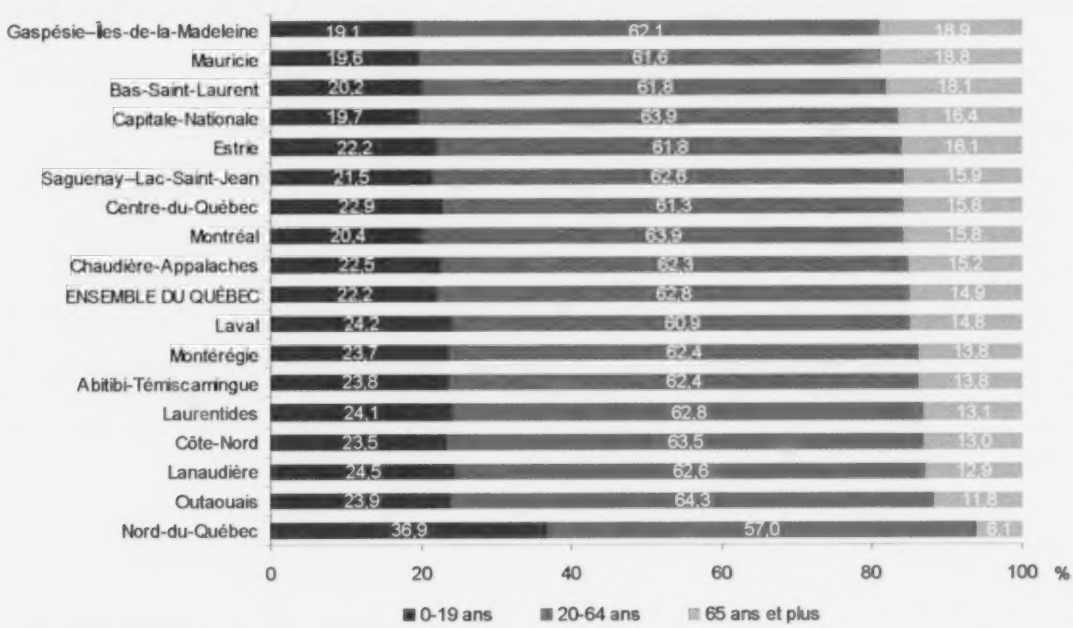
Âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 et 2031



Sources : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, pour 2031; Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010), pour 2009.

Figure 2.6

Population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009[p]



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Les personnes âgées de 65 ans et plus n'y représentent que 6,1 % de la population, comparativement à 36,9 % pour les moins de 20 ans. Cette structure relativement jeune – l'âge médian y est de 28,6 ans – s'explique par une fécondité très au-dessus du seuil de remplacement des générations et une espérance de vie plus faible que la moyenne québécoise.

Avec un âge médian de 39,5 ans, la population de l'Outaouais est un peu plus jeune que la moyenne québécoise. La région compte la population d'âge actif (20-64 ans) la plus importante (64,3 %), de même que la plus faible proportion de personnes âgées (11,8 %) après le Nord-du-Québec. Montréal se distingue aussi par l'importance de sa population d'âge actif (63,9 %), qui s'explique par l'arrivée continue d'immigrants internationaux, majoritairement âgés de 20 à 40 ans. La région affiche toutefois une assez faible proportion de jeunes de moins de 20 ans (20,4 %), de même qu'une part de personnes âgées (15,8 %) supérieure à la moyenne. L'âge médian y est de 39,9 ans en 2009.

L'âge médian est d'un peu moins de 41 ans à Laval, dans Lanaudière, dans les Laurentides et en Montérégie, soit tout juste au-dessous de celui de l'ensemble du Québec. Il est légèrement supérieur, entre 41 ans et 42 ans, dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches. Dans ces régions, la part des jeunes varie entre 23 % et 25 % et celles des personnes âgées, entre 13 % et 16 %.

La poursuite du vieillissement de la population est inéluctable et son rythme sera grandement conditionné par l'avancée en âge des générations nombreuses du baby-boom, dont les plus âgés atteindront leur 65e anniversaire à partir de 2011. La progression de l'âge médian, telle que projetée par les plus récentes perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec[5], illustre bien ce phénomène. On voit à la figure 2.5 que l'âge médian de la population québécoise pourrait dépasser 45 ans en 2031, quatre ans de plus qu'en 2009. Les 65 ans et plus (26 %) seraient alors plus nombreux que les moins de 20 ans (20 %), tandis que la part des 20-64 ans s'établirait à 54 % (tableau 2.5).

La population devrait continuer de vieillir plus rapidement que la moyenne dans les régions qui sont déjà les plus âgées en 2009. En 2031, l'âge médian pourrait dépasser les 50 ans en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans le Bas-Saint-Laurent, en Mauricie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean; il serait presque de 56 ans en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Dans ces quatre régions, les personnes âgées de 65 ans et plus représenteraient au moins le tiers de la population et les individus d'âge actif, moins de la moitié.

En comparaison, l'âge médian devrait s'élever assez peu à Montréal et à Laval pour s'établir respectivement à 41,6 ans et à 43,2 ans en 2031. En raison notamment de l'immigration internationale, la part de la population d'âge actif y diminuerait plus faiblement qu'ailleurs. Le vieillissement serait un peu plus rapide en Outaouais, dont la structure par âge se rapprocherait graduellement de la moyenne québécoise.

Le rapport entre les 65 ans et plus et les moins de 20 ans devrait s'inverser dans toutes les régions au cours des deux prochaines décennies, sauf dans le Nord-du-Québec. Ailleurs, les 65 ans et plus compteraient au moins pour le cinquième de la population et, dans la plupart des cas, pour plus du quart.

Si la tendance se maintient...

Les tendances récentes en matière de fécondité, de mortalité et de migration, ainsi que la structure par âge vont influencer la croissance démographique du Québec et de ses régions au cours des prochaines décennies. Les résultats du scénario de référence de l'édition 2009 des perspectives démographiques de l'Institut, qui regroupe les hypothèses les plus plausibles quant à l'évolution prochaine de ces différents facteurs, nous permettent d'envisager leur incidence sur le paysage démographique de demain.

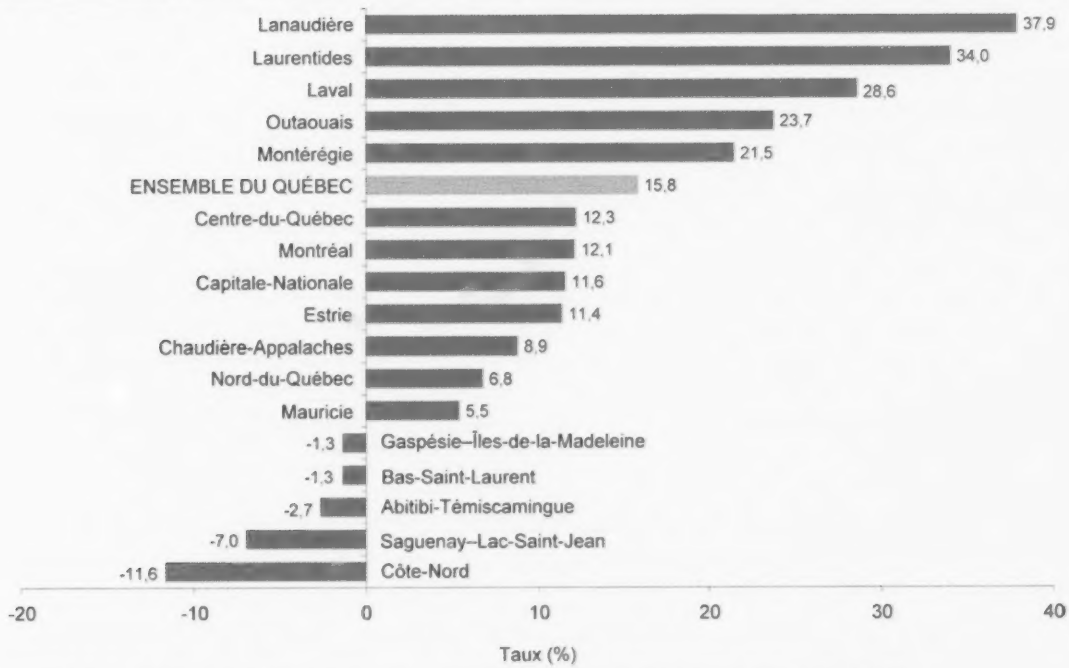
5. Les résultats complets et le document d'analyse son disponibles sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante : http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp_popit/index.htm.

Selon ce scénario, la population du Québec continuerait de croître jusqu'en 2056 pour s'établir à 9,21 millions d'individus. Ce bilan perspectif contraste avec celui réalisé en 2003, qui anticipait plutôt un déclin de la population à partir de 2031. La récente hausse de la fécondité et les volumes accrus d'immigrants internationaux expliquent que l'on projette actuellement une poursuite de la croissance, mais le rythme de celle-ci devrait s'affaiblir progressivement. En raison d'une population accrue aux âges où la mortalité est élevée, le nombre de décès devrait augmenter et pourrait surpasser celui des naissances à partir de la fin des années 2020. Le maintien d'une croissance faiblement positive reposerait ensuite sur l'immigration internationale.

À l'échelle régionale, l'exercice de projection couvre les années 2006 à 2031. Si les tendances récentes se poursuivent, les quatre régions adjacentes à Montréal et l'Outaouais demeureraient les principaux pôles de croissance au cours de cette période (figure 2.7). En 2031, leur population serait de 22 % à 38 % plus nombreuse qu'en 2006, comparativement à 16 % dans l'ensemble du Québec. Leur croissance s'appuierait sur des naissances qui demeureraient plus nombreuses que les décès, mais aussi sur des soldes migratoires interrégionaux avantageux et sur l'immigration internationale. En raison d'une croissance supérieure à la moyenne, ces cinq régions seraient les seules à voir leur poids démographique s'élever (tableau 2.6).

Figure 2.7

Taux d'accroissement total, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2031



Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*.

Sept autres régions verraient leur population croître d'ici 2031, mais plus faiblement et selon différentes combinaisons de facteurs. Les naissances surpasseraient encore les décès au début des années 2030 dans le Nord-du-Québec et à Montréal, cette dernière comptant également sur l'immigration internationale. L'accroissement naturel est au contraire déjà négatif en Mauricie et pourrait le devenir au cours de la décennie 2020 dans le Centre-du-Québec, la Capitale-Nationale, l'Estrie et Chaudière-Appalaches. Leur croissance serait alors assurée par les flux migratoires interrégionaux et, dans une moindre mesure, internationaux. Le poids démographique de ces régions devrait se stabiliser ou diminuer légèrement. En 2031, celui de Montréal serait de 23,8 % et celui de la Capitale-Nationale, de 8,4 %.

Mis à part le Nord-du-Québec, le bilan démographique des régions éloignées devrait demeurer négatif, d'autant plus qu'à court ou moyen terme, un accroissement naturel négatif s'ajouterait à la migration interrégionale comme facteur de décroissance.

Les pertes relatives les plus importantes s'observeraient sur la Côte-Nord (– 12 %) et au Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 7 %). En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, dans le Bas-Saint-Laurent et en Abitibi-Témiscamingue, l'ampleur des pertes serait beaucoup plus faible. Collectivement, les régions éloignées compteraient pour 9,2 % de la population du Québec en 2031, comparativement à 11,2 % en 2006.

En guise de conclusion

Les régions du Québec se distinguent les unes des autres par l'intensité de la croissance de leur population, l'importance relative des différents facteurs d'accroissement et leur structure par âge. Ces distinctions mettent en lumière les différents défis auxquels elles font face, comme le maintien des effectifs dans les régions éloignées ou la gestion du transport et du développement résidentiel dans la couronne montréalaise. Les défis liés au vieillissement de la population, qu'il s'agisse du remplacement de la main-d'œuvre ou de l'offre de services à une population vieillissante, sont toutefois communs à l'ensemble des régions.

Bibliographie

GIRARD, Chantal (2009). Le Bilan démographique du Québec. Édition 2009, Québec, Institut de la statistique du Québec, 83 p. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2009/bilan2009.pdf

LACHANCE, Jean-François (2010). « Faits saillants de la migration interrégionale en 2008-2009 », Coup d'œil sociodémographique, Québec, Institut de la statistique du Québec, no 1. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/pdf2010/coupdoeil_sociodemo.pdf

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2009). Présence en 2009 des immigrants admis au Québec de 1998 à 2007, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2008). Présence en 2008 des immigrants admis au Québec de 1997 à 2006, Montréal, Gouvernement du Québec, 32 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2007). Présence au Québec en 2007 des immigrants admis de 1996 à 2005, Montréal, Gouvernement du Québec, 38 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2006). Présence au Québec en 2006 des immigrants admis de 1995 à 2004, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (2005). Présence au Québec en 2005 des immigrants admis de 1994 à 2003, Montréal, Gouvernement du Québec, 44 p.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2009p	1996-2001	2001-2006	2006-2009	1996	2009
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	208 695	204 302	201 565	200 756	– 4,3	– 2,7	– 1,3	2,9	2,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	290 182	283 285	274 118	273 264	– 4,8	– 6,6	– 1,0	4,0	3,5
Capitale-Nationale	643 377	651 540	668 734	687 810	2,5	5,2	9,4	8,9	8,8
Mauricie	264 581	260 040	260 314	262 399	– 3,5	0,2	2,7	3,7	3,4
Estrie	282 671	291 381	301 014	307 389	6,1	6,5	7,0	3,9	3,9
Montréal	1 797 912	1 850 493	1 873 589	1 906 811	5,8	2,5	5,9	24,8	24,4
Outaouais	311 733	322 934	344 865	358 872	7,1	13,1	13,3	4,3	4,6
Abitibi-Témiscamingue	155 901	148 559	144 868	145 886	– 9,6	– 5,0	2,3	2,2	1,9
Côte-Nord	104 643	99 479	96 561	95 704	– 10,1	– 6,0	– 3,0	1,4	1,2
Nord-du-Québec	39 050	39 325	40 272	41 479	1,4	4,8	9,8	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	106 404	98 599	95 162	94 067	– 15,2	– 7,1	– 3,9	1,5	1,2
Chaudière-Appalaches	385 705	390 857	396 951	403 011	2,7	3,1	5,1	5,3	5,1
Laval	334 918	350 286	372 410	391 893	9,0	12,2	17,0	4,6	5,0
Lanaudière	380 827	396 391	433 776	457 962	8,0	18,0	18,1	5,3	5,8
Laurentides	439 611	472 916	518 399	542 416	14,6	18,4	15,1	6,1	6,9
Montérégie	1 282 798	1 313 194	1 383 026	1 428 475	4,7	10,4	10,8	17,7	18,2
Centre-du-Québec	217 889	222 750	225 928	230 685	4,4	2,8	6,9	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 828 879**	**4,1**	**6,3**	**8,5**	**100,0**	**100,0**

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2

Naissances, décès et accroissement naturel, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2009

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[p]	2009[p]
						n					
Naissances	**73 599**	**72 010**	**73 699**	**72 478**	**73 916**	**74 068**	**76 341**	**81 962**	**84 453**	**87 600**	**88 600**
Bas-Saint-Laurent	1 678	1 721	1 648	1 615	1 676	1 587	1 745	1 803	1 869	1 882	1 885
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 483	2 485	2 531	2 492	2 434	2 394	2 511	2 612	2 673	2 810	2 849
Capitale-Nationale	5 620	5 397	5 624	5 479	5 580	5 532	5 843	6 437	6 639	7 150	7 296
Mauricie	2 120	2 005	1 957	2 036	1 948	2 062	2 061	2 286	2 285	2 397	2 437
Estrie	2 850	2 851	2 904	2 818	2 946	2 911	2 972	3 132	3 186	3 301	3 308
Montréal	20 199	20 036	20 359	20 123	20 590	20 396	20 729	21 808	22 472	22 634	22 982
Outaouais	3 418	3 223	3 311	3 397	3 398	3 523	3 662	3 820	4 053	4 030	4 227
Abitibi-Témiscamingue	1 615	1 561	1 546	1 407	1 456	1 371	1 501	1 538	1 599	1 696	1 758
Côte-Nord	1 100	1 038	1 002	981	985	1 029	955	1 061	1 083	1 113	1 078
Nord-du-Québec	789	812	839	785	821	861	816	838	906	884	906
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	820	749	697	677	675	712	665	737	744	787	787
Chaudière-Appalaches	3 750	3 743	3 875	3 737	3 833	3 933	3 955	4 353	4 419	4 706	4 632
Laval	3 540	3 366	3 592	3 421	3 605	3 594	3 780	4 081	4 161	4 352	4 447
Lanaudière	3 719	3 540	3 643	3 568	3 616	3 812	4 005	4 454	4 871	5 318	5 469
Laurentides	4 893	4 763	5 065	4 856	5 008	5 051	5 029	5 650	5 684	5 983	5 972
Montérégie	12 816	12 500	12 962	12 909	13 176	13 152	13 895	14 944	15 367	15 929	15 972
Centre-du-Québec	2 189	2 220	2 144	2 177	2 169	2 148	2 217	2 408	2 442	2 627	2 594
Décès	**54 959**	**53 287**	**54 372**	**55 748**	**54 972**	**55 614**	**55 988**	**54 434**	**56 748**	**56 800**	**57 200**
Bas-Saint-Laurent	1 721	1 618	1 689	1 746	1 729	1 836	1 817	1 699	1 734	1 867	1 867
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 959	1 958	2 056	2 097	2 079	2 021	2 107	2 063	2 098	2 151	2 318
Capitale-Nationale	5 072	4 827	4 953	5 131	5 002	5 162	5 215	5 077	5 510	5 279	5 390
Mauricie	2 350	2 371	2 368	2 412	2 387	2 315	2 363	2 293	2 525	2 441	2 460
Estrie	2 258	2 238	2 194	2 261	2 333	2 357	2 368	2 284	2 261	2 298	2 244
Montréal	15 853	15 271	15 306	15 619	15 302	15 208	14 857	14 571	14 677	14 583	14 816
Outaouais	2 053	1 970	2 114	2 154	2 002	2 114	2 197	2 186	2 239	2 205	2 269
Abitibi-Témiscamingue	1 065	1 048	1 060	1 122	1 120	1 019	1 070	938	1 074	1 119	1 148
Côte-Nord	542	570	606	582	559	583	614	623	620	649	683
Nord-du-Québec	177	174	160	170	195	179	191	174	186	184	193
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	848	874	877	863	918	884	902	908	977	1 013	969
Chaudière-Appalaches	2 767	2 788	2 663	2 739	2 715	2 904	2 796	2 693	2 821	2 862	2 912
Laval	2 180	2 168	2 246	2 323	2 266	2 293	2 343	2 266	2 487	2 442	2 455
Lanaudière	2 578	2 493	2 527	2 541	2 538	2 649	2 783	2 656	2 735	2 895	2 849
Laurentides	3 062	2 925	3 133	3 282	3 114	3 208	3 402	3 291	3 382	3 551	3 523
Montérégie	8 700	8 339	8 593	8 871	8 963	9 033	9 144	8 915	9 649	9 370	9 273
Centre-du-Québec	1 774	1 655	1 827	1 835	1 750	1 849	1 819	1 797	1 773	1 889	1 830
Accroissement naturel	**18 640**	**18 723**	**19 327**	**16 730**	**18 944**	**18 454**	**20 353**	**27 528**	**27 705**	**30 800**	**31 400**
Bas-Saint-Laurent	– 43	103	– 41	– 131	– 53	– 249	– 72	104	135	14	18
Saguenay–Lac-Saint-Jean	524	527	475	395	355	373	404	549	575	659	531
Capitale-Nationale	548	570	671	348	578	370	628	1 360	1 129	1 871	1 906
Mauricie	– 230	– 366	– 411	– 376	– 439	– 253	– 302	– 7	– 240	– 44	– 23
Estrie	592	613	710	557	613	554	604	848	925	1 003	1 064
Montréal	4 346	4 765	5 053	4 504	5 288	5 188	5 872	7 237	7 795	8 051	8 166
Outaouais	1 365	1 253	1 197	1 243	1 396	1 409	1 465	1 634	1 814	1 824	1 958
Abitibi-Témiscamingue	550	513	486	285	336	352	431	600	525	577	610
Côte-Nord	558	468	396	399	426	446	341	438	463	464	394
Nord-du-Québec	612	638	679	615	626	682	625	664	720	700	713
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 28	– 125	– 180	– 186	– 243	– 172	– 237	– 171	– 233	– 227	– 182
Chaudière-Appalaches	983	955	1 212	998	1 118	1 029	1 159	1 660	1 598	1 845	1 721
Laval	1 360	1 198	1 346	1 098	1 339	1 301	1 437	1 815	1 674	1 911	1 992
Lanaudière	1 141	1 047	1 116	1 027	1 078	1 163	1 222	1 798	2 136	2 423	2 620
Laurentides	1 831	1 838	1 932	1 574	1 894	1 843	1 627	2 359	2 302	2 431	2 449
Montérégie	4 116	4 161	4 369	4 038	4 213	4 119	4 751	6 029	5 718	6 559	6 699
Centre-du-Québec	415	565	317	342	419	299	398	611	669	738	764

Source : Institut de la statistique du Québec

Tableau 2.3

Solde migratoire interrégional, régions administratives du Québec, 1998-1999 à 2008-2009

	Solde migratoire interrégional										
	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006r	2006-2007r	2007-2008r	2008-2009
	n										
Bas-Saint-Laurent	– 1 248	– 1 698	– 1 584	– 1 109	– 686	28	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 2 180	– 2 777	– 3 091	– 2 973	– 2 922	– 2 016	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659
Capitale-Nationale	268	850	2 035	2 739	2 750	1 751	1 194	2 636	2 197	3 044	2 761
Mauricie	– 494	– 961	– 950	– 207	292	649	587	389	786	195	121
Estrie	299	451	326	1 131	1 109	658	462	182	234	70	40
Montréal	– 1 172	– 2 437	– 5 264	– 14 833	– 20 406	– 24 100	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463
Outaouais	523	1 005	2 030	1 364	1 437	583	564	731	510	1 363	1 437
Abitibi-Témiscamingue	– 2 173	– 2 752	– 2 765	– 1 996	– 1 520	– 963	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392
Côte-Nord	– 1 788	– 1 618	– 1 867	– 1 853	– 1 201	– 802	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452
Nord-du-Québec	– 392	– 484	– 504	– 645	– 293	– 329	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 2 028	– 1 682	– 1 157	– 812	– 510	– 94	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61
Chaudière-Appalaches	– 556	– 4	– 799	– 339	101	56	869	355	495	28	463
Laval	1 995	1 752	2 526	2 569	2 414	2 342	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882
Lanaudière	963	1 262	1 827	4 288	4 507	6 586	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390
Laurentides	4 624	5 475	5 667	6 358	7 151	7 266	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335
Montérégie	3 279	3 891	3 847	6 300	7 367	8 011	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861
Centre-du-Québec	80	– 274	– 275	17	409	373	467	529	359	984	577

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.4

Population immigrante admise au Québec à différentes périodes quinquennales (1999-2003 à 2003-2007) et présente en janvier de différentes années (2005 à 2009) selon la région administrative de résidence

	Admis : 1999-2003 Présents : 01-2005		Admis : 2000-2004 Présents : 01-2006		Admis : 2001-2005 Présents : 01-2007		Admis : 2002-2006 Présents : 01-2008		Admis : 2003-2007 Présents : 01-2009	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	477	0,3	509	0,3	442	0,3	451	0,3	450	0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	609	0,4	734	0,5	661	0,4	613	0,4	624	0,3
Capitale-Nationale	5 842	4,1	6 644	4,2	7 100	4,2	7 158	4,1	7 664	4,3
Mauricie	832	0,6	1 023	0,6	1 106	0,7	1 234	0,7	1 350	0,8
Estrie	3 193	2,2	3 410	2,1	3 377	2,0	3 455	2,0	3 533	2,0
Montréal	101 326	70,8	111 479	70,0	116 633	69,2	119 010	68,3	119 434	67,0
Outaouais	3 559	2,5	3 744	2,4	3 849	2,3	3 964	2,3	4 223	2,4
Abitibi-Témiscamingue	227	0,2	246	0,2	196	0,1	224	0,1	293	0,2
Côte-Nord	143	0,1	136	0,1	141	0,1	142	0,1	141	0,1
Nord-du-Québec	28	0,0	39	0,0	70	0,0	80	0,0	57	0,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	48	0,0	42	0,0	95	0,1	107	0,1	108	0,1
Chaudière-Appalaches	573	0,4	611	0,4	777	0,5	834	0,5	845	0,5
Laval	6 590	4,6	8 052	5,1	9 185	5,4	10 256	5,9	10 977	6,2
Lanaudière	1 217	0,9	1 479	0,9	1 804	1,1	2 032	1,2	2 211	1,2
Laurentides	2 589	1,8	3 029	1,9	3 012	1,8	3 093	1,8	3 032	1,7
Montérégie	12 351	8,6	14 226	8,9	15 497	9,2	16 339	9,4	17 030	9,5
Centre-du-Québec	903	0,6	1 064	0,7	1 188	0,7	1 242	0,7	1 235	0,7
Total des régions	140 507	98,1	156 467	98,2	165 133	97,9	170 234	97,7	173 207	97,1
Non déterminée	2 653	1,9	2 801	1,8	3 504	2,1	4 086	2,3	5 144	2,9
Total	**143 160**	**100,0**	**159 268**	**100,0**	**168 637**	**100,0**	**174 320**	**100,0**	**178 351**	**100,0**

Note : La région de résidence est une approximation basée sur les trois premiers caractères du code postal. Les cas non déterminés peuvent s'expliquer par l'absence de code postal, un code postal erroné ou encore par la résidence temporaire de la personne immigrante hors du Québec pour des raisons de travail ou d'études.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Tableau 2.5

Population par grand groupe d'âge et âge médian, régions administratives et ensemble du Québec, 2009 et 2031

	Groupe d'âge								Âge médian
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	
	n				%				
2009[p]	**1 739 194**	**4 919 274**	**1 170 411**	**7 828 879**	**22,2**	**62,8**	**14,9**	**100,0**	**41,1**
Bas-Saint-Laurent	40 500	123 990	36 266	200 756	20,2	61,8	18,1	100,0	45,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	58 746	171 103	43 415	273 264	21,5	62,6	15,9	100,0	43,9
Capitale-Nationale	135 270	439 849	112 691	687 810	19,7	63,9	16,4	100,0	42,9
Mauricie	51 303	161 667	49 429	262 399	19,6	61,6	18,8	100,0	45,8
Estrie	68 090	189 882	49 417	307 389	22,2	61,8	16,1	100,0	42,2
Montréal	388 732	1 217 665	300 414	1 906 811	20,4	63,9	15,8	100,0	39,9
Outaouais	85 799	230 665	42 408	358 872	23,9	64,3	11,8	100,0	39,5
Abitibi-Témiscamingue	34 662	91 050	20 174	145 886	23,8	62,4	13,8	100,0	41,2
Côte-Nord	22 517	60 738	12 449	95 704	23,5	63,5	13,0	100,0	41,4
Nord-du-Québec	15 302	23 659	2 518	41 479	36,9	57,0	6,1	100,0	28,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 931	58 387	17 749	94 067	19,1	62,1	18,9	100,0	47,1
Chaudière-Appalaches	90 700	251 149	61 162	403 011	22,5	62,3	15,2	100,0	41,9
Laval	94 963	238 735	58 195	391 893	24,2	60,9	14,8	100,0	40,2
Lanaudière	112 202	286 827	58 933	457 962	24,5	62,6	12,9	100,0	40,3
Laurentides	130 600	340 661	71 155	542 416	24,1	62,8	13,1	100,0	40,8
Montérégie	339 061	891 743	197 671	1 428 475	23,7	62,4	13,8	100,0	40,7
Centre-du-Québec	52 816	141 504	36 365	230 685	22,9	61,3	15,8	100,0	41,9
2031	**1 794 235**	**4 781 383**	**2 262 639**	**8 838 257**	**20,3**	**54,1**	**25,6**	**100,0**	**45,2**
Bas-Saint-Laurent	33 896	94 351	70 619	198 866	17,0	47,4	35,5	100,0	53,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	46 178	124 501	84 316	254 995	18,1	48,8	33,1	100,0	50,6
Capitale-Nationale	134 771	394 750	217 021	746 542	18,1	52,9	29,1	100,0	47,8
Mauricie	47 600	135 066	91 938	274 604	17,3	49,2	33,5	100,0	51,2
Estrie	64 555	173 581	97 256	335 392	19,2	51,8	29,0	100,0	47,8
Montréal	418 053	1 235 389	447 384	2 100 826	19,9	58,8	21,3	100,0	41,6
Outaouais	89 035	232 627	104 907	426 569	20,9	54,5	24,6	100,0	44,8
Abitibi-Témiscamingue	28 738	71 588	40 673	140 999	20,4	50,8	28,8	100,0	47,1
Côte-Nord	17 633	44 256	23 441	85 330	20,7	51,9	27,5	100,0	46,7
Nord-du-Québec	14 469	22 631	5 906	43 006	33,6	52,6	13,7	100,0	32,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 311	44 123	35 476	93 910	15,2	47,0	37,8	100,0	55,6
Chaudière-Appalaches	85 746	219 580	126 779	432 105	19,8	50,8	29,3	100,0	48,1
Laval	107 726	262 596	108 565	478 887	22,5	54,8	22,7	100,0	43,2
Lanaudière	133 571	322 032	142 425	598 028	22,3	53,8	23,8	100,0	44,4
Laurentides	148 410	373 522	172 786	694 718	21,4	53,8	24,9	100,0	45,3
Montérégie	359 136	901 834	418 893	1 679 863	21,4	53,7	24,9	100,0	45,0
Centre-du-Québec	50 407	128 956	74 254	253 617	19,9	50,8	29,3	100,0	48,0

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*, pour 2031; Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010), pour 2009.

Tableau 2.6

Évolution projetée, Scénario A - Référence[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2031

	Population		Accroissement total		Début du déclin	Plus de décès que de naissances	Poids démographique	
	2006	2031					2006	2031
	n		%	n	Année		%	
Bas-Saint-Laurent	201 565	198 866	– 1,3	– 2 699	2012	2011	2,6	2,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	274 118	254 995	– 7,0	– 19 123	Avant 2006	2014	3,6	2,9
Capitale-Nationale	668 734	746 542	11,6	77 808	Pas avant 2031	2021	8,8	8,4
Mauricie	260 314	274 604	5,5	14 290	Pas avant 2031	Avant 2006	3,4	3,1
Estrie	301 014	335 392	11,4	34 378	Pas avant 2031	2024	3,9	3,8
Montréal	1 873 589	2 100 826	12,1	227 237	Pas avant 2031	Pas avant 2031	24,6	23,8
Outaouais	344 865	426 569	23,7	81 704	Pas avant 2031	Pas avant 2031	4,5	4,8
Abitibi-Témiscamingue	144 868	140 999	– 2,7	– 3 869	2010	2024	1,9	1,6
Côte-Nord	96 561	85 330	– 11,6	– 11 231	Avant 2006	2027	1,3	1,0
Nord-du-Québec	40 272	43 006	6,8	2 734	2026	Pas avant 2031	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	95 162	93 910	– 1,3	– 1 252	Avant 2006[2]	Avant 2006	1,2	1,1
Chaudière-Appalaches	396 951	432 105	8,9	35 154	Pas avant 2031	2025	5,2	4,9
Laval	372 410	478 887	28,6	106 477	Pas avant 2031	Pas avant 2031	4,9	5,4
Lanaudière	433 776	598 028	37,9	164 252	Pas avant 2031	Pas avant 2031	5,7	6,8
Laurentides	518 399	694 718	34,0	176 319	Pas avant 2031	Pas avant 2031	6,8	7,9
Montérégie	1 383 026	1 679 863	21,5	296 837	Pas avant 2031	Pas avant 2031	18,1	19,0
Centre-du-Québec	225 928	253 617	12,3	27 689	Pas avant 2031	2022	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 631 552**	**8 838 257**	**15,8**	**1 206 705**	**Pas avant 2031**	**2029**	**100,0**	**100,0**

1. Le scénario de référence des perspectives démographiques est basé sur la tendance moyenne des dernières années. Il regroupe les hypothèses d'évolution jugées les plus plausibles en matière de fécondité, de mortalité et de migration. La période de référence utilisée pour établir l'intensité de départ et les hypothèses d'évolution peut varier en fonction des phénomènes démographiques. Le scénario de référence et les scénarios alternatifs sont détaillés dans : Institut de la statistique du Québec. *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056, édition 2009*, [En ligne] : http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/demograp/perspectives2006_2056_pdf.htm.
2. La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'accroît de 2017 à 2023, puis recommence à décliner en 2024.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056*.

3. Marché du travail

par Luc Cloutier, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

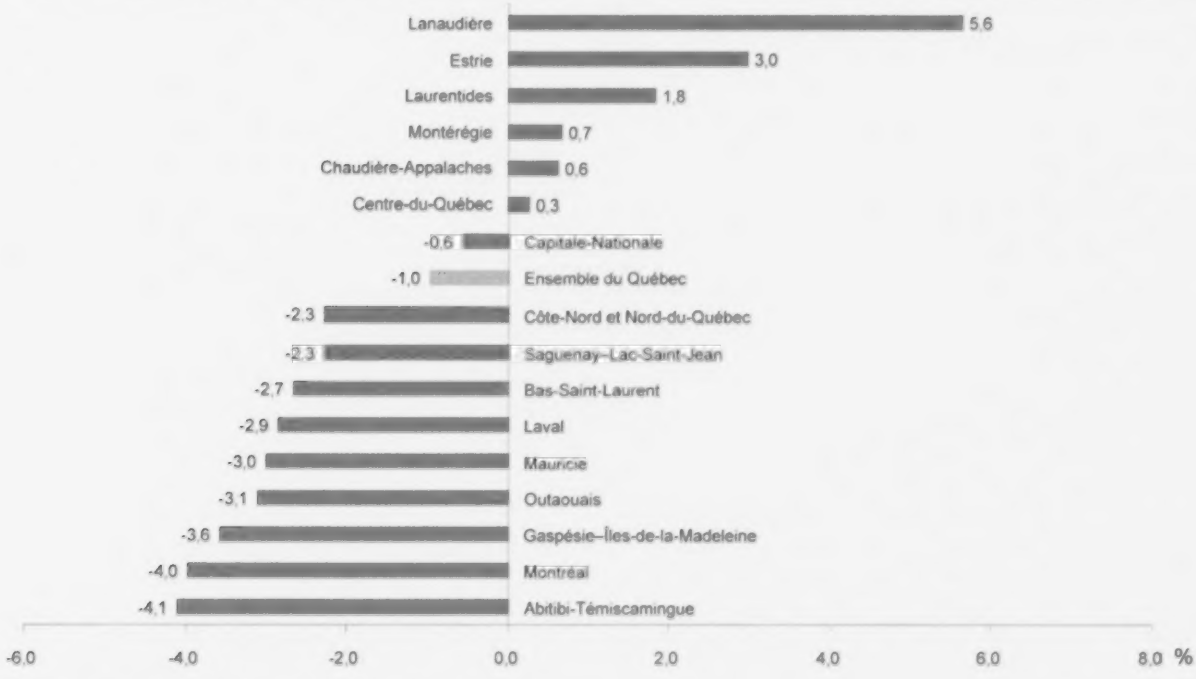
Cette section sur le marché du travail porte sur une analyse régionale de la variation de l'emploi en 2009. Les résultats sont ventilés selon le sexe, le régime de travail (temps plein et temps partiel), le groupe d'âge (15-29 ans et 30 ans et plus) et le regroupement d'industries (biens et services). De plus, des données sont présentées en regard du taux de chômage et du taux d'emploi.

La situation économique difficile en 2009 n'épargne pas le Québec qui affiche, pour la première fois depuis 1996, une décroissance du nombre de travailleurs (– 1,0 %). Une perte de 37 500 emplois est notée en 2009, presque exclusivement chez les hommes, principalement à temps plein. Dans l'ensemble du Québec, les jeunes (moins de 30 ans) sont les seuls à connaître un tel recul. La baisse de l'emploi se produit davantage dans le secteur des biens (– 21 800). La contraction de l'emploi affecte à la hausse le taux de chômage, qui grimpe de 1,3 point de pourcentage entre 2008 et 2009 pour s'établir à 8,5 %.

Dix régions administratives sur 16 voient leur nombre d'emplois diminuer en 2009. La région de Montréal montre l'une des plus fortes baisses de l'emploi en 2009, soit de l'ordre de 4 %. En nombre, Montréal a perdu 37 900 emplois, presque exclusivement chez les hommes, en grande partie dans l'emploi à temps plein (– 26 500). L'ensemble des travailleurs montréalais âgés de 30 ans et plus accuse la plus forte diminution d'emploi (– 31 600), et ce, principalement dans le secteur des services. En conséquence, le taux de chômage grimpe fortement en 2009 alors que le taux d'emploi fléchit de façon marquée dans cette région (+ 2,4 points et – 2,6 points). Sur les 16 régions administratives, Montréal occupe le 15e rang en 2009 pour ce qui est du taux de chômage (11,1 %) et le 10e rang en regard du taux d'emploi (57,5 %).

Figure 3.1

Taux de croissance de l'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



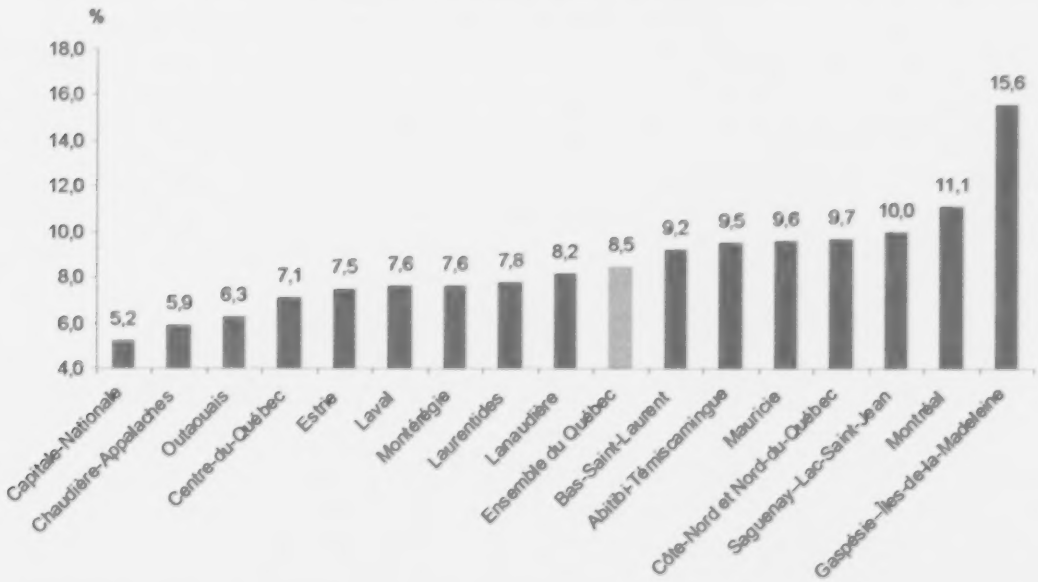
Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active.

La région de l'Abitibi-Témiscamingue connaît elle aussi une baisse de l'emploi de plus de 4 % en 2009 (– 2 800), faisant suite à un gain de plus de 2 % en 2008. La contraction de l'emploi dans cette région est surtout le fait des femmes (– 2 100), et ce, dans l'emploi à temps plein. Les personnes de 30 ans et plus sont davantage touchées avec la perte de 1 800 emplois. Les industries des biens sont principalement en cause dans ce changement. En 2009, le taux de chômage s'accroît de presque 2 points de pourcentage pour se fixer à 9,5 %, soit un taux supérieur à celui de l'ensemble du Québec.

Après avoir connu des hausses respectives de 4,0 % et 4,8 % en 2008 et en 2007, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaît également une forte diminution de son nombre d'emplois en 2009 (– 3,6 % ou – 1 300 emplois). Cette baisse est le fait des femmes (– 1 200) et se produit dans l'emploi à temps plein. De plus, les travailleurs âgés de 30 ans et plus sont les seuls à perdre des emplois, et ce, dans les industries des services. Malgré tout, cette région voit son taux chômage diminuer de 1,7 point en 2009 pour s'établir à 15,6 %. Cette baisse s'explique par une réduction importante du nombre de chômeurs qui cherchent activement un emploi (– 1 100; donnée non présentée). En 2009, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine occupe toujours le dernier rang pour ce qui est de son taux de chômage et son taux d'emploi (43,4 %).

Alors que la région de l'Outaouais occupait le premier rang pour la croissance de l'emploi en 2008 (+ 6,3 %), la situation en 2009 est tout autre puisqu'une baisse de 3,1 % est notée. De fait, on compte 6 200 emplois de moins dans cette région. Cette diminution est en grande partie attribuable aux hommes (– 4 300) et à l'emploi à temps partiel. Les jeunes travailleurs de l'Outaouais constituent le groupe le plus affecté par ces réductions d'emplois (– 5 600 emplois) qui se produisent en majorité dans les industries des services. En conséquence, le taux de chômage dans cette région augmente de presque 1 point en 2009 et se fixe à 6,3 %; malgré tout, il s'agit toujours du troisième taux le plus faible des régions administratives. L'Outaouais conserve par ailleurs le premier rang pour ce qui est du taux d'emploi (64,6 %), même s'il y a eu une baisse non négligeable par rapport à 2008 (– 3,0 points).

Figure 3.2
Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active.

En 2009, l'économie des régions de la Mauricie, de Laval et du Bas-Saint-Laurent se contracte également avec des pertes d'emplois se situant entre 2,7 % et 3,0 %. En Mauricie, les baisses se chiffrent à 3 500 et ce sont les femmes occupant des emplois à temps plein qui en subissent les contrecoups. De plus, les jeunes travailleurs (moins de 30 ans) écopent davantage

(– 2 300 emplois) que leurs aînés (– 1 100). Par ailleurs, ces diminutions se produisent uniquement dans les industries des services. Conséquence de tous ces changements, le taux de chômage s'accroît de plus de 1 point de pourcentage en 2009 (9,6 %) et la région passe du 11e au 12e rang à ce chapitre. En 2009, la Mauricie présente toujours le deuxième plus faible taux d'emploi qui se fixe à 51,7 %, en baisse de presque deux points par rapport à 2008.

L'économie lavalloise enregistre pour sa part une perte de presque 6 000 emplois en 2009 et ce sont davantage les hommes qui sont touchés (– 3 900). La décroissance se fait uniquement dans l'emploi à temps plein, en grande majorité dans les industries des services. En outre, ce sont les travailleurs âgés de 30 ans et plus qui en sont affectés (– 5 700), contrairement à ce qui est observé dans l'ensemble du Québec. Le taux de chômage dans cette région suit la tendance générale et augmente de presque 1 point, s'établissant maintenant à 7,6 %. En parallèle, le taux d'emploi de Laval se contracte fortement avec une baisse de presque 3 points en 2009 (61,9 %) et passe ainsi du 2e au 6e rang parmi les 16 régions comparées.

À la suite d'une hausse de 3 500 emplois en 2008, l'emploi régresse dans la région du Bas-Saint-Laurent en 2009 (– 2 500). Il s'agit surtout d'emplois à temps plein. De plus, les jeunes subissent un fort recul avec la perte de 4 400 emplois, contrebalancé par une hausse du côté des travailleurs âgés de 30 ans et plus (+ 1 800). Comparativement à l'ensemble du Québec, le taux de chômage au Bas-Saint-Laurent augmente plus faiblement, soit d'un demi-point, mais dépasse les 9 % en 2009. À ce chapitre, cette région améliore sa position relative qui passe du 13e au 10e rang.

À l'instar de ce qui était observé en 2008 (perte de 3 900 emplois), la situation au Saguenay–Lac-Saint-Jean ne s'améliore pas en 2009 avec la disparition de 2 800 emplois. Ce sont uniquement les hommes qui subissent un tel recul, et ce, en majorité dans l'emploi à temps plein (– 1 900). De plus, les travailleurs âgés de 30 ans et plus sont davantage affectés par ces baisses qui se produisent en grande partie dans les industries des biens. Le taux de chômage dans cette région grimpe ainsi à 10,0 % en 2009, soit le troisième taux le plus élevé des régions administratives.

Pour une cinquième année consécutive, la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec connaît une diminution du nombre de travailleurs. En 2009, on note la perte de 1 100 emplois sur ce territoire, surtout à temps partiel. Ce sont les jeunes qui en sont affectés (– 900), et ce, dans les industries des biens. Nonobstant ce changement, le taux de chômage dans cette région diminue de 1,5 point pour se fixer à 9,7 %. Cette baisse s'explique par une moins grande présence de chercheurs d'emplois actifs sur le marché du travail.

Après avoir connu des augmentations d'emplois non négligeables en 2007 et 2008, la région de la Capitale-Nationale perd 2 000 emplois en 2009, essentiellement chez les hommes. Ces baisses se produisent uniquement dans l'emploi à temps plein et touchent principalement les travailleurs âgés de 30 ans et plus. De plus, les industries des biens sont responsables de cette contraction de l'emploi (– 2 300). Même si son taux de chômage augmente de 0,6 point en 2009 (5,2 %), la Capitale-Nationale affiche toujours le plus faible résultat à ce chapitre.

Malgré la tendance baissière de l'emploi, certaines régions connaissent au contraire une hausse. À ce chapitre, la région de Lanaudière se démarque en 2009 avec une croissance de 5,6 % (+ 12 400 emplois). Les femmes bénéficient davantage de ces nouveaux emplois (+ 7 300) et ceux-ci sont en grande partie à temps plein (+ 9 700). De plus, l'emploi dans cette région augmente de façon appréciable chez les 30 ans et plus (+ 18 600) tandis qu'il fléchit chez les plus jeunes (– 6 200). Enfin, les industries des biens (+ 6 000) et des services (+ 6 600) contribuent tout autant à l'accroissement de l'emploi dans cette région. Signe que l'économie de Lanaudière est sur sa lancée, le taux d'emploi augmente de 1,6 point en 2009 (62,2 %) et la place au 3e rang à ce chapitre en 2009 (8e rang en 2008). Par ailleurs, malgré une hausse appréciable de l'emploi dans cette région, le taux de chômage augmente de 1 point et s'explique par une croissance appréciable de nouveaux chercheurs d'emplois actifs (+ 3 600; donnée non présentée) encouragés par la croissance de l'emploi.

La région de l'Estrie fait également bonne figure en 2009 avec une hausse de l'emploi de 3 % (+ 4 400) qui profite principalement aux hommes (+ 3 100). Une croissance de plus de 5 000 emplois est notée dans le temps plein et les travailleurs âgés de 30 ans et plus sont les seuls à faire des gains (+ 6 700 emplois). De plus, les industries des services sont en grande partie

responsables de ces hausses. Malgré tout, le taux de chômage de cette région s'accroît de 1,6 point pour s'établir à 7,5 % et s'explique par une augmentation appréciable du nombre de chercheurs d'emplois actifs (+ 3 000; donnée non présentée). En 2009, 60,4 % de la population estrienne âgée de 15 ans et plus occupent un emploi.

Après un léger repli en 2008, la région des Laurentides renoue avec la croissance de l'emploi en 2009 (+ 1,8 % ou + 4 900). Ce changement est entièrement attribuable aux femmes (+ 6 600) puisque les hommes subissent un recul sur ce plan. L'augmentation de l'emploi se fait toutefois presque exclusivement dans le temps partiel. Par ailleurs, des divergences notables sont constatées dans les groupes d'âge. Ainsi, on note une augmentation appréciable du côté des 30 ans et plus (+ 9 000) parallèlement à une baisse du côté des plus jeunes (– 4 100). Les industries des services sortent gagnantes en 2009 (+ 8 100) tandis que celles des biens connaissent un fléchissement (– 3 100). Le taux de chômage augmente malgré tout, mais à un rythme nettement inférieur à celui de l'ensemble du Québec, soit d'un demi-point pour s'établir à 7,8 % en 2009. La région des Laurentides occupe toujours le 8e rang parmi les 16 régions administratives sur ce plan.

Bien que positives, les variations de l'emploi dans les régions du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches et de la Montérégie demeurent limitées en 2009, variant entre 0,3 % et 0,7 %. Avec l'ajout de 4 800 emplois, la Montérégie poursuit toutefois sa croissance entreprise depuis plusieurs années. Celle-ci ne profite cependant qu'aux hommes (+ 7 100) puisqu'une chute de l'emploi est notée du côté des femmes (– 2 200). De plus, le travail à temps plein s'accroît davantage (+ 3 000) que le temps partiel. Sur le plan des groupes d'âge, des divergences notables sont constatées. Ainsi, les travailleurs de 30 ans et plus connaissent un gain d'emploi important (+ 11 900) tandis qu'une perte non négligeable est notée chez les plus jeunes (– 7 100). Enfin, seules les industries des services profitent des hausses d'emplois (+ 7 600). En 2009, le taux de chômage dans la Montérégie augmente de 1 point pour se fixer à 7,6 %. La hausse très forte du nombre de chercheurs d'emplois actifs (+ 8 800; donnée non présentée) par rapport au nombre de nouveaux emplois explique cet accroissement.

Dans la région de Chaudière-Appalaches, l'emploi progresse quelque peu en 2009 (+ 1 300) et ce sont les hommes qui en profitent (+ 1 900). Cette légère croissance se fait dans le temps partiel et bénéficie aux moins de 30 ans (+ 2 600). Les résultats selon le type de regroupement d'industries révèlent toutefois des mouvements appréciables. En effet, en 2009, l'emploi des biens chute de 5 300 emplois tandis que celui des services s'accroît de 6 600. À l'instar de plusieurs autres régions, celle de Chaudière-Appalaches voit son taux de chômage augmenter en 2009 (+ 0,9 point) pour se fixer à 5,9 %. Cette région conserve toutefois son deuxième rang pour ce qui est du plus faible taux de chômage.

Enfin, c'est dans la région du Centre-du-Québec que l'on observe le moins de variation globale dans l'emploi en 2009. Toutefois, il y a une certaine hausse du côté des hommes (+ 1 600) et une légère baisse du côté des femmes (– 1 400). L'emploi des travailleurs âgés de 30 ans et plus connaît un gain non négligeable (+ 2 900) parallèlement à une baisse chez les plus jeunes (– 2 500). Aussi, on note des divergences importantes entre les industries des biens et des services. Ainsi, l'emploi augmente de 5 600 dans le premier cas tandis qu'il diminue de 5 200 dans le second. Le taux de chômage se réduit dans le Centre-du-Québec d'un peu plus d'un demi- point pour s'établir à 7,1 % en raison surtout de la baisse du nombre de chercheurs d'emplois actifs. Cette région améliore ainsi grandement son rang à ce chapitre qui passe du 10e en 2008 au 4e en 2009.

Tableau 3.1

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
			k		
Bas-Saint-Laurent	**90,4**	**91,9**	**90,4**	**93,9**	**91,4**
Hommes	47,4	48,8	47,4	48,6	47,9
Femmes	42,9	43,1	43,0	45,3	43,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**119,8**	**123,1**	**126,6**	**122,7**	**119,9**
Hommes	65,4	69,0	69,1	67,1	64,2
Femmes	54,4	54,1	57,5	55,7	55,7
Capitale-Nationale	**346,5**	**345,0**	**353,7**	**358,1**	**356,1**
Hommes	177,5	179,4	181,6	180,6	178,7
Femmes	169,0	165,6	172,1	177,5	177,4
Mauricie	**116,2**	**112,6**	**116,8**	**116,7**	**113,2**
Hommes	61,5	60,6	61,8	59,8	59,6
Femmes	54,7	52,1	55,0	56,9	53,6
Estrie	**145,5**	**146,1**	**149,3**	**148,8**	**153,2**
Hommes	77,0	79,0	77,7	77,4	80,5
Femmes	68,5	67,1	71,6	71,4	72,7
Montréal	**920,3**	**940,2**	**950,0**	**956,2**	**918,3**
Hommes	486,2	497,6	497,0	508,2	471,9
Femmes	434,1	442,5	453,0	448,0	446,4
Outaouais	**179,3**	**185,9**	**187,5**	**199,4**	**193,2**
Hommes	90,5	94,3	95,1	101,2	96,9
Femmes	88,7	91,7	92,3	98,1	96,4
Abitibi-Témiscamingue	**64,6**	**67,0**	**66,9**	**68,3**	**65,5**
Hommes	35,5	36,4	37,2	35,6	34,9
Femmes	29,1	30,6	29,7	32,7	30,6
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**53,3**	**51,6**	**49,0**	**48,5**	**47,4**
Hommes	30,1	28,0	27,1	26,0	24,9
Femmes	23,3	23,6	21,9	22,5	22,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**33,4**	**33,4**	**35,0**	**36,4**	**35,1**
Hommes	16,1	16,6	16,6	17,1	17,0
Femmes	17,3	16,8	18,4	19,3	18,1
Chaudière-Appalaches	**206,2**	**207,0**	**206,7**	**206,8**	**208,1**
Hommes	114,6	111,0	110,6	107,8	109,7
Femmes	91,7	96,0	96,1	99,0	98,4
Laval	**181,7**	**187,5**	**203,0**	**203,3**	**197,5**
Hommes	94,7	99,2	106,4	101,2	97,3
Femmes	87,1	88,3	96,5	102,2	100,1
Lanaudière	**214,6**	**214,4**	**219,4**	**220,3**	**232,7**
Hommes	116,7	109,6	114,5	116,2	121,3
Femmes	97,9	104,8	104,9	104,1	111,4
Laurentides	**252,7**	**249,2**	**271,5**	**269,0**	**273,9**
Hommes	135,2	132,1	141,6	144,7	143,0
Femmes	117,5	117,1	129,9	124,3	130,9
Montérégie	**680,0**	**695,5**	**709,4**	**717,9**	**722,7**
Hommes	364,1	374,6	373,6	373,4	380,5
Femmes	316,0	320,9	335,8	344,4	342,2
Centre-du-Québec	**112,8**	**115,0**	**116,4**	**115,5**	**115,8**
Hommes	61,5	62,2	59,9	60,2	61,8
Femmes	51,4	52,8	56,5	55,3	53,9
Ensemble du Québec	**3 717,3**	**3 765,4**	**3 851,7**	**3 881,7**	**3 844,2**
Hommes	1 973,8	1 998,4	2 017,4	2 025,0	1 990,2
Femmes	1 743,5	1 767,0	1 834,3	1 856,7	1 854,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.2

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
	k				
Bas-Saint-Laurent					
Temps plein	75,4	76,0	72,4	75,3	73,9
Temps partiel	15,0	15,9	18,0	18,6	17,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Temps plein	95,8	98,3	99,6	94,8	92,9
Temps partiel	23,9	24,7	27,0	28,0	27,0
Capitale-Nationale					
Temps plein	282,5	285,6	287,3	290,7	287,0
Temps partiel	64,0	59,4	66,4	67,4	69,1
Mauricie					
Temps plein	92,4	89,5	93,3	94,4	89,7
Temps partiel	23,9	23,2	23,5	22,3	23,5
Estrie					
Temps plein	115,5	115,8	119,1	117,7	122,9
Temps partiel	30,1	30,3	30,3	31,0	30,4
Montréal					
Temps plein	757,0	753,2	759,2	775,0	748,5
Temps partiel	163,2	186,9	190,8	181,3	169,9
Outaouais					
Temps plein	149,4	154,9	156,5	165,0	163,6
Temps partiel	29,9	31,0	30,9	34,4	29,7
Abitibi-Témiscamingue					
Temps plein	54,5	55,1	55,4	56,3	53,8
Temps partiel	10,1	11,9	11,5	12,0	11,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Temps plein	45,7	43,2	39,5	40,2	39,9
Temps partiel	7,7	8,5	9,5	8,4	7,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Temps plein	27,1	27,6	28,6	30,4	28,3
Temps partiel	6,3	5,8	6,5	6,0	6,8
Chaudière-Appalaches					
Temps plein	169,5	172,8	167,8	168,3	167,5
Temps partiel	36,7	34,2	38,9	38,5	40,6
Laval					
Temps plein	145,9	154,1	168,1	165,4	159,1
Temps partiel	35,8	33,4	34,9	37,9	38,4
Lanaudière					
Temps plein	174,4	174,2	184,2	182,6	192,3
Temps partiel	40,2	40,2	35,2	37,7	40,4
Laurentides					
Temps plein	210,0	208,5	221,9	218,5	219,3
Temps partiel	42,7	40,7	49,6	50,5	54,6
Montérégie					
Temps plein	554,7	574,4	588,5	591,5	594,5
Temps partiel	125,3	121,1	120,9	126,4	128,2
Centre-du-Québec					
Temps plein	93,9	96,2	95,4	92,1	92,4
Temps partiel	18,9	18,8	21,0	23,4	23,4
Ensemble du Québec					
Temps plein	3 043,6	3 079,4	3 136,8	3 158,0	3 125,7
Temps partiel	673,7	686,1	714,9	723,6	718,5

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.3

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
			k		
Bas-Saint-Laurent					
15-29 ans	21,0	22,2	21,4	23,2	18,8
30 ans et plus	69,4	69,8	69,0	70,7	72,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
15-29 ans	29,7	32,9	29,4	31,0	30,0
30 ans et plus	90,1	90,2	97,2	91,7	90,0
Capitale-Nationale					
15-29 ans	97,6	96,1	92,6	92,5	92,1
30 ans et plus	248,9	248,9	261,0	265,6	264,0
Mauricie					
15-29 ans	27,5	27,5	30,2	31,6	29,3
30 ans et plus	88,7	85,2	86,6	85,1	84,0
Estrie					
15-29 ans	36,4	38,7	39,0	36,4	34,2
30 ans et plus	109,1	107,4	110,3	112,3	119,0
Montréal					
15-29 ans	251,6	261,3	258,7	247,7	241,5
30 ans et plus	668,6	678,8	691,3	708,5	676,9
Outaouais					
15-29 ans	47,3	48,4	47,3	54,0	48,4
30 ans et plus	132,0	137,5	140,1	145,4	144,8
Abitibi-Témiscamingue					
15-29 ans	14,3	15,5	16,3	15,4	14,4
30 ans et plus	50,3	51,5	50,6	52,9	51,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
15-29 ans	11,5	11,5	11,1	10,1	9,2
30 ans et plus	41,8	40,1	38,0	38,4	38,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
15-29 ans	6,6	6,6	5,6	6,6	6,7
30 ans et plus	26,8	26,8	29,4	29,9	28,5
Chaudière-Appalaches					
15-29 ans	60,8	52,4	58,2	53,8	56,4
30 ans et plus	145,5	154,6	148,5	152,9	151,7
Laval					
15-29 ans	50,4	48,1	52,8	48,7	48,4
30 ans et plus	131,3	139,4	150,1	154,7	149,0
Lanaudière					
15-29 ans	52,2	52,6	51,5	60,9	54,7
30 ans et plus	162,3	161,8	167,9	159,4	178,0
Laurentides					
15-29 ans	59,9	57,9	64,4	65,4	61,3
30 ans et plus	192,8	191,3	207,1	203,6	212,6
Montérégie					
15-29 ans	155,9	168,9	175,4	187,1	180,0
30 ans et plus	524,2	526,6	534,1	530,8	542,7
Centre-du-Québec					
15-29 ans	30,4	29,8	30,8	29,4	26,9
30 ans et plus	82,4	85,3	85,6	86,0	88,9
Ensemble du Québec					
15-29 ans	953,2	970,3	984,8	993,9	952,2
30 ans et plus	2 764,1	2 795,1	2 867,0	2 887,7	2 892,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.4

Emploi selon le regroupement d'industries, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
			k		
Bas-Saint-Laurent					
Industries des biens	26,0	26,2	23,2	25,3	22,8
Industries des services	64,4	65,7	67,1	68,6	68,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Industries des biens	32,9	33,8	34,8	32,3	30,3
Industries des services	86,9	89,2	91,8	90,4	89,6
Capitale-Nationale					
Industries des biens	59,3	56,8	48,4	53,9	51,6
Industries des services	287,2	288,2	305,2	304,2	304,6
Mauricie					
Industries des biens	32,1	31,1	32,9	32,0	32,3
Industries des services	84,1	81,5	83,9	84,7	80,9
Estrie					
Industries des biens	47,9	46,3	45,1	44,6	45,4
Industries des services	97,6	99,8	104,3	104,2	107,8
Montréal					
Industries des biens	176,7	160,4	156,7	148,6	140,1
Industries des services	743,6	779,8	793,3	807,6	778,3
Outaouais					
Industries des biens	27,0	30,1	27,9	28,5	26,3
Industries des services	152,3	155,8	159,5	170,8	166,9
Abitibi-Témiscamingue					
Industries des biens	20,5	18,7	19,8	20,0	17,6
Industries des services	44,1	48,4	47,1	48,3	47,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec					
Industries des biens	18,0	15,5	14,5	14,9	13,1
Industries des services	35,3	36,2	34,6	33,7	34,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Industries des biens	7,6	7,3	7,7	7,0	7,3
Industries des services	25,8	26,1	27,3	29,4	27,9
Chaudière-Appalaches					
Industries des biens	76,5	75,0	70,9	74,4	69,1
Industries des services	129,7	132,0	135,9	132,4	139,0
Laval					
Industries des biens	37,2	44,1	41,8	37,3	35,5
Industries des services	144,5	143,4	161,1	166,1	162,0
Lanaudière					
Industries des biens	63,4	62,1	61,3	58,5	64,5
Industries des services	151,2	152,3	158,2	161,7	168,3
Laurentides					
Industries des biens	60,1	60,8	59,3	63,9	60,8
Industries des services	192,6	188,4	212,2	205,1	213,2
Montérégie					
Industries des biens	196,4	187,4	183,4	204,5	201,8
Industries des services	483,7	508,0	526,1	513,4	521,0
Centre-du-Québec					
Industries des biens	44,3	45,5	44,4	40,7	46,3
Industries des services	68,6	69,5	72,0	74,7	69,5
Ensemble du Québec					
Industries des biens	925,9	901,1	872,1	886,4	864,6
Industries des services	2 791,4	2 864,4	2 979,6	2 995,2	2 979,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.5

Taux de chômage et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005		2006		2007		2008		2009	
	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang
Bas-Saint-Laurent	8,5	11	9,0	12	8,9	12	8,7	13	9,2	10
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10,7	14	10,6	15	9,1	13	8,5	12	10,0	14
Capitale-Nationale	5,8	1	5,5	1	4,9	1	4,6	1	5,2	1
Mauricie	9,8	13	8,9	11	9,2	14	8,4	11	9,6	12
Estrie	6,6	4	8,2	9	7,0	8	5,9	4	7,5	5
Montréal	10,8	15	10,1	14	8,5	10	8,7	13	11,1	15
Outaouais	6,9	5	6,0	4	6,3	5	5,4	3	6,3	3
Abitibi-Témiscamingue	9,3	12	9,2	13	9,2	14	7,6	9	9,5	11
Côte-Nord et Nord-du-Québec	8,1	9	8,2	9	8,7	11	11,2	15	9,7	13
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17,9	16	18,3	16	17,3	16	17,3	16	15,6	16
Chaudière-Appalaches	6,4	3	5,8	3	6,0	3	5,0	2	5,9	2
Laval	7,9	8	6,6	5	5,1	2	6,7	6	7,6	6
Lanaudière	6,2	2	5,7	2	7,0	8	7,2	7	8,2	9
Laurentides	7,6	7	7,9	8	6,9	7	7,3	8	7,8	8
Montérégie	6,9	5	7,3	6	6,1	4	6,6	5	7,6	6
Centre-du-Québec	8,1	9	7,4	7	6,7	6	7,8	10	7,1	4
Ensemble du Québec	8,3	...	8,0	...	7,2	...	7,2	...	8,5	...

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Tableau 3.6

Taux d'emploi et rang, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005		2006		2007		2008		2009	
	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang	k	Rang
Bas-Saint-Laurent	54,2	13	55,0	13	54,0	14	56,1	12	54,5	12
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53,3	15	54,9	14	56,6	12	55,0	13	53,8	13
Capitale-Nationale	62,5	4	61,6	6	62,7	7	63,0	3	62,2	3
Mauricie	54,0	14	52,0	15	53,7	15	53,5	15	51,7	15
Estrie	59,6	9	59,3	10	60,0	9	59,3	10	60,4	9
Montréal	58,6	11	59,4	9	59,7	10	60,1	9	57,5	10
Outaouais	64,1	1	65,2	1	64,7	2	67,6	1	64,6	1
Abitibi-Témiscamingue	56,1	12	58,1	11	57,9	11	59,0	11	56,3	11
Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,2	10	57,6	12	54,8	13	54,5	14	53,4	14
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41,6	16	41,4	16	43,3	16	45,0	16	43,4	16
Chaudière-Appalaches	64,0	2	63,7	2	63,1	4	62,7	5	62,7	2
Laval	60,6	8	61,6	6	65,7	1	64,8	2	61,9	6
Lanaudière	63,8	3	62,3	5	62,2	8	60,6	8	62,2	3
Laurentides	62,1	5	59,9	8	63,8	3	61,8	7	61,5	8
Montérégie	62,1	5	62,7	3	63,1	4	62,8	4	62,2	3
Centre-du-Québec	61,9	7	62,6	4	62,8	6	61,9	6	61,6	7
Ensemble du Québec	60,1	...	60,2	...	61,0	...	60,9	...	59,7	...

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

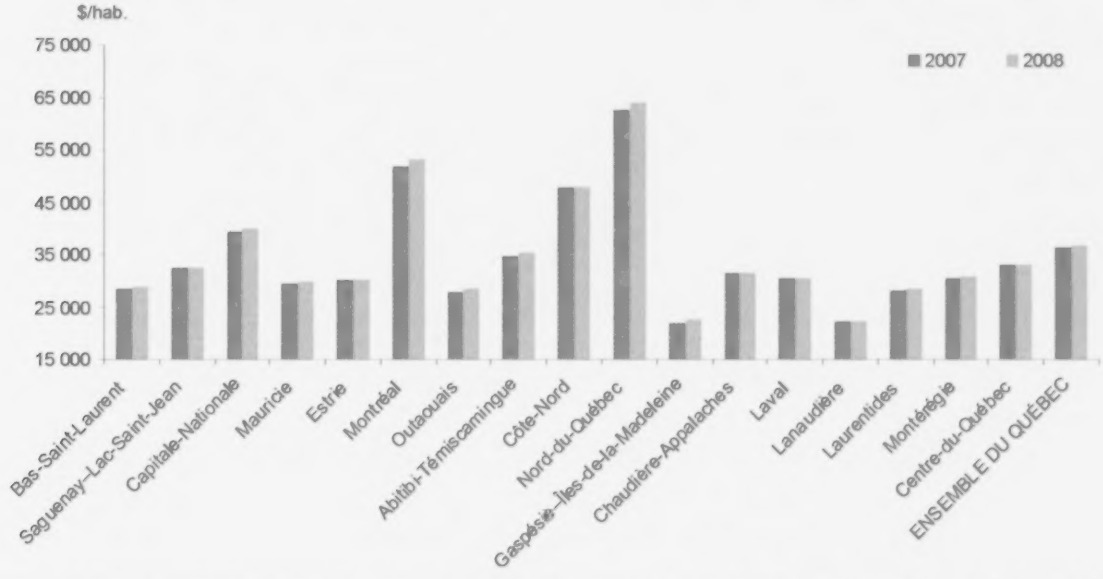
par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

En 2008, un taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 1,9 %) est noté dans 9 des 17 régions administratives du Québec. L'Outaouais (+ 2,8 %), le Nord-du-Québec (+ 2,7 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,6 %), les Laurentides (+ 2,6 %), la Capitale-Nationale (+ 2,5 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,4 %), Laval (+ 2,4 %), Lanaudière (+ 2,2 %) ainsi que la Montérégie (+ 2,0 %) obtiennent de bons résultats si l'on tient compte de la conjoncture difficile observée cette année-là.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007– 2008



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Toujours en cette année 2008, le PIB par habitant augmente dans 13 des 17 régions administratives du Québec. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 2,6 %) vient en tête, ce qui reflète les bons résultats obtenus au chapitre de la croissance de sa production puisque sa population se maintient. La région de Montréal (+ 2,0 %) vient tout de suite après, mais dans ce cas, cela est dû à une diminution de 0,2 % de sa population, car la hausse de sa production est semblable à celle du Québec. L'Outaouais (+ 1,8 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,8 %) ainsi que le Nord-du-Québec (+ 1,7 %) voient la hausse de leur PIB par habitant atteindre un taux sensiblement supérieur à celui du Québec (+ 1,0 %). Une croissance supérieure à celle du Québec est aussi observée dans la région de la Capitale-Nationale (+ 1,4 %) et dans celle du Bas-Saint-Laurent (+ 1,1 %). Par ailleurs, les régions du Centre-du-Québec (– 0,3 %), de Lanaudière (– 0,2 %) et de Chaudière-Appalaches (– 0,1 %) se retrouvent en baisse. Pour ce qui est de Lanaudière, la cause en est à la forte croissance de sa population (+ 2,4 %), de loin la plus importante parmi les régions du Québec en 2008. À titre de comparaison, la population du Québec s'accroît de 0,8 % cette année-là.

Analyse du produit intérieur brut selon l'industrie

Au Québec, l'année 2008 voit l'économie s'accroître de 1,9 % et l'année 2007, de 5,8 %. En analysant l'année 2007 selon les industries[1], il ressort que les industries productrices de services (+ 6,2 %) obtiennent de meilleurs résultats que les productrices de biens (+ 4,8 %). De fait, la production industrielle est en hausse de 2,5 %, compte tenu de la forte croissance de 17,0 % de l'industrie de l'extraction minière, appuyée par la hausse de 5,0 % des services publics, pendant que la production de l'industrie de la fabrication (+ 1,3 %) évolue plus lentement. Dans le même temps, la construction fait un bond de 14,0 %, et le groupe de l'agriculture croît de 6,3 %. Plus particulièrement, les cultures agricoles et l'élevage ainsi que la pêche, la chasse et le piégeage sont en hausse, respectivement de 16,1 % et de 33,4 %, tandis que la foresterie et l'exploitation forestière régressent de 10,7 %, et les activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie, de 8,3 %. Quant aux industries productrices de services, plusieurs têtes de liste affichent une hausse, entre autres les soins de santé et l'assistance sociale (+ 11,3 %), le commerce de gros (+ 7,7 %), l'industrie de l'information et culturelle (+ 7,4 %), les autres services (+ 7,4 %), les arts, les spectacles et les loisirs (+ 6,8 %), les services d'enseignement (+ 6,5 %) et les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 6,5 %).

D'un point de vue régional, en 2007, 13 des 17 régions administratives du Québec affichent un taux de croissance supérieur à celui du Québec (+ 5,8 %) : l'Abitibi-Témiscamingue (+ 12,4 %), le Nord-du-Québec (+ 10,8 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 8,9 %), les Laurentides (+ 8,8 %), la Côte-Nord (+ 8,0 %), l'Outaouais (+ 6,9 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 6,8 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 6,6 %), la Capitale-Nationale (+ 6,4 %), la Montérégie (+ 6,3 %), Laval (+ 6,1 %), Lanaudière (+ 6,1 %) et Chaudière-Appalaches (+ 6,0 %). Une croissance plus lente est observée du côté du Centre-du-Québec (+ 5,0 %), de Montréal (+ 4,5 %), de la Mauricie (+ 3,0 %) et de l'Estrie (+ 3,0 %).

Les résultats régionaux obtenus reflètent ceux atteints par les industries, plus particulièrement lorsqu'une industrie représente une base économique d'une région. Dans cette analyse, « une industrie est considérée comme une industrie de base d'une région si une partie au moins de sa production de biens ou de services répond, directement ou indirectement, à la demande d'acheteurs (ménages ou entreprises) situés à l'extérieur de cette région. C'est l'« argent neuf » reçu en paiement de l'extérieur qui permet d'amorcer le roulement de toutes les autres industries. Une région dont les industries de base croissent sera donc en expansion économique »[2] et si l'inverse se produit, elle accusera les effets négatifs dus au déclin de ses bases économiques.

Ainsi, en 2007, la forte croissance de l'industrie de l'extraction minière qui constitue la principale base économique du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue favorise ces régions. Le redressement observé dans les cultures agricoles et l'élevage de même que dans la pêche, la chasse et le piégeage se reflète dans les bons résultats obtenus par le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

L'industrie de la fabrication présente des taux de croissance très différents dans les industries qui la composent, mais l'évolution au ralenti de la croissance de la fabrication nuit de façon globale à l'essor économique de l'Estrie et du Centre-du-Québec. En Mauricie, la fabrication du papier (– 32,6 %) de même que la foresterie et l'exploitation forestière (– 17,6 %) connaissent une importante décrue et la fabrication de meubles et de produits connexes (– 1,7 %) demeure en baisse, ce qui constitue des facteurs explicatifs de la performance modeste notée dans cette région.

Le secteur des services, pour sa part, est constitué de bases économiques plus diffuses. Mentionnons tout de même que le secteur des services dans son ensemble constitue une base économique dans les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais et de Laval, ce qui contribue aux résultats atteints dans ces régions. L'industrie de l'information et de la culture affiche un taux de croissance de 4,4 %, celle des arts, spectacles et loisirs, de 8,3 %, et la fabrication de

1. Les données du PIB régional ainsi que celles du PIB par habitant pour les différentes régions sont disponibles jusqu'à l'année 2008, tandis que les données du PIB par industrie ne sont disponibles que jusqu'à l'année 2007.
2. Pour en savoir plus, voir : LEMELIN A. et P. MAINGUY (2008). « Analyse des structures économiques des 17 régions administratives québécoises en 2005 », Cahier technique et méthodologique, Institut de la statistique du Québec, mars, 133 p. [En ligne :] www.stat.gouv.qc.ca/clacon/concepts.htm/struct_econo_17regions[1].pdf

boissons et de produits du tabac, de 14,8 %, dans la région de Montréal, ce qui fait plus que compenser les pertes enregistrées dans la fabrication de vêtements (– 4,6 %) et de produits informatiques et électroniques (– 7,2 %) malgré que ces dernières viennent tempérer sa croissance.

De plus, en ce qui a trait au secteur des services, on note que la croissance économique survenue en Estrie et en Mauricie est le fait de ce secteur, qui évolue à la hausse, puisque les industries productrices de biens régressent dans ces mêmes régions en 2007. En outre, la hausse du secteur des services surpasse celle des industries productrices de biens dans 8 des 17 régions administratives.

Tableau 4.1.1

Croissance annuelle du produit intérieur brut[1] (PIB) des grands agrégats industriels, régions administratives et ensemble du Québec, 2006-2007 et 2007-2008

	2007/2006						2008/2007
	Cultures agricoles et élevage	Foresterie et exploitation forestière	Fabrication	Biens	Services	Ensemble des industries	Ensemble des industries
	%						
Bas-Saint-Laurent	***15,6***	***– 14,8***	– 4,6	***10,5***	8,2	8,9	1,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	***25,9***	***– 2,7***	***4,2***	***7,6***	5,9	6,6	1,1
Capitale-Nationale	7,8	– 24,9	1,5	8,8	***5,8***	6,4	2,5
Mauricie	***11,3***	***– 17,6***	– 8,3	***– 2,9***	7,0	3,0	1,3
Estrie	***9,3***	***– 42,1***	***– 0,9***	***– 2,2***	5,8	3,0	1,3
Montréal	8,3	– 42,9	1,0	2,1	***5,2***	4,5	1,8
Outaouais	– 0,8	***4,7***	– 10,9	5,9	***7,1***	6,9	2,8
Abitibi-Témiscamingue	X	***15,0***	5,8	***17,1***	8,9	12,4	2,4
Côte-Nord	55,5	***2,0***	***1,4***	***8,4***	7,5	8,0	0,3
Nord-du-Québec	X	***– 3,2***	34,7	***13,4***	3,1	10,8	2,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	***33,1***	***– 5,5***	2,6	8,5	6,2	6,8	2,6
Chaudière-Appalaches	***10,5***	***– 17,2***	***4,9***	***5,8***	6,2	6,0	0,8
Laval	6,9	X	1,3	5,0	***6,5***	6,1	2,4
Lanaudière	***25,5***	– 27,0	– 1,0	1,7	8,1	6,1	2,2
Laurentides	X	– 14,1	3,2	***5,8***	10,4	8,8	2,6
Montérégie	***20,9***	– 38,7	***2,7***	***6,2***	6,4	6,3	2,0
Centre-du-Québec	***15,6***	X	***0,4***	***2,9***	6,8	5,0	0,7
Ensemble du Québec[2]	**16,1**	**– 10,7**	**1,3**	**4,8**	**6,2**	**5,8**	**1,9**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.
2. Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux : tableaux de données (13– 018), avril 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.2

PIB par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2008

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
	$/hab.									
Bas-Saint-Laurent	20 647	21 606	21 853	22 997	24 170	24 752	25 153	26 048	28 430	28 732
Saguenay–Lac-Saint-Jean	23 020	24 760	24 809	25 317	26 175	27 940	29 409	30 147	32 268	32 402
Capitale-Nationale	27 667	29 313	30 175	31 923	33 727	34 233	35 560	37 246	39 352	39 920
Mauricie	21 846	23 723	23 693	24 217	25 124	26 077	26 745	28 605	29 407	29 635
Estrie	24 182	25 906	26 391	27 178	28 305	28 547	28 881	29 219	29 920	30 103
Montréal	39 665	42 289	43 092	43 763	44 483	47 103	48 092	49 817	51 841	52 883
Outaouais	19 817	21 489	22 330	23 694	24 340	24 698	25 876	26 374	27 886	28 382
Abitibi-Témiscamingue	23 974	25 008	24 501	26 017	26 435	28 066	30 455	30 879	34 695	35 312
Côte-Nord	31 884	35 801	36 473	37 191	40 081	41 106	42 017	43 871	47 657	47 796
Nord-du-Québec	32 574	36 138	33 831	36 202	38 138	47 913	56 426	57 244	62 693	63 754
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	17 334	17 981	18 035	18 511	19 848	20 285	20 484	20 368	21 861	22 433
Chaudière-Appalaches	22 619	23 902	25 378	25 299	27 202	28 248	29 000	29 679	31 332	31 314
Laval	20 650	21 899	23 008	23 796	24 628	25 903	26 475	28 958	30 250	30 487
Lanaudière	15 262	16 027	16 881	17 972	18 713	19 479	19 944	21 319	22 190	22 142
Laurentides	21 112	22 271	22 533	23 704	25 460	25 113	25 676	26 252	28 138	28 378
Montérégie	22 152	23 335	24 186	25 098	25 896	27 026	27 372	29 039	30 566	30 776
Centre-du-Québec	25 788	27 262	28 038	29 034	30 009	29 976	31 283	31 680	33 062	32 948
Ensemble du Québec[1]	**26 732**	**28 295**	**29 162**	**30 064**	**31 086**	**32 321**	**33 120**	**34 435**	**36 165**	**36 542**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux : tableaux de données (13-018), avril 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.3

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 1999-2008

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
					M$					
Bas-Saint-Laurent	4 271,9	4 441,9	4 469,1	4 668,0	4 889,5	4 999,4	5 074,6	5 250,4	5 717,4	5 805,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 636,5	7 087,3	7 038,7	7 115,8	7 294,2	7 734,1	8 083,3	8 263,8	8 811,6	8 907,8
Capitale-Nationale	17 906,0	19 016,3	19 655,8	20 931,6	22 235,1	22 734,0	23 704,9	24 907,5	26 493,8	27 148,6
Mauricie	5 740,3	6 200,3	6 164,5	6 275,3	6 504,6	6 765,2	6 952,5	7 446,4	7 668,6	7 768,8
Estrie	6 947,5	7 488,9	7 689,9	7 978,9	8 379,7	8 513,8	8 682,6	8 795,2	9 054,7	9 172,3
Montréal	71 967,1	77 494,7	79 795,7	81 718,4	83 306,9	88 269,3	90 033,9	93 336,2	97 519,1	99 297,4
Outaouais	6 276,5	6 855,3	7 207,6	7 758,1	8 100,3	8 346,4	8 873,9	9 095,6	9 719,5	9 989,5
Abitibi-Témiscamingue	3 684,8	3 786,1	3 649,0	3 829,5	3 859,5	4 075,9	4 409,2	4 473,3	5 026,9	5 150,0
Côte-Nord	3 265,9	3 619,0	3 636,7	3 650,8	3 899,6	3 983,8	4 050,3	4 236,2	4 576,0	4 591,3
Nord-du-Québec	1 277,1	1 418,5	1 332,9	1 433,5	1 519,9	1 923,2	2 280,2	2 305,3	2 553,3	2 622,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 773,7	1 801,9	1 781,3	1 807,5	1 921,4	1 957,2	1 969,5	1 938,2	2 070,3	2 125,1
Chaudière-Appalaches	8 800,3	9 330,2	9 921,3	9 900,2	10 672,3	11 125,2	11 472,8	11 781,0	12 493,7	12 588,9
Laval	7 066,9	7 575,1	8 050,3	8 455,0	8 879,9	9 471,8	9 824,3	10 784,4	11 441,6	11 713,9
Lanaudière	5 975,0	6 311,6	6 687,4	7 198,4	7 614,7	8 096,6	8 494,1	9 247,6	9 809,6	10 028,2
Laurentides	9 668,5	10 351,9	10 636,5	11 399,2	12 496,2	12 575,5	13 106,7	13 609,0	14 807,1	15 193,5
Montérégie	28 791,4	30 466,1	31 749,1	33 245,3	34 681,6	36 656,1	37 554,4	40 161,4	42 691,4	43 548,1
Centre-du-Québec	5 715,7	6 055,5	6 245,6	6 483,8	6 724,7	6 761,1	7 083,1	7 157,5	7 512,3	7 565,7
Ensemble du Québec[1]	**195 765,2**	**209 300,6**	**215 711,3**	**223 849,5**	**232 979,9**	**243 988,6**	**251 650,2**	**262 789,0**	**277 967,0**	**283 217,0**

1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux : tableaux de données (13-018), avril 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

4.2 Revenu personnel disponible

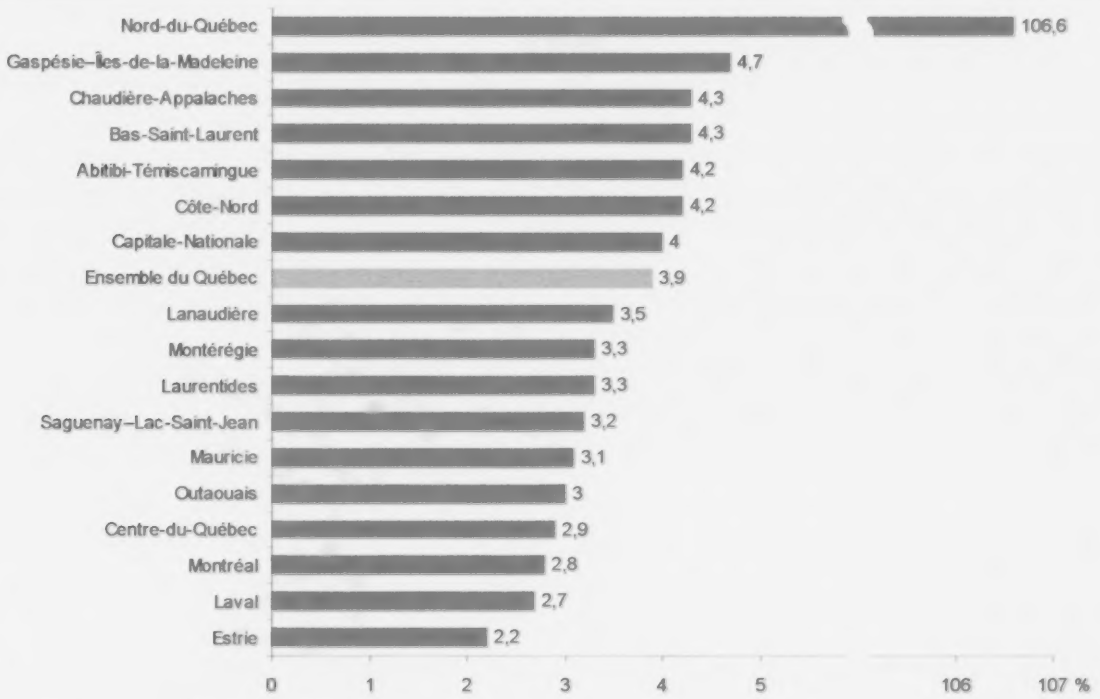
par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu personnel disponible, tout comme le PIB, est un agrégat du Système de comptabilité nationale qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les particuliers et les entreprises individuelles résidant dans une région donnée, incluant les revenus acquis à l'extérieur de celle-ci, plus les revenus de placement que les associations de bienfaisance accumulent pour leur propre compte, moins les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les autres transferts que versent les particuliers aux administrations publiques tels que les primes d'assurance médicaments et les permis. Le revenu personnel disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation de biens et de services ainsi que pour l'épargne. Toutefois, cet indicateur macroéconomique ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu au sein de chacune des régions.

Après avoir connu une hausse de 4,4 % en 2007, soit la plus forte augmentation depuis 2000, le revenu personnel disponible par habitant du Québec s'accroît, en dollars courants, de 3,9 % en 2008 et il s'élève à 25 504 $. Il s'agit d'un taux de croissance inférieur à celui observé au Canada (+ 4,7 %). Ce ralentissement de la croissance est attribuable, d'une part, à la rémunération des salariés, principale composante du revenu personnel, dont l'augmentation s'établit à 3,0 % en 2008 comparativement à une progression marquée 5,2 % en 2007 et, d'autre part, à la faible hausse des revenus de placement.

Figure 4.2.1

Taux de croissance du revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Toutes les régions administratives connaissent une croissance en 2008, bien qu'à des degrés divers. Le Nord-du-Québec est la région qui enregistre de loin la plus forte hausse, le revenu disponible ayant plus que doublé passant de 25 893 $ en 2007 à 53 502 $ en 2008. Cette forte croissance est attribuable au versement spécial de 1,1 G$ du gouvernement fédéral à

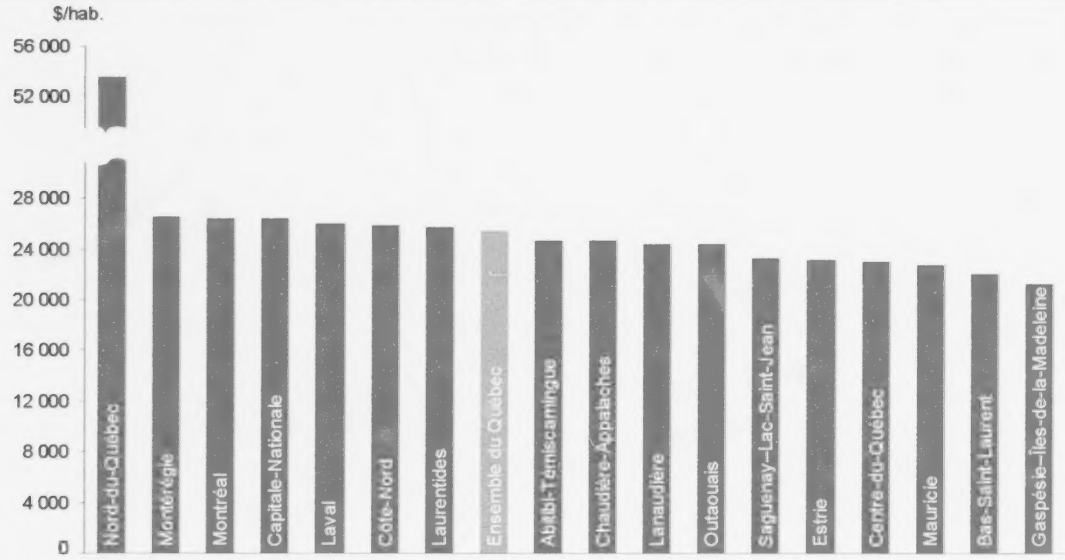
l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Si l'on fait abstraction de ce paiement spécial accordé par l'administration fédérale, le revenu disponible par habitant s'établirait dans le Nord-du-Québec à 26 712 $ en 2008, en hausse de 3,2 % en regard de l'année précédente.

Outre le Nord-du-Québec, six autres régions enregistrent une croissance supérieure à celle observée au Québec, notamment la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,7 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 4,3 %) et Chaudière-Appalaches (+ 4,3 %). La progression de l'emploi, notamment dans le travail à temps plein, a contribué à rehausser les revenus relatifs au travail dans ces trois régions de l'est de la province. Une progression supérieure à celle du Québec est également observée dans la Côte-Nord sous l'effet conjugué d'une baisse de la population totale et d'un accroissement modéré du revenu disponible.

En revanche, l'Estrie (+ 2,2 %) connaît la plus faible croissance au Québec, due essentiellement aux revenus de placement qui diminuent de 0,4 %, après avoir fait un bond de 4,9 % en 2007, et des revenus d'emploi qui progressent timidement en 2008. Notons que l'emploi s'est légèrement contracté dans la région en 2008, particulièrement dans le secteur de la production de biens.

Figure 4.2.2

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

La région de Laval enregistre elle aussi une progression relativement lente. Après avoir affiché une progression de 4,2 % en 2007, le revenu personnel disponible par habitant augmente de 2,7 %, et il s'établit à 26 019 $. Ce ralentissement de la croissance provient des revenus de placement qui diminuent de 0,3 %, après une hausse remarquable de 11,0 % en 2007, et des revenus d'emploi (+ 1,7 %) qui augmentent plus faiblement en 2008. D'ailleurs, il faut remonter en 2005 pour voir Laval présenter un taux de croissance du revenu disponible supérieur à la moyenne québécoise.

En dépit de hausses marquées en 2007 et en 2008, les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent continuent de se situer au bas de l'échelle avec un revenu disponible par habitant de 21 213 $ et de 21 979 $ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces deux régions maritimes s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire hebdomadaire moyen des employés plus bas que dans le reste de la province.

Pour une deuxième année consécutive, c'est dans la région du Nord-du-Québec (53 502 $) où l'on trouve le revenu disponible par habitant le plus élevé de la province. Viennent ensuite, loin derrière, les régions de la Montérégie (26 506 $), de Montréal

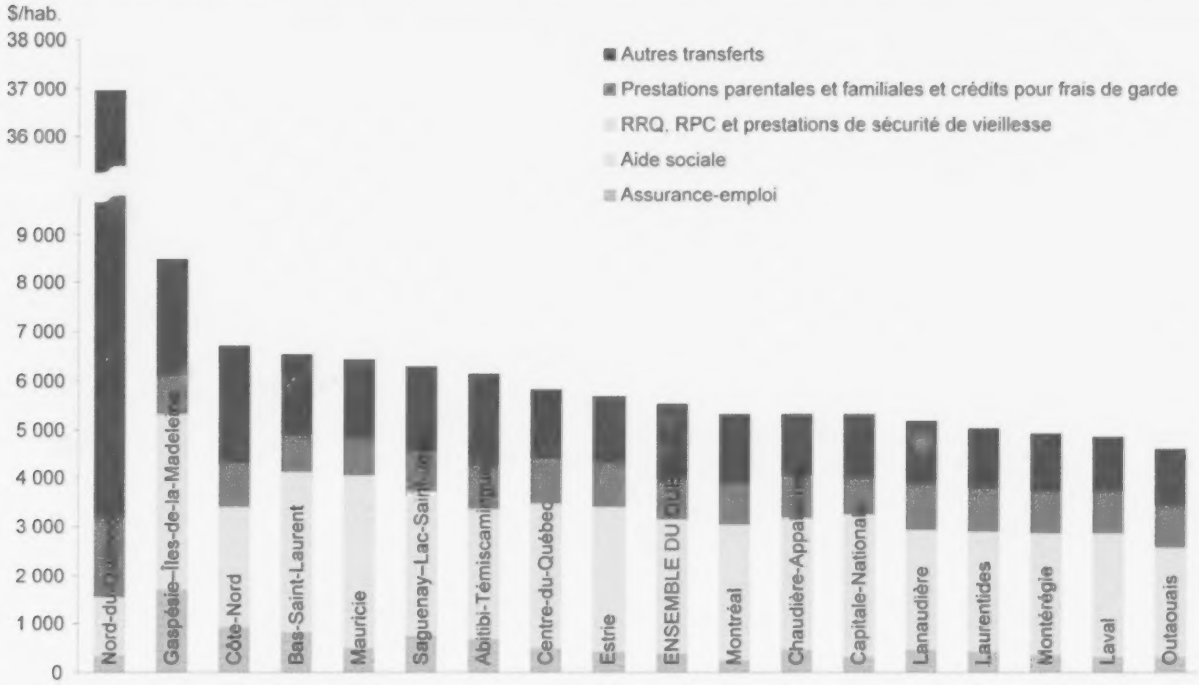
(26 368 $) et de la Capitale-Nationale (26 361 $). Dans le cas de la Montérégie et de la Capitale-Nationale, le niveau de revenu élevé s'explique par la forte activité sur le marché du travail et une rémunération des salariés parmi les plus hauts de la province. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par des revenus de placement particulièrement élevés : ils s'établissent à 5 613 $ par habitant dans la région en 2008 comparativement à 3 949 $ dans l'ensemble du Québec. Les revenus de placement représentent ainsi 16,3 % du revenu personnel à Montréal par rapport à 11,8 % dans la province.

Transferts gouvernementaux versés aux particuliers

Les transferts courants que versent les administrations publiques aux particuliers, deuxième composante en importance du revenu personnel, augmentent au Québec de 6,2 % en 2008 comparativement à 5,2 % en 2007 et ils s'établissent à 5 523 $ par habitant. Les transferts en provenance de l'administration fédérale bondissent de 9,5 % en raison principalement des indemnités accordées aux survivants des pensionnats autochtones et au versement spécial de 1,1 G$ à l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Quant aux transferts de l'administration provinciale, ils augmentent de 2,6 % sous l'effet de la hausse des subventions aux associations de bienfaisance et des prestations du Régime québécois d'assurance parentale. Toutefois, ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la légère baisse des prestations d'aide sociale. La part qu'occupent les transferts gouvernementaux dans le revenu personnel s'établit en 2008 à 16,6 %, soit la proportion la plus élevée depuis 1994. À titre comparatif, les revenus de travail représentent 71,2 % du revenu personnel.

Figure 4.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2008



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

À l'échelle régionale, le Nord-du-Québec enregistre la plus forte croissance des transferts gouvernementaux en regard de 2007 due principalement aux indemnités accordées aux survivants des pensionnats autochtones et au versement spécial du gouvernement fédéral à l'Administration régionale crie. Ainsi, les transferts des administrations publiques par habitant sont

passés de 10 096 $ en 2007 à 36 962 $ en 2008, ce qui représente une hausse vertigineuse de 266,1 %. Outre les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les principaux transferts des différents paliers de gouvernement sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants, les prestations fiscales canadiennes pour enfants ainsi que les prestations universelles pour la garde d'enfants. Rappelons que le taux de fécondité dans cette région nordique est, de loin, le plus élevé au Québec.

Après la région du Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (8 477 $ par habitant) est celle qui reçoit le plus, en moyenne, en transferts courants des différents paliers de gouvernement. En raison d'un taux de chômage largement supérieur à la moyenne québécoise, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Qui plus est, les prestations de la Sécurité de vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée.

En revanche, les régions qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux sont l'Outaouais (4 581 $), Laval (4 849 $), la Montérégie (4 921 $), les Laurentides (5 005 $) et Lanaudière (5 150 $). En raison d'un taux d'emploi particulièrement élevé, les résidants de ces territoires ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement aux autres régions administratives. Ces régions reçoivent aussi moins en prestation de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec, étant donné que leur population y est relativement plus jeune. En contrepartie, les différentes prestations familiales et parentales offertes par les deux paliers de gouvernements sont relativement importantes dues à un taux de natalité plus élevé dans ces territoires.

Tableau 4.2.1

Composantes du revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2008

	Revenu d'emploi			Revenu de placement			Transferts des administrations publiques			Autres sources de revenu		
	2007r	2008p	Var. 08/07	2007r	2008p	Var. 08/07	2007r	2008p	Var. 08/07	2007r	2008p	Var. 08/07
	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%	$/hab.		%
Bas-Saint-Laurent	18 298	18 873	3,1	2 440	2 522	3,4	6 245	6 528	4,5	76	70	– 8,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 507	21 701	0,9	2 105	2 101	– 0,2	5 922	6 272	5,9	75	69	– 8,3
Capitale-Nationale	25 066	25 723	2,6	3 638	3 759	3,3	5 127	5 293	3,2	95	88	– 7,6
Mauricie	19 547	19 788	1,2	2 867	2 912	1,6	6 145	6 444	4,9	79	73	– 8,1
Estrie	20 147	20 299	0,8	3 747	3 734	– 0,4	5 464	5 684	4,0	101	93	– 7,4
Montréal	22 824	23 177	1,5	5 440	5 613	3,2	5 204	5 311	2,1	281	266	– 5,5
Outaouais	25 359	25 787	1,7	2 217	2 253	1,6	4 431	4 581	3,4	117	108	– 7,1
Abitibi-Témiscamingue	22 340	23 259	4,1	2 539	2 394	– 5,7	5 931	6 156	3,8	77	71	– 8,2
Côte-Nord	24 640	25 158	2,1	1 620	1 704	5,1	6 390	6 707	4,9	75	69	– 8,2
Nord-du-Québec	19 512	20 235	3,7	891	1 044	17,2	10 096	36 962	266,1	73	67	– 8,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15 729	16 254	3,3	1 605	1 657	3,2	8 115	8 477	4,5	74	68	– 8,3
Chaudière-Appalaches	22 020	22 763	3,4	3 572	3 593	0,6	5 077	5 307	4,5	77	71	– 8,2
Laval	25 124	25 543	1,7	3 884	3 872	– 0,3	4 692	4 849	3,3	207	194	– 6,4
Lanaudière	23 283	23 760	2,0	2 985	3 051	2,2	4 963	5 150	3,8	89	82	– 7,9
Laurentides	24 410	24 908	2,0	3 938	3 969	0,8	4 842	5 005	3,4	96	88	– 7,7
Montérégie	25 475	26 058	2,3	4 044	4 027	– 0,4	4 733	4 921	4,0	120	112	– 7,0
Centre-du-Québec	19 434	19 619	0,9	3 536	3 629	2,6	5 542	5 796	4,6	84	77	– 7,9
Ensemble du Québec	**23 250**	**23 723**	**2,0**	**3 884**	**3 949**	**1,7**	**5 201**	**5 523**	**6,2**	**148**	**138**	**– 6,4**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004r	2005r	2006r	2007r	2008p	Variation 2008/2007	TCAM 2008/2004
			$/hab.			%	
Bas-Saint-Laurent	24 152	24 891	25 605	27 059	27 992	3,4	3,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 762	26 743	27 873	29 609	30 143	1,8	4,0
Capitale-Nationale	30 068	31 064	32 394	33 927	34 863	2,8	3,8
Mauricie	24 662	26 448	27 329	28 638	29 217	2,0	4,3
Estrie	26 642	27 108	28 224	29 459	29 809	1,2	2,8
Montréal	30 401	31 039	32 460	33 748	34 366	1,8	3,1
Outaouais	28 367	29 471	30 469	32 124	32 730	1,9	3,6
Abitibi-Témiscamingue	26 450	27 325	28 408	30 887	31 881	3,2	4,8
Côte-Nord	29 496	29 918	30 741	32 726	33 638	2,8	3,3
Nord-du-Québec	28 505	28 515	28 657	30 572	58 307	90,7	19,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 605	23 823	23 853	25 523	26 456	3,7	2,9
Chaudière-Appalaches	27 218	28 045	29 229	30 746	31 733	3,2	3,9
Laval	30 544	31 459	32 509	33 907	34 458	1,6	3,1
Lanaudière	27 895	28 939	29 855	31 320	32 044	2,3	3,5
Laurentides	29 586	30 546	31 746	33 284	33 971	2,1	3,5
Montérégie	30 424	31 608	32 767	34 372	35 118	2,2	3,7
Centre-du-Québec	25 433	26 360	27 832	28 596	29 121	1,8	3,4
Ensemble du Québec	**28 918**	**29 826**	**31 007**	**32 483**	**33 333**	**2,6**	**3,6**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4.2.3

Revenu personnel disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004r	2005r	2006r	2007r	2008p	Variation 2008/2007	TCAM 2008/2004
			$/hab.			%	
Bas-Saint-Laurent	18 891	19 322	19 920	21 075	21 979	4,3	3,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19 660	20 348	21 254	22 561	23 291	3,2	4,3
Capitale-Nationale	22 594	23 313	24 300	25 353	26 361	4,0	3,9
Mauricie	19 119	20 418	21 053	22 033	22 720	3,1	4,4
Estrie	20 615	20 858	21 757	22 681	23 191	2,2	3,0
Montréal	23 303	23 676	24 788	25 639	26 368	2,8	3,1
Outaouais	20 871	21 648	22 487	23 633	24 345	3,0	3,9
Abitibi-Témiscamingue	20 377	20 920	21 790	23 619	24 610	4,2	4,8
Côte-Nord	22 381	22 739	23 379	24 842	25 895	4,2	3,7
Nord-du-Québec	24 112	24 050	24 299	25 893	53 502	106,6	22,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	18 904	18 927	18 995	20 252	21 213	4,7	2,9
Chaudière-Appalaches	21 015	21 503	22 426	23 572	24 574	4,3	4,0
Laval	22 839	23 518	24 310	25 324	26 019	2,7	3,3
Lanaudière	21 098	21 819	22 520	23 578	24 399	3,5	3,7
Laurentides	22 307	22 917	23 850	24 909	25 723	3,3	3,6
Montérégie	22 838	23 664	24 534	25 668	26 506	3,3	3,8
Centre-du-Québec	20 026	20 588	21 784	22 311	22 951	2,9	3,5
Ensemble du Québec	**22 000**	**22 601**	**23 515**	**24 558**	**25 504**	**3,9**	**3,8**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

L'information présentée dans cette section provient du Registre des exportateurs (RE) de Statistique Canada. Le RE couvre la période de 1993 à 2007, mais seules les années les plus récentes (de 2003 à 2007) sont étudiées ici, principalement l'année 2007. L'objectif du texte qui suit est de présenter les principales régions exportatrices du Québec à partir des informations du RE sur le nombre d'établissements exportateurs et sur la valeur exportée. L'importance relative des établissements dont l'activité principale relève du secteur manufacturier est aussi abordée. Enfin, la répartition de la valeur exportée par les régions, selon les principales destinations, vient compléter ce portrait des régions exportatrices du Québec.

Les établissements exportateurs du Québec

Au Québec, en 2007, près de dix mille (9 998) établissements ont exporté des marchandises vers les autres pays, et la valeur totale de leurs exportations se situe à 70,8 G$. Celle-ci est toutefois inférieure (– 0,2 %) à la valeur exportée de 70,9 G$ (réalisée par 10 825 établissements) observée en 2006, et sa diminution fait suite à trois hausses annuelles d'affilée, soit de 2004 à 2006. Par ailleurs, le nombre le plus élevé d'établissements exportateurs, soit 10 865, est celui de 2005, année où la valeur totale exportée s'élevait à 69,0 G$ et, en 2007, le nombre d'exportateurs descend sous le seuil de 10 000 pour la première fois depuis 2000 (9 978). Enfin, l'activité principale de 5 051 exportateurs (50,5 %) relevait, en 2007, du secteur manufacturier, et leur valeur exportée s'élevait à 51,3 G$, soit 72,5 % du total.

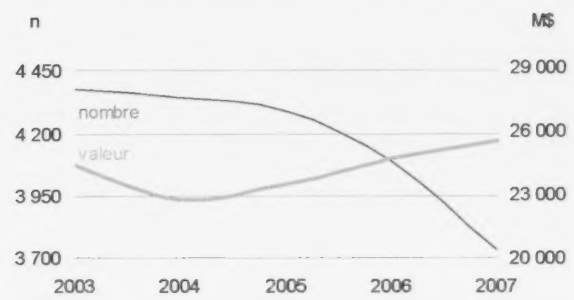
Les principales régions exportatrices

Les régions de Montréal et de la Montérégie comprenaient ensemble plus de la moitié du nombre total d'exportateurs de marchandises, ainsi que de la valeur totale exportée. En effet, parmi les 9 998 établissements exportateurs du Québec en 2007 – dont 1 217 (12,2 %) ayant exporté pour 3,4 G$ (4,9 %) ne sont pas répartis par région –, la région de Montréal en comptait 3 733 (37,3 %) à elle seule, et ceux-ci ont exporté des marchandises vers l'étranger pour un total de 25,5 G$, soit 36,0 % du total. L'activité principale de 1 695 établissements (45,4 %) relevait du secteur manufacturier et ceux-ci ont exporté pour 16,6 G$ (65,0 %).

La Montérégie, pour sa part, se classe au deuxième rang, abritant 1 629 établissements exportateurs (16,3 %) et enregistrant une valeur exportée de 12,9 G$ (18,2 %) en 2007. Plus de la moitié, soit 899 établissements (55,2 %) relevaient du secteur manufacturier, et leurs exportations s'élevaient à 9,6 G$ (74,7 %).

Figure 5.1

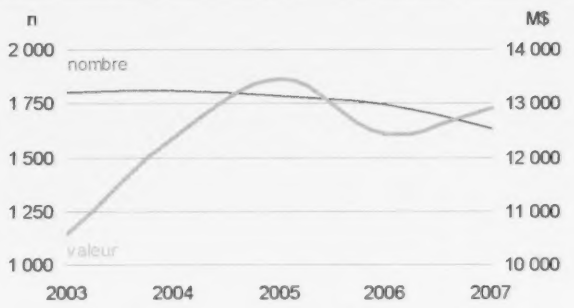
Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de Montréal, 2003-2007



Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Figure 5.2

Évolution du nombre d'exportateurs et de la valeur des exportations, région de la Montérégie, 2003-2007



Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Sept des 15 autres régions et un regroupement de deux régions se démarquent avec des exportations dont la valeur dépasse le seuil des 2 G$ en 2007. Ainsi, la région de la Capitale-Nationale compte 458 exportateurs et une valeur exportée de 5,2 G$, comparativement au Saguenay–Lac-Saint-Jean (102 exportateurs et 3,6 G$), au regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (30 exportateurs et 3,4 G$), à l'Estrie (454 exportateurs et 2,8 G$), au Centre-du-Québec (369 exportateurs et 2,6 G$), aux Laurentides (400 exportateurs et 2,5 G$), à Chaudière-Appalaches (504 exportateurs et 2,4 G$), et à la Mauricie (145 exportateurs et 2,1 G$).

La baisse globale des exportations du Québec en 2007 (– 0,2 %) au regard de 2006 est attribuable à des diminutions dans 10 régions, notamment en Abitibi-Témiscamingue (– 22,8 %), en Outaouais (– 22,6 %) et dans le Bas-St-Laurent (– 20,0 %), de même que dans le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (– 4,4 %). À l'opposé, cinq régions montrent des exportations en hausse, en particulier la Montérégie (+ 3,8 %), Montréal (+ 3,2 %) et Lanaudière (+ 2,9 %), tandis que le Saguenay–Lac-Saint-Jean affiche une stabilité.

Dans 10 des 14 régions non regroupées, les établissements relevant du secteur manufacturier représentaient la majorité du nombre d'exportateurs en 2007. Et dans chacune d'elles, la valeur exportée par les établissements manufacturiers compte pour la majorité du total régional, dépassant les 75 % dans 9 cas sur 14. À titre d'exemple, dans la Mauricie, l'activité principale de 69,0 % des établissements exportateurs faisait partie du secteur manufacturier, et ceux-ci assumaient 96,3 % de la valeur exportée par cette région. Avec des nuances, une situation comparable est observable, entre autres, au Saguenay–Lac-Saint-Jean (65,7 % des établissements et 96,7 % de la valeur exportée), dans Chaudière-Appalaches (65,5 % et 79,6 %), dans le Centre-du-Québec (64,8 % et 88,8 %) et au Bas-St-Laurent (61,2 % et 78,0 %).

Les principales destinations

La valeur exportée par le Québec en 2007 – en faisant abstraction des établissements non répartis par région – était ventilée à raison de 49,7 G$ (73,8 %) d'exportations dirigées vers les États-Unis, contre 8,2 G$ (12,2 %) vers l'Union européenne, 1,5 G$ (2,3 %) vers le Japon, 717 M$ (1,1 %) vers le Mexique, 803 M$ (1,2 %) vers l'Amérique du Sud et 6,4 G$ (9,5 %) vers l'un ou l'autre des 198 pays regroupés dans la catégorie « Autres ». La valeur alors exportée aux États-Unis était dirigée, à plus des deux tiers (68,2 %), vers deux des cinq grandes régions américaines figurant au RE. La principale, appelée « Côte Est », regroupant 14 États et le District de Columbia; recevait pour 22,0 G$ (44,4 %) d'exportations québécoises. La deuxième en importance, le « Centre industriel », couvre six États et en recevait pour 11,8 G$ (23,8 %).

Les deux régions de Montréal et de la Montérégie occupent, en 2007, des positions dominantes quant à la valeur des exportations québécoises dirigées vers les États-Unis, où leur part relative se situe à 34,4 % et à 18,8 % respectivement, suivie de loin par celles de la Capitale-Nationale (8,1 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (6,9 %). Il en va de même dans le cas de l'Union européenne (50,8 % et 18,3 %), le troisième rang revenant toutefois au regroupement des trois régions Côte-Nord, Nord-du-Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (13,4 %). Par ailleurs, Montréal et la Montérégie assurent ensemble une grande majorité des exportations vers le Mexique (46,3 % et 31,4 % respectivement), vers le Japon (55,7 % et 24,2 %) et vers les pays de la catégorie « Autres » (44,1 % et 21,3 %). Par contre, dans le cas de l'Amérique du Sud, Montréal (27,3 %) garde son premier rang mais avec une part relative affaiblie, tandis que la Montérégie (13,2 %) voit la sienne être supplantée par celle de la Capitale-Nationale (26,6 %) et talonnée par celle du Centre-du-Québec (12,2 %).

Tableau 5.1

Nombre et valeur des exportations de marchandises selon les établissements manufacturiers et non manufacturiers, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007

	Année	Manufacturier		Non manufacturier[1]		Total	
		n	M$	n	M$	n	M$
Bas-Saint-Laurent	2003	63	545,2	36	158,5	99	703,7
	2007	63	667,9	40	188,6	103	856,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2003	60	2 103,7	35	50,7	95	2 154,3
	2007	67	3 474,6	35	117,3	102	3 591,9
Capitale-Nationale	2003	229	4 789,2	264	639,1	493	5 428,3
	2007	227	4 097,4	231	1 103,8	458	5 201,2
Mauricie	2003	114	1 595,9	56	54,0	170	1 649,9
	2007	100	1 990,3	45	76,8	145	2 067,1
Estrie	2003	278	2 954,6	215	264,9	493	3 219,5
	2007	269	2 259,8	185	576,7	454	2 836,5
Montréal	2003	1 955	17 163,8	2 424	7 207,4	4 379	24 371,2
	2007	1 695	16 581,0	2 038	8 913,6	3 733	25 494,6
Outaouais	2003	45	458,6	41	149,2	86	607,9
	2007	36	404,3	30	147,1	66	551,3
Abitibi-Témiscamingue	2003	30	314,2	37	97,7	67	411,9
	2007	36	398,6	42	185,1	78	583,7
Côte-Nord, Nord-du-Québec	2003	42	1 033,9	26	1 501,9	68	2 535,8
et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2007	37	1 565,2	26	1 892,3	63	3 457,6
Chaudière-Appalaches	2003	354	2 227,0	206	337,9	560	2 564,9
	2007	330	1 905,7	174	489,1	504	2 394,7
Laval	2003	209	640,9	245	355,6	454	996,6
	2007	204	534,5	224	495,7	428	1 030,2
Lanaudière	2003	151	1 010,8	113	146,0	264	1 156,8
	2007	134	1 040,0	115	195,7	249	1 235,6
Laurentides	2003	250	2 632,3	217	220,5	467	2 852,7
	2007	226	2 239,8	174	300,8	400	2 540,6
Montérégie	2003	989	8 247,6	810	2 327,2	1 799	10 574,9
	2007	899	9 639,4	730	3 265,1	1 629	12 904,5
Centre-du-Québec	2003	257	1 826,9	129	279,7	386	2 106,7
	2007	239	2 285,5	130	286,9	369	2 572,3
Ensemble des régions	**2003**	**5 026**	**47 544,7**	**4 854**	**13 790,4**	**9 880**	**61 335,1**
	2007	**4 562**	**49 083,9**	**4 219**	**18 234,5**	**8 781**	**67 318,4**
Non répartis	2003	248	1 258,0	468	598,5	716	1 856,5
	2007	489	2 232,9	728	1 211,8	1 217	3 444,8
Ensemble du Québec	**2003**	**5 274**	**48 802,7**	**5 322**	**14 388,9**	**10 596**	**63 191,6**
	2007	**5 051**	**51 316,8**	**4 947**	**19 446,3**	**9 998**	**70 763,1**

1. Inclut les établissements des secteurs primaire et de la construction ainsi que les industries productrices de services qui exportent des marchandises.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Tableau 5.2

Valeur et part des exportations de marchandises selon la destination, régions administratives et ensemble du Québec, 2003 et 2007

		États-Unis		Union européenne[1]		Autres		Total	
		2003	2007	2003	2007	2003	2007	2003	2007
Bas-Saint-Laurent	M$	618,8	561,4	44,2	137,9	40,7	157,3	703,7	856,5
	%	87,9	65,5	6,3	16,1	5,8	18,4	100,0	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	2 031,7	3 405,5	88,9	102,8	33,7	83,6	2 154,3	3 591,9
	%	94,3	94,8	4,1	2,9	1,6	2,3	100,0	100,0
Capitale-Nationale	M$	4 410,5	4 008,5	433,2	438,9	584,6	753,9	5 428,3	5 201,2
	%	81,3	77,1	8,0	8,4	10,8	14,5	100,0	100,0
Mauricie	M$	1 612,4	1 892,5	17,5	23,9	20,1	150,7	1 649,9	2 067,1
	%	97,7	91,6	1,1	1,2	1,2	7,3	100,0	100,0
Estrie	M$	2 968,1	2 414,9	150,7	193,4	100,7	228,1	3 219,5	2 836,5
	%	92,2	85,1	4,7	6,8	3,1	8,0	100,0	100,0
Montréal	M$	20 039,8	17 098,5	2 019,2	4 158,0	2 312,1	4 238,1	24 371,2	25 494,6
	%	82,2	67,1	8,3	16,3	9,5	16,6	100,0	100,0
Outaouais	M$	543,8	524,5	55,1	11,2	8,9	15,6	607,9	551,3
	%	89,5	95,1	9,1	2,0	1,5	2,8	100,0	100,0
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-	M$	1 752,2	2 008,6	754,2	1 098,0	441,3	934,6	2 947,7	4 041,2
Québec et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	%	59,4	49,7	25,6	27,2	15,0	23,1	100,0	100,0
Chaudière-Appalaches	M$	2 379,1	2 098,7	42,7	90,5	143,1	205,6	2 564,9	2 394,7
	%	92,8	87,6	1,7	3,8	5,6	8,6	100,0	100,0
Laval	M$	912,9	826,5	46,4	71,4	37,2	132,4	996,6	1 030,2
	%	91,6	80,2	4,7	6,9	3,7	12,8	100,0	100,0
Lanaudière	M$	1 121,1	1 111,8	20,6	29,9	15,1	93,9	1 156,8	1 235,6
	%	96,9	90,0	1,8	2,4	1,3	7,6	100,0	100,0
Laurentides	M$	2 126,3	2 176,2	586,1	162,4	140,3	202,0	2 852,7	2 540,6
	%	74,5	85,7	20,5	6,4	4,9	8,0	100,0	100,0
Montérégie	M$	8 594,8	9 335,1	1 057,3	1 497,9	922,8	2 071,5	10 574,9	12 904,5
	%	81,3	72,3	10,0	11,6	8,7	16,1	100,0	100,0
Centre-du-Québec	M$	1 783,4	2 197,3	156,1	166,0	167,1	209,1	2 106,7	2 572,3
	%	84,7	85,4	7,4	6,5	7,9	8,1	100,0	100,0
Ensemble des régions	**M$**	**50 895,0**	**49 660,1**	**5 472,3**	**8 182,1**	**4 019,7**	**9 476,2**	**61 335,1**	**67 318,4**
	%	**83,0**	**73,8**	**8,9**	**12,2**	**6,6**	**14,1**	**100,0**	**100,0**
Non répartis	M$	948,0	2 482,9	390,7	345,9	517,9	615,9	1 856,5	3 444,8
	%	51,1	72,1	21,0	10,0	27,9	17,9	100,0	100,0
Ensemble du Québec	**M$**	**51 843,0**	**52 143,0**	**5 863,0**	**8 528,0**	**5 485,6**	**10 092,1**	**63 191,6**	**70 763,1**
	%	**82,0**	**73,7**	**9,3**	**12,1**	**8,7**	**14,3**	**100,0**	**100,0**

1. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Guadeloupe, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Martinique, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Réunion, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

6. Industrie manufacturière

par Jean Berselli, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

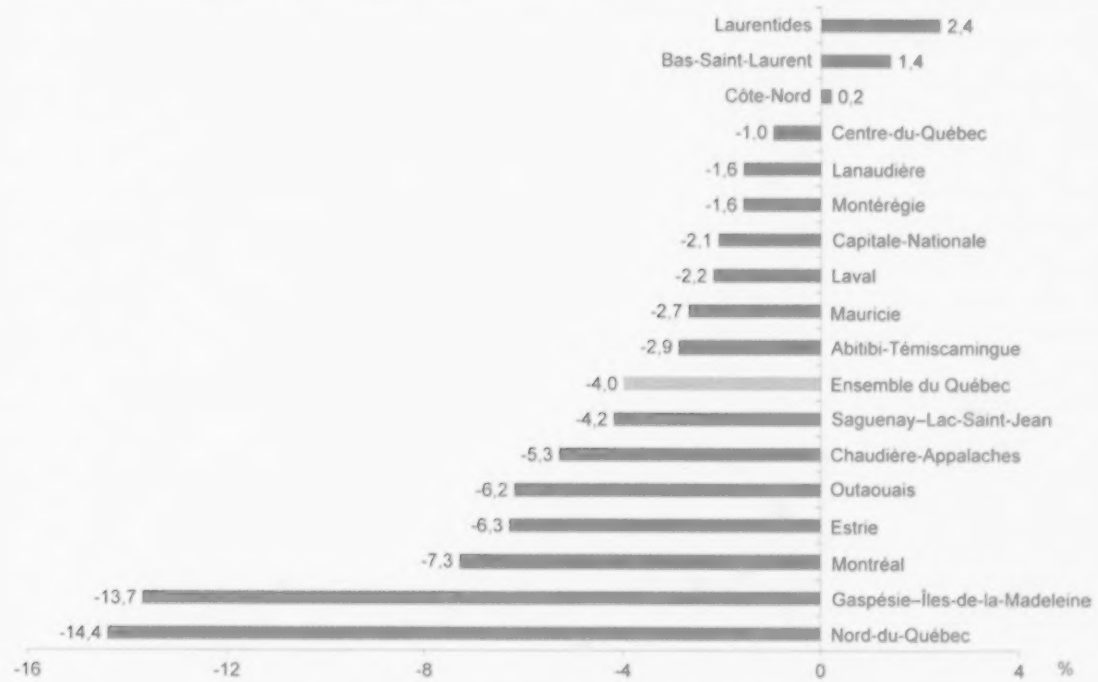
Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, notamment dans certains secteurs traditionnels particulièrement exposés à la forte concurrence de pays émergents, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2007, le secteur manufacturier québécois représente près du quart (24,3 %) de l'activité manufacturière canadienne et environ un cinquième de l'activité économique québécoise (17,6 %) du produit intérieur brut estimé au prix de base en dollars courants. Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre (de 4,3 % pour la région du Nord-du-Québec à 30,6 % pour celle du Centre-du-Québec) et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale.

Emploi manufacturier dans les régions

De 2004 à 2007, le nombre d'emplois à la production au Québec est passé de 371 937 à 329 052, une chute de 42 885 emplois, ce qui représente une variation annuelle moyenne de – 4,0 %. Au cours de la même période, toutes les régions administratives sauf trois ont vu leur emploi à la production diminuer. Ces trois régions sont le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et les Laurentides. La région des Laurentides, avec une hausse moyenne de 2,4 % par année, est celle qui a la mieux fait à ce chapitre (le secteur industriel de la fabrication de matériel de transport en est en grande partie responsable : 2 635 emplois en 2004 contre 3 978 en 2007, soit une hausse de 51,0 %). Dans le Bas-Saint-Laurent, l'emploi manufacturier s'est accru de 1,4 % par année alors que celui de la Côte-Nord est resté stable (+ 0,2 % par année).

Figure 6.1

Variation annuelle moyenne de l'emploi à la production, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Deux régions génèrent près de 50,0 % des emplois manufacturiers en 2007 (48,6 % des emplois contre 50,4 % en 2004) : Montréal et la Montérégie. Bien qu'ayant toutes les deux subi des pertes d'emplois au cours de la période 2004-2007 l'importance relative de chacune de ces régions au sein du secteur manufacturier québécois évolue de manière très différente. Alors que la région de Montréal voit sa part de l'emploi à la production passer de 32,4 % à 29,2 % à la suite d'une baisse moyenne de 7,3 % par année, celle de la Montérégie, passe de 18,0 % à 19,4 % malgré une diminution moyenne de 1,6 % par année. Ce sont, cependant, toujours en termes relatifs, les régions du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour lesquelles l'emploi à la production s'est le plus érodé avec des diminutions annuelles moyennes de 14,4 % et 13,7 % respectivement. La troisième région en importance quant aux emplois manufacturiers, Chaudière-Appalaches, a vu le nombre de ceux-ci décroître de 5,3 % par année, mais regroupe tout de même environ la même proportion d'emplois en 2007 qu'en 2004 (8,8 % contre 9,1 %).

Revenus découlant des biens fabriqués

En 2004, les revenus générés par la vente de biens fabriqués au Québec atteignent 135,0 milliards de dollars. Après une croissance annuelle moyenne de 1,8 %, ils se situent à 142,5 milliards en 2007. À l'image de l'emploi à la production, les régions de Montréal et de la Montérégie accaparent une forte proportion de ces revenus. En effet, à elles deux, elles cumulent 51,4 % des expéditions manufacturières (respectivement 32,9 % et 18,5 %), une proportion légèrement en retrait de celle de 2004 (52,3 %). La région de Chaudière-Appalaches arrive au troisième rang avec 10,2 %. Avec un taux de croissance annuel moyen (9,6 %) plus de cinq fois supérieur à celui de la province, la région de l'Abitibi-Témiscamingue est celle qui a connu la plus forte hausse dans ses revenus. Les régions des Laurentides, de Chaudière-Appalaches et de la Côte-Nord ont également tiré leur épingle du jeu avec des augmentations respectives de 5,5 %, 4,8 % et 4,0 % annuellement. À l'inverse, les régions du Nord-du-Québec et de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine sont celles dont les revenus provenant de biens fabriqués se sont le plus amenuisés avec des baisses annuelles moyennes de 20,9 % et 8,4 % respectivement.

Figure 6.2

Variation annuelle moyenne des revenus découlant des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

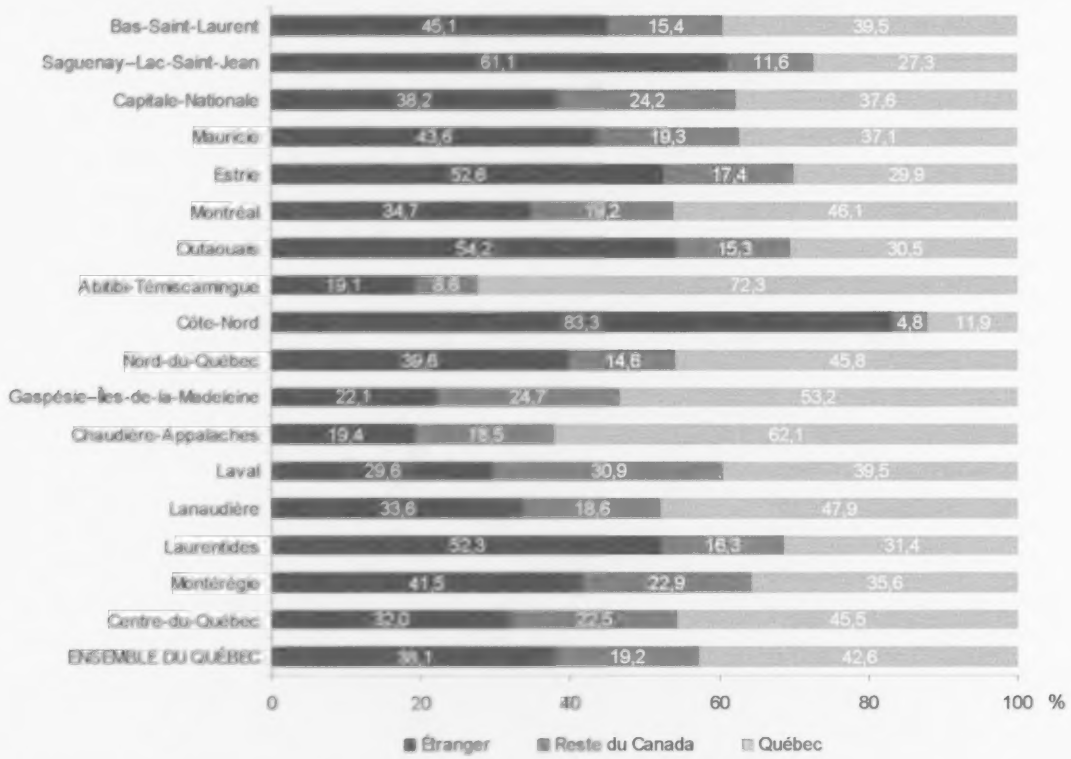
Cette baisse s'est avérée particulièrement pénalisante pour le secteur manufacturier dans la région du Nord-du-Québec, puisqu'il ne représente plus que 4,3 % du produit intérieur brut de la région en 2007 contre 10,8 % en 2004. À ce propos, dans toutes les régions sauf une (la Côte-Nord, hausse de 20,0 % à 21,6 %) la part du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut régional s'est détériorée entre 2004 et 2007.

Destinations des expéditions des biens fabriqués

Les données sur la première destination des expéditions déclarée par les répondants à l'Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière (EAMEF) montrent que la proportion des biens fabriqués acheminés vers l'étranger n'a pratiquement pas évolué entre 2004 et 2007 passant de 38,4 % des produits expédiés à 38,1 %. Cependant, les revenus générés par les ventes à l'extérieur du pays sont passés de 51,9 milliards de dollars à 54,3 milliards. Cinq régions exportent plus de 50,0 % de leur production manufacturière en 2007 : la Côte-Nord, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, l'Outaouais, l'Estrie et les Laurentides. La région de la Côte-Nord est particulièrement exposée aux soubresauts de l'économie mondiale avec 83,3 % de ses livraisons manufacturières expédiées hors du pays. Si l'on ajoute à cela les 4,8 % livrés aux autres provinces canadiennes, ce sont 88,1 % des produits fabriqués dans cette région qui quittent la province en 2007 (89,8 % en 2004). La région des Laurentides, à la suite d'une hausse de 34,6 % de ses expéditions vers l'étranger, consacre 52,3 % de celles-ci à l'exportation (45,6 % en 2004) alors que la région du Nord-du-Québec n'en exporte plus que 39,6 % contre 52,8 % en 2004.

Figure 6.3

Destination des biens fabriqués, régions administratives et ensemble du Québec, 2007



Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Taille des établissements manufacturiers

De 2004 à 2007, la structure du secteur manufacturier québécois en termes de taille d'établissement n'a guère évolué. Ce sont les petits établissements (moins de 50 employés) qui sont les plus nombreux : 91,9 % en 2004 contre 91,6 % en 2007. Les grands établissements (200 employés et plus, 1,7 % du nombre d'établissements) sont cependant responsables de 56,5 % des revenus générés par la vente de biens fabriqués (55,7 % en 2004) et emploient 40,8 % de la main-d'œuvre manufacturière (42,0 % en 2004). À l'échelle des régions administratives, si le schéma de prédominance du nombre des petits établissements se répète, on peut cependant établir certaines nuances quant aux revenus et emplois générés par les grands établissements. La région de Laval est celle qui est la moins tributaire de ceux-ci avec seulement 25,5 % des emplois manufacturiers et 32,2 % des revenus provenant des grands établissements en 2007 (26,5 % et 31,8 % en 2004). À l'opposé, on retrouve la région de la Côte-Nord pour laquelle trois emplois sur quatre (75,8 % en 2007, 80,9 % en 2004) et 87,8 % des revenus sont dus aux grands établissements (89,4 % en 2004). Les régions de la Mauricie (49,8 % pour l'emploi et 63,2 % pour les revenus) et de l'Outaouais (49,9 % et 56,4 %) se situent immédiatement après la Côte-Nord à ce chapitre. La région de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est celle pour laquelle les petits établissements (moins de 50 employés) revêtent la plus grande importance; ils sont, en effet, à l'origine de 49,8 % des emplois à la production et de 47,7 % des revenus provenant de biens fabriqués en 2007. Pour les autres régions, ces proportions s'étendent de 10,7 % à 37,4 % en ce qui concerne l'emploi et de 5,1 % à 30,3 % en termes de revenus.

Tableau 6.1

Emploi dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007

	Emploi total				Emploi à la production			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
				n				
Bas-Saint-Laurent	9 249	9 280	9 213	9 542	7 099	7 113	7 211	7 395
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15 135	14 508	14 375	13 493	12 378	11 807	11 791	10 897
Capitale-Nationale	23 769	23 534	22 360	22 359	17 464	17 201	16 442	16 384
Mauricie	16 787	17 110	16 805	15 684	13 291	13 388	13 043	12 260
Estrie	27 507	26 348	23 711	22 669	20 559	18 931	16 785	16 920
Montréal	168 635	152 906	146 655	138 937	120 467	106 687	100 761	96 074
Outaouais	6 191	5 904	5 391	5 329	4 937	4 611	4 123	4 071
Abitibi-Témiscamingue	5 783	5 826	5 295	5 240	4 619	4 746	4 255	4 235
Côte-Nord	5 825	5 931	6 155	6 018	5 194	5 243	5 426	5 223
Nord-du-Québec	1 942	1 846	1 421	1 247	1 611	1 551	1 161	1 010
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 506	2 043	1 788	1 769	1 985	1 706	1 302	1 274
Chaudière-Appalaches	43 550	41 164	39 022	37 808	34 026	31 634	29 983	28 907
Laval	17 254	16 991	16 884	16 232	11 793	11 898	11 536	11 016
Lanaudière	17 400	17 723	17 788	17 332	13 869	14 042	13 579	13 233
Laurentides	21 968	24 967	24 850	24 188	16 419	18 530	18 118	17 642
Montérégie	91 477	92 070	89 765	89 369	66 905	66 518	64 160	63 738
Centre-du-Québec	25 697	24 670	25 103	24 508	19 321	18 663	19 453	18 773
Ensemble du Québec	**500 675**	**482 821**	**466 581**	**451 724**	**371 937**	**354 269**	**339 129**	**329 052**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2

Revenu dans le secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007

	Revenu total				Revenu découlant de biens fabriqués			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
	M$							
Bas-Saint-Laurent	2 688,0	2 828,3	2 747,9	2 624,8	2 608,9	2 767,0	2 652,5	2 519,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 892,1	6 094,7	6 765,3	6 399,9	5 729,8	5 841,8	6 636,7	6 271,8
Capitale-Nationale	6 169,1	6 113,2	6 245,3	6 465,8	5 794,6	5 757,9	5 912,9	6 067,5
Mauricie	4 998,2	5 115,2	5 153,7	4 753,1	4 785,7	4 871,7	4 950,2	4 534,3
Estrie	6 779,6	6 690,9	6 466,6	6 233,4	6 143,3	6 239,9	6 006,1	5 758,7
Montréal	50 661,5	49 952,2	51 926,0	51 455,3	46 076,9	44 647,0	46 368,3	46 875,3
Outaouais	1 670,6	1 720,0	1 661,4	1 694,8	1 627,5	1 670,7	1 622,6	1 634,9
Abitibi-Témiscamingue	2 973,2	3 316,4	4 043,2	3 887,1	2 868,4	3 146,1	3 903,6	3 775,1
Côte-Nord	2 370,1	2 531,8	2 707,5	2 642,7	2 328,6	2 429,8	2 679,5	2 617,9
Nord-du-Québec	755,5	712,7	439,9	372,0	681,2	605,8	401,6	337,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	496,5	465,7	383,8	409,2	481,1	436,9	336,6	369,8
Chaudière-Appalaches	15 274,0	17 973,6	18 350,3	17 983,4	12 566,5	14 028,5	13 726,7	14 474,5
Laval	3 565,4	3 975,8	4 141,1	4 118,8	3 039,0	3 232,7	3 388,6	3 311,6
Lanaudière	4 054,2	4 173,9	4 335,4	4 392,4	3 768,8	3 943,1	4 063,5	4 125,8
Laurentides	6 064,0	7 169,2	7 300,8	7 173,5	5 650,0	6 718,5	6 807,6	6 640,4
Montérégie	26 064,9	26 464,7	27 749,0	28 362,0	24 541,9	24 705,1	25 868,4	26 341,5
Centre-du-Québec	6 993,7	7 049,8	7 253,0	7 353,5	6 352,1	6 510,3	6 716,4	6 805,7
Ensemble du Québec	**147 470,7**	**152 348,2**	**157 670,1**	**156 321,3**	**135 044,3**	**137 552,9**	**142 041,8**	**142 462,0**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.3

Première destination des expéditions du secteur manufacturier, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2007

	2004				2007			
	Total	Étranger	Autres provinces et territoires	Québec	Total	Étranger	Autres provinces et territoires	Québec
	M$							
Bas-Saint-Laurent	2 608,9	813,2	831,1	964,6	2 519,8	1 135,5	387,8	996,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5 729,8	3 509,5	479,9	1 740,4	6 271,8	3 832,7	726,1	1 713,0
Capitale-Nationale	5 794,6	2 249,6	1 362,3	2 182,7	6 067,5	2 319,1	1 469,4	2 279,1
Mauricie	4 785,7	2 455,3	815,0	1 515,4	4 534,3	1 977,6	873,5	1 683,2
Estrie	6 143,3	3 381,6	1 144,9	1 616,8	5 758,7	3 031,1	1 003,5	1 724,2
Montréal	46 076,9	16 161,4	9 434,5	20 481,0	46 875,3	16 253,6	8 991,9	21 629,7
Outaouais	1 627,5	906,9	275,6	445,1	1 634,9	885,9	250,9	498,1
Abitibi-Témiscamingue	2 868,4	915,4	399,8	1 553,1	3 775,1	720,9	324,9	2 729,4
Côte-Nord	2 328,6	1 914,5	177,4	236,7	2 617,9	2 180,9	124,7	312,3
Nord-du-Québec	681,2	359,5	106,5	215,2	337,5	133,5	49,4	154,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	481,1	106,6	131,3	243,2	369,8	81,6	91,4	196,8
Chaudière-Appalaches	12 566,5	2 921,4	2 375,4	7 269,7	14 474,5	2 810,0	2 682,3	8 982,3
Laval	3 039,0	774,9	923,3	1 340,8	3 311,6	980,4	1 022,6	1 308,6
Lanaudière	3 768,8	820,4	1 146,5	1 801,9	4 125,8	1 384,9	766,0	1 974,9
Laurentides	5 650,0	2 577,4	972,2	2 100,4	6 640,4	3 470,5	1 085,6	2 084,3
Montérégie	24 541,9	9 880,9	4 792,3	9 868,7	26 341,5	10 929,5	6 040,8	9 371,1
Centre-du-Québec	6 352,1	2 102,7	1 503,4	2 746,0	6 805,7	2 175,4	1 531,6	3 098,7
Ensemble du Québec	**135 044,3**	**51 851,1**	**26 871,5**	**56 321,7**	**142 462,0**	**54 303,0**	**27 422,5**	**60 736,5**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.4

Emploi à la production et revenus découlant de biens fabiqués selon la strate d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2007

	Emploi à la production selon la strate				Revenu découlant de biens fabriqués selon la strate			
	0-49	50-99	100-199	200 et plus	0-49	50-99	100-199	200 et plus
	n				k$			
Bas-Saint-Laurent	1 892	1 236	1 355	2 912	496 834	296 129	547 753	1 179 131
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 571	1 584	2 164	4 578	747 136	758 544	1 329 106	3 437 061
Capitale-Nationale	5 693	2 753	2 266	5 672	1 399 403	769 487	720 748	3 177 860
Mauricie	2 918	1 938	1 298	6 106	660 965	794 962	211 142	2 867 208
Estrie	4 244	2 164	4 556	5 956	1 116 913	550 806	1 179 242	2 911 766
Montréal	27 839	12 804	15 078	40 353	7 221 992	4 464 023	7 293 061	27 896 190
Outaouais	1 052	513	473	2 033	261 279	182 200	268 627	922 776
Abitibi-Témiscamingue	x	x	1 449	x	x	x	609 441	x
Côte-Nord	558	x	x	3 957	134 499	x	x	2 299 717
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	635	x	x	x	176 388	x	x	x
Chaudière-Appalaches	6 645	4 905	5 626	11 731	1 861 255	1 301 254	1 432 383	9 879 629
Laval	4 119	1 972	2 112	2 813	1 003 103	632 491	610 714	1 065 266
Lanaudière	4 115	2 291	1 862	4 965	1 058 602	620 771	513 862	1 932 530
Laurentides	4 474	2 779	3 290	7 099	1 234 623	775 275	950 316	3 680 143
Montérégie	15 804	8 969	11 262	27 703	4 870 781	3 282 117	4 060 593	14 128 005
Centre-du-Québec	4 926	3 559	3 672	6 616	1 362 708	1 518 328	1 487 521	2 437 122
Ensemble du Québec	**88 519**	**48 677**	**57 602**	**134 254**	**23 950 146**	**16 417 942**	**21 581 225**	**80 512 688**

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004 à 2007.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.5

Part relative du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut[1] régional, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2007

	2004[r]	2005[p]	2006[pr]	2007[p]
	%			
Bas-Saint-Laurent	18,5	18,0	16,4	14,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26,6	26,1	25,6	25,0
Capitale-Nationale	10,8	11,0	11,2	10,7
Mauricie	23,8	20,8	22,9	20,4
Estrie	30,1	28,7	25,5	24,5
Montréal	18,4	17,4	16,1	15,6
Outaouais	7,0	7,2	6,6	5,5
Abitibi-Témiscamingue	14,0	13,6	13,0	12,3
Côte-Nord	20,0	21,7	23,0	21,6
Nord-du-Québec	10,8	9,8	3,6	4,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8,4	7,8	8,0	7,7
Chaudière-Appalaches	33,0	32,4	30,1	29,8
Laval	16,0	15,7	15,8	15,1
Lanaudière	17,3	17,1	17,2	16,1
Laurentides	18,2	17,4	18,3	17,4
Montérégie	24,6	23,6	23,5	22,7
Centre-du-Québec	31,9	32,1	31,9	30,6
Ensemble du Québec	**19,8**	**19,0**	**18,3**	**17,6**

1. Le PIB est défini comme la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation. Les tableaux du PIB régional se réfèrent à un PIB exprimé en dollars courants.

Source : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec, Pêches et Océans Canada et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

L'investissement tel que décrit dans la présente section est composé des dépenses capitalisées en construction et en machines et matériel, que ce soit des installations neuves ou des améliorations majeures augmentant la durée de vie de l'actif. Les données sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation. Les données pour les années 2009 et 2010 sont respectivement des valeurs réelles provisoires et des perspectives, recueillies auprès des répondants à la fin de l'année 2009.

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation augmentent de 2,1 G$ par rapport à 2009, une hausse de 3,6 %, pour s'établir à 62,7 G$. Cette hausse se reflète dans l'ensemble des composantes : les industries productrices de biens augmentent de 10,5 % pour atteindre 13,2 G$ (un sommet historique), alors que les industries productrices de services croissent de 2,9 % pour se situer à 28,8 G$. Quant au logement, qui représente près du tiers des dépenses en immobilisation, il se situe à 20,7 G$, en croissance de 0,4 % en variation annuelle.

Selon la composante privée ou publique, on constate que 2009 marque la première année où les investissements publics dépassent les investissements privés dans le secteur non résidentiel, constat valable pour l'année 2010 également. Ce résultat découle à la fois d'une croissance soutenue des dépenses en immobilisation du secteur public, qui passent de 12,4 G$ en 2006 à 21,9 G$ en 2010, et du niveau d'investissement privé non résidentiel, lequel croît modérément (+ 1,5 %) par rapport au creux atteint en 2009 (le plus bas niveau depuis 2003).

À l'échelle régionale, les régions où l'on observe les plus fortes croissances sont toutes des régions ressources[1] : la Côte-Nord croît de 56,8 %, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine croît de 36,3 %, l'Abitibi-Témiscamingue de 20,4 % et le Nord-du-Québec croît de 18,9 %. À l'inverse, les régions du Centre-du-Québec (– 16,1 %) et de Laval (– 10,8 %) enregistrent les décroissances les plus prononcées.

Industries productrices de biens

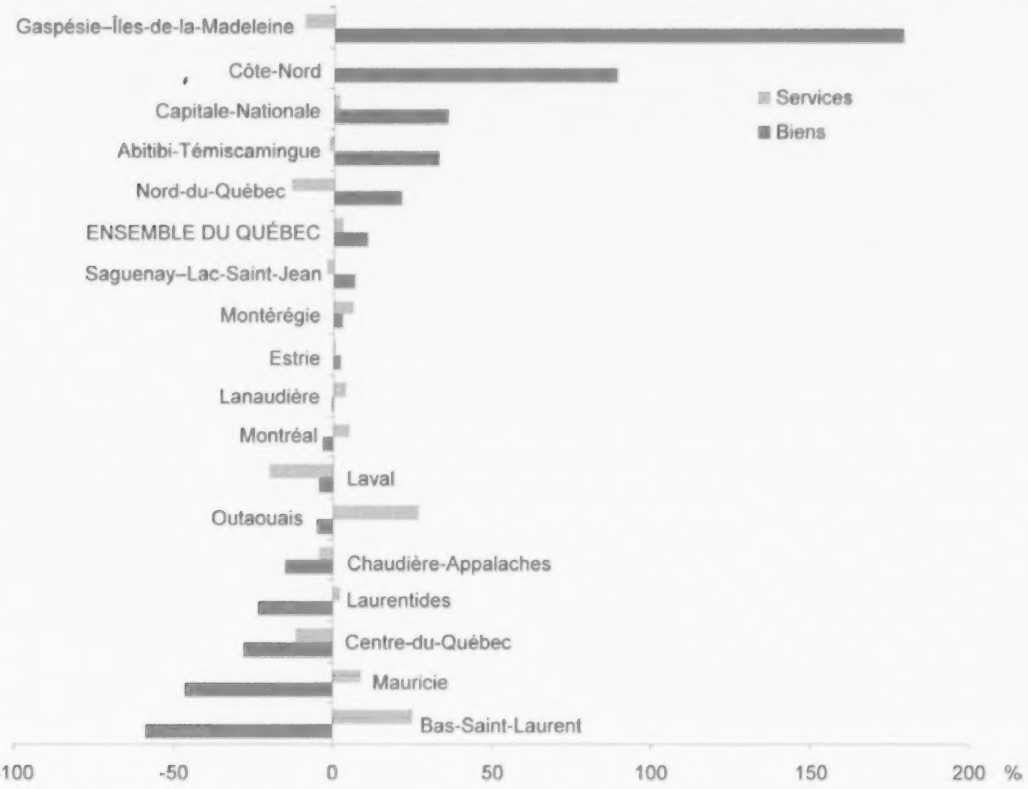
Les dépenses en immobilisation des industries productrices de biens, représentant 21,0 % du total québécois, sont à la hausse dans 8 des 17 régions en 2010. Les régions où se concentre l'investissement de ces industries (Montréal, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec et Montérégie) sont toutes en croissance, à l'exception de Montréal (– 3,2 %). Dans les trois régions ressources du groupe, la croissance est due à la hausse de l'investissement minier ou au secteur des services publics.

Beaucoup plus volatil que les autres regroupements industriels (services et logement), l'investissement des industries productrices de biens oscille entre + 178,7 % (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et – 58,7 % (Bas-Saint-Laurent). Néanmoins, compte tenu du faible poids à l'échelle québécoise de ces régions dans ces industries (3,2 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et 1,3 % pour le Bas-Saint-Laurent), ces valeurs extrêmes n'influencent pas beaucoup le niveau provincial.

1. Le Québec compte sept régions ressources, soit le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

Figure 7.1.1

Variation des investissements des industries productrices de biens et de services, régions administratives, 2009-2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Industries productrices de services

Comptant pour plus de 45,0 % des dépenses en immobilisation au Québec, l'investissement des industries productrices de services est à la hausse dans 9 des 17 régions administratives. Les trois régions où sont concentrées ces dépenses (Capitale-Nationale, Montréal, Montérégie), qui comptent ensemble pour 62,2 % du total québécois, sont en croissance en 2010 (+ 1,7 %, + 5,0 % et + 5,9 % respectivement).

Beaucoup moins dispersées que dans le cas des industries productrices de biens, les variations annuelles s'étendent de + 27,0 % (Outaouais) à – 19,9 % (Laval). Cependant, la part occupée par les industries de services selon les régions varie presque autant : à Montréal, la proportion atteint 69,0 %, soit 8,2 G$, alors qu'elle n'est que de 4,8 % dans le Nord-du-Québec (138,2 M$).

Secteur du logement

Les dépenses en immobilisation dans le secteur du logement sont à la hausse dans 12 des 17 régions administratives. En effet, toutes les régions sont en croissance, excepté l'île de Montréal et ses quatre régions limitrophes (Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie), pour lesquelles on observe des décroissances variant de 5,9 % (Montréal) et 1,0 % (Montérégie). Ces cinq régions représentent 57,5 % de la valeur totale des dépenses en logement (constructions neuves et rénovations) effectuées au Québec.

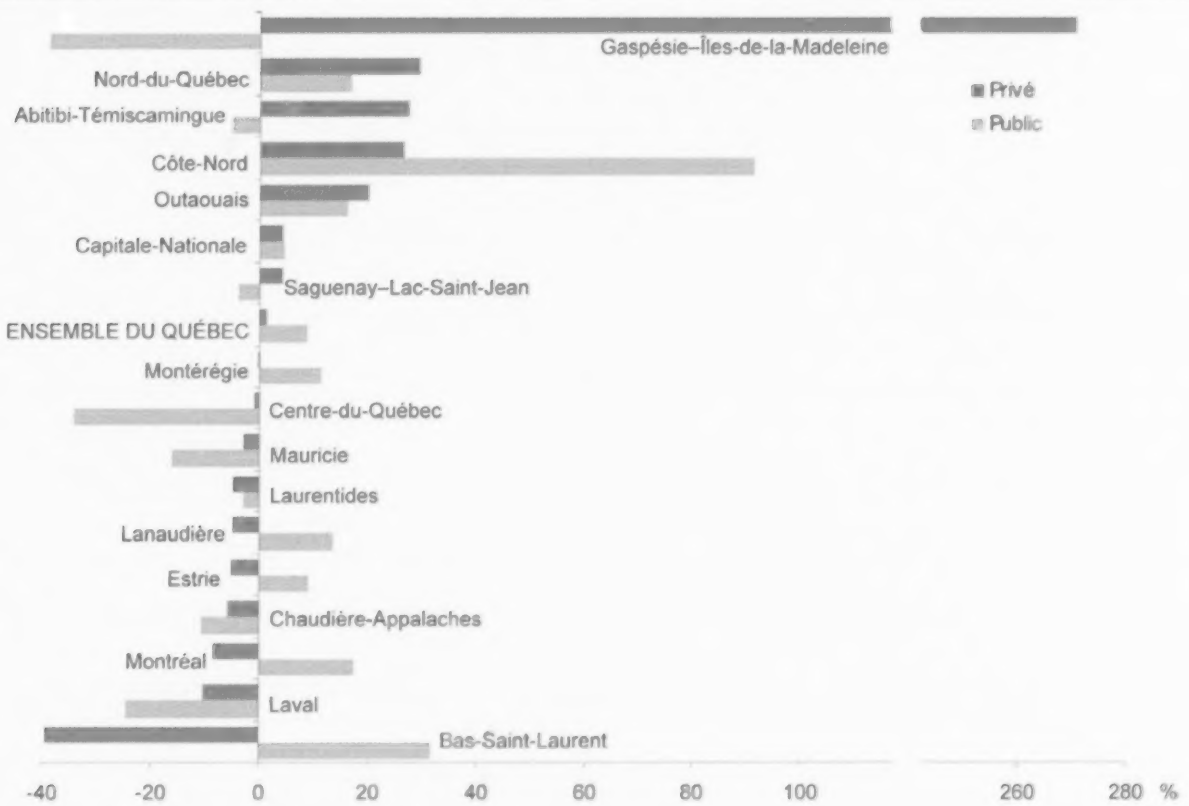
Relativement à la contribution régionale du secteur dans le total de l'investissement, la proportion atteint un sommet dans la région de Lanaudière (58,9 %), alors que les plus faibles proportions se retrouvent dans les régions ressources. Malgré les poids relativement faibles du secteur dans certaines régions (Nord-du-Québec : 1,2 %, Côte-Nord : 8,3 %), l'investissement du secteur à presque triplé depuis 2006 pour ces régions.

Investissement privé et public non résidentiel

Les investissements attribuables au secteur privé non résidentiel sont en croissance de plus de 25,0 % dans quatre régions en 2010, toutes des régions ressources (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Nord-du-Québec, Abitibi-Témiscamingue et Côte-Nord). Du lot, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se démarque des autres, avec une croissance de 270,6 %, les autres oscillant entre 26,7 % (Côte-Nord) et 29,5 % (Nord-du Québec). À l'opposé, le Bas-Saint-Laurent (– 39,5 %) et Laval (– 10,3 %) subissent les plus fortes variations annuelles négatives.

Figure 7.1.2

Variation des investissements non résidentiels publics et privés, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2010

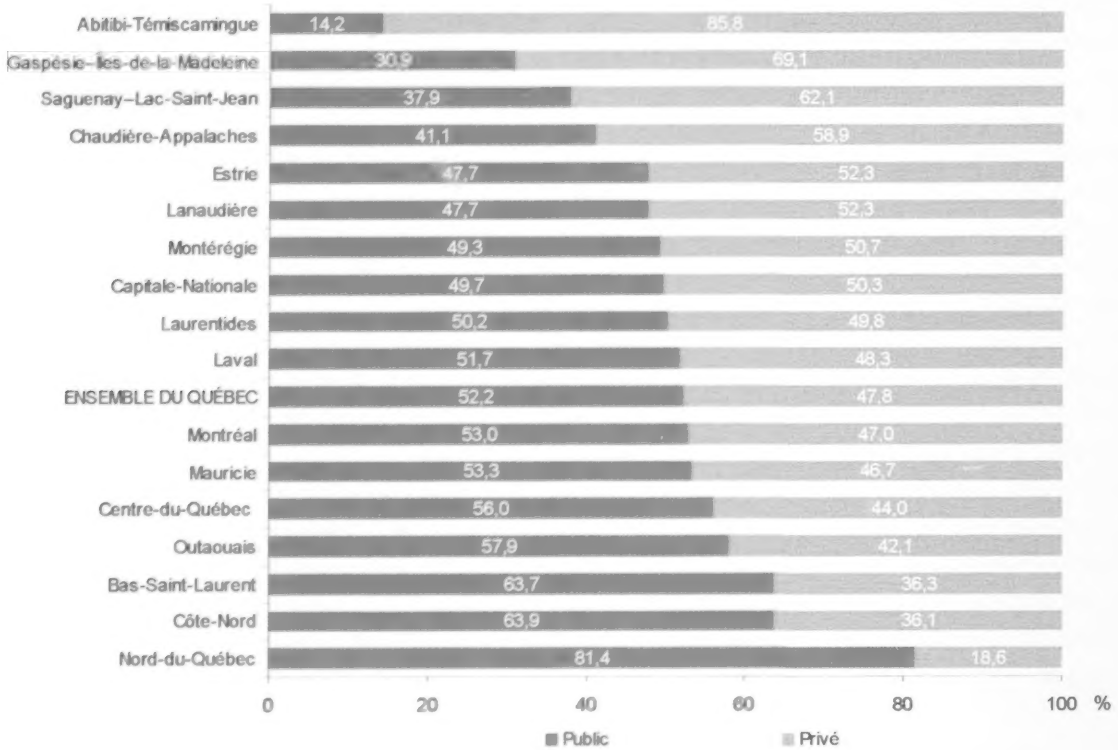


Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

L'investissement public, en croissance de 8,8 % au Québec en 2010, est en croissance dans 9 des 17 régions administratives, dont sept ont des croissances supérieures à 10,0 %. La Côte-Nord se classe bonne première, avec une croissance de 91,3 %, atteignant 1,7 G$, suivie du Bas-Saint-Laurent (+ 31,8 %) et de Montréal (+ 17,4 %). Ce faisant, en 2010, l'investissement public dépasse l'investissement privé dans le secteur non résidentiel dans 9 des 17 régions, alors qu'en 2006, ce n'était le cas que de trois régions (Saguenay–Lac-Saint-Jean, qui ne fait plus partie du groupe en 2010, Outaouais et Nord-du-Québec).

Figure 7.1.3

Proportion des investissements non résidentiels selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

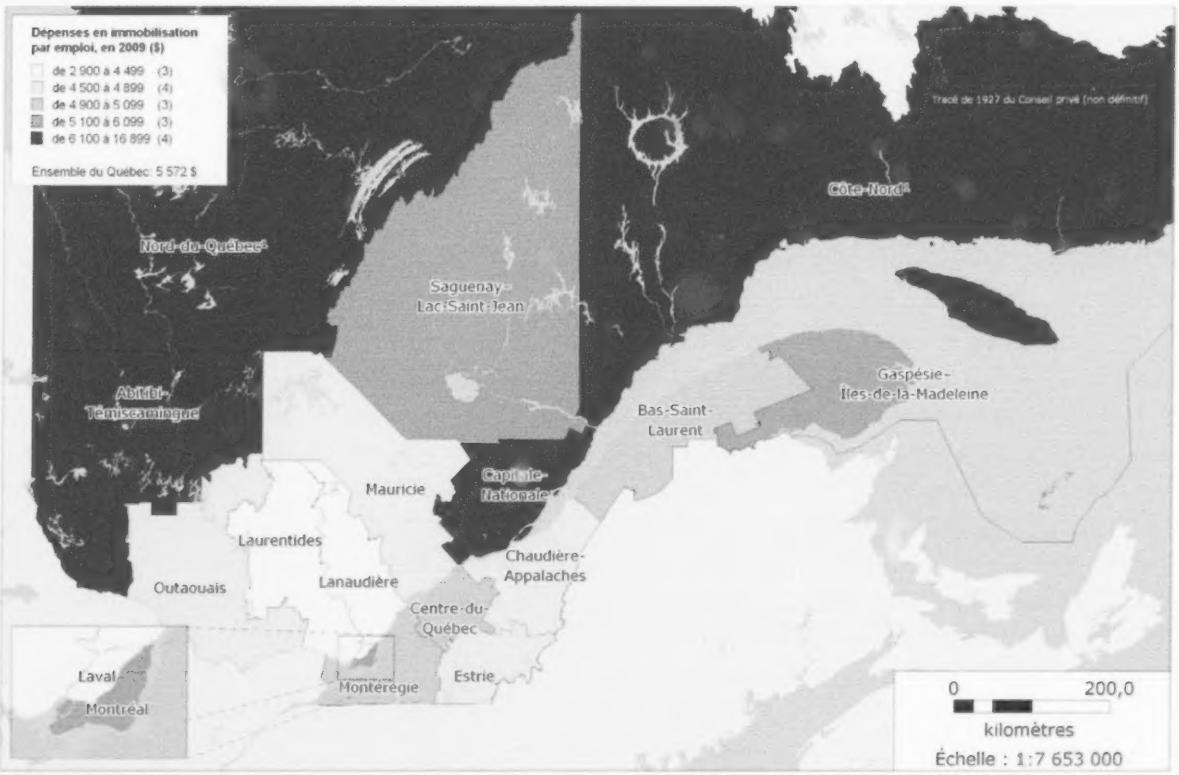
Investissements en machines et matériel du secteur privé non résidentiel par emploi (secteur privé)

En combinant les données des dépenses en immobilisation à celles de l'Enquête sur la population active, il est possible de déterminer la valeur des dépenses en machines et matériel du secteur privé non résidentiel par emploi du secteur privé. Trois régions[2] se distinguent par de forts investissements privés en machines et matériel par employé. Le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec atteint plus de 16 000 $ investis par emploi, l'Abitibi-Témiscamingue, 10 243 $ et la Capitale-Nationale 8 284 $. À l'opposé, la région de Lanaudière enregistre des investissements en biens d'équipement de 2 972 $ par emploi, bien en deçà de la moyenne québécoise (5 572 $).

2. En raison du niveau de désagrégation disponible pour les données de l'emploi, les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ont été regroupées.

Carte 7.1.1

Dépenses en immobilisation en machines et matériel par emploi, secteur privé, régions administratives du Québec, 2009



1. Les données du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord ont été regroupées à des fins statistiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada, Enquête sur la population active; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie et par secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2010

	Unité	Industries productrices de		Logement	Total	Secteur	
		Biens	Services			Privé	Public
Bas-Saint-Laurent	k$	172 390	807 658	520 867	**1 500 914**	876 808	624 106
	Part relative (%)	11,5	53,8	34,7	**100,0**	58,4	41,6
	Variation 2010/2009 (%)	– 58,7	25,4	11,8	**– 1,7**	– 16,8	31,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	k$	434 538	755 860	679 997	**1 870 395**	1 419 318	451 077
	Part relative (%)	23,2	40,4	36,4	**100,0**	75,9	24,1
	Variation 2010/2009 (%)	6,6	– 2,1	8,8	**3,6**	6,3	– 3,9
Capitale-Nationale	k$	547 055	4 583 952	2 657 940	**7 788 947**	5 240 843	2 548 104
	Part relative (%)	7,0	58,9	34,1	**100,0**	67,3	32,7
	Variation 2010/2009 (%)	35,5	1,7	5,6	**4,9**	5,0	4,7
Mauricie	k$	216 206	823 559	671 459	**1 711 225**	1 156 524	554 701
	Part relative (%)	12,6	48,1	39,2	**100,0**	67,6	32,4
	Variation 2010/2009 (%)	– 46,6	9,0	4,5	**– 5,1**	1,3	– 16,2
Estrie	k$	274 075	727 457	907 516	**1 909 048**	1 431 463	477 586
	Part relative (%)	14,4	38,1	47,5	**100,0**	75,0	25,0
	Variation 2010/2009 (%)	2,3	0,8	1,8	**1,5**	– 0,9	9,2
Montréal	k$	1 536 477	8 243 171	2 170 962	**11 950 610**	6 770 687	5 179 923
	Part relative (%)	12,9	69,0	18,2	**100,0**	56,7	43,3
	Variation 2010/2009 (%)	– 3,2	5,0	– 5,9	**1,8**	– 7,6	17,4
Outaouais	k$	345 557	1 162 830	1 023 632	**2 532 020**	1 658 269	873 751
	Part relative (%)	13,6	45,9	40,4	**100,0**	65,5	34,5
	Variation 2010/2009 (%)	– 5,2	27,0	1,4	**10,6**	7,8	16,3
Abitibi-Témiscamingue	k$	1 028 830	377 344	343 420	**1 749 594**	1 550 153	199 441
	Part relative (%)	58,8	21,6	19,6	**100,0**	88,6	11,4
	Variation 2010/2009 (%)	33,0	– 1,6	16,1	**20,4**	24,8	– 5,2
Côte-Nord	k$	2 196 632	510 995	245 443	**2 953 070**	1 224 199	1 728 871
	Part relative (%)	74,4	17,3	8,3	**100,0**	41,5	58,5
	Variation 2010/2009 (%)	88,7	– 0,3	18,7	**56,8**	25,0	91,3
Nord-du-Québec	k$	2 687 548	138 235	33 512	**2 859 294**	558 123	2 301 171
	Part relative (%)	94,0	4,8	1,2	**100,0**	19,5	80,5
	Variation 2010/2009 (%)	21,3	– 13,2	14,7	**18,9**	28,5	16,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	k$	422 832	339 151	161 350	**923 333**	687 712	235 621
	Part relative (%)	45,8	36,7	17,5	**100,0**	74,5	25,5
	Variation 2010/2009 (%)	178,7	– 9,4	6,7	**36,3**	134,5	– 38,6
Chaudière-Appalaches	k$	439 698	1 091 249	983 723	**2 514 670**	1 885 262	629 408
	Part relative (%)	17,5	43,4	39,1	**100,0**	75,0	25,0
	Variation 2010/2009 (%)	– 15,1	– 4,5	1,8	**– 4,3**	– 2,0	– 10,6
Laval	k$	173 694	1 176 838	1 433 198	**2 783 730**	2 085 099	698 631
	Part relative (%)	6,2	42,3	51,5	**100,0**	74,9	25,1
	Variation 2010/2009 (%)	– 4,4	– 19,9	– 2,4	**– 10,8**	– 5,0	– 24,4
Lanaudière	k$	179 203	914 224	1 569 886	**2 663 312**	2 141 790	521 522
	Part relative (%)	6,7	34,3	58,9	**100,0**	80,4	19,6
	Variation 2010/2009 (%)	– 0,3	3,8	– 4,7	**– 1,6**	– 4,7	13,6
Laurentides	k$	360 657	1 615 661	2 266 111	**4 242 429**	3 249 660	992 769
	Part relative (%)	8,5	38,1	53,4	**100,0**	76,6	23,4
	Variation 2010/2009 (%)	– 23,3	2,1	– 3,0	**– 3,3**	– 3,5	– 2,8
Montérégie	k$	1 383 747	5 073 318	4 463 903	**10 920 968**	7 737 322	3 183 646
	Part relative (%)	12,7	46,5	40,9	**100,0**	70,8	29,2
	Variation 2010/2009 (%)	2,6	5,9	– 1,0	**2,6**	– 0,6	11,3
Centre-du-Québec	k$	768 860	442 898	572 782	**1 784 541**	1 106 228	678 313
	Part relative (%)	43,1	24,8	32,1	**100,0**	62,0	38,0
	Variation 2010/2009 (%)	– 27,7	– 11,8	2,2	**– 16,1**	0,8	– 34,0
Ensemble du Québec	**k$**	**13 167 900**	**28 784 500**	**20 705 700**	**62 658 200**	**40 779 500**	**21 878 700**
	Part relative (%)	**21,0**	**45,9**	**33,0**	**100,0**	**65,1**	**34,9**
	Variation 2010/2009 (%)	**10,5**	**2,9**	**0,4**	**3,6**	**0,9**	**8,8**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation.

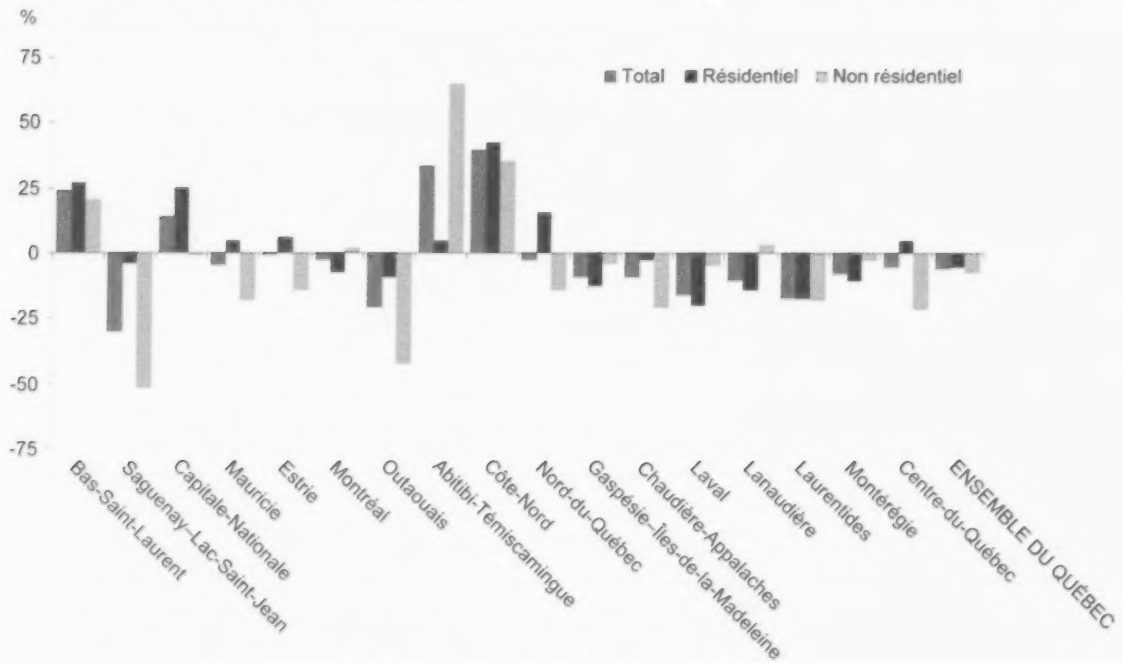
7.2 Permis de bâtir

Les permis de bâtir sont un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction, puisqu'ils représentent la première étape du processus de construction. Délivrés par les municipalités, ils octroient le droit de construire un type de bâtiment à un endroit donné, mais ne nous renseignent pas sur le moment où la construction débute et se termine (certains projets s'échelonnent sur plus d'une année). Les données annuelles proviennent de la somme des données mensuelles corrigées pour la saisonnalité, mais sans correction pour l'inflation, et ne comprennent pas les dépenses de rénovation ou d'additions mineures (en deçà de 50 k$ dans le secteur résidentiel et de 250 k$ dans le secteur non résidentiel).

Au Québec, la valeur totale des permis de bâtir délivrés en 2009 atteint 12,9 G$, en baisse de 6,4 % par rapport à 2008, faisant suite à trois années de croissance. Néanmoins, il s'agit tout de même d'une valeur supérieure à la moyenne observée entre 2005 et 2009 (12,6 G$). L'analyse des composantes au niveau québécois nous indique que seules les constructions institutionnelles et gouvernementales ont augmenté en 2009 (+ 3,3 %), alors que l'on constate des baisses dans le secteur commercial (– 5,2 %), résidentiel (– 5,7 %) et industriel (– 24,9 %). Notons que seule la composante industrielle (par exemple, les usines) est en deçà de la valeur annuelle moyenne au cours de la période 2005-2009, soit 827,5 M$ comparativement à une moyenne de 905,1 M$.

Figure 7.2.1

Taux de variation de la valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009



Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Au niveau régional, seules quatre régions évitent la vague de décroissance de la valeur totale des permis de bâtir. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent (+ 24,2 %), de la Capitale-Nationale (+ 14,0 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 33,4 %) et de la Côte-Nord (+ 39,3 %). Deux régions enregistrent des décroissances de plus de 20,0 %, soit la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 29,8 %) et celle de l'Outaouais (– 20,6 %). Montréal et ses régions limitrophes (Montérégie, Laurentides, Lanaudière et Laval), qui représentent à elles seules 58,9 % de la valeur totale des permis délivrés en 2009, enregistrent toutes une décroissance, oscillant entre – 17,3 % (Laurentides) et – 2,7 % (Montréal). Les cinq régions se retrouvent sous la valeur moyenne des cinq dernières années.

Le secteur résidentiel

Le secteur résidentiel, représentant 65,0 % de la valeur totale des permis de bâtir émis au Québec (8,4 G$), est en baisse dans 9 des 17 régions administratives. Il semble que les régions adjacentes à la région de Montréal soient celles qui ressentent le plus la baisse : les trois plus fortes décroissances annuelles s'observent à Laval (– 20,0 %), dans les Laurentides (– 17,1 %) et dans Lanaudière (– 14,0 %). Il s'agit dans les trois cas de niveau en deçà de la moyenne entre 2005 et 2009. En revanche, on observe de fortes croissances dans les régions de la Côte-Nord (+ 42,1 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 26,7 %) et de la Capitale-Nationale (+ 24,5 %), région pour laquelle la valeur des permis délivrés en 2009 est supérieure de 243,6 M$ à la moyenne observée entre 2005 et 2009.

Le secteur non résidentiel

Le secteur non résidentiel, qui compte pour 35,0 % de la valeur des permis de bâtir livrés en 2009, est en baisse de 7,6 % en 2009 au Québec, pour s'établir à 4,5 G$. Malgré la décroissance, le niveau demeure néanmoins plus élevé que la moyenne sur cinq ans (4,3 G$). Au niveau régional, seulement cinq régions ont une croissance positive en 2009, soit l'Abitibi-Témiscamingue (+ 65,2 %), la Côte-Nord (+ 35,7 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 21,1 %), Lanaudière (+ 3,3 %) et Montréal (+ 1,9 %). Les baisses les plus marquées se situent quant à elles dans les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 51,6 %) et de l'Outaouais (– 42,1 %).

Au niveau des permis de bâtir industriels, représentant 18,3 % des permis de bâtir non résidentiels en 2009, la demande est en baisse de 274,9 M$ par rapport à 2008. Au niveau régional, on constate cependant des hausses fulgurantes dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 867,2 %), de l'Outaouais (+ 364,7 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 177,9 %). Ces trois régions, accompagnées de la Côte-Nord, sont d'ailleurs les seules pour lesquelles la valeur des permis émis en 2009 est supérieure à la moyenne quinquennale.

La composante commerciale, qui compte pour 51,3 % de la valeur totale de la composante non résidentielle, est en diminution dans 13 des 17 régions du Québec. Malgré la baisse annuelle généralisée, seulement six régions se retrouvent en 2009 en deçà de la moyenne sur cinq ans. Parmi les trois régions dominantes en valeur des permis de bâtir commerciaux (Montérégie, Montréal, Capitale-Nationale), seule la région de la Capitale-Nationale augmente en variation annuelle (+ 30,7 %), soit la deuxième plus forte hausse de ce secteur dans la province derrière la Côte-Nord (+ 82,2 %).

Au niveau institutionnel et gouvernemental, la hausse de 3,3 % pour le Québec ne se reflète pas dans la majorité des régions. De fortes croissances à Laval (+ 323,3 %), dans Lanaudière (+ 127,2 %), ainsi que des hausses dans la Montérégie (+ 39,0 %), la Côte-Nord (+ 22,7 %) et à Montréal (+ 19,5 %) cachent les baisses de l'ensemble des autres régions. La composante institutionnelle et gouvernementale ne représente toutefois que 9,3 % du total des permis émis.

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2005-2009	Variation 2009/2008
			k$				%
Bas-Saint-Laurent	**214 347**	**194 773**	**223 436**	**269 356**	**334 491**	**247 281**	**24,2**
Résidentiel	100 168	107 254	137 527	149 827	189 780	136 911	26,7
Non résidentiel	114 179	87 519	85 909	119 529	144 711	110 369	21,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**270 740**	**316 434**	**351 731**	**582 144**	**408 444**	**385 899**	**– 29,8**
Résidentiel	154 529	168 903	220 696	264 843	254 750	212 744	– 3,8
Non résidentiel	116 211	147 531	131 035	317 301	153 694	173 154	– 51,6
Capitale-Nationale	**1 010 889**	**1 041 897**	**1 341 382**	**1 412 717**	**1 610 246**	**1 283 426**	**14,0**
Résidentiel	720 369	585 506	754 328	823 528	1 025 424	781 831	24,5
Non résidentiel	290 520	456 391	587 054	589 189	584 822	501 595	– 0,7
Mauricie	**300 607**	**374 033**	**420 846**	**435 536**	**414 069**	**389 018**	**– 4,9**
Résidentiel	194 243	217 899	248 151	250 121	261 877	234 458	4,7
Non résidentiel	106 364	156 134	172 695	185 415	152 192	154 560	– 17,9
Estrie	**441 075**	**517 146**	**410 589**	**507 414**	**504 383**	**476 121**	**– 0,6**
Résidentiel	307 436	312 065	304 619	343 625	363 380	326 225	5,7
Non résidentiel	133 639	205 081	105 970	163 789	141 003	149 896	– 13,9
Montréal	**2 096 353**	**2 157 621**	**2 183 142**	**2 056 607**	**2 001 377**	**2 099 020**	**– 2,7**
Résidentiel	1 180 520	1 100 093	1 032 830	1 015 916	940 616	1 053 995	– 7,4
Non résidentiel	915 833	1 057 528	1 150 312	1 040 691	1 060 761	1 045 025	1,9
Outaouais	**465 145**	**570 526**	**659 732**	**695 065**	**551 561**	**588 406**	**– 20,6**
Résidentiel	355 402	457 173	492 281	453 307	411 557	433 944	– 9,2
Non résidentiel	109 743	113 353	167 451	241 758	140 004	154 462	– 42,1
Abitibi-Témiscamingue	**92 452**	**104 928**	**155 324**	**216 677**	**288 950**	**171 666**	**33,4**
Résidentiel	52 684	58 429	89 392	114 740	120 501	87 149	5,0
Non résidentiel	39 768	46 499	65 932	101 937	168 449	84 517	65,2
Côte-Nord	**63 850**	**70 571**	**93 353**	**105 464**	**146 898**	**96 027**	**39,3**
Résidentiel	33 067	39 730	50 636	59 329	84 278	53 408	42,1
Non résidentiel	30 783	30 841	42 717	46 135	62 620	42 619	35,7
Nord-du-Québec	**17 593**	**9 135**	**30 625**	**26 302**	**25 654**	**21 862**	**– 2,5**
Résidentiel	5 534	5 413	11 310	10 307	11 904	8 894	15,5
Non résidentiel	12 059	3 722	19 315	15 995	13 750	12 968	– 14,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**85 937**	**73 708**	**85 135**	**119 454**	**108 346**	**94 516**	**– 9,3**
Résidentiel	41 272	51 887	55 094	70 860	61 651	56 153	– 13,0
Non résidentiel	44 665	21 821	30 041	48 594	46 695	38 363	– 3,9
Chaudière-Appalaches	**530 701**	**505 571**	**553 442**	**645 349**	**586 003**	**564 213**	**– 9,2**
Résidentiel	333 597	321 385	353 513	403 624	393 962	361 216	– 2,4
Non résidentiel	197 104	184 186	199 929	241 725	192 041	202 997	– 20,6
Laval	**795 518**	**762 536**	**935 212**	**999 687**	**838 810**	**866 353**	**– 16,1**
Résidentiel	625 030	543 162	610 167	748 274	598 543	625 035	– 20,0
Non résidentiel	170 488	219 374	325 045	251 413	240 267	241 317	– 4,4
Lanaudière	**907 800**	**972 069**	**967 274**	**951 907**	**848 419**	**929 494**	**– 10,9**
Résidentiel	788 536	763 505	764 854	780 438	671 249	753 716	– 14,0
Non résidentiel	119 264	208 564	202 420	171 469	177 170	175 777	3,3
Laurentides	**1 228 052**	**1 362 038**	**1 378 482**	**1 499 046**	**1 239 605**	**1 341 445**	**– 17,3**
Résidentiel	1 021 911	1 076 623	1 141 436	1 147 734	951 685	1 067 878	– 17,1
Non résidentiel	206 141	285 415	237 046	351 312	287 920	273 567	– 18,0
Montérégie	**2 466 206**	**2 515 252**	**2 846 744**	**2 924 483**	**2 683 269**	**2 687 191**	**– 8,2**
Résidentiel	1 782 381	1 753 456	1 939 335	2 056 907	1 837 042	1 873 824	– 10,7
Non résidentiel	683 825	761 796	907 409	867 576	846 227	813 367	– 2,5
Centre-du-Québec	**300 717**	**330 094**	**336 905**	**359 474**	**339 174**	**333 273**	**– 5,6**
Résidentiel	189 119	217 011	209 931	218 249	228 369	212 536	4,6
Non résidentiel	111 598	113 083	126 974	141 225	110 805	120 737	– 21,5
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**12 575 210**	**– 6,4**
Résidentiel	**7 885 798**	**7 779 494**	**8 416 100**	**8 911 629**	**8 406 568**	**8 279 918**	**– 5,7**
Non résidentiel	**3 402 184**	**4 098 838**	**4 557 254**	**4 895 053**	**4 523 131**	**4 295 292**	**– 7,6**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.2.2

Secteur non résidentiel : valeur des permis de bâtir selon les trois composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	Commerciale			Industrielle			Institutionnelle		
	2009	Moyenne 2005-2009	Variation 2009/2008	2009	Moyenne 2005-2009	Variation 2009/2008	2009	Moyenne 2005-2009	Variation 2009/2008
	k$		%	k$		%	k$		%
Bas-Saint-Laurent	46 453	46 910	– 15,6	64 271	33 572	177,9	33 987	29 887	– 17,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	68 059	57 155	– 0,5	40 009	68 382	– 80,2	45 626	47 617	– 3,0
Capitale-Nationale	448 548	318 131	30,7	37 336	69 015	– 68,1	98 938	114 450	– 23,2
Mauricie	70 378	72 346	– 0,8	26 188	37 881	– 55,0	55 626	44 333	– 1,1
Estrie	62 723	70 782	– 20,9	32 191	33 045	2,6	46 089	46 069	– 13,2
Montréal	623 494	593 685	– 8,2	139 252	150 241	24,6	298 015	301 099	19,5
Outaouais	78 036	92 281	– 44,8	33 474	16 019	364,7	28 494	46 162	– 69,4
Abitibi-Témiscamingue	34 587	30 994	– 12,8	87 573	25 513	867,2	46 289	28 010	– 13,0
Côte-Nord	38 266	22 015	82,2	12 178	9 778	– 19,9	12 176	10 826	22,7
Nord-du-Québec	7 399	5 155	20,2	1 957	3 296	– 55,4	4 394	4 517	– 19,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 296	18 254	– 6,8	5 158	8 222	54,2	18 241	11 888	– 9,9
Chaudière-Appalaches	106 612	100 632	– 0,3	34 441	58 177	– 58,8	50 988	44 188	– 0,4
Laval	121 279	151 967	– 40,2	24 420	41 736	– 6,8	94 568	47 615	323,3
Lanaudière	92 605	92 532	– 18,8	32 636	48 147	– 5,8	51 929	35 099	127,2
Laurentides	164 971	143 523	17,9	61 470	76 098	– 37,5	61 479	53 945	– 45,6
Montérégie	450 115	448 344	– 3,1	157 828	184 224	– 31,9	238 284	180 798	39,0
Centre-du-Québec	52 701	55 951	– 22,6	37 076	41 800	– 17,7	21 028	22 986	– 25,1
Ensemble du Québec	**2 489 522**	**2 320 657**	**– 5,2**	**827 458**	**905 147**	**– 24,9**	**1 206 151**	**1 069 488**	**3,3**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Mines

par Raymond Beullac, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

L'industrie minière est présente dans chacune des dix-sept régions administratives du Québec. Les activités s'articulent autour de deux pôles principaux : l'investissement minier et la production minérale. L'investissement concerne l'ensemble des travaux liés à l'exploration et la mise en valeur d'un dépôt minéral, les travaux d'aménagement nécessaires à sa mise en production, la construction non résidentielle et l'acquisition d'équipement et de machinerie. La production minérale concerne aussi bien les mines de métaux précieux (or, argent) et usuels (cuivre, zinc, nickel) que les minéraux industriels (chrysotile, graphite, mica, tourbe) et les matériaux de construction (sable et gravier, pierre, briques, ciment). Elle inclut aussi certaines substances secondaires (soufre, tellure, sélénium, cadmium) produites dans des fonderies et affineries. Dans le cadre de cette analyse, il est important de noter que les données de 2008 sont finales tandis que celles de 2009 sont de nature provisoire.

L'activité minière au Québec

Malgré un recul des investissements en 2009, le secteur minier québécois se porte toujours bien. Au total, 1 674,4 M$ ont été investis dans le secteur minier, une baisse de 16,8 % par rapport à l'année record 2008, mais un montant similaire à celui observé en 2007. En 2009, trois régions administratives se partagent 93,9 % de l'investissement minier du Québec : l'Abitibi-Témiscamingue (39,5 %), le Nord-du-Québec (30,3 %) et la Côte-Nord (24,2 %). Elles occupent aussi une place prépondérante dans la production minérale : leur apport conjoint représente 62,2 % de la valeur des livraisons minérales. À ce groupe s'ajoute la Montérégie qui détient la deuxième place en termes de valeur des expéditions grâce à la présence d'usines de transformation (scories de titane, fer de refonte, zinc, mica).

L'activité minière dans les régions administratives

En 2009, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le premier rang pour l'investissement minier au Québec avec 660,7 M$, ce qui correspond à 39,5 % du total. C'est une croissance de 8,6 % par rapport à 2008, grâce notamment à l'aménagement de nouvelles mines d'or. La région occupe le 4e rang pour les expéditions minérales, soit 900,3 M$ correspondant à 14,4 % du total du Québec, en hausse de 8,6 % par rapport à 2008.

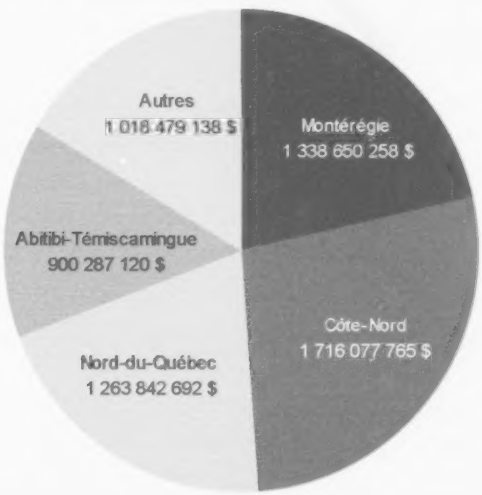
La principale substance exploitée demeure l'or avec des livraisons totalisant 655,2 M$, ce qui représente 72,8 % des livraisons minérales de la région et 66,5 % de la production québécoise de l'or. Le zinc occupe la deuxième place avec des livraisons de 114,6 M$ (12,7 %). Les autres substances d'importance exploitées incluent l'argent (accompagnant l'or), le cuivre et le soufre provenant de la fonderie Horne. En 2009, la région comptait huit mines d'or, une usine de traitement aurifère (Camflo), une fonderie de cuivre (Horne), deux carrières de pierre et huit sablières. En début de 2010, deux usines de traitement aurifère ont été remises en activité : l'usine Beacon (Northern Star Mining) et l'usine Aurbel (Corporation minière Alexis). Au cours des deux prochaines années, cinq nouvelles mines d'or devraient voir le jour : Lamaque (Century Mining), Canadian Malartic (Corporation minière Osisko), Westwood (Gestion Iamgold-Québec), Francoeur (Mines Richmont) et Lac Pelletier (Corporation minière Alexis).

La Côte-Nord occupe en 2009 le deuxième rang pour l'investissement minier au Québec avec 507,7 M$, ce qui correspond à 30,3 % du total. Par rapport à 2008, l'investissement minier a connu une hausse de 22,8 % grâce en particulier aux travaux d'aménagement de la mine de fer du lac Bloom qui a commencé sa production de concentrés en décembre. Le minerai est acheminé par voie ferrée à ses installations portuaires de Sept-Îles. Grâce à la remontée du prix du fer en 2009, la région occupe le premier rang pour les livraisons minérales : 1 716,1 M$, soit 27,5 % du total du Québec. C'est une hausse de près de 21,7 % par rapport à 2008. En 2009, deux mines étaient en production : la mine de fer du Mont-Wright de la société indienne ArcellorMittal Mines Canada et la mine d'ilménite Tio de QIT-Fer et Titane. Pour cette dernière, seules les ventes d'ilménite sont comptabilisées ici et la production de scorie de titane et de fer de refonte est rapportée en Montérégie.

Le Nord-du-Québec occupe quant à lui le troisième rang pour l'investissement minier au Québec en 2009 avec 404,6 M$, ce qui correspond à 24,2 % du total. En 2008, la région occupait la première position avec une somme de 891,3 M$. Ce recul est en bonne partie attribuée à la baisse marquée des métaux usuels (nickel, cuivre). La région occupe le 3e rang pour ce qui est de la valeur des expéditions, soit 1 263,8 M$ correspondant à 20,3 % du total du Québec, en baisse de 3,7% par rapport à 2008. Les livraisons minérales du Nord-du-Québec sont diversifiées avec la production du nickel, de l'or, du zinc, du cuivre, du cobalt et des platinoïdes provenant d'une mine de nickel, une mine de zinc et quatre mines d'or. Au cours des prochaines années, la base minérale de la région pourrait encore être davantage variée avec la mise en production d'une mine de diamants et d'une mine d'uranium.

Finalement, la Montérégie occupe la deuxième place pour la valeur des livraisons minérales grâce à la présence de deux usines de première transformation traitant de l'ilménite (QIT-Fer-et-Titane) et du concentré de zinc (CEZinc) et un producteur de ciment. C'est aussi la région la plus importante pour la production de pierre avec le tiers des livraisons québécoises. La valeur des expéditions de la région est de 1 338,7 M$ correspondant à 21,5 % du total du Québec. C'est une baisse de 16,8 % par rapport à 2008 et qui s'explique en partie par une diminution des revenus de QIT-Fer-et-Titane.

Figure 8.1
Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2009



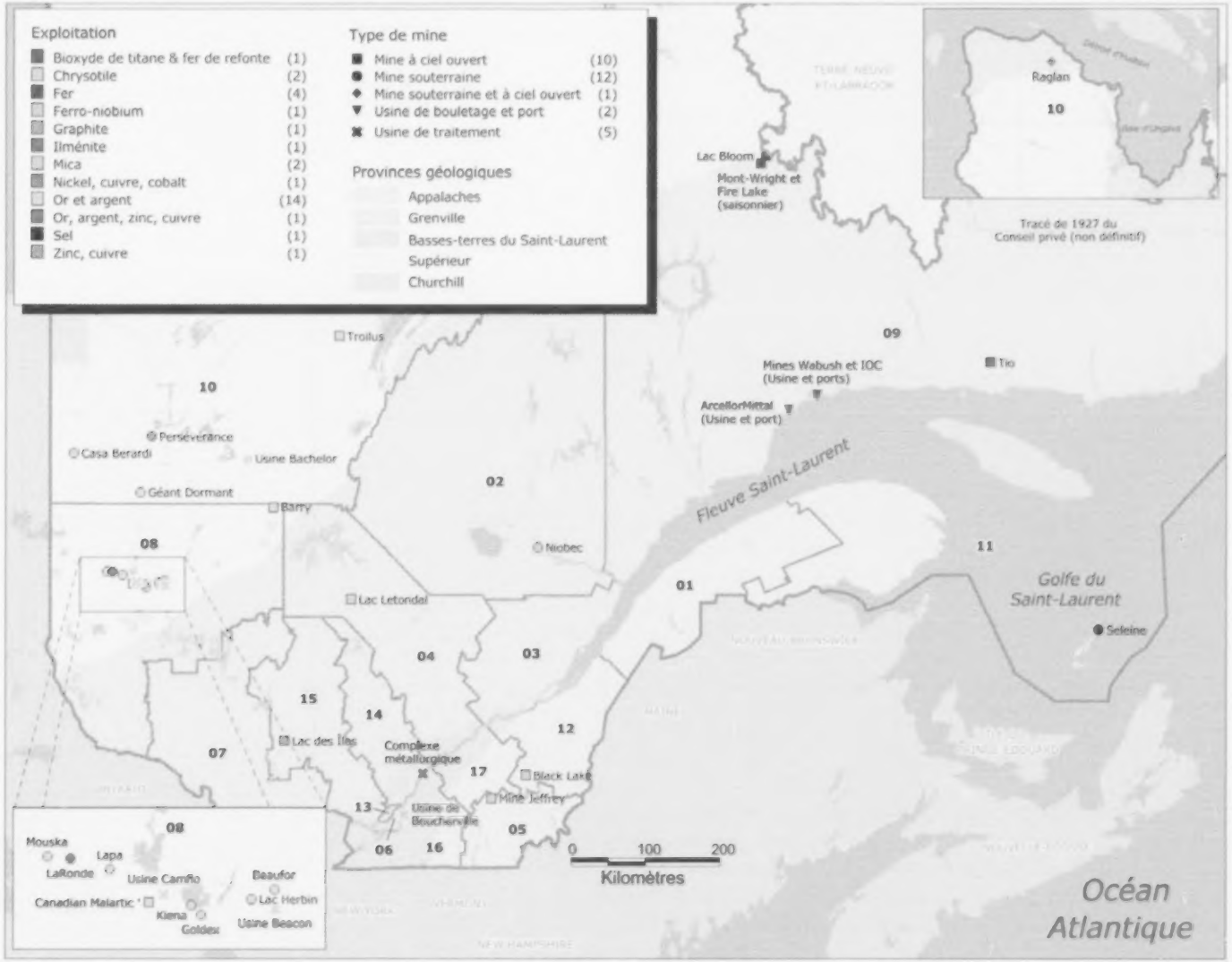
Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

L'emploi dans le secteur minier

Le nombre d'emplois attribués au secteur minier dans la Montérégie, soit 2 864, est le plus élevé de toutes les régions québécoises, et ce, malgré une baisse de 10,7 % par rapport à 2008 due à l'arrêt de deux mois des activités de QIT-Fer-et-Titane. La Côte-Nord se classe au deuxième rang avec 2 778 emplois dans le secteur minier en 2009. Il s'agit d'une diminution de 7,4 % par rapport à l'année précédente. Pour sa part, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le troisième rang provincial avec 2 577 emplois, incluant ceux de la fonderie Horne, et la diminution par rapport à 2008 est relativement faible (– 1,8 %). Enfin, pour ce qui est du Nord-du-Québec, la région atteint 1 426 emplois dans le secteur minier, en baisse de 6,6 % en 2009.

Carte 8.1

Mines métalliques et minéraux industriels en exploitation, régions administratives, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Tableau 8.1

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives du Québec, 2008-2009

	Unité	Quantité		Valeur	
		2008	2009[p]	2008	2009[p]
Bas-Saint-Laurent		...	...	x	x
Tourbe	s[1]	6 090 746	4 879 342	32 478 593 $	26 912 656 $
Chaux	t	x	x	x	x
Pierre	t	232 272	743 062	8 004 043 $	12 674 685 $
Sable et gravier	t	825 197	700 951	3 201 735 $	3 313 762 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	x	x
Niobium	kg	x	x	x	x
Silice	t	x	...	x	...
Tourbe	s[1]	1 043 220	910 184	5 081 334 $	5 196 145 $
Pierre	t	1 566 579	235 325	20 950 661 $	13 307 241 $
Sable et gravier	t	1 964 051	1 469 654	5 192 575 $	6 682 179 $
Capitale-Nationale		...	...	**166 379 590 $**	**149 505 999 $**
Silice	t	x	x	x	x
Tourbe	s[1]	x	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	x
Pierre	t	5 695 888	6 202 868	51 444 167 $	53 274 603 $
Sable et gravier	t	2 303 653	1 244 162	10 075 143 $	7 414 147 $
Mauricie		...	...	**34 886 255 $**	**20 093 703 $**
Mica	t	x	x	x	x
Silice	t	x	x	x	x
Pierre	t	1 363 623	551 517	11 545 292 $	5 347 925 $
Sable et gravier	t	2 232 167	964 491	12 297 197 $	5 332 778 $
Estrie		...	...	**61 898 256 $**	**73 418 430 $**
Amiante	t	x	x	x	x
Chaux	t	x	x	x	x
Pierre	t	1 673 823	2 713 676	19 634 577 $	27 929 157 $
Sable et gravier	t	872 176	1 476 267	3 441 881 $	6 767 254 $
Montréal		...	...	x	x
Pierre	t	x	x	x	x
Sable et gravier	t	x	x	x	x
Outaouais		...	...	**24 311 592 $**	**19 726 718 $**
Pierre	t	1 892 521	1 816 328	15 428 422 $	15 451 180 $
Sable et gravier	t	1 765 638	969 316	8 883 170 $	4 275 538 $
Abitibi-Témiscamingue		...	...	**977 054 121 $**	**905 347 253 $**
Antimoine	kg	x	x	x	x
Argent	g	143 301 827	137 027 782	73 665 020 $	73 459 586 $
Bismuth	kg	x	x	x	x
Cadmium	kg	183 500	150 000	1 158 436 $	498 150 $
Cuivre	kg	16 757 942	7 209 585	124 243 382 $	41 643 441 $
Or	g	20 375 204	18 775 153	608 688 843 $	660 159 622 $
Plomb	kg	x	x	x	x
Sélénium	kg	x	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	x
Zinc	kg	70 840 279	62 004 117	141 538 877 $	114 583 608 $
Silice	t	x	x	x	x
Soufre	t	x	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	x
Sable et gravier	t	1 198 336	338 663	6 192 649 $	895 979 $
Côte-Nord		...	...	**1 410 211 647 $**	**1 716 077 765 $**
Fer (minerai)	t	13 358 087	14 500 075	x	x
Ilménite	t	x	x	x	x
Silice	t	x	x	x	x
Tourbe	s[1]	1 430 289	1 397 526	11 124 728 $	10 123 993 $
Pierre	t	517 074	214 609	3 587 058 $	1 803 475 $
Sable et gravier	t	503 937	116 961	2 495 372 $	716 822 $

Tableau 8.1 (suite)

Volume et valeur des expéditions minérales, régions administratives du Québec, 2008-2009

	Unité	Quantité		Valeur	
		2008	2009[p]	2008	2009[p]
Nord-du-Québec		...	...	**1 164 413 950 $**	**1 258 782 559 $**
Argent	g	21 023 366	23 083 917	10 807 166 $	12 375 126 $
Cobalt	kg	x	x	x	x
Cuivre	kg	20 458 831	22 370 013	151 681 773 $	129 209 195 $
Nickel	kg	21 706 797	27 181 274	503 706 224 $	462 271 927 $
Or	g	7 228 266	9 237 506	215 937 217 $	324 809 185 $
Palladium	g	x	x	x	x
Platine	g	x	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	x
Zinc	kg	93 919 156	139 684 940	187 650 474 $	258 137 769 $
Pierre	t	x	x	x	x
Sable et gravier	t	106 303	879 077	293 515 $	2 576 142 $
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	x	x
Sel	t	x	x	x	x
Pierre	t	451 766	390 000	4 097 802 $	3 896 898 $
Sable et gravier	t	353 411	253 548	1 305 804 $	1 125 213 $
Chaudière-Appalaches		...	...	**76 844 468 $**	**87 010 389 $**
Amiante	t	x	x	x	x
Silice	t	x	x	x	x
Talc	t	x	x	x	x
Tourbe	s[1]	157 872	136 570	377 752 $	346 231 $
Pierre	t	1 835 369	2 538 249	12 012 015 $	19 327 593 $
Sable et gravier	t	1 866 156	1 808 006	8 748 637 $	9 893 865 $
Laval		...	...	**23 237 020 $**	**35 495 023 $**
Pierre	t	2 422 975	3 935 590	23 237 020 $	35 495 023 $
Lanaudière		...	...	**196 525 677 $**	**196 393 453 $**
Chaux	t	x	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	x
Pierre	t	1 722 728	2 567 249	13 143 170 $	23 893 678 $
Sable et gravier	t	2 733 258	2 438 950	10 687 808 $	9 203 677 $
Laurentides		...	...	**86 738 382 $**	**73 499 559 $**
Graphite	t	x	x	x	x
Silice	t	x	x	x	x
Pierre	t	4 873 411	4 399 705	50 172 602 $	43 966 740 $
Sable et gravier	t	2 246 457	1 671 397	17 072 118 $	13 815 819 $
Montérégie		...	...	**1 609 672 421 $**	**1 338 650 258 $**
Cadmium	kg	27 162	69 737	171 473 $	231 597 $
Fer de refonte	t	x	x	x	x
Silice	t	141 753	89 644	3 117 763 $	3 319 654 $
Soufre	t	x	x	x	x
Titane (bioxide)	t	x	x	x	x
Chaux	t	x	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	x
Pierre	t	14 214 356	14 329 962	141 077 025 $	143 725 970 $
Produits d'argile	brique	x	x	x	x
Sable et gravier	t	1 665 969	3 306 506	8 275 809 $	18 961 450 $
Centre-du-Québec		...	...	**35 918 003 $**	**26 586 485 $**
Sel de saumure	t	x	x	x	x
Tourbe	s[1]	x	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	x
Pierre	t	2 249 981	867 932	19 206 548 $	7 221 402 $
Sable et gravier	t	406 195	188 557	1 043 669 $	346 691 $

1. Sac de 170 dm^3 (6 $pi.^3$).

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Tableau 8.2

Emploi et rémunération dans le secteur minier, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009

	Unité	2008	2009[p]	Variation[1] 2009/2008
Bas-Saint-Laurent				
Emploi	Personne– année	427	387	– 9,4
Salaire annuel moyen	$	35 888	27 642	– 23,0
Taux horaire	$	19,09	18,83	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean				
Emploi	Personne-année	450	609	35,3
Salaire annuel moyen	$	65 766	54 900	– 16,5
Taux horaire	$	30,30	29,85	– 1,5
Capitale-Nationale				
Emploi	Personne-année	517	487	– 5,8
Salaire annuel moyen	$	48 325	48 691	0,8
Taux horaire	$	24,39	25,65	5,2
Mauricie				
Emploi	Personne-année	109	81	– 25,7
Salaire annuel moyen	$	44 823	30 891	– 31,1
Taux horaire	$	23,73	23,56	– 0,7
Estrie				
Emploi	Personne-année	258	365	41,5
Salaire annuel moyen	$	58 924	45 088	– 23,5
Taux horaire	$	26,03	25,53	– 1,9
Montréal				
Emploi	Personne-année	x	584	...
Salaire annuel moyen	$	x	87 944	...
Taux horaire	$	x	51,18	...
Outaouais				
Emploi	Personne-année	63	76	20,6
Salaire annuel moyen	$	43 760	33 173	– 24,2
Taux horaire	$	19,27	19,32	0,3
Abitibi-Témiscamingue				
Emploi	Personne-année	2 628	2 577	– 1,9
Salaire annuel moyen	$	80 246	87 405	8,9
Taux horaire	$	38,53	42,85	11,2
Côte-Nord				
Emploi	Personne-année	3 000	2 778	– 7,4
Salaire annuel moyen	$	84 810	73 986	– 12,8
Taux horaire	$	39,49	42,31	7,1
Nord-du-Québec				
Emploi	Personne-année	1 527	1 426	– 6,6
Salaire annuel moyen	$	100 141	91 060	– 9,1
Taux horaire	$	47,96	47,26	– 1,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine				
Emploi	Personne-année	187	215	15,0
Salaire annuel moyen	$	50 360	46 147	– 8,4
Taux horaire	$	24,93	25,63	2,8
Chaudière-Appalaches				
Emploi	Personne-année	476	509	6,9
Salaire annuel moyen	$	41 299	37 013	– 10,4
Taux horaire	$	20,81	18,34	– 11,9

Tableau 8.2 (suite)

Emploi et rémunération dans le secteur minier, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2009

	Unité	2008	2009[p]	Variation[1] 2009/2008
Laval				
Emploi	Personne-année	x	73	...
Salaire annuel moyen	$	x	75 342	...
Taux horaire	$	x	30,99	...
Lanaudière				
Emploi	Personne-année	403	204	– 49,4
Salaire annuel moyen	$	64 315	52 655	– 18,1
Taux horaire	$	33,48	27,73	– 17,2
Laurentides				
Emploi	Personne-année	328	318	– 3,0
Salaire annuel moyen	$	51 970	42 834	– 17,6
Taux horaire	$	21,91	22,36	2,1
Montérégie				
Emploi	Personne-année	3 286	2 864	– 10,7
Salaire annuel moyen	$	66 400	64 776	– 2,5
Taux horaire	$	37,51	36,50	– 2,7
Centre-du-Québec				
Emploi	Personne-année	175	192	9,7
Salaire annuel moyen	$	41 527	28 746	– 30,8
Taux horaire	$	21,12	19,07	– 10,5
Ensemble du Québec				
Emploi	Personne-année	15 148	14 495	– 4,3
Salaire annuel moyen	$	72 410	68 933	– 4,8
Taux horaire	$	35,68	36,93	3,5

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

9. Ressources humaines en science et technologie

par Christine Lessard, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie et la main-d'œuvre en science et technologie sont des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans. Notez que les données de l'Enquête sur la population active, utilisées dans cet article, ne se comparent pas à celles du Recensement de la population.

Au Québec, en 2009, selon l'Enquête sur la population active, 1 239 300 personnes de 25 à 64 ans occupent un emploi en science et technologie (ST), soit 38,4 % des personnes du même groupe d'âge qui occupent un emploi (tableau 9.1). De 2004 à 2009, l'emploi en ST a augmenté de 19,5 %, l'accroissement étant de 4,5 % depuis 2008.

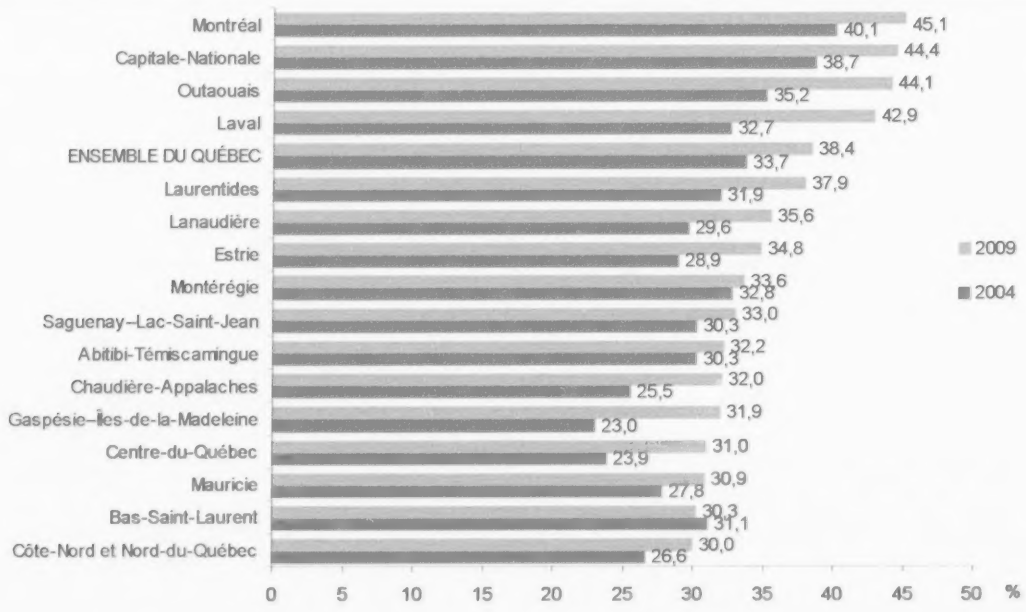
Concentration dans Montréal et les régions adjacentes

Plus de six personnes sur dix (63,1 %) qui occupent un emploi en ST habitent la région de Montréal (28,4 %) ou l'une des régions adjacentes, soit celles de Laval (5,7 %), de Lanaudière (5,7 % également), des Laurentides (6,9 %) et de la Montérégie (16,4 %); deux sur dix (20,6 %) habitent soit la Capitale-Nationale (10,4 %), Chaudière-Appalaches (4,4 %) ou l'Outaouais (5,8 %) tandis que toutes les autres habitent l'une ou l'autre des neuf régions administratives restantes.

Plus de quatre personnes de 25 à 64 ans sur dix qui occupent un emploi dans les régions de Montréal (45,1 %), de la Capitale-Nationale (44,4 %), de l'Outaouais (44,1 %) et de Laval (42,9 %) occupent un emploi en ST. Dans la région des Laurentides (37,9 %), la proportion avoisine celle qu'on observe dans l'ensemble du Québec (38,4 %). Ailleurs au Québec, la part de l'emploi en ST dans l'emploi des 25-64 ans varie de 30,0 % dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies, à 35,6 % dans la région de Lanaudière.

Figure 9.1

Emploi en science et technologie en pourcentage de l'emploi des 25-64 ans, régions administratives et ensemble du Québec, 2004 et 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2004 à 2009, dans l'ensemble du Québec, la part de l'emploi en ST chez les 25-64 ans a gagné 4,7 points de pourcentage (de 33,7 % à 38,4 %) (figure 9.1). On note également un gain dans toutes les régions administratives, sauf celle du Bas-Saint-Laurent où la part de l'emploi en ST recule légèrement (– 0,8 point) au cours de la période.

Prédominance des femmes en science et technologie

Dans l'ensemble du Québec et dans toutes les régions administratives sans exception, la majorité des personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en ST sont des femmes (tableau 9.2). Ainsi, à l'échelle du Québec, les femmes représentent 58,5 % de la main-d'œuvre en ST; leur présence est spécialement marquée dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies (69,8 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (68,7 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (64,8 %), du Centre-du-Québec (64,5 %) et du Bas-Saint-Laurent (64,4 %). À l'opposé, les régions de Montréal (54,6 %) et de la Capitale-Nationale (55,8 %) se démarquent avec une moindre présence des femmes parmi les personnes de 25-64 ans qui occupent un emploi en ST.

L'emploi en ST représente une part plus grande de l'emploi des femmes que de l'emploi des hommes. Ainsi, à l'échelle du Québec, 46,6 % des femmes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi, comparativement à 30,8 % des hommes du même âge, occupent un emploi en ST (tableau 9.3). Dans quatre régions du Québec, la part de l'emploi en ST chez les femmes excède les 50,0 % : dans l'Outaouais (52,6 %), dans la région de Montréal (50,6 %), dans celle de Laval (50,1 %) et dans la Capitale-Nationale (50,2 %). C'est également dans ces régions que la part de l'emploi en ST chez les hommes est la plus élevée (35,4 %, 39,9 %, 35,8 % et 38,7 % respectivement).

Chez les femmes de 25 à 64 ans, la part de l'emploi en ST est nettement plus faible, mais dépasse tout de même les 40,0 %, dans les régions du Bas-Saint-Laurent (40,4 %) et de Chaudière-Appalaches (40,4 % également) et dans le Centre-du-Québec (41,6 %). Chez les hommes du même âge, la part de l'emploi en ST n'est que de 17,4 % dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies, tandis qu'elle avoisine les 20,0 % dans les régions du Bas-Saint-Laurent (20,8 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (20,8 % également), de la Mauricie (21,1 %), du Centre-du-Québec (21,2 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (21,5 %).

Plus de la moitié des personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en science et technologie au Québec travaillent dans trois industries : celles des soins de santé et de l'assistance sociale (26,0 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (15,6 %) et des services d'enseignement (14,8 %). La main-d'œuvre en science et technologie est en majorité féminine dans les soins de santé et l'assistance sociale (84,2 %) et dans les services d'enseignement (65,9 %), ce qui explique la forte présence des femmes au sein de la main-d'œuvre en science et technologie en général. La présence de ces deux industries à prédominance féminine dans toutes les régions administratives du Québec explique à son tour la répartition différenciée selon le sexe de la main-d'œuvre québécoise en science et technologie.

Une majorité a moins de 45 ans

Quelle que soit la région du Québec, la majorité des personnes de 25 à 64 ans qui occupent un emploi en ST sont âgées de moins de 45 ans (tableau 9.2). La main-d'œuvre en ST est particulièrement « jeune » dans les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec réunies, de l'Outaouais, de Montréal et de Lanaudière, où la part des 25-44 ans parmi les personnes qui occupent un emploi en ST dépasse les 60,0 %. Dans plusieurs autres régions, cette part avoisine celle qu'on observe à l'échelle du Québec (58,2 %). Toutefois, les 25-44 ans représentent juste un peu plus de la moitié de la main-d'œuvre en ST dans le Bas-Saint-Laurent (51,3 %), en Estrie (52,3 %), dans la région de Laval (52,8 %) et dans la région des Laurentides (53,3 %).

Tableau 9.1

Personnes qui occupent un emploi en science et technologie, régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2009

	Emploi en science et technologie (25-64 ans)							Emploi des 25-64 ans
	2004	2005	2006	2007	2008	2009		2009
	k					k	%	en % de l'emploi des 25-64 ans	k
Bas-Saint-Laurent	24,9	19,9	21,2	24,3	23,5	23,6	1,9	30,3	77,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	30,8	29,3	32,0	33,9	34,8	32,8	2,6	33,0	99,3
Capitale-Nationale	106,9	117,7	116,6	129,4	127,7	129,1	10,4	44,4	290,9
Mauricie	26,5	29,4	26,8	30,9	30,9	29,0	2,3	30,9	93,9
Estrie	34,3	39,0	40,6	40,3	41,1	45,3	3,7	34,8	130,2
Montréal	304,5	320,8	346,4	327,2	349,9	351,4	28,4	45,1	778,6
Outaouais	50,9	57,5	62,5	64,8	69,9	72,0	5,8	44,1	163,2
Abitibi-Témiscamingue	17,2	19,8	18,9	18,2	18,0	17,6	1,4	32,2	54,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	12,1	12,5	11,9	10,5	11,7	12,6	1,0	30,0	42,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,7	8,6	8,6	9,6	10,6	9,9	0,8	31,9	31,0
Chaudière-Appalaches	43,0	48,1	49,9	54,2	51,8	54,6	4,4	32,0	170,4
Laval	48,6	51,6	59,0	67,7	66,5	70,6	5,7	42,9	164,5
Lanaudière	50,8	57,2	57,4	60,2	58,7	70,4	5,7	35,6	197,5
Laurentides	70,0	69,3	71,2	80,7	71,2	86,1	6,9	37,9	227,2
Montérégie	188,0	194,2	209,3	213,0	192,1	203,6	16,4	33,6	605,8
Centre-du-Québec	21,7	24,9	27,0	30,4	31,0	30,7	2,5	31,0	99,1
Ensemble du Québec	**1 036,8**	**1 100,0**	**1 159,4**	**1 195,1**	**1 189,0**	**1 239,3**	**100,0**	**38,4**	**3 226,0**

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.2

Personnes qui occupent un emploi en science et technologie selon le sexe et le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	Emploi en science et technologie (25-64 ans)				
	Total	Hommes	Femmes	25-44 ans	45-64 ans
	k	%			
Bas-Saint-Laurent	23,6	35,6	64,4	51,3	49,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	32,8	39,6	60,4	54,6	45,1
Capitale-Nationale	129,1	44,2	55,8	57,6	42,4
Mauricie	29,0	36,6	63,4	54,1	45,9
Estrie	45,3	41,1	58,7	52,3	47,7
Montréal	351,4	45,4	54,6	61,7	38,3
Outaouais	72,0	39,7	60,3	61,9	38,2
Abitibi-Témiscamingue	17,6	36,4	64,8	56,3	44,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	12,6	30,2	69,8	63,5	36,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9,9	31,3	68,7	56,6	43,4
Chaudière-Appalaches	54,6	41,0	59,0	57,9	42,3
Laval	70,6	41,8	58,4	52,8	47,2
Lanaudière	70,4	36,5	63,4	61,1	38,9
Laurentides	86,1	40,1	59,9	53,3	46,6
Montérégie	203,6	40,1	59,9	57,8	42,2
Centre-du-Québec	30,7	35,5	64,5	56,0	43,6
Ensemble du Québec	**1 239,3**	**41,5**	**58,5**	**58,2**	**41,8**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas toujours la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.3

Personnes qui occupent un emploi en science et technologie parmi celles qui occupent un emploi, selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2009

	Hommes			Femmes		
	Emploi des 25-64 ans	Emploi en science et technologie		Emploi des 25-64 ans	Emploi en science et technologie	
	k	k	en % de l'emploi des 25-64 ans	k	k	en % de l'emploi des 25-64 ans
Bas-Saint-Laurent	40,3	8,4	20,8	37,6	15,2	40,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53,4	13,0	24,3	45,9	19,8	43,1
Capitale-Nationale	147,2	57,0	38,7	143,7	72,1	50,2
Mauricie	50,2	10,6	21,1	43,7	18,4	42,1
Estrie	68,9	18,6	27,0	61,2	26,6	43,5
Montréal	399,5	159,4	39,9	379,0	191,9	50,6
Outaouais	80,7	28,6	35,4	82,5	43,4	52,6
Abitibi-Témiscamingue	29,7	6,4	21,5	25,1	11,4	45,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	21,9	3,8	17,4	20,1	8,8	43,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14,9	3,1	20,8	16,1	6,8	42,2
Chaudière-Appalaches	90,7	22,4	24,7	79,7	32,2	40,4
Laval	82,3	29,5	35,8	82,2	41,2	50,1
Lanaudière	102,5	25,7	25,1	95,0	44,6	46,9
Laurentides	116,5	34,5	29,6	110,7	51,6	46,6
Montérégie	320,3	81,6	25,5	285,4	121,9	42,7
Centre-du-Québec	51,4	10,9	21,2	47,6	19,8	41,6
Ensemble du Québec	**1 670,7**	**513,9**	**30,8**	**1 555,4**	**725,5**	**46,6**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas toujours la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

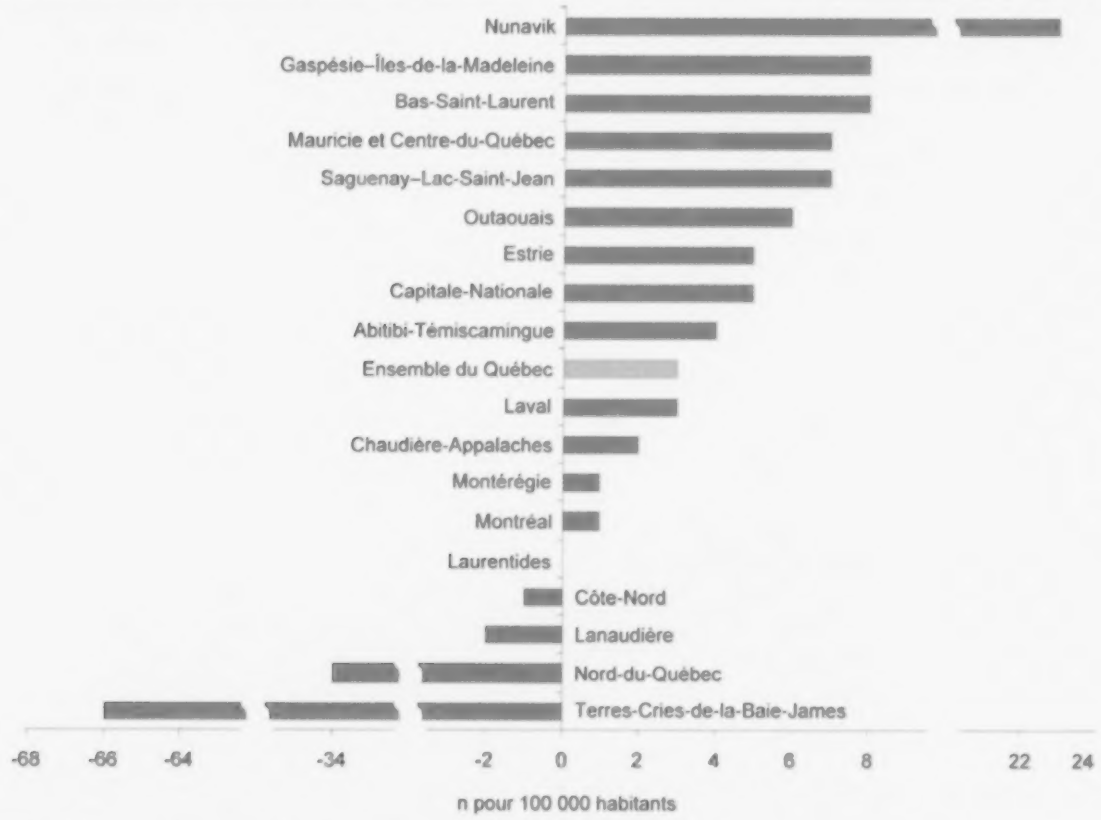
Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires telles que délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005. Il existe deux variations avec le découpage des régions administratives. Pour les régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James. Dans cette section, l'analyse est davantage focalisée sur l'offre de services dans le système de santé au Québec, à savoir le personnel de la santé et les installations sociosanitaires.

Personnel de la santé

En 2008 au Québec, le nombre de médecins a augmenté de 1,7 % et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 3 points), continuité de la croissance uniforme commencée en 1999. La majorité des régions connaissent des variations positives similaires au Québec, à l'exception de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de Lanaudière et des Terres-Cries-de-la-Baie-James où sont observées des diminutions du nombre et du taux de médecins.

Figure 10.1

Variation du nombre de médecins pour 100 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007-2008

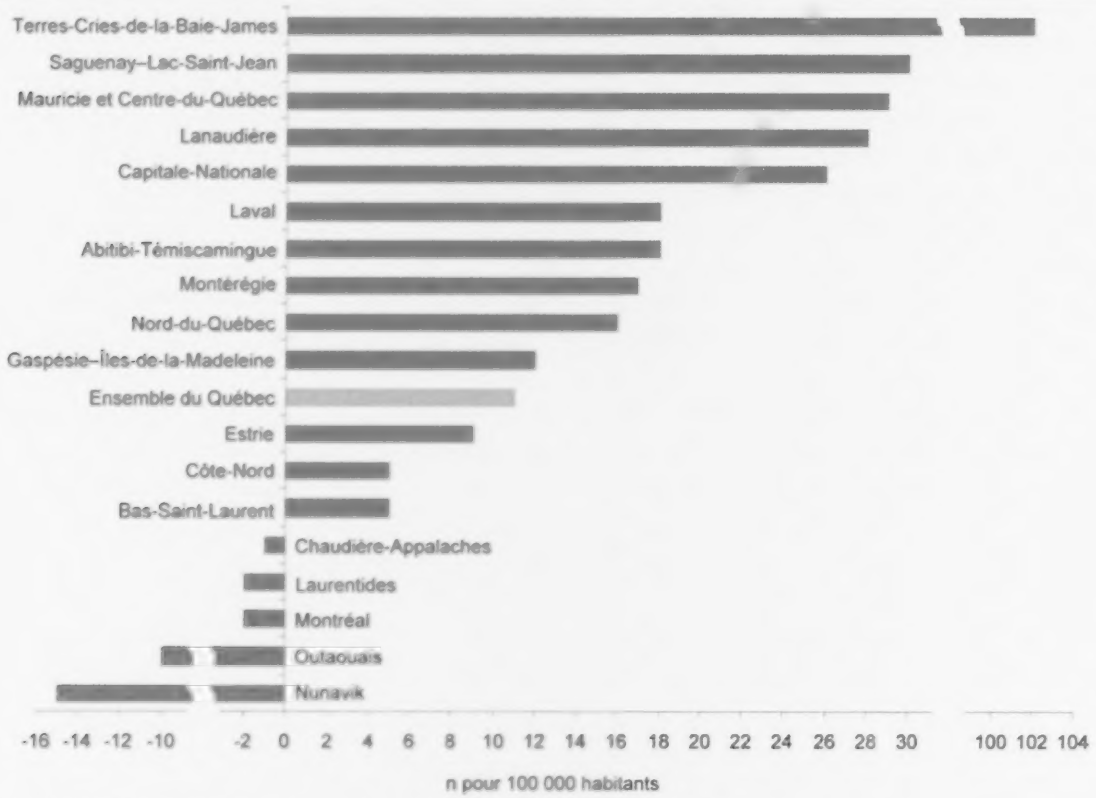


Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Pour ce qui est des chirurgiens-dentistes, ils sont au nombre de 48 pour 100 000 habitants au Québec en 2008 (+ 1 point). La région du Nunavik se démarque par une baisse aussi importante pour le nombre de chirurgiens-dentistes (– 18,2 %) que la hausse qu'elle avait connue en 2007. À l'inverse, les Laurentides connaissent la plus forte augmentation du nombre de chirurgiens-dentistes par rapport à 2007 (+ 8,4 %).

Figure 10.2

Variation du nombre de personnel directement affecté aux soins pour 100 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2006-2007



Note: Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

On enregistre au Québec pour le personnel infirmier une augmentation en 2007 de 1,4 %, ce qui poursuit la tendance positive des quatre dernières années. En 2007, cette croissance est plus évidente chez les infirmiers auxiliaires (+ 4,1 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 2,7 %) que chez les infirmiers puisque leur nombre stagne. Seuls la Côte-Nord, l'Outaouais et le Nord-du-Québec connaissent un recul du nombre de personnel infirmier (– 0,2 %, – 0,5 % et – 1,1 %). Pour 100 000 habitants, on obtient 1 095 personnes directement affectés au soins pour le Québec (+ 11 points par rapport à 2006). Cinq régions se distinguent avec un recul de leur nombre pour 100 000 habitants, notamment l'Outaouais (– 10 points) et le Nunavik (– 15 points). À l'inverse, les Terres-Cries-de-la-Baie-James connaissent une croissance exceptionnelle de 102 points, en lien avec leur hausse de 10,5 % du personnel infirmier, de loin les progressions les plus importantes au Québec.

Installations sociosanitaires

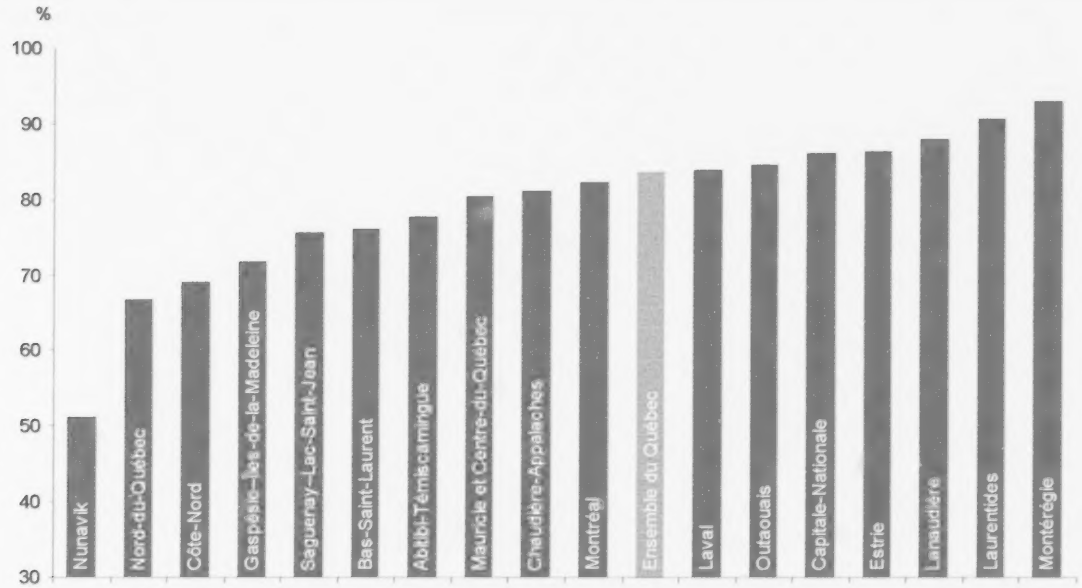
En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés, plus de la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux inférieur à celui de la province en 2007 (83,6 %), notamment le Nunavik avec

51,3 %. À l'inverse, la Montérégie pointe en tête avec 93,0 %. Huit régions ont vu leur taux diminué en 2007, en particulier le Nunavik (– 17,8 points de pourcentage). Au niveau provincial, même si le taux d'occupation a diminué (– 0,5 point), le nombre d'usagers continue d'augmenter (+ 1,0 %). Cette hausse du nombre d'usagers est fortement influencée par les augmentations significatives dans Lanaudière, en Montérégie et en Abitibi-Témiscamingue (+ 8,5 %, + 10,8 % et + 34,8 % respectivement), puisque la majorité des régions sociosanitaires connaît des diminutions, notamment le Bas-Saint-Laurent (– 7,3 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 8,6 %).

Par ailleurs, le nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés stagne au Québec. Le Nord-du-Québec se distingue en connaissant la plus forte diminution du nombre de lits dressés (– 10,5 %), alors que Laval affiche la hausse la plus élevée avec 13,6 %.

Figure 10.3

Taux d'occupation des lits dressés, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007



Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

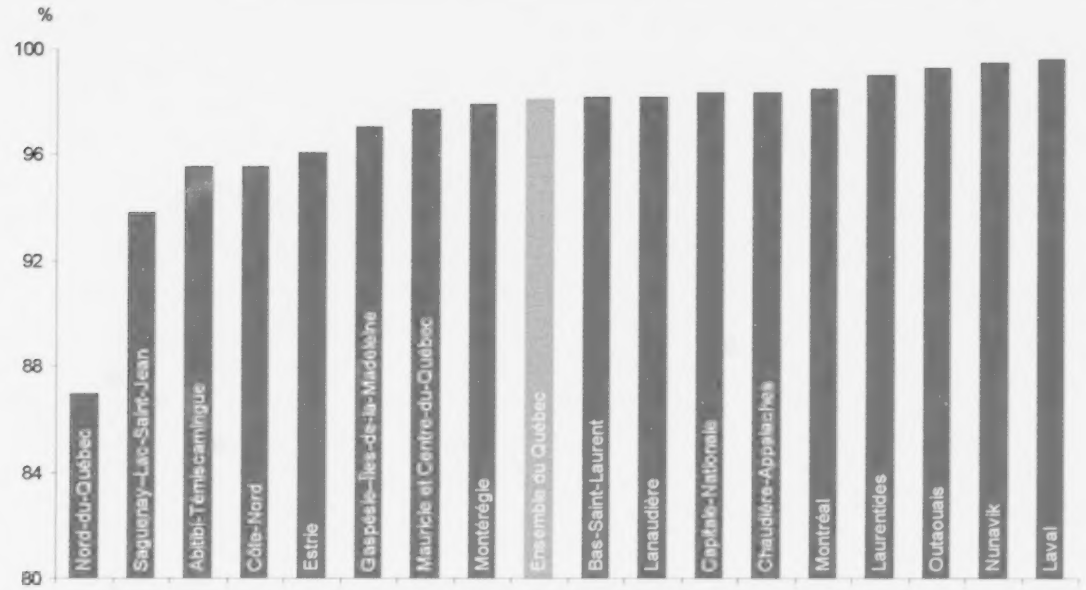
Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Pour la situation dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la moitié des régions sociosanitaires du Québec ont un taux d'occupation des lits dressés supérieur à celui de la province en 2007 (98,1 %), notamment Laval avec 99,6 %. À l'inverse, le taux dans le Nord-du-Québec est nettement inférieur avec 87,0 %. Cinq régions ont vu leur taux diminué en 2007, en particulier le Nord du-Québec (– 3,2 points de pourcentage) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 4,6 points). Au niveau provincial, même si le taux d'occupation a continué d'augmenter (+ 0,3 point), le nombre d'usagers a régressé (– 2,6 %) pour la deuxième fois en trois ans. Cette baisse du nombre d'usagers est influencée par des diminutions dans la majorité des régions sociosanitaires, surtout l'Outaouais (– 14,0 %), ce qui compense les augmentations exceptionnelles du Nord-du-Québec (+ 20,4 %) et du Nunavik (+ 23,5 %).

Également, durant sept des huit dernières années, le nombre de lits dressés a diminué au Québec (– 1,4 % en 2007). Le Bas-Saint-Laurent se distingue avec la diminution la plus importante (– 8,0 %), alors qu'à l'inverse le Nord-du-Québec affiche une augmentation de 12,5 % du nombre de lits dressés.

Figure 10.4

Taux d'occupation des lits dressés, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2007



Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Tableau 10.1

Lits dressés, soins généraux et spécialisés, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007

	Lits dressés					Taux				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	454	443	451	455	465	224	219	224	227	233
Saguenay–Lac-Saint-Jean	673	700	704	718	674	241	253	256	262	247
Capitale-Nationale	1 775	1 720	1 805	1 777	1 754	269	259	271	265	262
Mauricie et Centre-du-Québec	1 006	1 045	1 036	1 001	986	208	216	214	207	203
Estrie	682	682	681	676	676	230	228	226	223	222
Montréal	5 784	5 772	5 714	5 654	5 731	310	308	304	298	300
Outaouais	472	488	522	532	506	142	144	153	154	145
Abitibi-Témiscamingue	299	301	300	299	300	205	208	209	209	211
Côte-Nord	231	220	218	225	205	237	228	228	237	218
Nord-du-Québec	38	38	38	38	34	238	242	248	253	232
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	252	255	257	242	229	260	265	269	256	244
Chaudière-Appalaches	498	498	496	528	532	127	127	126	134	134
Laval	532	538	538	544	618	148	149	147	148	167
Lanaudière	476	537	522	484	514	117	130	126	115	122
Laurentides	752	733	725	723	711	154	147	143	141	137
Montérégie	1 821	1 828	1 791	1 794	1 759	136	136	132	131	128
Nunavik	40	17	..	15	15	395	166	..	143	141
Ensemble du Québec	**15 785**	**15 815**	**15 798**	**15 705**	**15 709**	**211**	**210**	**209**	**207**	**206**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Tableau 10.2

Lits dressés, hébergement et soins de longue durée, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007

	Lits dressés					Taux				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	1 342	1 316	1 347	1 345	1 238	662	652	669	671	620
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 311	1 282	1 290	1 285	1 351	470	463	468	469	494
Capitale-Nationale	4 351	4 313	4 185	4 118	4 068	659	649	627	615	606
Mauricie et Centre-du-Québec	2 765	2 751	2 745	2 743	2 724	572	568	567	566	562
Estrie	1 671	1 664	1 604	1 574	1 588	564	557	533	520	521
Montréal	14 390	14 325	14 461	14 361	13 938	771	765	768	758	730
Outaouais	1 407	1 420	1 378	1 340	1 372	422	420	403	388	394
Abitibi-Témiscamingue	694	726	719	720	725	475	501	500	504	510
Côte-Nord	395	406	436	427	442	405	421	456	450	469
Nord-du-Québec	32	32	32	32	36	200	204	209	213	246
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	633	636	617	611	588	652	660	646	645	627
Chaudière-Appalaches	2 232	2 230	2 165	2 209	2 104	568	566	549	559	532
Laval	1 444	1 447	1 460	1 452	1 450	403	399	399	394	391
Lanaudière	1 656	1 599	1 667	1 712	1 763	407	388	401	408	418
Laurentides	1 880	1 899	1 900	1 901	1 905	384	381	376	371	368
Montérégie	5 474	5 396	5 439	5 371	5 350	410	401	401	394	390
Nunavik	10	25	25	10	10	99	244	241	95	94
Ensemble du Québec	**41 687**	**41 467**	**41 470**	**41 211**	**40 652**	**557**	**551**	**548**	**542**	**532**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Tableau 10.3

Médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2008

	Médecins					Taux				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	422	423	432	450	464	209	210	216	225	233
Saguenay–Lac-Saint-Jean	477	486	500	498	515	172	176	182	182	189
Capitale-Nationale	1 847	1 892	1 906	1 938	1 978	278	284	285	289	294
Mauricie et Centre-du-Québec	730	756	777	788	822	151	156	160	163	170
Estrie	705	731	744	748	769	236	243	246	246	251
Montréal	5 606	5 617	5 617	5 686	5 749	299	298	296	298	299
Outaouais	508	517	513	516	540	150	151	148	148	154
Abitibi-Témiscamingue	277	291	299	319	323	191	202	209	224	228
Côte-Nord	199	209	217	225	223	206	219	229	239	238
Nord-du-Québec	36	41	43	45	39	230	267	287	307	273
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	248	249	263	271	276	258	261	278	289	297
Chaudière-Appalaches	615	629	642	641	649	156	159	162	162	164
Laval	514	524	534	532	544	142	143	145	143	146
Lanaudière	542	565	567	591	588	132	136	135	140	138
Laurentides	682	678	699	703	713	137	134	136	136	136
Montérégie	1 938	1 977	2 002	2 022	2 052	144	146	147	148	149
Nunavik	43	40	40	42	45	420	386	381	396	419
Terres-Cries-de-la-Baie-James	38	45	46	49	40	277	323	326	344	278
Ensemble du Québec	**15 427**	**15 670**	**15 841**	**16 062**	**16 329**	**205**	**207**	**208**	**210**	**213**

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Tableau 10.4

Chirurgiens-dentistes, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2004-2008

	Chirurgiens-dentistes					Taux				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	63	61	60	59	61	31	30	30	30	31
Saguenay–Lac-Saint-Jean	103	105	105	107	113	37	38	38	39	42
Capitale-Nationale	317	329	348	349	355	48	49	52	52	53
Mauricie et Centre-du-Québec	162	167	170	166	168	33	34	35	34	35
Estrie	115	115	115	119	121	38	38	38	39	40
Montréal	1 238	1 235	1 280	1 281	1 283	66	66	68	67	67
Outaouais	116	110	109	107	110	34	32	32	31	31
Abitibi-Témiscamingue	41	42	41	42	40	28	29	29	30	28
Côte-Nord	36	33	43	43	43	37	35	45	46	46
Nord-du-Québec	4	3	4	5	5	26	20	27	34	35
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	31	22	26	27	29	32	23	27	29	31
Chaudière-Appalaches	124	132	135	138	141	31	33	34	35	36
Laval	165	172	197	202	196	46	47	53	54	52
Lanaudière	142	148	150	149	156	34	36	36	35	37
Laurentides	189	194	190	191	207	38	38	37	37	40
Montérégie	539	549	551	557	536	40	40	40	41	39
Nunavik	5	8	18	22	18	49	77	171	207	168
Terres-Cries-de-la-Baie-James	12	8	28	31	33	87	57	198	217	230
Ensemble du Québec	**3 402**	**3 433**	**3 581**	**3 601**	**3 650**	**45**	**45**	**47**	**47**	**48**

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

Tableau 10.5

Personnel directement affecté aux soins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2003-2007

	Personnel directement affecté aux soins					Taux				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
	n					n pour 100 000 hab.				
Bas-Saint-Laurent	2 501	2 510	2 520	2 525	2 527	1 234	1 243	1 252	1 260	1 265
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 837	2 930	2 999	3 059	3 130	1 017	1 058	1 089	1 116	1 146
Capitale-Nationale	9 720	9 774	9 865	10 062	10 255	1 472	1 472	1 479	1 503	1 529
Mauricie et Centre-du-Québec	4 848	4 942	4 971	5 059	5 199	1 002	1 021	1 026	1 044	1 073
Estrie	3 599	3 652	3 725	3 779	3 829	1 214	1 222	1 238	1 248	1 257
Montréal	26 912	26 885	27 094	27 371	27 541	1 442	1 435	1 439	1 445	1 443
Outaouais	2 736	2 662	2 823	2 830	2 815	820	787	825	819	809
Abitibi-Témiscamingue	1 595	1 602	1 632	1 670	1 688	1 092	1 106	1 135	1 168	1 186
Côte-Nord	996	1 034	1 015	1 045	1 043	1 022	1 072	1 062	1 102	1 107
Nord-du-Québec	162	159	167	183	181	1 013	1 014	1 089	1 220	1 236
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 260	1 285	1 278	1 280	1 280	1 298	1 334	1 338	1 352	1 364
Chaudière-Appalaches	3 697	3 759	3 809	3 834	3 833	941	955	966	970	969
Laval	2 494	2 568	2 637	2 590	2 676	696	709	721	703	721
Lanaudière	2 927	2 966	2 996	3 062	3 197	719	720	720	730	758
Laurentides	3 656	3 749	3 791	3 854	3 885	746	752	749	752	750
Montérégie	9 623	9 808	9 836	9 859	10 148	720	728	725	723	740
Nunavik	194	212	226	227	228	1 918	2 069	2 178	2 163	2 148
Terres-Cries-de-la-Baie-James	140	148	148	152	168	1 037	1 077	1 061	1 077	1 179
Ensemble du Québec	**79 898**	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**1 067**	**1 071**	**1 078**	**1 084**	**1 095**

Note : Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Eco-Santé 2009.

11. Culture et Communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ)

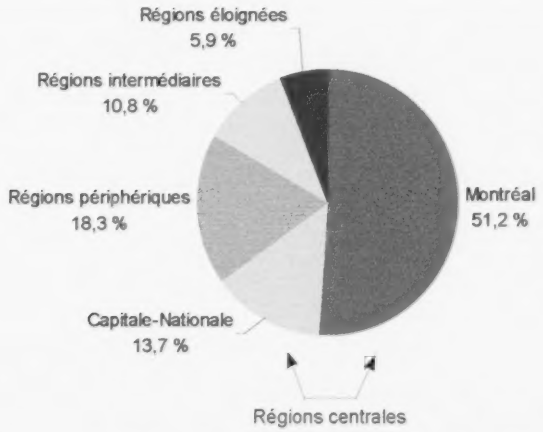
Les résultats présentés ici sont tirés de l'Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec, réalisée par l'OCCQ depuis 2004. Tous les deux mois, des données sont recueillies au sujet des représentations payantes en arts de la scène offertes par les établissements qui diffusent des spectacles ou qui sont propriétaires de salle[1]. L'objet de ce texte est d'identifier et d'analyser les différences régionales dans la fréquentation des représentations payantes en arts de la scène à l'aide de variables comme la période de l'année, la discipline et la provenance des spectacles. Aux fins de l'analyse, les 17 régions du Québec ont été regroupées en 4 blocs régionaux[2], en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux villes de Montréal et Québec : les régions centrales, les régions périphériques, les régions intermédiaires et les régions éloignées.

Évolution de l'assistance aux arts de la scène

De 2004 à 2008, l'assistance aux spectacles augmente dans les régions périphériques (+ 5,3 %) et les régions éloignées (+ 3,1 %), pendant qu'elle diminue dans les régions centrales (– 1,0 %) et les régions intermédiaires (– 3,2 %). La comparaison entre les régions administratives révèle des différences d'évolution assez importantes. Par exemple, au moment où le Bas-Saint-Laurent (+ 10,0 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 9,8 %) et la Mauricie (+ 8,1 %) affichent un taux de croissance annuel moyen (TCAM) élevé, des régions comme l'Outaouais (– 16,3 %), le Centre-du-Québec (– 5,6 %) et la Capitale-Nationale (– 2,0 %) connaissent un TCAM négatif. Fait à signaler, depuis 2004, deux régions (Chaudière-Appalaches, Montérégie) ont vu l'assistance à leurs spectacles augmenter chaque année (tableau 11.1).

Figure 11.1

Répartition de l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène selon le type de région, Québec, 2004-2008



Note : Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pour les cinq années étudiées, la région de Montréal concentre 51,2 % de l'assistance du Québec et la Capitale-Nationale 13,7 %. À elles deux, ces régions centrales regroupent ainsi près des deux tiers de l'assistance aux spectacles payants des arts de la scène au Québec; viennent ensuite les régions périphériques (18,3 %), les régions intermédiaires (10,8 %) et les régions éloignées (5,9 %) (figure 11.1).

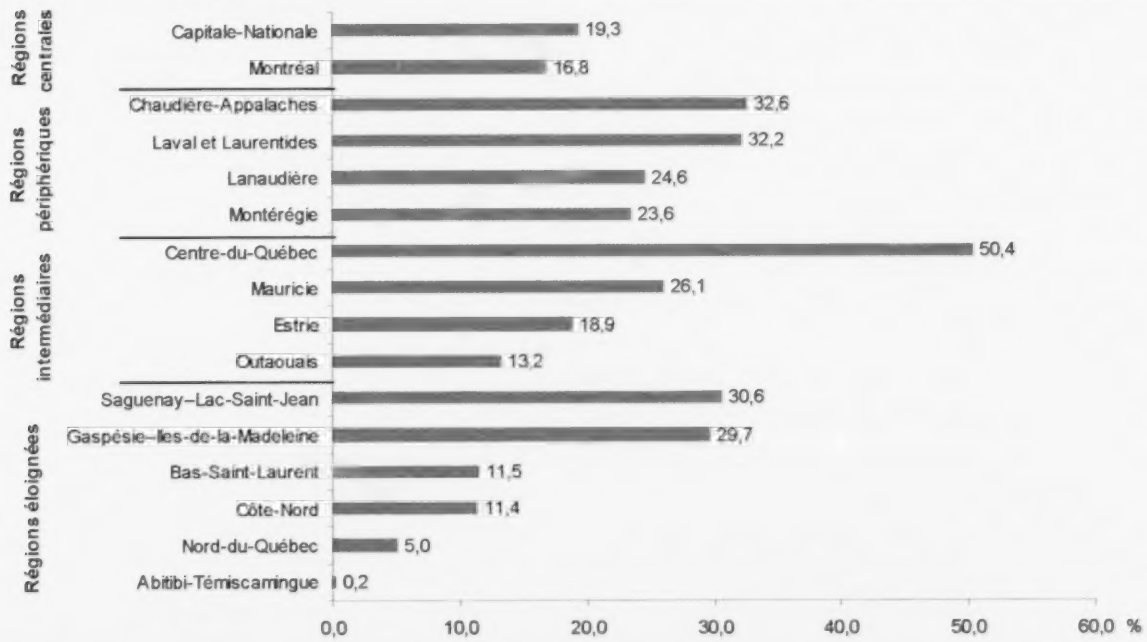
1. Pour de plus amples détails sur la définition des concepts et la méthodologie de l'enquête, vous pouvez consulter le bulletin Statistiques en bref no 53, La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2008, disponible sur le site de l'OCCQ (www.stat.gouv.qc.ca/observatoire).
2. HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN (1995). *La nouvelle culture régionale* , Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p.29-32.

Impact de la saison estivale

En raison de la rentrée culturelle de septembre qui concentre plusieurs premières de spectacles des arts de la scène, la saison estivale (juillet et août) qui précède pourrait être perçue comme une période où les tournées de spectacles sont au ralenti et où l'action se concentre dans les festivals et les théâtres d'été. Au contraire, à l'échelle de l'ensemble du Québec, il s'agit des deux mois où la fréquentation des spectacles est la plus élevée. Entre 2004 et 2008, l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène durant les mois de juillet et d'août compte, en moyenne, pour 20,1 % de l'assistance totale, oscillant entre 21,3 % en 2004 et 18,4 % en 2006, soit davantage que le poids, en jours, de ces deux mois dans l'année (16,7 %) (tableau 11.2). En excluant les régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, cette période de l'année recueille 25,1 % de l'assistance annuelle. La concentration la plus forte de l'assistance durant cette période estivale s'observe dans le Centre-du-Québec (50,4 %) et dans deux régions périphériques, soit Chaudière-Appalaches (32,6 %), Laval et Laurentides (32,2 %). À l'opposé, l'Abitibi-Témiscamingue (0,2 %), le Nord-du-Québec (5,0 %) et la Côte-Nord (11,4 %), trois régions éloignées, sont celles où l'assistance de la période estivale est la plus faible par rapport au total annuel de spectateurs. Notons que le Saguenay–Lac-Saint-Jean (30,6 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (29,7 %) se démarquent des autres régions éloignées par le poids important de l'assistance estivale aux spectacles par rapport aux résultats annuels (figure 11.2).

Figure 11.2

Poids de la saison estivale (juillet-août) dans l'assistance annuelle des représentations payantes en arts de la scène selon la région administrative, Québec, 2004-2008



Note : Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Le poids de la chanson francophone

Le poids de l'assistance aux spectacles de chansons francophones par rapport à l'ensemble des spectacles est en baisse au Québec entre 2005 (17,2 %) et 2008 (12,5 %), comme l'a déjà montré une étude précédente[3]. L'exclusion des deux régions centrales (Montréal et la Capitale-Nationale) fait systématiquement grimper la part de la chanson francophone, mais celle-ci

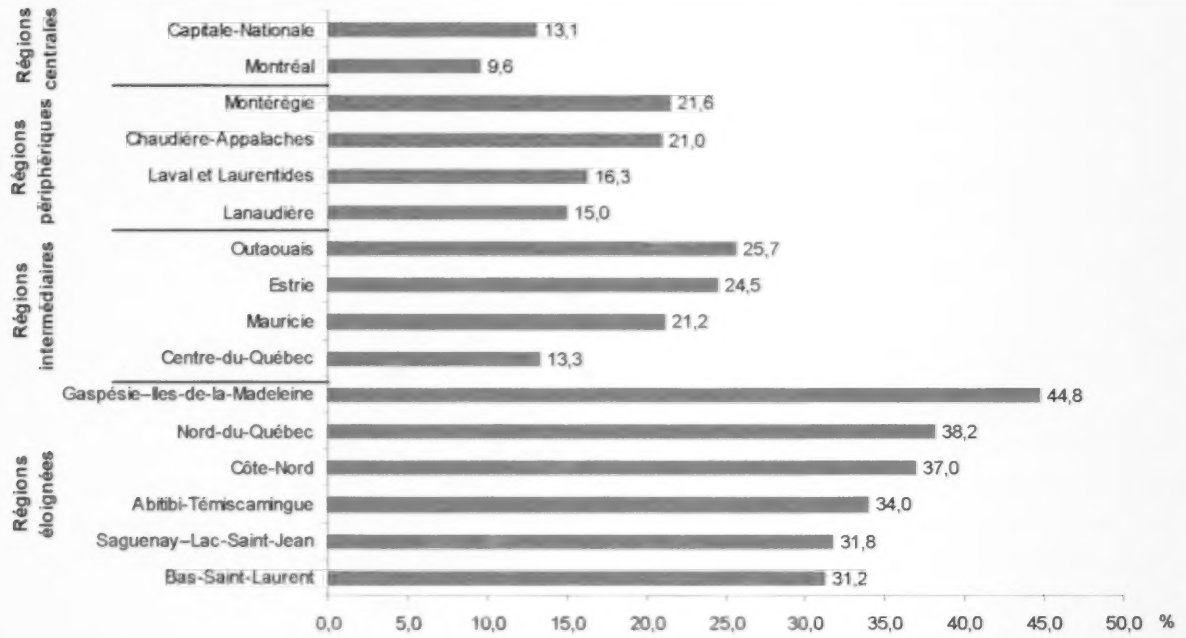
3. FORTIER, Claude (2009). « La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2008 », *Statistiques en bref*, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, nº 53, novembre, p.8.

demeure en baisse entre 2005 (25,7 %) et 2008 (21,7 %) (tableau 11.3). L'addition des résultats des cinq dernières années montre que c'est particulièrement dans la région de Montréal (9,6 % de l'assistance) et dans la Capitale-Nationale (13,1 % de l'assistance) que la chanson francophone occupe le moins de place (figure 11.3).

À l'extérieur des régions centrales, la chanson francophone est plus présente, en particulier dans les régions éloignées où, entre 2004 et 2008, elle représente plus du tiers de l'assistance (34,1 %), dont près de la moitié en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (44,8 %). La situation dans les régions périphériques et les régions intermédiaires est assez similaire, la chanson francophone représentant autour de 20 % de l'assistance. Notons toutefois que le Centre-du-Québec se démarque des régions intermédiaires avec une faible place de la chanson francophone (13,3 %), un des facteurs explicatifs étant le poids de l'assistance estivale aux productions théâtre dans cette région.

Figure 11.3

Part de la chanson francophone dans l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène selon la région administrative, Québec, 2004-2008



Note : Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Spectacles en provenance du Québec

La somme des résultats de 2004 à 2008 montre que les spectacles en provenance du Québec représentent trois quarts (75,6 %) de l'assistance aux spectacles payants des arts de la scène. Ce résultat global cache cependant d'importantes différences régionales. D'un côté, il y a les régions centrales, dont les deux tiers de l'assistance (67,5 %) sont générés par des spectacles provenant du Québec (64,9 % pour la seule région de Montréal), et les autres régions du Québec, dont les spectacles québécois attirent 90,7 % de l'assistance. Si les régions de Chaudière-Appalaches (82,6 %) et de l'Outaouais (82,2 %) sont les deux seules régions, à l'extérieur des régions centrales, dont la part de l'assistance des spectacles provenant du Québec est en deçà des autres régions pour la période cumulative de cinq ans, notons que pour 2008 uniquement, cette part se situe au-dessus de 95,0 % pour ces deux régions (tableau 11.4).

Si, entre 2004 et 2008, le poids des spectacles en provenance du Québec dans l'assistance globale connaît une tendance à la baisse, celle-ci s'explique par les résultats de la région de Montréal. Celle-ci est la seule région à connaître, depuis 2004, une baisse prononcée et constante de la part des spectacles québécois dans l'assistance totale (71,5 % en 2004 à 56,3 % en 2008).

Concentration des spectacles dans les villes centres

Dans plusieurs régions du Québec, les lieux de spectacle ne sont pas disséminés uniformément sur le territoire, mais concentrés dans des municipalités où se concentrent aussi les services et l'activité économique. Ceci signifie que, dans des régions où la population est très dispersée, l'accessibilité aux arts de la scène risque d'être moins grande et les chiffres totaux de fréquentation, plus bas. Il est intéressant de comparer les statistiques des représentations dans des agglomérations centrales importantes (villes centres) avec celles des représentations ailleurs dans le territoire. Pour ce faire, nous avons réparti les représentations payantes selon deux types de municipalités : onze villes centres[4] (Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Sherbrooke, Lévis, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Trois-Rivières et Gatineau) qui constituent le principal pôle urbain d'une région administrative et les autres municipalités du Québec.

Entre 2004 et 2008, la ville de Montréal génère en moyenne la moitié (51,3 %) de l'assistance des spectacles payants des arts de la scène au Québec, la ville de Québec arrivant 2e avec 13,4 % L'ensemble des villes centres, où réside 47,2 % de la population québécoise en 2008, récolte, en moyenne, trois quarts (76,7 %) de l'assistance au Québec. L'évolution entre 2004 et 2008 ne permet pas de dégager de tendances dans le poids des villes (tableau 11.5).

Conclusion

La répartition régionale de l'assistance aux représentations payantes en arts de la scène entre 2004 et 2008 a permis de faire certains constats. Premièrement, les spectacles présentés dans les deux régions centrales, Montréal et la Capitale-Nationale, génèrent les deux tiers de l'assistance de l'ensemble du Québec. Deuxièmement, durant la saison estivale (juillet et août), les régions périphériques et intermédiaires attirent plus du quart de leur assistance annuelle, notamment en raison de la place significative occupée par les théâtres d'été durant cette période. Troisièmement, les régions centrales se démarquent du reste du Québec par la part relativement faible de l'assistance aux spectacles de chanson francophone (10,3 % contre 23,2 %) et aux spectacles québécois (67,5 % contre 90,7 %).

Les particularités des régions centrales s'expliquent par leur statut de pôle culturel du Québec, qui implique une offre diversifiée de spectacles (théâtre, musique classique, danse, comédie, music-hall, cirque, etc.), dont des performances d'artistes étrangers s'adressant à un auditoire allant au-delà des résidants de ces régions. Cette offre de spectacles est possible en raison des infrastructures en place (Grand Théâtre de Québec, Place des Arts, Colisée Pepsi, Centre Bell, etc.) et de la concentration de la population québécoise, particulièrement dans le cas de Montréal.

4. BÉLANGER, Geneviève et Christine ROUTHIER (2007). « La fréquentation des arts de la scène au Québec de 2004 à 2006 », *Statistiques en bref*, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, nº 31, août, 28 p.

Tableau 11.1

Assistances aux représentations payantes[1] en arts de la scène[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2008	
						Part	TCAM[3]
			n			%	
Régions centrales	**4 737 374**	**4 352 255**	**4 297 259**	**4 605 315**	**4 556 176**	**65,0**	**– 1,0**
Capitale-Nationale	1 005 097	959 955	906 341	970 739	925 976	13,7	– 2,0
Montréal	3 732 277	3 392 300	3 390 918	3 634 576	3 630 200	51,2	– 0,7
Régions périphériques	**1 131 174**	**1 163 811**	**1 314 709**	**1 351 516**	**1 391 575**	**18,3**	**5,3**
Chaudière-Appalaches	85 388	98 529	107 010	112 383	113 174	1,5	7,3
Laval et Laurentides	339 849	336 880	434 697	355 114	377 711	5,3	2,7
Lanaudière	283 943	301 276	300 288	325 943	337 625	4,5	4,4
Montérégie	421 994	427 126	472 714	558 076	563 065	7,0	7,5
Régions intermédiaires	**735 396**	**727 906**	**916 775**	**711 385**	**645 806**	**10,8**	**– 3,2**
Mauricie	123 771	145 157	173 460	177 617	168 829	2,3	8,1
Estrie	179 022	202 425	213 088	200 265	214 385	2,9	4,6
Outaouais	267 594	220 319	349 768	177 010	131 631	3,3	– 16,3
Centre-du-Québec	165 009	160 005	180 459	156 493	130 961	2,3	– 5,6
Régions éloignées	**377 805**	**406 878**	**448 319**	**400 479**	**427 249**	**5,9**	**3,1**
Bas-Saint-Laurent	60 961	71 982	99 204	102 016	89 252	1,2	10,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	168 381	169 232	170 278	129 134	157 361	2,3	– 1,7
Abitibi-Témiscamingue	60 164	66 518	75 104	63 991	72 193	1,0	4,7
Côte-Nord	50 727	49 543	54 112	57 489	56 188	0,8	2,6
Nord-du-Québec	4 658	5 353	5 524	4 860	4 369	0,1	– 1,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32 914	44 250	44 097	42 989	47 886	0,6	9,8
Ensemble du Québec	**6 981 749**	**6 650 850**	**6 977 062**	**7 068 695**	**7 020 806**	**100,0**	**0,1**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale et Montréal	2 244 375	2 298 595	2 679 803	2 463 380	2 464 630	35,0	2,4

1. Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter mais simplement un droit d'entrée (cover charge) à débourser.
2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.
3. TCAM : Taux de croissance annuel moyen.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.2

Part de la saison estivale (juillet-août) dans l'assistance annuelle aux représentations payantes[1] en arts de la scène[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2008
			%			
Régions centrales	**18,5**	**17,5**	**16,1**	**16,1**	**18,3**	**17,3**
Capitale-Nationale	16,9	24,7	17,8	20,1	17,2	19,3
Montréal	18,9	15,5	15,6	15,1	18,6	16,8
Régions périphériques	**27,5**	**29,2**	**25,2**	**30,4**	**23,5**	**27,1**
Chaudière-Appalaches	34,5	34,1	31,3	33,8	30,1	32,6
Laval	36,6	33,1	28,9	33,8	30,0	32,2
Lanaudière	24,2	28,0	24,9	20,3	26,0	24,6
Montérégie	21,1	25,8	20,8	33,5	16,3	23,6
Régions intermédiaires	**27,7**	**27,6**	**22,6**	**25,9**	**23,3**	**25,3**
Mauricie	32,8	28,1	21,0	28,1	22,4	26,1
Estrie	21,5	16,4	19,1	20,6	17,3	18,9
Outaouais	16,8	19,3	11,1	7,2	9,1	13,2
Centre-du-Québec	48,3	52,5	50,7	51,6	48,7	50,4
Régions éloignées	**26,2**	**24,3**	**11,9**	**15,8**	**17,1**	**18,8**
Bas-Saint-Laurent	14,4	11,6	9,3	11,2	12,2	11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	x	39,4	x	26,9	26,9	30,6
Abitibi-Témiscamingue	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	9,8	12,4	12,1	10,7	12,0	11,4
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	36,1	38,8	23,1	25,5	26,6	29,7
Ensemble du Québec	**21,3**	**21,1**	**18,4**	**19,8**	**19,7**	**20,1**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale et Montréal	27,4	27,8	22,1	26,7	22,3	25,1

1. Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter mais simplement un droit d'entrée (cover charge) à débourser.
2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.3

Part de la chanson francophone dans l'assistance aux représentations payantes[1] en arts de la scène[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2008
			%			
Régions centrales	**10,4**	**12,7**	**11,1**	**9,9**	**7,6**	**10,3**
Capitale-Nationale	13,6	15,9	14,1	11,7	10,0	13,1
Montréal	9,6	11,8	10,3	9,4	7,0	9,6
Régions périphériques	**19,1**	**23,7**	**19,8**	**20,0**	**20,3**	**20,5**
Chaudière-Appalaches	20,5	23,2	22,0	21,3	18,3	21,0
Laval	14,1	18,7	14,9	18,3	16,0	16,3
Lanaudière	24,8	28,4	22,6	22,4	20,8	23,7
Montérégie	19,0	24,4	22,0	19,3	23,2	21,6
Régions intermédiaires	**18,8**	**24,3**	**25,2**	**20,1**	**19,4**	**21,8**
Mauricie	18,6	29,5	21,6	17,4	19,4	21,2
Estrie	20,9	27,6	27,0	26,2	20,7	24,5
Outaouais	22,5	x	30,7	x	24,3	25,7
Centre-du-Québec	10,7	x	16,1	x	12,4	13,3
Régions éloignées	**27,7**	**34,1**	**41,4**	**36,9**	**29,6**	**34,1**
Bas-Saint-Laurent	31,0	32,7	32,3	34,9	24,9	31,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18,9	29,9	47,0	38,8	25,2	31,8
Abitibi-Témiscamingue	34,6	42,3	39,8	24,4	28,5	34,0
Côte-Nord	32,2	34,9	41,0	40,3	36,1	37,0
Nord-du-Québec	26,8	28,6	39,9	46,6	50,4	38,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	47,2	39,9	43,3	49,0	45,1	44,8
Ensemble du Québec	**13,7**	**17,2**	**16,5**	**14,4**	**12,5**	**14,8**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale et Montréal	20,5	25,7	25,3	22,8	21,7	23,2

1. Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter mais simplement un droit d'entrée (cover charge) à débourser.
2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.4

Part des spectacles provenant du Québec dans l'assistance aux représentations payantes[1] en arts de la scène[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2008
			%			
Régions centrales	**73,7**	**68,8**	**68,4**	**66,4**	**60,3**	**67,5**
Capitale-Nationale	81,6	76,8	76,5	76,6	75,8	77,5
Montréal	71,5	66,5	66,2	63,7	56,3	64,9
Régions périphériques	**93,3**	**92,0**	**91,3**	**86,8**	**92,2**	**91,0**
Chaudière-Appalaches	91,8	73,8	73,7	77,2	97,0	82,6
Laval	94,0	94,4	90,7	94,2	94,0	93,3
Lanaudière	87,8	88,0	90,4	88,9	87,9	88,6
Montérégie	96,7	97,2	96,4	82,9	92,7	92,6
Régions intermédiaires	**87,1**	**89,5**	**87,5**	**89,4**	**92,7**	**89,1**
Mauricie	95,5	94,0	95,1	86,2	93,8	92,7
Estrie	87,5	91,3	91,4	91,9	86,6	89,8
Outaouais	79,5	82,7	77,0	85,1	96,5	82,2
Centre-du-Québec	92,7	92,7	95,9	94,9	97,1	94,6
Régions éloignées	**92,4**	**93,9**	**92,8**	**91,5**	**92,5**	**92,6**
Bas-Saint-Laurent	89,8	92,1	94,0	92,0	94,3	92,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	94,5	97,0	92,0	90,4	90,3	93,0
Abitibi-Témiscamingue	92,5	98,0	93,6	87,6	94,3	93,3
Côte-Nord	90,8	94,2	93,1	96,2	93,8	93,7
Nord-du-Québec	95,4	100,0	100,0	100,0	100,0	99,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	88,8	77,5	91,1	91,9	91,4	88,1
Ensemble du Québec	**79,3**	**76,6**	**76,8**	**74,1**	**71,6**	**75,6**
Toutes les régions sauf la Capitale-Nationale et Montréal	91,1	91,5	90,3	88,3	92,4	90,7

1. Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter mais simplement un droit d'entrée (cover charge) à débourser.
2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11.5

Répartition de l'assistance aux représentations payantes[1] en arts de la scène[2] selon la ville, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008	2004-2008
			%			
Ensemble des villes centres[3]	**79,9**	**74,6**	**77,3**	**75,8**	**76,1**	**76,7**
Ville de Montréal	53,9	51,0	48,6	51,4	51,7	51,3
Ville de Québec	14,1	14,0	12,6	13,4	12,9	13,4
Ville de Gatineau	3,8	3,2	x	x	1,8	3,2
Ville de Saguenay	1,9	1,8	x	x	1,7	1,7
Ville de Sherbrooke	2,1	2,4	2,5	2,1	2,3	2,3
Autres villes centres	4,1	2,2	6,9	5,2	5,7	4,8
Ensemble des autres municipalités	**20,1**	**25,4**	**22,7**	**24,2**	**23,9**	**23,3**

1. Exclut certains types de représentations payantes : les représentations privées, les représentations de spectacles amateurs et les représentations données dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires pour les élèves de ces écoles. Par ailleurs, ne sont pas considérées comme payantes les représentations où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival ou d'une manifestation culturelle, ni les représentations où il n'y a pas de billet à acheter mais simplement un droit d'entrée (cover charge) à débourser.
2. Les arts de la scène incluent les spectacles de théâtre, de danse, de musique, de chanson et de variétés.
3. Les villes-centres sont des municipalités qui constituent le principal pôle urbain d'une région administrative donnée. Aux fins du présent tableau, 11 villes-centres ont été considérées : Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Sherbrooke, Lévis, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Trois-Rivières et Gatineau.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

12. Statistiques par MRC et TE

Cette section du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle encore plus précise des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE). Au Québec, on peut remarquer la présence de 86 MRC et 18 TE. L'accent a été mis sur l'étude de trois thématiques bien spécifiques et interreliées qui sont la démographie, le revenu personnel disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour le TE d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009. Aussi, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'un TE identique au territoire régional.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, il est pertinent de concevoir ce type d'étude afin, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les cas extrêmes qui se démarquent par leur situation originale dans des régions administratives diverses.

12.1 Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

L'analyse de la croissance démographique récente à l'échelle des MRC et TE permet de constater que non seulement la croissance est inégale d'une région à l'autre, mais également à l'intérieur des régions. La population en juillet 2009 (données provisoires), ainsi que les taux d'accroissement annuel moyen entre 2006 et 2009 apparaissent dans le tableau 12.1.1. Les taux sont également illustrés sur la carte 12.1.1, qui montre que les principales zones de croissance sont concentrées dans le sud du Québec, tandis que les territoires en décroissance se retrouvent surtout dans le nord et dans l'est.

La population du Québec a crû à un taux annuel moyen de 8,5 pour mille en 2006-2009. En comparaison, 16 MRC et TE ont connu une croissance relativement forte avec des taux d'accroissement supérieurs à 15 pour mille. Les régions adjacentes à Montréal en regroupent 10, dont Mirabel, dans les Laurentides, qui apparaît comme la deuxième MRC la plus dynamique du Québec avec un taux de 30,5 pour mille. La MRC des Moulins, située dans Lanaudière et celle de Vaudreuil-Soulanges, en Montérégie, suivent d'assez près avec des taux respectifs de 27,6 pour mille et de 26,8 pour mille. La croissance démographique de Laval (+ 17,0 pour mille) n'est pas aussi vigoureuse, mais n'en est pas moins largement supérieure à la moyenne québécoise. Soulignons que toutes les MRC de Lanaudière affichent des taux d'accroissement supérieurs à celui de l'ensemble du Québec, à l'exception de Matawinie (+ 7,2 pour mille), qui est la plus éloignée de Montréal.

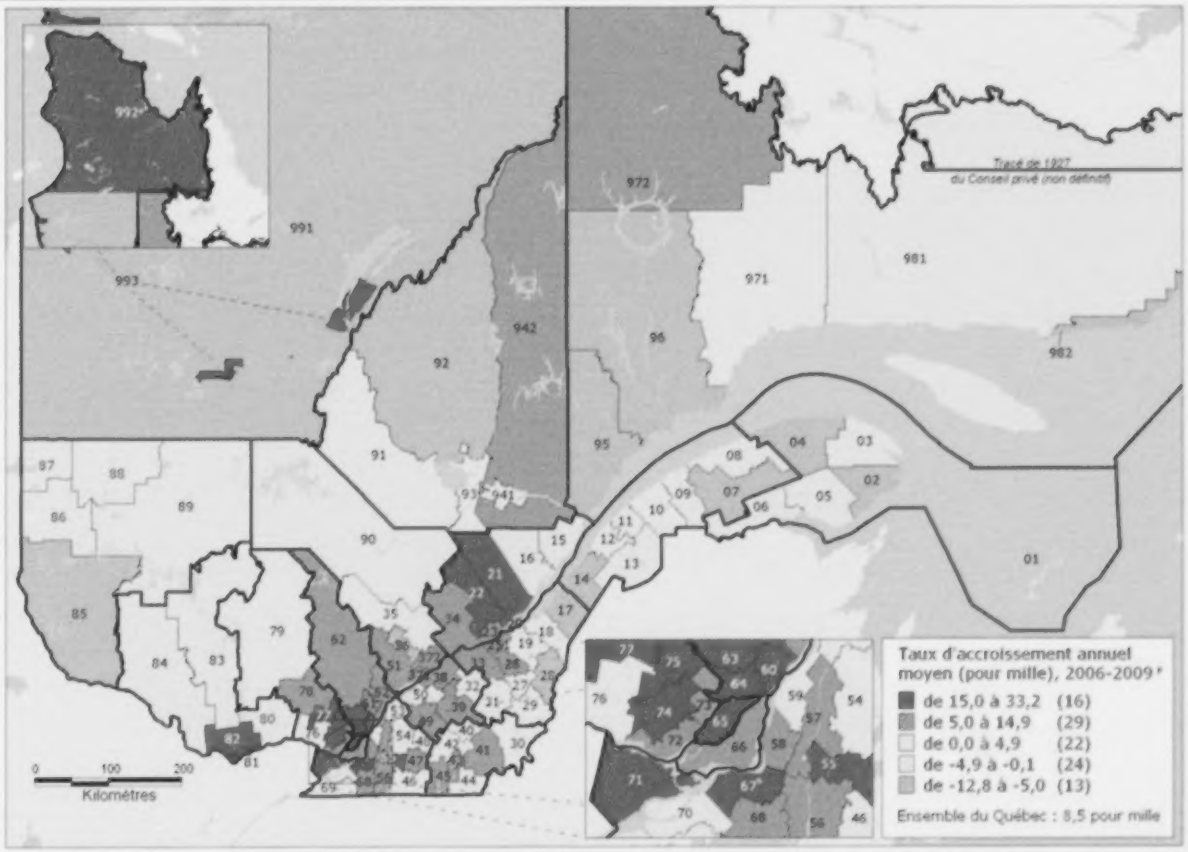
Le rythme d'accroissement de Montréal (+ 5,9 pour mille) apparaît plutôt faible en comparaison de celui de plusieurs des MRC avoisinantes. Les disparités entre Montréal et sa couronne s'expliquent principalement par des échanges migratoires interrégionaux grandement favorables à cette dernière, au détriment de Montréal.

La Capitale-Nationale compte deux MRC à forte croissance, soit La Jacques-Cartier (+ 33,2 pour mille), qui arrive au premier rang et La Côte-de-Beaupré (+ 21,4 pour mille), en sixième position. Dans cette région, la croissance démographique récente est concentrée en périphérie du centre urbain principal, Québec affichant un taux d'accroissement beaucoup plus faible (+ 8,2 pour mille), bien que semblable à la moyenne québécoise.

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien de Oujé-Bougoumou.

Carte 12.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC et TE du Québec, 2006-2009[p]



Sources : Ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En Outaouais, une croissance vigoureuse est enregistrée dans la MRC des Collines-de-L'Outaouais (+ 20,2 pour mille). Celle-ci jouxte le TE de Gatineau, le plus populeux de la région, qui affiche également un taux d'accroissement élevé (+ 15,3 pour mille).

En raison d'une fécondité beaucoup plus forte, le Nord-du-Québec est la seule région éloignée où la population croît plus rapidement qu'à l'échelle du Québec. Cette croissance est toutefois concentrée dans les TE de Eeyou Istchee (+ 21,2 pour mille) et de Kativik (+ 17,7 pour mille), le TE de Jamésie affichant au contraire des pertes importantes (– 7,4 pour mille). Des soldes migratoires interrégionaux fortement négatifs expliquent cette décroissance.

En Mauricie, dans Chaudière-Appalaches et dans le Centre-du-Québec, ce sont les MRC les plus populeuses qui affichent la plus forte croissance, soit Trois-Rivières (+ 5,9 pour mille), Lévis (+ 11,5 pour mille) et Drummond (+ 10,5 pour mille). Dans les régions éloignées, exception faite du Nord-du-Québec, ce sont les MRC de Caniapiscau (+ 12,4 pour mille) et du Fjord-du-Saguenay (+ 7,5 pour mille) qui présentent les taux d'accroissement les plus élevés.

La population s'est réduite dans 37 MRC et TE entre 2006 et 2009. Les deux seules MRC des régions adjacentes à Montréal qui ont connu une diminution de leur population au cours de cette période se trouvent en Montérégie, soit Le Haut-Saint-Laurent (– 4,9 pour mille) et Acton (– 2,8 pour mille). On ne retrouve aucune MRC en déclin dans Lanaudière et dans les Laurentides, mais également en Estrie. Dans cette dernière, la croissance est toutefois pratiquement nulle dans les MRC des Sources, du Granit et du Val-Saint-François, qui affichent toutes des taux d'accroissement inférieurs à un pour mille annuellement.

Les régions éloignées comptent quant à elles 21 MRC en décroissance. C'est le cas de toutes les MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la majorité des MRC du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord. Dans cette dernière région, trois MRC sur six affichent des pertes annuelles importantes, au-delà de 5 pour mille. En Abitibi-Témiscamingue, la MRC de Témiscamingue termine la période avec un taux d'accroissement largement négatif (– 10,0 pour mille), tandis que les autres affichent une faible croissance avec des taux variant entre 1,8 pour mille et 4,6 pour mille.

En Mauricie et dans Chaudière-Appalaches, la moitié des MRC ont vu leur population décroître. L'Islet (– 6,3 pour mille) et Les Etchemins (– 8,3 pour mille), dans Chaudière-Appalaches, ont des taux parmi les plus négatifs. Les régions de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais et du Centre-du-Québec comptent chacune deux MRC où les taux d'accroissement sont faiblement négatifs. Dans les deux premières régions, il s'agit des MRC les plus éloignées du plus grand centre urbain.

Des résultats portant sur la croissance projetée de la population des MRC et TE entre 2006 et 2031 sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 12.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen (TAAM), MRC, TE et ensemble du Québec, 2006– 2009

Code	MRC ou TE	Région administrative[1]	Population 1er juillet 2009p	TAAM 2006– 2009[2]	Code	MRC ou TE	Région administrative[1]	Population 1er juillet 2009p	TAAM 2006– 2009[2]
			n	pour 1 000				n	pour 1 000
01	Les Îles-de-la-Madeleine	11	13 047	– 3,0	54	Les Maskoutains	16	82 360	4,1
02	Le Rocher-Percé	11	18 009	– 8,3	55	Rouville	16	33 800	21,4
03	La Côte-de-Gaspé	11	17 812	– 2,5	56	Le Haut-Richelieu	16	113 246	9,9
04	La Haute-Gaspésie	11	12 143	– 5,8	57	La Vallée-du-Richelieu	16	112 868	14,8
05	Bonaventure	11	17 929	– 1,0	58	Longueuil	16	399 279	8,8
06	Avignon	11	15 127	– 2,6	59	Lajemmerais	16	71 441	3,8
07	La Matapédia	01	18 887	– 6,3	60	L'Assomption	14	116 610	17,0
08	Matane	01	22 041	– 4,6	61	Joliette	14	61 278	13,7
09	La Mitis	01	19 226	– 2,7	62	Matawinie	14	51 052	7,2
10	Rimouski-Neigette	01	53 956	2,7	63	Montcalm	14	45 504	18,2
11	Les Basques	01	9 341	– 4,9	64	Les Moulins	14	141 745	27,6
12	Rivière-du-Loup	01	33 978	4,0	65	Laval	13	391 893	17,0
13	Témiscouata	01	21 539	– 4,8	66	Montréal	06	1 906 811	5,9
14	Kamouraska	01	21 788	– 5,8	67	Roussillon	16	168 647	15,2
15	Charlevoix-Est	03	16 344	– 1,9	68	Les Jardins-de-Napierville	16	25 439	14,0
16	Charlevoix	03	13 204	– 0,4	69	Le Haut-Saint-Laurent	16	24 670	– 4,9
17	L'Islet	12	18 596	– 6,3	70	Beauharnois-Salaberry	16	61 757	3,2
18	Montmagny	12	23 009	– 4,0	71	Vaudreuil-Soulanges	16	132 300	26,8
19	Bellechasse	12	33 973	3,0	72	Deux-Montagnes	15	93 744	14,6
20	L'Île-d'Orléans	03	6 994	5,8	73	Thérèse-De Blainville	15	150 450	12,6
21	La Côte-de-Beaupré	03	24 768	21,4	74	Mirabel	15	38 692	30,5
22	La Jacques-Cartier	03	33 370	33,2	75	La Rivière-du-Nord	15	110 148	23,3
23	Québec	03	545 219	8,2	76	Argenteuil	15	30 549	4,2
251	Lévis	12	136 066	11,5	77	Les Pays-d'en-Haut	15	38 740	17,5
26	La Nouvelle-Beauce	12	32 802	10,8	78	Les Laurentides	15	44 406	9,2
27	Robert-Cliche	12	18 915	– 0,1	79	Antoine-Labelle	15	35 687	0,5
28	Les Etchemins	12	17 238	– 8,3	80	Papineau	07	22 185	3,4
29	Beauce-Sartigan	12	50 576	3,3	81	Gatineau	07	256 240	15,3
30	Le Granit	05	22 515	0,5	82	Les Collines-de-l'Outaouais	07	45 163	20,2
31	Les Appalaches	12	43 224	– 2,2	83	La Vallée-de-la-Gatineau	07	20 695	– 3,6
32	L'Érable	17	23 090	– 2,4	84	Pontiac	07	14 589	– 3,9
33	Lotbinière	12	28 612	11,6	85	Témiscamingue	08	16 578	– 10,0
34	Portneuf	03	47 911	8,0	86	Rouyn-Noranda	08	40 772	4,2
35	Mékinac	04	12 631	– 1,3	87	Abitibi-Ouest	08	21 007	1,8
36	Shawinigan	04	51 083	– 6,2	88	Abitibi	08	24 746	4,1
371	Trois-Rivières	04	129 519	5,9	89	La Vallée-de-l'Or	08	42 783	4,6
372	Les Chenaux	04	17 311	5,6	90	La Tuque	04	15 467	– 1,4
38	Bécancour	17	19 480	10,0	91	Le Domaine-du-Roy	02	31 899	– 2,5
39	Arthabaska	17	68 333	7,7	92	Maria-Chapdelaine	02	25 494	– 5,4
40	Les Sources	05	14 515	0,6	93	Lac-Saint-Jean-Est	02	51 711	1,5
41	Le Haut-Saint-François	05	22 109	6,1	941	Saguenay	02	143 564	– 2,1
42	Le Val-Saint-François	05	29 248	0,3	942	Le Fjord-du-Saguenay	02	20 596	7,5
43	Sherbrooke	05	153 384	9,7	95	La Haute-Côte-Nord	09	11 885	– 12,8
44	Coaticook	05	18 698	2,1	96	Manicouagan	09	32 379	– 8,8
45	Memphrémagog	05	46 920	10,0	971	Sept-Rivières	09	35 488	4,4
46	Brome-Missisquoi	16	47 293	2,5	972	Caniapiscau	09	4 142	12,4
47	La Haute-Yamaska	16	89 799	13,3	981	Minganie	09	6 398	– 0,4
48	Acton	16	15 280	– 2,8	982	Basse-Côte-Nord	09	5 412	– 8,5
49	Drummond	17	96 900	10,5	991	Jamésie	10	14 654	– 7,4
50	Nicolet-Yamaska	17	22 882	– 3,3	992	Kativik	10	11 553	17,7
51	Maskinongé	04	36 388	5,4	993	Eeyou Istchee	10	15 272	21,2
52	D'Autray	14	41 773	9,1		**Québec**		**7 828 879**	**8,5**
53	Pierre– De Saurel	16	50 296	1,1					

Note : Selon le découpage géographique au 1er juillet 2009.

1. La correspondance entre le numéro et le nom des régions administratives se trouve au début du document (page 4).
2. Calculé par rapport à la population moyenne de la période. Le taux d'accroissement annuel moyen entre 2006 et 2009 pour le Québec et les régions administratives apparaît dans le tableau 2.1.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

12.2 Revenu personnel disponible

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2008, le revenu personnel disponible par habitant s'apprécie en regard de 2007 dans l'ensemble des MRC et TE, à l'exception de Kativik et de Memphrémagog où il recule de 1,1 % et de 0,1 % respectivement. La baisse dans ces deux territoires supralocaux est attribuable au repli du marché du travail, lequel a eu pour effet de réduire les revenus d'emploi.

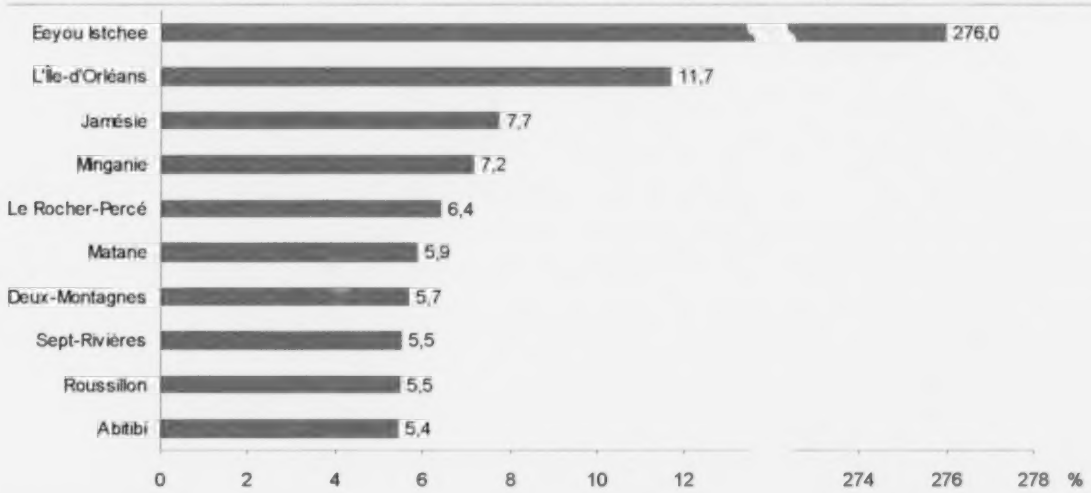
Sur les 104 MRC et TE, 39 enregistrent une croissance supérieure ou égale à la moyenne québécoise (+ 3,9 %). La hausse la plus spectaculaire a été enregistrée dans Eeyou Istchee; le revenu disponible par habitant a presque quadruplé, passant de 26 870 $ en 2007 à 101 022 $ en 2008, en raison du versement spécial de 1,1 G$ du gouvernement fédéral à l'Administration régionale crie pour le règlement des questions liées à la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Si l'on fait abstraction de ce paiement exceptionnel, le revenu disponible s'élèverait dans Eeyou Istchee à 27 350 $ par habitant en 2008, en hausse de 1,8 % par rapport à l'année précédente.

On note aussi des hausses marquées dans les territoires supralocaux de L'Île-d'Orléans (+ 11,7 %) et de Jamésie (+ 7,7 %). La forte augmentation dans L'Île-d'Orléans est attribuable en grande partie à l'accroissement des revenus de placement qui ont fait un bond de 37,3 %, tandis que dans le cas de Jamésie, elle s'explique par la hausse des revenus d'emploi stimulée par la construction du complexe hydroélectrique d'Eastmain 1A-Sarcelle-Rupert.

Les MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine connaissent tous une croissance supérieure à celle que l'on observe au Québec, à l'exception de la Côte-de-Gaspé où le revenu personnel disponible par habitant augmente de 3,0 % en 2008 comparativement à une hausse fulgurante de 8,7 % un an plus tôt. Le ralentissement de la croissance dans cette MRC est attribuable à une progression plus lente des revenus d'emploi et de placement. Grâce à la bonne performance du marché du travail en 2008, le revenu personnel disponible est en forte augmentation dans Le Rocher-Percé (+ 6,4 %), Bonaventure (+ 4,9 %), Avignon (+ 4,9 %) et La Haute-Gaspésie (+ 4,8 %).

Figure 12.2.1

Les 10 MRC et TE connaissant la plus forte croissance du revenu personnel disponible par habitant, 2007-2008



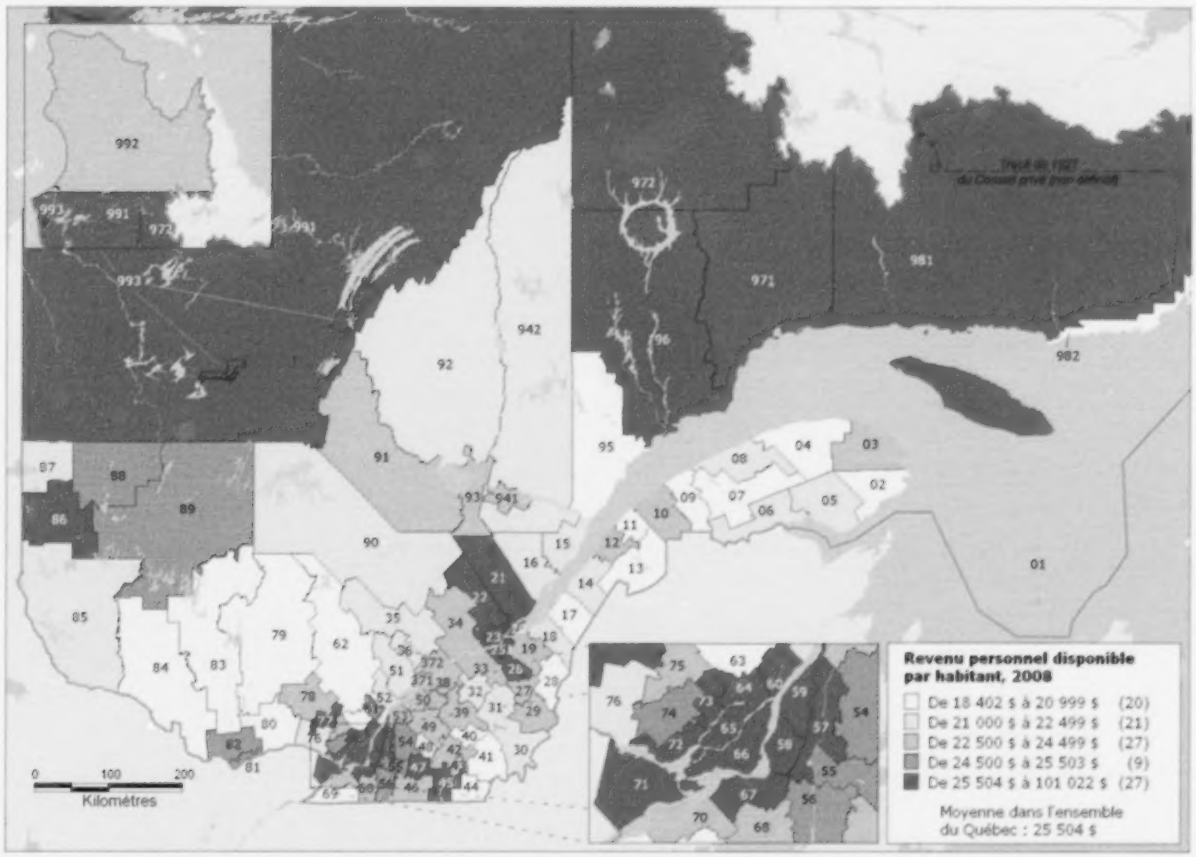
Source : Institut de la statistique du Québec.

En raison du versement spécial à l'Administration régionale crie, Eeyou Istchee présente pour la première fois le revenu disponible par habitant le plus élevé du Québec. Il est suivi de loin, à ce chapitre par Caniapiscau (37 677 $), Les Pays-d'en-Haut (30 806 $) et L'Île-d'Orléans (29 989 $). Tel qu'illustré à la carte 12.2.1, les MRC qui affichent les revenus disponibles les plus élevés se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal et de Québec, ainsi, que dans les régions

administratives du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord. Parmi les 20 territoires ayant les revenus les plus hauts, 19 sont situés, en totalité ou en partie dans ces régions, la seule exception étant Les Pays-d'en-Haut dans la région des Laurentides.

Carte 12.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC et TE du Québec, 2008



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; Statistique Canada.

En revanche, on constate que les MRC les moins prospères se concentrent essentiellement dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie et dans le nord de l'Outaouais. D'ailleurs, pour une sixième année de suite, c'est la MRC de Pontiac en Outaouais qui présente le revenu disponible le plus faible de la province, soit 18 402 $. Outre Pontiac, 77 territoires supralocaux accusent un retard par rapport à la moyenne québécoise, particulièrement Témiscouata (18 777 $), La Haute-Gaspésie (18 899 $), Papineau (18 923 $) et la Basse-Côte-Nord (19 120 $).

Tel qu'illustré à la figure 13.2.2, les disparités de revenu entre les MRC varient énormément d'une région à l'autre. L'écart de revenu le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé dans le Nord-du-Québec. Le revenu personnel disponible par habitant d'Eeyou Istchee (101 022 $) est au moins quatre fois plus élevé que celui de Kativik (24 343 $), en raison évidemment du paiement spécial de 1,1 G$ octroyé par le gouvernement canadien. Au cours des années précédentes, les écarts de revenu entre les trois territoires supralocaux du Nord-du-Québec étaient parmi les plus faibles de la province.

Des différences importantes de revenu apparaissent également dans la Côte-Nord. Le revenu personnel disponible de Caniapiscau (37 677 $), dont la principale municipalité est Fermont, est près de deux fois supérieur à celui de la Basse-Côte-Nord (19 120 $). D'ailleurs, l'écart de revenu ne cesse de s'accentuer depuis 2005 entre ces deux territoires en raison de la croissance marquée du secteur minier dans Caniapiscau.

Les Laurentides et la Montérégie se distinguent aussi par de fortes disparités. Dans ces régions, on relève des différences de plus de 10 000 $ en moyenne par habitant entre les MRC les plus riches et celles ayant un revenu disponible plus modeste. En Montérégie, les écarts demeurent importants notamment entre les MRC urbaines proches de la métropole et les plus éloignées à prédominance rurale.

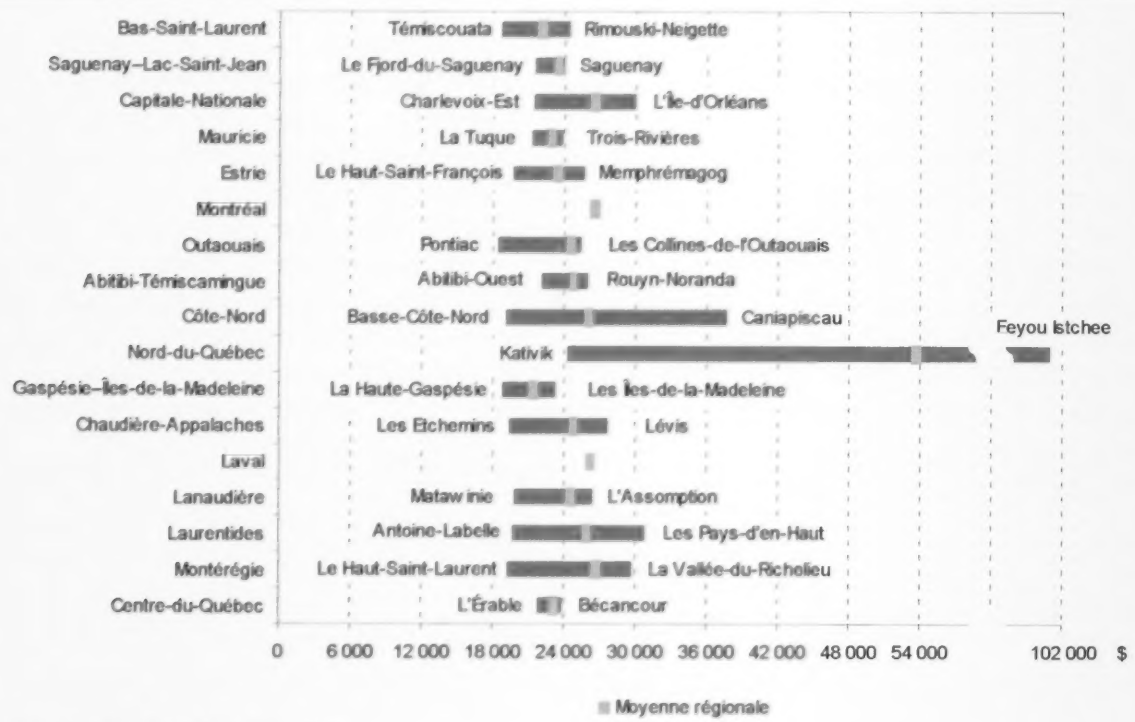
Les inégalités de revenu sont aussi relativement fortes entre les territoires supralocaux de la Capitale-Nationale. Les deux MRC de l'est de la région qui se distinguent par le caractère saisonnier de l'emploi, à savoir Charlevoix (22 346 $) et Charlevoix-Est (21 498 $), ont un revenu disponible largement inférieur à celles situées à proximité de la ville de Québec, telles que L'Île-d'Orléans (29 989 $) et La Jacques-Cartier (29 355 $). Toutefois, on observe que l'écart de revenu des deux MRC de l'est de la Capitale-Nationale par rapport à la moyenne régionale tend à se rétrécir depuis 2002 en raison de l'amélioration de la situation du marché du travail : il est passé de près de 9 000 $ en 2002 à moins de 5 000 $ en 2008.

Quant à l'Outaouais, elle se caractérise par un clivage flagrant entre les MRC du nord et du sud. En 2008, les territoires supralocaux situés en partie ou en totalité dans la région métropolitaine d'Ottawa-Gatineau ont, en moyenne, un revenu disponible par habitant de 30 % supérieur aux MRC du nord et dont leur économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Le taux de travailleurs particulièrement faible dans Pontiac, Papineau et la Vallée-de-la-Gatineau apparaît comme la principale cause de ce clivage nord-sud.

À l'inverse, les écarts de revenu les moins prononcés sont observés dans la région du Centre-du-Québec où la valeur maximale dépasse la valeur minimale de 8 % seulement. Dans les territoires supralocaux de cette région, on constate aussi une plus grande homogénéité en ce qui a trait au taux de travailleurs. Soulignons cependant que l'ensemble des MRC du Centre-du-Québec continue d'accuser un retard en regard de la moyenne provinciale au chapitre du revenu disponible par habitant.

Figure 12.2.2

Écarts entre les MRC et TE affichant le revenu disponible le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2008



Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.2.1

Revenu personnel disponible par habitant, MRC, TE et ensemble du Québec, 2007-2008

Code	MRC ou TE	2007r	2008p	Var.	Code	MRC ou TE	2007r	2008p	Var.
		$/hab.		%			$/hab.		%
01	Les Îles-de-la-Madeleine	22 203	23 242	4,7	53	Pierre-De Saurel	22 568	23 362	3,5
02	Le Rocher-Percé	18 499	19 688	6,4	54	Les Maskoutains	24 561	25 108	2,2
03	La Côte-de-Gaspé	21 970	22 622	3,0	55	Rouville	24 222	24 587	1,5
04	La Haute-Gaspésie	18 041	18 899	4,8	56	Le Haut-Richelieu	24 234	24 653	1,7
05	Bonaventure	20 108	21 089	4,9	57	La Vallée-du-Richelieu	29 001	29 740	2,5
06	Avignon	20 603	21 622	4,9	58	Longueuil	27 012	27 855	3,1
07	La Matapédia	18 881	19 745	4,6	59	Lajemmerais	28 021	28 867	3,0
08	Matane	20 154	21 336	5,9	60	L'Assomption	25 869	26 486	2,4
09	La Mitis	19 188	20 222	5,4	61	Joliette	23 781	24 851	4,5
10	Rimouski-Neigette	23 553	24 395	3,6	62	Matawinie	19 427	19 899	2,4
11	Les Basques	19 832	20 293	2,3	63	Montcalm	20 208	20 697	2,4
12	Rivière-du-Loup	22 631	23 577	4,2	64	Les Moulins	24 940	26 109	4,7
13	Témiscouata	18 160	18 777	3,4	65	Laval	25 324	26 019	2,7
14	Kamouraska	20 553	21 593	5,1	66	Montréal	25 639	26 368	2,8
15	Charlevoix-Est	20 545	21 498	4,6	67	Roussillon	24 978	26 351	5,5
16	Charlevoix	21 587	22 346	3,5	68	Les Jardins-de-Napierville	23 350	24 351	4,3
17	L'Islet	20 041	20 631	2,9	69	Le Haut-Saint-Laurent	18 949	19 289	1,8
18	Montmagny	20 917	21 536	3,0	70	Beauharnois-Salaberry	22 010	22 738	3,3
19	Bellechasse	22 782	23 824	4,6	71	Vaudreuil-Soulanges	27 597	28 502	3,3
20	L'Île-d'Orléans	26 851	29 989	11,7	72	Deux-Montagnes	24 285	25 661	5,7
21	La Côte-de-Beaupré	26 068	26 726	2,5	73	Thérèse-De Blainville	28 879	29 485	2,1
22	La Jacques-Cartier	28 677	29 355	2,4	74	Mirabel	24 290	24 947	2,7
23	Québec	25 625	26 654	4,0	75	La Rivière-du-Nord	22 711	23 258	2,4
251	Lévis	26 395	27 705	5,0	76	Argenteuil	21 023	21 862	4,0
26	La Nouvelle-Beauce	24 634	25 862	5,0	77	Les Pays-d'en-Haut	29 590	30 806	4,1
27	Robert-Cliche	22 114	22 917	3,6	78	Les Laurentides	22 037	22 964	4,2
28	Les Etchemins	18 907	19 396	2,6	79	Antoine-Labelle	19 078	19 737	3,5
29	Beauce-Sartigan	23 754	24 471	3,0	80	Papineau	18 908	18 923	0,1
30	Le Granit	20 799	21 605	3,9	81	Gatineau	24 613	25 369	3,1
31	Les Appalaches	20 696	21 699	4,8	82	Les Collines-de-l'Outaouais	24 665	25 438	3,1
32	L'Érable	21 210	21 855	3,0	83	La Vallée-de-la-Gatineau	18 917	19 501	3,1
33	Lotbinière	22 484	23 022	2,4	84	Pontiac	17 765	18 402	3,6
34	Portneuf	22 203	23 063	3,9	85	Témiscamingue	21 877	22 390	2,3
35	Mékinac	20 660	21 318	3,2	86	Rouyn-Noranda	24 802	25 965	4,7
36	Shawinigan	20 572	21 230	3,2	87	Abitibi-Ouest	21 022	22 104	5,1
371	Trois-Rivières	23 214	23 852	2,7	88	Abitibi	23 409	24 685	5,4
372	Les Chenaux	22 076	22 917	3,8	89	La Vallée-de-l'Or	24 581	25 369	3,2
38	Bécancour	22 792	23 792	4,4	90	La Tuque	20 853	21 230	1,8
39	Arthabaska	22 451	22 637	0,8	91	Le Domaine-du-Roy	22 276	22 595	1,4
40	Les Sources	19 382	20 220	4,3	92	Maria-Chapdelaine	21 245	22 162	4,3
41	Le Haut-Saint-François	19 240	19 645	2,1	93	Lac-Saint-Jean-Est	22 398	23 031	2,8
42	Le Val-Saint-François	23 114	23 755	2,8	941	Saguenay	23 152	23 990	3,6
43	Sherbrooke	23 063	23 657	2,6	942	Le Fjord-du-Saguenay	20 897	21 516	3,0
44	Coaticook	20 134	20 543	2,0	95	La Haute-Côte-Nord	19 897	20 495	3,0
45	Memphrémagog	25 783	25 745	-0,1	96	Manicouagan	25 409	26 074	2,6
46	Brome-Missisquoi	23 459	23 781	1,4	971	Sept-Rivières	25 822	27 250	5,5
47	La Haute-Yamaska	24 466	25 638	4,8	972	Caniapiscau	36 478	37 677	3,3
48	Acton	20 634	21 301	3,2	981	Minganie	24 085	25 809	7,2
49	Drummond	22 518	23 365	3,8	982	Basse-Côte-Nord	18 565	19 120	3,0
50	Nicolet-Yamaska	21 754	22 547	3,6	991	Jamésie	25 883	27 883	7,7
51	Maskinongé	20 903	21 840	4,5	992	Kativik	24 624	24 343	– 1,1
52	D'Autray	21 192	21 752	2,6	993	Eeyou Istchee	26 870	101 022	276,0
						Ensemble du Québec	**24 558**	**25 504**	**3,9**

Note : Selon le découpage géographique au 1er janvier 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

12.3 Taux de travailleurs

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

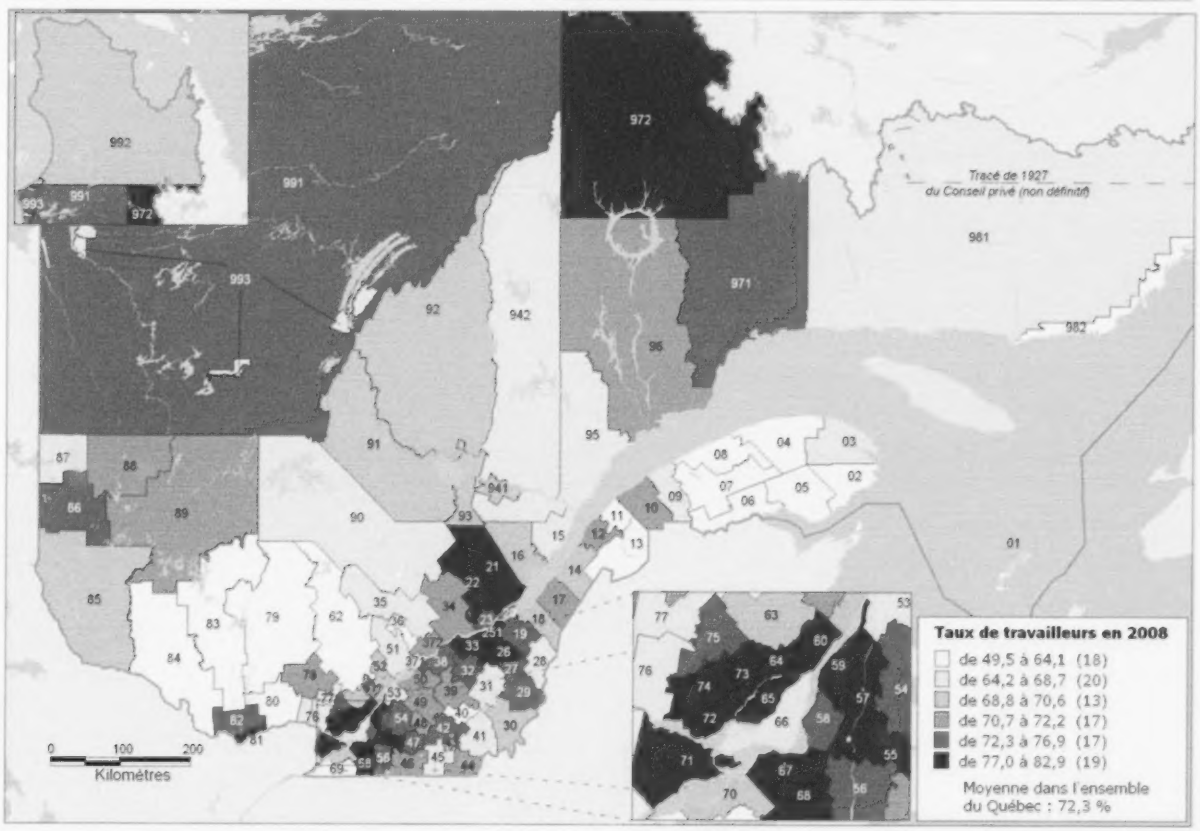
Après avoir atteint un sommet historique de 72,5 % en 2007, le taux de travailleurs des 25-64 ans dans l'ensemble du Québec se replie légèrement de 0,2 point de pourcentage en 2008 et se fixe à 72,3 %. Ce fléchissement est dû à l'augmentation plus rapide de la population des 25-64 ans que du nombre de travailleurs du même groupe d'âge.

À l'échelle des MRC et des TE, 36 affichent un taux de travailleurs supérieur à celui du Québec. Pour une deuxième année consécutive, la MRC de La Jacques-Cartier, dont la principale municipalité est Lac-Beauport, enregistre le plus haut taux de travailleurs, soit 82,8 %. Elle est suivie à cet égard par Mirabel (82,3 %) et la Nouvelle-Beauce (82,2 %).

Comme l'illustre la carte 12.3.1, les territoires supralocaux qui présentent les plus hauts taux de travailleurs se concentrent essentiellement autour des noyaux urbains de Montréal et de Québec. Parmi les 15 MRC et TE affichant les taux les plus élevés, 14 sont situés à proximité de ces noyaux urbains, l'exception étant Caniapiscau (79,9 %) dans la région de la Côte-Nord et dont l'économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources minières.

Carte 12.3.1

Taux de travailleurs, 25-64 ans, MRC et TE du Québec, 2008



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Ressources naturelles et de la Faune; ministère du Revenu du Québec.

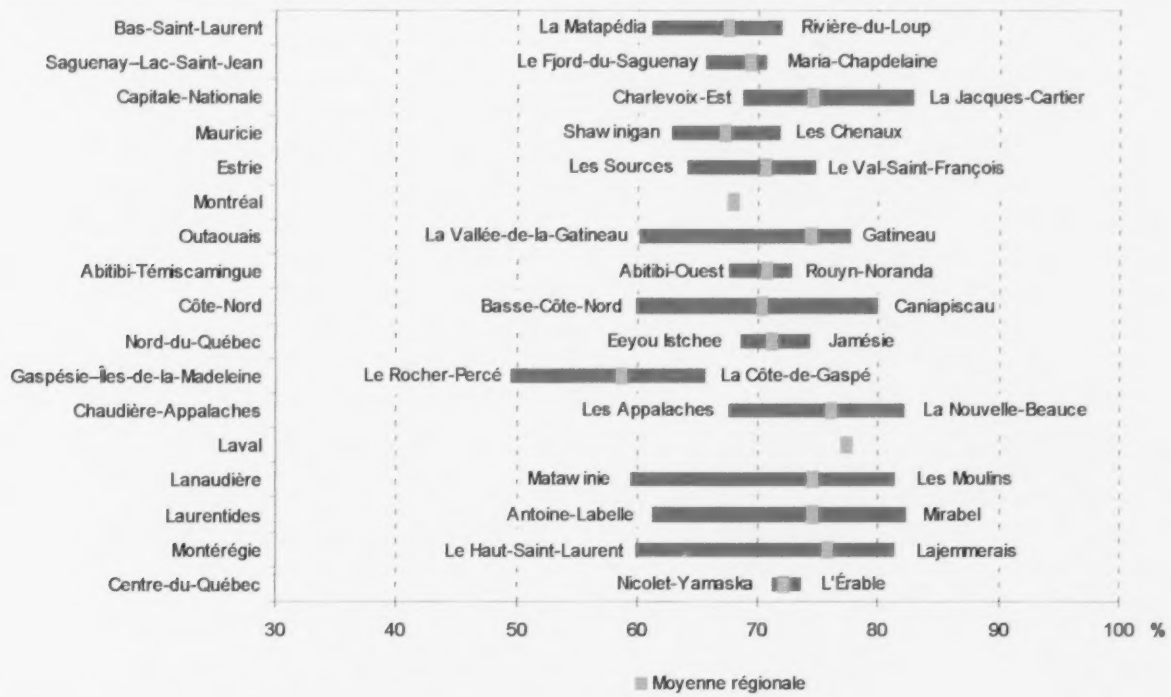
La situation du marché du travail est moins reluisante pour la plupart des territoires supralocaux éloignés des grands centres urbains. En effet, plusieurs MRC situées dans les régions ressources présentent des taux de travailleurs relativement faibles, en particulier en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. D'ailleurs, les MRC du Rocher-Percé (49,5 %), et de La Haute-Gaspésie (52,6 %) continuent d'afficher les taux de travailleurs les plus bas de la province. Des taux relativement faibles sont également répertoriés dans les MRC du nord de l'Outaouais comme La Vallée-de-la-Gatineau (60,1 %), Pontiac (60,4 %) et Papineau (61,0 %).

Contrairement à ses MRC voisines, Montréal fait moins bonne figure au chapitre du taux de travailleurs. Parmi les 104 MRC et TE qui composent le Québec, Montréal se classe au 73e rang avec un taux de 68,0 % en 2008. Elle accuse ainsi un retard de 4,3 points de pourcentage par rapport à la moyenne québécoise. Cependant, c'est sur l'île de Montréal où l'on trouve le plus grand nombre de travailleurs de 25-64 ans, soit 729 868. Elle est suivie de loin à ce chapitre par les TE de Québec (231 749 travailleurs), Longueuil (164 974) et Laval (163 996).

Comme illustré à la figure 13.3.1, les taux de travailleurs peuvent différer considérablement entre les MRC d'une même région. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux est observé dans la région de Lanaudière; la MRC des Moulins, située au sud-ouest de la région, a un taux de travailleurs de 21,9 points de pourcentage supérieur à celui de la Matawinie située au nord. Des disparités importantes sont aussi relevées dans les régions de la Montérégie (21,5 points), des Laurentides (21,1 points) et de l'Outaouais (17,6 points). À l'opposé, le Centre-du-Québec présente une plus grande homogénéité entre les MRC en ce qui concerne le taux de travailleurs; l'écart est de 2,5 points de pourcentage entre L'Érable (73,7 %) et Nicolet-Yamaska (71,2 %).

Figure 12.3.1

Écarts entre les MRC et TE affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs des 25-64 ans pour chacune des régions administratives, 2008



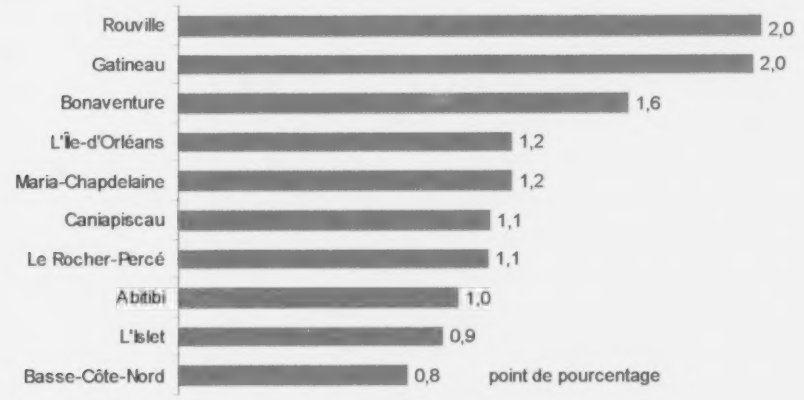
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Entre 2007 et 2008, le taux de travailleurs progresse dans 43 MRC et TE, particulièrement dans Rouville et Gatineau où il grimpe de 2,0 points de pourcentage. Il s'agit pour ce dernier territoire supralocal d'une troisième augmentation d'affilée. On observe aussi une hausse importante dans la MRC de Bonaventure (+ 1,6 point), qui suit celle de 1,5 point de pourcentage enregistrée en 2007. Contrairement à Rouville et Gatineau, l'accroissement dans cette MRC du sud de la péninsule gaspésienne résulte

de l'effet conjugué d'une diminution de la population des 25-64 ans et d'une légère hausse du nombre de travailleurs. Fait intéressant, les six territoires supralocaux qui composent la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrent une évolution positive du taux de travailleurs.

Figure 12.3.2

Les dix MRC et TE affichant la plus forte hausse du taux de travailleurs, 2007-2008

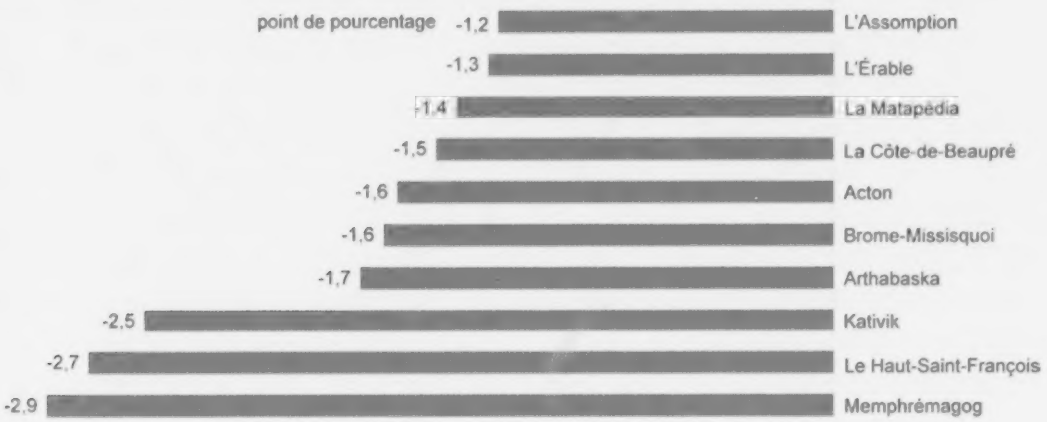


Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

En revanche, on constate une détérioration du marché du travail dans l'ensemble des territoires supralocaux de la région de l'Estrie, à l'exception du Val-Saint-François où le taux de travailleurs progresse de 0,7 point de pourcentage. C'est le cas plus particulièrement dans Memphrémagog et Le Haut-Saint-François où les taux de travailleurs des 25-64 ans fléchissent en regard de 2007 de 2,9 points et de 2,7 points respectivement, soit les baisses les plus prononcées au Québec. Soulignons également que toutes les MRC de la région de Lanaudière encaissent un repli du taux de travailleurs. Les baisses les plus notables sont enregistrées dans L'Assomption (– 1,2 point) et Montcalm (– 0,9 point), résultat d'une croissance plus rapide de la population des 25-64 ans que du nombre de travailleurs de ce même groupe d'âge.

Figure 12.3.3

Les dix MRC et TE affichant la plus forte baisse du taux de travailleurs, 2007-2008



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

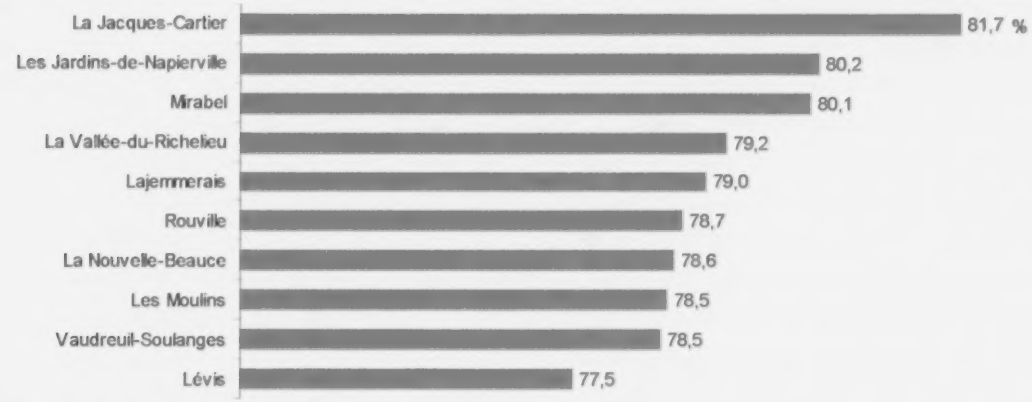
Taux de travailleurs selon le sexe

En 2008, le taux de travailleurs des femmes au Québec progresse de 0,4 point de pourcentage et atteint un nouveau sommet de 70,0 %, tandis que celui des hommes recule de 0,7 point et se fixe à 74,7 %. Toutefois, la croissance du taux de travailleurs

chez les femmes ne se reflète pas dans l'ensemble des territoires supralocaux : 28 MRC et TE connaissent une diminution. Kativik (– 2,3 points), Acton (– 2,2 points) et Le Haut-Saint-François (– 2,2 points) sont les territoires qui subissent les baisses les plus marquées. À l'inverse, d'autres MRC enregistrent des augmentations importantes telles qu'Eeyou Istchee (+ 3,0 points), Rouville (+ 2,9 points) et Caniapiscau (+ 2,4 points).

Figure 12.3.4

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les femmes, 2007-2008

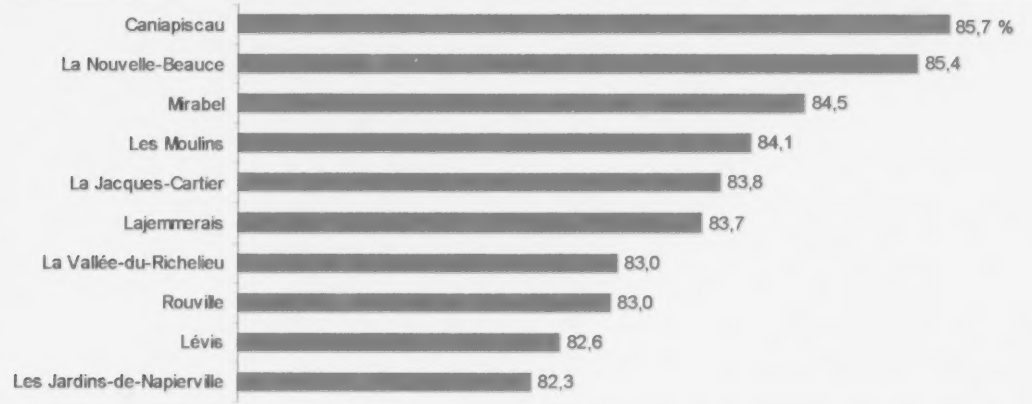


Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Chez les hommes, on note les plus fortes hausses dans les MRC et TE de Gatineau (+ 1,8 point), Bonaventure (+ 1,3 point), Rouville (+ 1,3 point) et de L'Île-d'Orléans (+ 1,2 point). En 2008, Le Rocher-Percé continue de montrer le plus faible taux de travailleurs tant chez les hommes (49,8 %) que chez les femmes (49,2 %). En revanche, on observe le plus haut taux de travailleurs des femmes dans La Jacques-Cartier (81,7 %) et celui des hommes dans Caniapiscau (85,7 %). C'est également cette dernière MRC (13,1 points), avec celle du Fjord-du-Saguenay (16,0 points), où l'écart est le plus prononcé entre le taux de travailleurs des femmes et celui des hommes. Enfin, il importe de souligner que la Basse-Côte-Nord, Eeyou Istchee, Les Collines-de-l'Outaouais et Les Îles-de-la-Madeleine se distinguent en étant les seuls territoires où le taux de travailleurs des femmes est supérieur à celui des hommes.

Figure 12.3.5

Les dix MRC et TE affichant le plus haut taux de travailleurs chez les hommes, 2007-2008



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Tableau 12.3.1

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC, TE et ensemble du Québec, 2007-2008

Code	MRC ou TE	2007[p]	2008[p]	Écart 2008/2007	Code	MRC ou TE	2007[p]	2008[p]	Écart 2008/2007
		%		Point de %			%		Point de %
01	Les Îles-de-la-Madeleine	60,1	60,3	0,2	53	Pierre– De Saurel	66,0	65,2	– 0,9
02	Le Rocher-Percé	48,4	49,5	1,1	54	Les Maskoutains	77,7	76,6	– 1,1
03	La Côte-de-Gaspé	65,6	65,7	0,1	55	Rouville	78,9	80,9	2,0
04	La Haute-Gaspésie	52,4	52,6	0,2	56	Le Haut-Richelieu	76,0	75,8	– 0,2
05	Bonaventure	60,6	62,2	1,6	57	La Vallée-du-Richelieu	81,9	81,1	– 0,9
06	Avignon	60,7	60,8	0,1	58	Longueuil	73,8	74,1	0,3
07	La Matapédia	62,5	61,1	– 1,4	59	Lajemmerais	82,5	81,3	– 1,1
08	Matane	62,9	63,2	0,3	60	L'Assomption	79,8	78,6	– 1,2
09	La Mitis	63,8	64,2	0,4	61	Joliette	71,5	71,2	– 0,3
10	Rimouski-Neigette	72,0	71,8	– 0,2	62	Matawinie	60,0	59,5	– 0,6
11	Les Basques	63,4	63,9	0,5	63	Montcalm	70,9	70,0	– 0,9
12	Rivière-du-Loup	72,0	71,9	– 0,1	64	Les Moulins	81,8	81,3	– 0,4
13	Témiscouata	62,6	62,7	0,1	65	Laval	77,3	77,3	0,0
14	Kamouraska	68,8	69,3	0,6	66	Montréal	68,0	68,0	0,0
15	Charlevoix-Est	68,6	68,7	0,1	67	Roussillon	78,0	77,0	– 1,1
16	Charlevoix	70,2	69,9	– 0,4	68	Les Jardins-de-Napierville	81,9	81,3	– 0,6
17	L'Islet	70,2	71,1	0,9	69	Le Haut-Saint-Laurent	60,5	59,9	– 0,6
18	Montmagny	69,5	70,0	0,6	70	Beauharnois-Salaberry	69,4	68,9	– 0,5
19	Bellechasse	76,9	76,5	– 0,4	71	Vaudreuil-Soulanges	80,9	80,2	– 0,7
20	L'Île-d'Orléans	73,9	75,0	1,2	72	Deux-Montagnes	78,7	77,9	– 0,7
21	La Côte-de-Beaupré	79,3	77,9	– 1,5	73	Thérèse-De Blainville	79,1	78,7	– 0,4
22	La Jacques-Cartier	82,8	82,8	0,0	74	Mirabel	82,8	82,3	– 0,5
23	Québec	74,5	74,7	0,2	75	La Rivière-du-Nord	73,7	72,6	– 1,1
251	Lévis	79,9	80,0	0,1	76	Argenteuil	68,1	66,9	– 1,2
26	La Nouvelle-Beauce	81,7	82,2	0,5	77	Les Pays-d'en-Haut	69,2	68,7	– 0,5
27	Robert-Cliche	75,8	76,0	0,2	78	Les Laurentides	71,2	72,0	0,8
28	Les Etchemins	68,5	68,3	– 0,2	79	Antoine-Labelle	61,3	61,2	– 0,1
29	Beauce-Sartigan	75,1	74,6	– 0,5	80	Papineau	61,4	61,0	– 0,4
30	Le Granit	70,8	69,8	– 0,9	81	Gatineau	75,7	77,7	2,0
31	Les Appalaches	67,2	67,5	0,3	82	Les Collines-de-l'Outaouais	73,1	73,3	0,2
32	L'Érable	74,9	73,7	– 1,3	83	La Vallée-de-la-Gatineau	61,0	60,1	– 0,9
33	Lotbinière	77,8	77,7	– 0,1	84	Pontiac	60,2	60,4	0,3
34	Portneuf	72,2	72,1	– 0,1	85	Témiscamingue	69,9	68,8	– 1,1
35	Mékinac	66,6	66,8	0,2	86	Rouyn-Noranda	72,7	72,8	0,1
36	Shawinigan	63,4	62,9	– 0,6	87	Abitibi-Ouest	66,6	67,2	0,6
371	Trois-Rivières	69,8	68,7	– 1,1	88	Abitibi	70,5	71,5	1,0
372	Les Chenaux	72,0	71,8	– 0,2	89	La Vallée-de-l'Or	70,6	70,7	0,1
38	Bécancour	72,6	72,7	0,1	90	La Tuque	64,9	64,6	– 0,2
39	Arthabaska	73,5	71,7	– 1,7	91	Le Domaine-du-Roy	69,4	69,4	0,0
40	Les Sources	65,1	64,1	– 1,0	92	Maria-Chapdelaine	69,4	70,6	1,2
41	Le Haut-Saint-François	68,4	65,7	– 2,7	93	Lac-Saint-Jean-Est	70,4	70,6	0,1
42	Le Val-Saint-François	74,1	74,8	0,7	941	Saguenay	69,9	69,1	– 0,8
43	Sherbrooke	72,1	71,7	– 0,4	942	Le Fjord-du-Saguenay	66,3	65,7	– 0,7
44	Coaticook	72,4	71,8	– 0,6	95	La Haute-Côte-Nord	64,6	64,2	– 0,5
45	Memphrémagog	71,5	68,6	– 2,9	96	Manicouagan	71,8	70,9	– 0,9
46	Brome-Missisquoi	72,4	70,7	– 1,6	971	Sept-Rivières	72,2	72,7	0,5
47	La Haute-Yamaska	76,7	76,9	0,2	972	Caniapiscau	78,8	79,9	1,1
48	Acton	73,1	71,5	– 1,6	981	Minganie	66,8	67,0	0,2
49	Drummond	72,9	72,0	– 0,9	982	Basse-Côte-Nord	59,1	59,9	0,8
50	Nicolet-Yamaska	71,8	71,2	– 0,6	991	Jamésie	73,5	74,3	0,8
51	Maskinongé	67,2	67,4	0,3	992	Kativik	71,5	69,0	– 2,5
52	D'Autray	69,1	68,9	– 0,1	993	Eeyou Istchee	68,4	68,5	0,1
						Ensemble du Québec	**72,5**	**72,3**	**– 0,2**

Note : Selon le découpage géographique au 1er janvier 2009.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère du Revenu du Québec.

Concepts et définitions

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une

région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Mines

Livraison minérale

Quantité et valeur des substances minérales vendues au cours d'une année de référence.

Production minérale

Quantité de substances minérales extraites au cours d'une année de référence. Ne désigne pas nécessairement les quantités vendues.

Ressources humaines en science et technologie

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie (ST)

Les personnes qui occupent un emploi en science et technologie sont soit des spécialistes qui exercent des professions intellectuelles et scientifiques, soit des techniciens ou des

spécialistes associés, au sens de la Classification internationale type des professions (CITP-88). Le personnel de gestion et de supervision ainsi que le personnel de la vente sont notamment exclus de cette population. Les ressources humaines en science et technologie (RHST) définies selon la profession, les personnes qui occupent un emploi en science et technologie, l'emploi en science et technologie, la main-d'œuvre en science et technologie, les personnes qui exercent une profession scientifique ou technique, sont toutes des expressions équivalentes. Par convention, les personnes désignées par l'une ou l'autre de ces appellations sont âgées de 25 à 64 ans.

Santé

Omnipraticiens

Les omnipraticiens sont des médecins inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec qui ont terminé leur formation de base et obtenu leur permis d'exercice après deux années de résidence en médecine familiale (RAMQ, 2004).

Spécialistes

Les spécialistes sont des médecins qui ont terminé au moins quatre années de résidence et qui sont inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec comme spécialistes certifiés. Lorsqu'un médecin compte plus d'une spécialité, seule est retenue celle qui constitue son principal champ d'activité au 31 décembre de l'année de publication des statistiques annuelles (RAMQ, 2004).

Chirurgiens-dentistes

La catégorie « dentistes et spécialistes en chirurgie buccale » comprend les chirurgiens-dentistes et les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale (RAMQ, 2004).

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2009) : 22 184,9 km²

Population (2009[p]) : 200 756 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 28,9 %

Densité de population (2009) : 9,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Rimouski 43 150 hab.
- Rivière-du-Loup 19 013 hab.
- Matane 14 607 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication de produits en bois
- Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	201 600	201 565	201 107	200 682	200 756
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 255	– 511	– 343	– 306	– 456
Accroissement naturel	n	– 72	104	135	14	18
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,584	1,648	1,724	1,728	1,715
Taux d'activité	%	59,3	60,4	59,3	61,4	60,1
Taux d'emploi	%	54,2	55,0	54,0	56,1	54,5
Taux de chômage	%	8,5	9,0	8,9	8,7	9,2
PIB par habitant	$	25 153	26 048	28 430	28 732	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	19 322	19 920	21 075	21 979	..
Valeur des exportations	M$	1 091,7	1 070,7	856,5	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	944 500	897 553	1 407 720	1 304 425	1 527 271
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	19,9	21,2	24,3	23,5	23,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	210	216	225	233	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Kamouraska	21 788	– 5,8	21 593	5,1	69,3	0,6
La Matapédia	18 887	– 6,3	19 745	4,6	61,1	– 1,4
La Mitis	19 226	– 2,7	20 222	5,4	64,2	0,4
Les Basques	9 341	– 4,9	20 293	2,3	63,9	0,5
Matane	22 041	– 4,6	21 336	5,9	63,2	0,3
Rimouski-Neigette	53 956	2,7	24 395	3,6	71,8	– 0,2
Rivière-du-Loup	33 978	4,0	23 577	4,2	71,9	– 0,1
Témiscouata	21 539	– 4,8	18 777	3,4	62,7	0,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2009) : 95 892,8 km²

Population (2009[p]) : 273 264 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 4,1 %

Densité de population (2009) : 2,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Saguenay 143 564 hab.
- Alma 30 124 hab.
- Dolbeau-Mistassini 14 417 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication du papier
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie
- Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	275 027	274 118	273 052	272 612	273 264
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 1 969	– 1 382	– 955	– 448	– 659
Accroissement naturel	n	404	549	575	659	531
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,609	1,677	1,727	1,789	1,777
Taux d'activité	%	59,7	61,4	62,2	60,1	59,7
Taux d'emploi	%	53,3	54,9	56,6	55,0	53,8
Taux de chômage	%	10,7	10,6	9,1	8,5	10,0
PIB par habitant	$	29 409	30 147	32 268	32 402	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 348	21 254	22 561	23 291	..
Valeur des exportations	M$	3 026,4	3 591,4	3 591,9	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 942 286	1 816 327	2 093 834	1 839 248	1 804 750
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	29,3	32,0	33,9	34,8	32,8
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	176	182	182	189	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Lac-Saint-Jean-Est	51 711	1,5	23 031	2,8	70,6	0,1
Le Domaine-du-Roy	31 899	– 2,5	22 595	1,4	69,4	0,0
Le Fjord-du-Saguenay	20 596	7,5	21 516	3,0	65,7	– 0,7
Maria-Chapdelaine	25 494	– 5,4	22 162	4,3	70,6	1,2
Saguenay	143 564	– 2,1	23 990	3,6	69,1	– 0,8

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2009) : 18 638,7 km²

Population (2009[p]) : 687 810 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 11,9 %

Densité de population (2009) : 36,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Québec 508 349 hab.
- Saint-Augustin-de-Desmaures 17 900 hab.
- L'Ancienne-Lorette 16 720 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Hébergement et service de restauration
- Fabrication de boissons et de produits du tabac

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	664 649	668 734	673 402	680 092	687 810
Solde migratoire interrégional[2]	n	1 194	2 636	2 197	3 044	2 761
Accroissement naturel	n	628	1 360	1 129	1 871	1 906
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,353	1,488	1,507	1,611	1,607
Taux d'activité	%	66,4	65,2	65,9	66,1	65,6
Taux d'emploi	%	62,5	61,6	62,7	63,0	62,2
Taux de chômage	%	5,8	5,5	4,9	4,6	5,2
PIB par habitant	$	35 560	37 246	39 352	39 920	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 313	24 300	25 353	26 361	..
Valeur des exportations	M$	5 759,0	5 450,6	5 201,2	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	3 796 280	4 569 109	5 816 114	6 129 958	7 425 854
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	117,7	116,6	129,4	127,7	129,1
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	284	285	289	294	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Charlevoix	13 204	– 0,4	22 346	3,5	69,9	– 0,4
Charlevoix-Est	16 344	– 1,9	21 498	4,6	68,7	0,1
L'Île-d'Orléans	6 994	5,8	29 989	11,7	75,0	1,2
La Côte-de-Beaupré	24 768	21,4	26 726	2,5	77,9	– 1,5
La Jacques-Cartier	33 370	33,2	29 355	2,4	82,8	0,0
Portneuf	47 911	8,0	23 063	3,9	72,1	– 0,1
Québec	545 219	8,2	26 654	4,0	74,7	0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2009) : 35 451,7 km²

Population (2009[p]) : 262 399 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 6,8 %

Densité de population (2009) : 7,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Trois-Rivières 129 519 hab.
- Shawinigan 51 083 hab.
- La Tuque 11 602 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication du papier
- Foresterie et exploitation forestière
- Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	259 842	260 314	260 799	261 420	262 399
Solde migratoire interrégional[2]	n	587	389	786	195	121
Accroissement naturel	n	– 302	– 7	– 240	– 44	– 23
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,453	1,611	1,610	1,665	1,653
Taux d'activité	%	59,9	57,1	59,2	58,4	57,2
Taux d'emploi	%	54,0	52,0	53,7	53,5	51,7
Taux de chômage	%	9,8	8,9	9,2	8,4	9,6
PIB par habitant	$	26 745	28 605	29 407	29 635	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 418	21 053	22 033	22 720	..
Valeur des exportations	M$	1 895,1	2 225,3	2 067,1	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 713 214	1 832 444	1 862 598	2 019 649	1 803 067
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	29,4	26,8	30,9	30,9	29,0
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	156	160	163	170	..

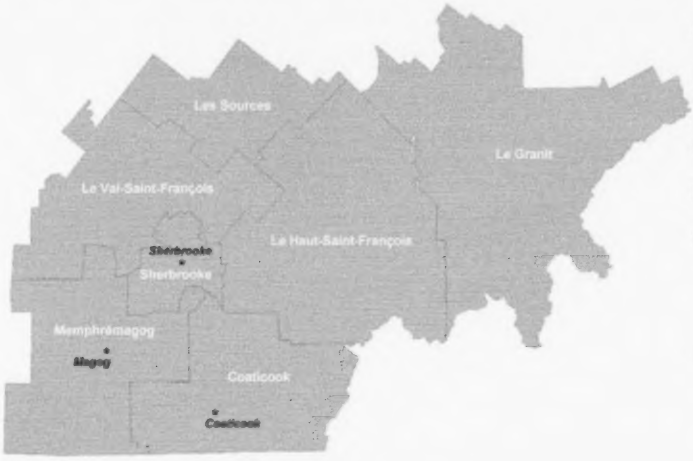
1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
La Tuque	15 467	– 1,4	21 230	1,8	64,6	– 0,2
Les Chenaux	17 311	5,6	22 917	3,8	71,8	– 0,2
Maskinongé	36 388	5,4	21 840	4,5	67,4	0,3
Mékinac	12 631	– 1,3	21 318	3,2	66,8	0,2
Shawinigan	51 083	– 6,2	21 230	3,2	62,9	– 0,6
Trois-Rivières	129 519	5,9	23 852	2,7	68,7	– 1,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur l'Estrie



Superficie en terre ferme (2009) : 10 194,6 km²

Population (2009[p]) : 307 389 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 69,2 %

Densité de population (2009) : 30,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Sherbrooke 153 384 hab.
- Magog 25 035 hab.
- Coaticook 9 112 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	299 565	301 014	302 585	304 965	307 389
Solde migratoire interrégional[2]	n	462	182	234	70	40
Accroissement naturel	n	604	848	925	1 003	1 064
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,593	1,680	1,698	1,761	1,735
Taux d'activité	%	63,9	64,6	64,6	63,0	65,3
Taux d'emploi	%	59,6	59,3	60,0	59,3	60,4
Taux de chômage	%	6,6	8,2	7,0	5,9	7,5
PIB par habitant	$	28 881	29 219	29 920	30 103	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 858	21 757	22 681	23 191	..
Valeur des exportations	M$	2 907,1	2 998,7	2 836,5	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 729 758	1 964 338	1 816 976	1 901 449	1 881 381
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	39,0	40,6	40,3	41,1	45,3
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	243	246	246	251	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Coaticook	18 698	2,1	20 543	2,0	71,8	– 0,6
Le Granit	22 515	0,5	21 605	3,9	69,8	– 0,9
Le Haut-Saint-François	22 109	6,1	19 645	2,1	65,7	– 2,7
Le Val-Saint-François	29 248	0,3	23 755	2,8	74,8	0,7
Les Sources	14 515	0,6	20 220	4,3	64,1	– 1,0
Memphrémagog	46 920	10,0	25 745	– 0,1	68,6	– 2,9
Sherbrooke	153 384	9,7	23 657	2,6	71,7	– 0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2009) : 498,2 km²

Population (2009[p]) : 1 906 811 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 4,2 %

Densité de population (2009) : 3 827,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Montréal 1 667 700 hab.
- Dollard-des-Ormeaux 49 938 hab.
- Côte-Saint-Luc 32 616 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de vêtements
- Fabrication de boissons et de produits du tabac
- Arts, spectacles et loisirs
- Industrie de l'information et industrie culturelle

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	1 873 585	1 873 589	1 881 680	1 897 279	1 906 811
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 22 800	– 22 760	– 23 848	– 21 477	– 19 463
Accroissement naturel	n	5 872	7 237	7 795	8 051	8 166
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,448	1,529	1,560	1,576	1,617
Taux d'activité	%	65,7	66,0	65,2	65,7	64,8
Taux d'emploi	%	58,6	59,4	59,7	60,1	57,5
Taux de chômage	%	10,8	10,1	8,5	8,7	11,1
PIB par habitant	$	48 092	49 817	51 841	52 883	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 676	24 788	25 639	26 368	..
Valeur des exportations	M$	23 478,9	24 700,0	25 494,6	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	11 717 961	11 005 452	11 228 349	11 836 448	11 742 161
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	320,8	346,4	327,2	349,9	351,4
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	298	296	298	299	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2009) : 30 503,8 km²

Population (2009[p]) : 358 872 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 10,4 %

Densité de population (2009) : 11,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Gatineau 256 240 hab.
- Val-des-Monts 10 279 hab.
- Cantley 9 012 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Administrations publiques
- Foresterie et exploitation forestière
- Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	341 436	344 865	348 621	353 173	358 872
Solde migratoire interrégional[2]	n	564	731	510	1 363	1 437
Accroissement naturel	n	1 465	1 634	1 814	1 824	1 958
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,606	1,677	1,778	1,748	1,752
Taux d'activité	%	68,9	69,3	69,0	71,5	68,9
Taux d'emploi	%	64,1	65,2	64,7	67,6	64,6
Taux de chômage	%	6,9	6,0	6,3	5,4	6,3
PIB par habitant	$	25 876	26 374	27 886	28 382	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 648	22 487	23 633	24 345	..
Valeur des exportations	M$	699,3	712,6	551,3	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 697 575	2 034 458	2 591 564	3 036 392	2 289 798
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	57,5	62,5	64,8	69,9	72,0
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	151	148	148	154	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Outaouais

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Gatineau	256 240	15,3	25 369	3,1	77,7	2,0
La Vallée-de-la-Gatineau	20 695	– 3,6	19 501	3,1	60,1	– 0,9
Les Collines-de-l'Outaouais	45 163	20,2	25 438	3,1	73,3	0,2
Papineau	22 185	3,4	18 923	0,1	61,0	– 0,4
Pontiac	14 589	-3,9	18 402	3,6	60,4	0,3

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2009) : 57 339,7 km²

Population (2009[p]) : 145 886 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 11,1%

Densité de population (2009) : 2,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Rouyn-Noranda 40 772 hab.
- Val-d'Or 31 848 hab.
- Amos 12 532 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	144 731	144 868	144 930	145 202	145 886
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 581	– 379	– 166	– 390	– 392
Accroissement naturel	n	431	600	525	577	610
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,740	1,798	1,893	1,976	1,996
Taux d'activité	%	61,9	64,0	63,8	63,8	62,2
Taux d'emploi	%	56,1	58,1	57,9	59,0	56,3
Taux de chômage	%	9,3	9,2	9,2	7,6	9,5
PIB par habitant	$	30 455	30 879	34 695	35 312	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 920	21 790	23 619	24 610	..
Valeur des exportations	M$	796,0	756,0	583,7	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	759 113	881 897	1 150 828	1 275 218	1 452 769
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	19,8	18,9	18,2	18,0	17,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	202	209	224	228	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Abitibi	24 746	4,1	24 685	5,4	71,5	1,0
Abitibi-Ouest	21 007	1,8	22 104	5,1	67,2	0,6
La Vallée-de-l'Or	42 783	4,6	25 369	3,2	70,7	0,1
Rouyn-Noranda	40 772	4,2	25 965	4,7	72,8	0,1
Témiscamingue	16 578	– 10,0	22 390	2,3	68,8	– 1,1

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2009) : 236 699,6 km²

Population (2009[p]) : 95 704 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 0,12 %

Densité de population (2009) : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Sept-Îles 26 092 hab.
- Baie-Comeau 22 044 hab.
- Port-Cartier 6 770 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Extraction minière et activités de soutien
- Pêche, chasse et piégeage
- Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	96 825	96 561	95 983	95 416	95 704
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 827	– 911	– 689	– 918	– 452
Accroissement naturel	n	341	438	463	464	394
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,641	1,851	1,921	1,987	1,894
Taux d'activité[3]	%	64,5	62,7	60,2	61,5	59,2
Taux d'emploi[3]	%	59,2	57,6	54,8	54,5	53,4
Taux de chômage[3]	%	8,1	8,2	8,7	11,2	9,7
PIB par habitant	$	42 017	43 871	47 657	47 796	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 739	23 379	24 842	25 895	..
Valeur des exportations	M$	2 994,2	3 505,0	3 351,7	..	..
Dépenses en immobilisation[4]	k$	1 000 774	747 651	819 194	892 926	1 883 071
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	12,5	11,9	10,5	11,7	12,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	219	229	239	238	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Basse-Côte-Nord	5 412	– 8,5	19 120	3,0	59,9	0,8
Caniapiscau	4 142	12,4	37 677	3,3	79,9	1,1
La Haute-Côte-Nord	11 885	– 12,8	20 495	3,0	64,2	– 0,5
Manicouagan	32 379	– 8,8	26 074	2,6	70,9	– 0,9
Minganie	6 398	– 0,4	25 809	7,2	67,0	0,2
Sept-Rivières	35 488	4,4	27 250	5,5	72,7	0,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

1. Nouveau toponyme officiel à venir

Superficie en terre ferme (2009) : 718 228,6 km²

Population (2009[p]) : 41 479 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 0,03 %

Densité de population (2009) : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Chibougamau 7 451 hab.
- Chisasibi 4 263 hab.
- Mistissini 3 179 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Services publics
- Extraction minière et activités de soutien
- Foresterie et exploitation forestière
- Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	40 250	40 272	40 713	41 060	41 479
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 496	– 443	– 253	– 298	– 384
Accroissement naturel	n	625	664	720	700	713
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	2,650	2,740	2,947	2,873	2,904
Taux d'activité[3]	%	64,5	62,7	60,2	61,5	59,2
Taux d'emploi[3]	%	59,2	57,6	54,8	54,5	53,4
Taux de chômage[3]	%	8,1	8,2	8,7	11,2	9,7
PIB par habitant	$	56 426	57 244	62 693	63 754	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	24 050	24 299	25 893	53 502	..
Valeur des exportations	M$	2 994,2	3 505,0	3 351,7	..	..
Dépenses en immobilisation[4]	k$	1 851 641	2 516 096	2 890 020	3 547 377	2 404 389
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	12,5	11,9	10,5	11,7	12,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	267	287	307	273	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des TE du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible/habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Eeyou Istchee	15 272	21,2	101 022	276,0	68,5	0,1
Jamésie	14 654	– 7,4	27 883	7,7	74,3	0,8
Kativik	11 553	17,7	24 343	– 1,1	69,0	– 2,5

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2009) : 20 272,2 km²

Population (2009[p]) : 94 067 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 4,3 %

Densité de population (2009) : 4,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Gaspé 14 881 hab.
- Les Îles-de-la-Madeleine 12 544 hab.
- Chandler 7 656 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Pêche, chasse et piégeage
- Foresterie et exploitation forestière
- Activité de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	95 515	95 162	94 624	94 035	94 067
Solde migratoire interrégional[2]	n	– 150	– 217	– 202	– 210	– 61
Accroissement naturel	n	– 237	– 171	– 233	– 227	– 182
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,406	1,556	1,579	1,692	1,652
Taux d'activité	%	50,7	50,7	52,3	54,5	51,5
Taux d'emploi	%	41,6	41,4	43,3	45,0	43,4
Taux de chômage	%	17,9	18,3	17,3	17,3	15,6
PIB par habitant	$	20 484	20 368	21 861	22 433	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	18 927	18 995	20 252	21 213	..
Valeur des exportations	M$	263,5	112,0	105,8	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	492 182	482 167	409 181	682 090	677 216
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	8,6	8,6	9,6	10,6	9,9
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	281	278	289	297	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Avignon	15 127	– 2,6	21 622	4,9	60,8	0,1
Bonaventure	17 929	– 1,0	21 089	4,9	62,2	1,6
La Côte-de-Gaspé	17 812	– 2,5	22 622	3,0	65,7	0,1
La Haute-Gaspésie	12 143	– 5,8	18 899	4,8	52,6	0,2
Le Rocher-Percé	18 009	– 8,3	19 688	6,4	49,5	1,1
Les Îles-de-la-Madeleine	13 047	– 3,0	23 242	4,7	60,3	0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2009) : 15 070,9 km²

Population (2009[p]) : 403 011 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 66,4 %

Densité de population (2009) : 26,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Lévis 136 066 hab.
- Saint-Georges 30 558 hab.
- Thetford Mines 25 416 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- Fabrication de produits en bois
- Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	395 083	396 951	398 767	399 804	403 011
Solde migratoire interrégional[2]	n	869	355	495	28	463
Accroissement naturel	n	1 159	1 660	1 598	1 845	1 721
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,661	1,814	1,844	1,961	1,880
Taux d'activité	%	68,4	67,7	67,1	66,0	66,6
Taux d'emploi	%	64,0	63,7	63,1	62,7	62,7
Taux de chômage	%	6,4	5,8	6,0	5,0	5,9
PIB par habitant	$	29 000	29 679	31 332	31 314	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 503	22 426	23 572	24 574	..
Valeur des exportations	M$	2 728,1	2 703,4	2 394,7	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 716 544	2 358 174	2 493 494	2 715 278	2 627 875
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	48,1	49,9	54,2	51,8	54,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	159	162	162	164	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Beauce-Sartigan	50 576	3,3	24 471	3,0	74,6	– 0,5
Bellechasse	33 973	3,0	23 824	4,6	76,5	– 0,4
L'Islet	18 596	– 6,3	20 631	2,9	71,1	0,9
La Nouvelle-Beauce	32 802	10,8	25 862	5,0	82,2	0,5
Les Appalaches	43 224	– 2,2	21 699	4,8	67,5	0,3
Les Etchemins	17 238	– 8,3	19 396	2,6	68,3	– 0,2
Lévis	136 066	11,5	27 705	5,0	80,0	0,1
Lotbinière	28 612	11,6	23 022	2,4	77,7	– 0,1
Montmagny	23 009	– 4,0	21 536	3,0	70,0	0,6
Robert-Cliche	18 915	– 0,1	22 917	3,6	76,0	0,2

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2009) : 246,0 km²

Population (2009r) : 391 893 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 29,1 %

Densité de population (2009) : 1 593,2 hab./km²

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits chimiques
- Commerce de gros
- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	367 935	372 410	378 348	384 639	391 893
Solde migratoire interrégional[2]	n	2 197	2 672	2 045	2 601	2 882
Accroissement naturel	n	1 437	1 815	1 674	1 911	1 992
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,594	1,707	1,718	1,785	1,767
Taux d'activité	%	65,8	65,9	69,2	69,4	67,0
Taux d'emploi	%	60,6	61,6	65,7	64,8	61,9
Taux de chômage	%	7,9	6,6	5,1	6,7	7,6
PIB par habitant	$	26 475	28 958	30 250	30 487	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 518	24 310	25 324	26 019	..
Valeur des exportations	M$	1 152,1	1 187,4	1 030,2	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 413 019	2 638 861	3 184 555	3 446 589	3 119 604
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	51,6	59,0	67,7	66,5	70,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	143	145	143	146	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2009) : 12 313,3 km²

Population (2009[p]) : 457 962 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 16,7 %

Densité de population (2009) : 37,2 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Terrebonne 102 827 hab.
- Repentigny 80 482 hab.
- Mascouche 38 918 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- Fabrication de produits métalliques
- Fabrication de produits minéraux non métalliques
- Construction

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	424 629	433 776	442 241	449 484	457 962
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 940	6 818	7 040	5 441	4 390
Accroissement naturel	n	1 222	1 798	2 136	2 423	2 620
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,600	1,726	1,848	1,960	1,934
Taux d'activité	%	68,1	66,1	66,9	65,3	67,8
Taux d'emploi	%	63,8	62,3	62,2	60,6	62,2
Taux de chômage	%	6,2	5,7	7,0	7,2	8,2
PIB par habitant	$	19 944	21 319	22 190	22 142	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	21 819	22 520	23 578	24 399	..
Valeur des exportations	M$	1 181,7	1 200,8	1 235,6	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	2 646 583	2 859 845	2 840 055	3 037 618	2 707 528
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	57,2	57,4	60,2	58,7	70,4
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	136	135	140	138	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
D'Autray	41 773	9,1	21 752	2,6	68,9	– 0,1
Joliette	61 278	13,7	24 851	4,5	71,2	– 0,3
L'Assomption	116 610	17,0	26 486	2,4	78,6	– 1,2
Les Moulins	141 745	27,6	26 109	4,7	81,3	– 0,4
Matawinie	51 052	7,2	19 899	2,4	59,5	– 0,6
Montcalm	45 504	18,2	20 697	2,4	70,0	– 0,9

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2009[p]) : 20 559,9 km²

Population (2009[p]) : 542 416 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 9,5 %

Densité de population (2009) : 26,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Saint-Jérôme 67 155 hab.
- Blainville 51 161 hab.
- Saint-Eustache 43 605 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication de matériel de transport
- Construction
- Fabrication de produits minéraux non métalliques

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	509 627	518 399	526 212	534 031	542 416
Solde migratoire interrégional[2]	n	6 191	5 424	6 295	4 205	4 335
Accroissement naturel	n	1 627	2 359	2 302	2 431	2 449
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,646	1,830	1,827	1,886	1,811
Taux d'activité	%	67,2	65,0	68,6	66,6	66,7
Taux d'emploi	%	62,1	59,9	63,8	61,8	61,5
Taux de chômage	%	7,6	7,9	6,9	7,3	7,8
PIB par habitant	$	25 676	26 252	28 138	28 378	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	22 917	23 850	24 909	25 723	..
Valeur des exportations	M$	2 977,5	2 730,0	2 540,6	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	3 603 359	4 065 706	4 407 493	4 423 788	4 387 944
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	69,3	71,2	80,7	71,2	86,1
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	134	136	136	136	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE des Laurentides

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Antoine-Labelle	35 687	0,5	19 737	3,5	61,2	– 0,1
Argenteuil	30 549	4,2	21 862	4,0	66,9	– 1,2
Deux-Montagnes	93 744	14,6	25 661	5,7	77,9	– 0,7
La Rivière-du-Nord	110 148	23,3	23 258	2,4	72,6	– 1,1
Les Laurentides	44 406	9,2	22 964	4,2	72,0	0,8
Les Pays-d'en-Haut	38 740	17,5	30 806	4,1	68,7	– 0,5
Mirabel	38 692	30,5	24 947	2,7	82,3	– 0,5
Thérèse-De Blainville	150 450	12,6	29 485	2,1	78,7	– 0,4

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2009) : 11 110,8 km²

Population (2009[p]) : 1 428 475 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 85,8 %

Densité de population (2009) : 128,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Longueuil 234 003 hab.
- Saint-Jean-sur-Richelieu 91 557 hab.
- Brossard 76 936 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Première transformation des métaux
- Fabrication de matériel de transport
- Cultures agricoles et élevage
- Fabrication de produits chimiques

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	1 366 551	1 383 026	1 396 816	1 411 055	1 428 475
Solde migratoire interrégional[2]	n	7 607	6 867	6 497	6 116	4 861
Accroissement naturel	n	4 751	6 029	5 718	6 559	6 699
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,646	1,752	1,794	1,829	1,782
Taux d'activité	%	66,7	67,6	67,2	67,3	67,3
Taux d'emploi	%	62,1	62,7	63,1	62,8	62,2
Taux de chômage	%	6,9	7,3	6,1	6,6	7,6
PIB par habitant	$	27 372	29 039	30 566	30 776	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	23 664	24 534	25 668	26 506	..
Valeur des exportations	M$	13 457,2	12 426,6	12 904,5	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	9 194 407	9 900 835	10 708 728	10 655 884	10 648 144
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	194,2	209,3	213,0	192,1	203,6
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	146	147	148	149	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC et TE de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Acton	15 280	– 2,8	21 301	3,2	71,5	– 1,6
Beauharnois-Salaberry	61 757	3,2	22 738	3,3	68,9	– 0,5
Brome-Missisquoi	47 293	2,5	23 781	1,4	70,7	– 1,6
La Haute-Yamaska	89 799	13,3	25 638	4,8	76,9	0,2
La Vallée-du-Richelieu	112 868	14,8	29 740	2,5	81,1	– 0,9
Lajemmerais	71 441	3,8	28 867	3,0	81,3	– 1,1
Le Haut-Richelieu	113 246	9,9	24 653	1,7	75,8	– 0,2
Le Haut-Saint-Laurent	24 670	– 4,9	19 289	1,8	59,9	– 0,6
Les Jardins-de-Napierville	25 439	14,0	24 351	4,3	81,3	– 0,6
Les Maskoutains	82 360	4,1	25 108	2,2	76,6	– 1,1
Longueuil	399 279	8,8	27 855	3,1	74,1	0,3
Pierre-De Saurel	50 296	1,1	23 362	3,5	65,2	– 0,9
Roussillon	168 647	15,2	26 351	5,5	77,0	– 1,1
Rouville	33 800	21,4	24 587	1,5	80,9	2,0
Vaudreuil-Soulanges	132 300	26,8	28 502	3,3	80,2	– 0,7

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec

Superficie en terre ferme (2009) : 6 920,9 km²

Population (2009[p]) : 230 685 habitants

Pourcentage de la superficie en zone agricole (2009) : 93,3 %

Densité de population (2009) : 33,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2009[p]) :

- Drummondville 70 246 hab.
- Victoriaville 42 095 hab.
- Bécancour 11 713 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Cultures agricoles et élevage
- Première transformation des métaux
- Fabrication de machines

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population au 1er juillet[1]	n	225 061	225 928	227 245	228 521	230 685
Solde migratoire interrégional[2]	n	467	529	359	984	577
Accroissement naturel	n	398	611	669	738	764
Indice synthétique de fécondité	enfant par femme	1,642	1,787	1,815	1,942	1,858
Taux d'activité	%	67,4	67,6	67,4	67,1	66,2
Taux d'emploi	%	61,9	62,6	62,8	61,9	61,6
Taux de chômage	%	8,1	7,4	6,7	7,8	7,1
PIB par habitant	$	31 283	31 680	33 062	32 948	..
Revenu personnel disponible par habitant	$	20 588	21 784	22 311	22 951	..
Valeur des exportations	M$	2 285,3	2 543,8	2 572,3	..	..
Dépenses en immobilisation[3]	k$	1 250 370	1 238 357	1 334 555	1 373 963	2 125 980
Emploi en science et technologie (25-64 ans)	k	24,9	27,0	30,4	31,0	30,7
Nombre de médecins par 100 000 habitant	n	156	160	163	170	..

1. Les données de 2005 à 2008 ont été révisées. Celles de 2009 sont provisoires.
2. Année du 1er juillet au 30 juin (p. ex., l'année 2005 s'étend du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005). Les données de 2006 à 2008 ont été révisées.
3. 2005-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2009[p]		Revenu disponible par habitant		Taux de travailleurs	
	n	TAAM[1] 2006-2009 pour 1 000	$	Variation 2008/2007	%	Écart 2008/2007
Arthabaska	68 333	7,7	22 637	0,8	71,7	– 1,7
Bécancour	19 480	10,0	23 792	4,4	72,7	0,1
Drummond	96 900	10,5	23 365	3,8	72,0	– 0,9
L'Érable	23 090	– 2,4	21 855	3,0	73,7	– 1,3
Nicolet-Yamaska	22 882	– 3,3	22 547	3,6	71,2	– 0,6

1. Taux d'accroissement annuel moyen.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des MRC et TE qui les comprennent.

L'édition 2010 contient :

- un dossier thématique, dont la matière varie avec les années suivant les sujets économiques d'intérêt général. Pour cette deuxième édition, Mmes Myriam Simard et Laurie Guimond, de l'INRS, commentent le mouvement migratoire de la ville vers la campagne de populations diverses afin d'avoir une meilleure compréhension de l'évolution sociodémographique des régions du Québec, notamment les MRC d'Arthabaska et de Brome-Missisquoi, particulièrement touchées par le repeuplement;
- dix thématiques variées qui sont analysées d'après les plus récentes statistiques par région : démographie, marché du travail, comptes économiques, exportations, industrie manufacturière, investissements et permis de bâtir, mines, ressources humaines en science et technologie, santé, ainsi que la culture et les communications;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE et dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs;
- un portrait statistique de chaque région administrative est présenté en un coup d'œil.

Avec la deuxième édition de cette publication, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut
de la statistique
Québec